

• SCIENCE, AFFAIRES ET DÉMOCRATIE - Pages 20 et 21

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

LE MONDE

32 pages - 15 F

Algérie : 6 DA
Andino 8. 95 PB
Bolglague : 95 FB
Comba : 2,75 S C
Coff.: 1 170 FCFA
Enemon : 300 FFA
Salas : 3,00 FL
Spages : 300 FFA
Salas : 3,30 FS
Salas : 3,30 FS
Tunisle : 1 700 m

BY. Chr.: 250 5 US
Tunisle : 1 700 m

DROITS DE L'HOMME

Le Maroc du silence

Par CLAUDE JULIEN

URS de leur bon droit, ils réclament une définition restrictive de l'identité nationale et de la citoyenneté, ainsi que de plus généreuses subventions publiques pour les écoles religieuses. De qui s'agit-il? D'intégristes français sou-tenus par les amis de M. Le Pen? Non; ces revendications, parmi d'autres, sont formulées en Israël par les quatre partis religieux (18 députés sur 120), que les deux grandes formations n'ont pas manqué de courtiser et qui pèseront sur les décisions à venir (1).

En France, l'enseignement privé ayant brillamment obtenu gain de cause, les intégristes peuvent se battre sur d'autres fronts. Champions de la pureté raciale, certains de leurs représentants se manifestent dans les rangs du Front national. Ultimes gardiens d'une morale en déroute, ils voient dans le SIDA un juste châtiment du ciel, et se sentent confortés lorsque Mgr Decourtray dénonce la campagne de publicité pour les préservatifs car elle va - faciliter le vagabondage sexuel (2) ». Ardents défenseurs d'une saine doctrine, dont ils sont seuls dépositaires, ils ont jusqu'à l'incendie volontaire - pris sen et samme contre la Dernière Tentation du Christ.

Les incendiaires avaient-ils besoin des encouragements d'un prélat qui n'avait même pas vu le film ? Probablement pas. Leur trop visible satisfaction incite pourtant le cardinal Lustiger à se disculper : « Ce n'est pas nous qui avons déchaîné l'orage. Nous avons dit: attention, l'orage va se déchaîner, vous êtes en train de déchainer des forces irrationnelles. Si l'on ne respecte pas le sacré, on déchaine le Diable (3). >

Aussi simplement qu'un train sur un passage à niveau, un diable « peux

DANS CE NUMERO:

en cacher un autre ». Or ils sont légion, ces diables qui, de par le monde, s'acharment à profaner tout ce qu'il y a de sacré : la vie humaine, la dignité de la personne, l'élémentaire justice, les créations de l'esprit traitées comme de viles marchandises... Ces diables-là, l'épiscopat vat-il les refouler dans les zones grises de la conscience publique, loin der-rière les diables de la fornication et du « blasphème » filmé ?

NE diablerie tombe parfois du ciel. Ainsi cette gigantesque basilique - 7 000 places assises, 11 000 places debout que le président Houphouët-Boigny fait édifier dans son Yamoussoukro natal, seconde capitale d'un pays qui compte à peine 15 % de catholiques. Avec une coupole dressée à 120 mètres au-dessus du sol. 250 colonnes dont les plus hautes mesurent 30 mètres, 7 800 mètres carrés de vitraux, le monument doit en imposer par ses grandioses propor tions. Le démon de l'orgueil n'est pour rien dans cette œuvre pie. Le coût en est évalué à 1 milliard de francs, la fortune personnelle du président à 30 milliards : placé à 10 %, ce capital, qui n'appelle aucune appréciation évangélique, permettrait de construire trois basiliques par an. Il n'en est pas question. Les améliorations d'un palais présidentiel complètement sou et la satisfaction de quelques autres vanités méritaient priorité.

An début du mois d'octobre dernier, le chef de l'Etat a promis de maintenir le revenu de base des agriculteurs à raison de 8 francs le kilo-

gramme de fèves de cacao. Les petits planteurs n'ont toujours pas été payés, et les salaires des fonctionnaires sont bloqués depuis six ans. Les cours des produits de base café, cacao, coton... - ont chuté au niveau des années 30. Du coup, la Côte-d'Ivoire est depuis un an en cessation de paiement : elle ne peut ni verser les intérêts de sa dette ni a fortiori rembourser le principal (voir l'article de Corinne Moutout, page 14).

Pour la plus grande gloire de un Français qui contrôle tons les grands travaux. Après la basilique, dit-il, « nous nous lancerons dans la construction de logement sociaux : c'est beaucoup plus délicut ». Comment ne comprendrait-on pas son inquiétude ? (4)...

De toute éternité, l'adorable diable du plus absurde luxe religieux, dont témoigne à Casablanca l'édification de la plus grande mosquée du monde, a été jugé moins redoutable que le diable de la luxure, moins condamnable aussi que les licences favorisées par une dangerense liberté d'expression et de création.

(Lire la suite page 17.)

(1) Voir «Israël: A Jewish Fondamentalist State?», Newsweek, 14 novembre 1988, et «What Price Glory?», Time. 14 novembre 1988. Bien que la population israélienne soit aux deux tiers laïque, M. Shamir, dès le lendemain du scrutin, s'est dit disposé à modifier la «loi du retour» dans le sens souhaité par les juifs orthodoxes. Les travaillistes sont bostiles à

(2) Le Monde. 8 novembre 1988. (3) Cardinal Lustiger, Europe 1, 23 octobre 1988. (4) Chiffres et citations d'après la Vie.

UNE VOLONTÉ DE RAISON

Le pari des Palestiniens sur la paix

Par ALAIN GRESH

L est des moments où l'histoire bésite, où la volonté des hommes paraît pouvoir l'emporter sur la pesanteur des habitudes. Ce n'est qu'après, longtemps après, que les choix hasardeux d'hier s'imposent à tous avec la force de la fatalité. En 1938, à Munich, tout était encore possible, et les démocraties auraient pu porter un coup d'arrêt mortel au nazisme. En 1953, à Téhéran, tout était encore possible, et l'Occident aurait pu accepter le régime du docteur Mossa-degh et éviter à l'Iran vingt-cinq années de dictature du chah et une coûteuse révolution islamiste.

Aujourd'hui, au Proche-Orient, l'avenir est ouvert. Un des plus anciens conflits régionaux, ancré dans des haines sanglantes - le rejet de l'autre servant d'argument suprême, - et que les puissances extérieures avaient cru bon jusque-là d'attiser, donne certains signes d'essoufflement. Certes, les embliches demeurent qui fourniront mille arguments à ceux qui préchent la résignation face aux énigmes insonda bles de cet « Orient compliqué ».

Pourtant, quelque chose bouge. La complexité même de la situation plaide en faveur d'un règlement : autour de la tragédie palestimenne se sont bâtis le drame du Liban, la montée des intégrismes et le surarmement (missiles et armes chimiques, banalisés durant la guerre entre l'Irak et l'Iran, menacent toute la région, sans exclure le péril nucléaire). Ce mélange inflammable trouble les Deux Grands au début de leur nouvelle lune de miel et alors que la diplomatie réaliste de M. Gorbat-

ble un accord sur l'indépendance de la Namibie. Ce climat de détente Est-Ouest ouvre au Proche-Orient une fragile lucarne de paix. Un an d'Intifada ininterrompue en Cisjordanie et à Gaza, des centaines de morts, des miliers de prisonniers politiques, ont mis fin à l'option du statu quo. Le choix, pour tous, et en premier lieu pour les Israéliens, ac résume ainsi : la paix maintenant ou la guerre sans cesse

Le soulèvement a matérialisé sur le terrain les frontières de l'Etat palestinien et a contraint l'OLP, lors de son récent Conseil national à Alger, à prendre un tournant historique en avalisant, au-delà de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, le principe du partage de la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe.

A INSI s'élargit le consensus mon-dial – en attendant la prise de fonction de la nouvelle administration américaine et malgré le refus de M. Shamir – fondé sur la convocation d'une conférence internationale de paix, des garanties de sécurité à Israël et la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens, et que viennent conferter les positions de la Communant de la communa de la communant de la communant de la communant de la communa de la communant de la communa nauté économique européenne et de nombreuses voix juives en Europe et aux Etats-Unis.

L'histoire au Proche-orient hésite. Le pari des Palestiniens sur la paix débouchera-t-il sur une trop banale occasion manquée, aux implications mortelles, ou, enfin, sur une solution où il n'y aura que des gagnants ?

En vente dans les kiosques :

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

Manière de voir nº 3

ten de Bris. - La juntice su service de inte The state of the s

comfance et veiller a corriger les désigne

maintaines compte tenu des asymétris de

Maques. Défense et sécurité ne set me

Mermative, mass les deux poles conte

stares d'une même action pour la paris

Moerte St. ... voionté d'exister politique existe d'esse prês à assumer l'épient à

demande d'ordenner un payage de par

Convernant le cheix d'un des

Aqualibré, la prodence doit réglerante

besie des moyens de la dissussion leie

des peuple étant en jeu, l'automé plien.

macifenere iur soit dictée par les beriet

betaille, alors que le conflit général passe

ma avota attenti, a ses yeux, le seul him

mble La fragpe préstratégique d'ultime

merment dait être dégagée des some

ers tactiques. Les moyens de centebres

August danc van leur crédibilité (es

beerminoe, dans la perception advange.

🗪 i advernance junqu'où il pendek

mertitude seruit diminuée et le fine

affaithlie. Le président de la Républicat

emperatus ermont disposer de moses quer

entigenent pus son expose de décise, est

neignaturant l'incertifiede de l'agressa pr

tiel. Ces movems unt seulement bemitte

Sente persincede légitime, car la décesti

niemmie de la France - et, au dell chi

FENTOSE - repusent avant tout sur le dat

Pietra cargeance republicane et de la

[1] Americans avec in press, & 12 paints
[manufacture avec in base contents & land...]

(C) Estarrention au collèges de la me ?

mente pelitique.

amen, ತಾರ್ಟ್ ತಿಂದ ರೋಲlopper en demo

Comments of the forces classiques. Comme

le meherche de la pelitique communication

Service : desa vocations pour ! Europe (supple 29 à 32 :

重量 25 4 28:

PETROLE SOUS L'EMPIRE DU MANCE SOUS L'EXPIRE DU MARINE LISS : BOUS L'EXPIRE DU MARINE LISS : Branche producteur, par de premier producteur, par de l'expire l'expire producteur, par de l'expire l'expire

L'accumentante et les fisques de

34 ot 35:

TOWNES DU MOIS: L'Argest nor le Pendels d' fi he allowed a designation of mars d'octabre 1989

S date and & 17C 000 grandlates. Novembre 19

Eloge du sacré

e lis sont légion - écrit Claude Julien (pages 1 et 17) ces diables qui, de per le monde, s'achament à profaner tout ca qu'il y a de sacré : la vie humaine, la dignité de la personne, l'élémentaire justice, les créations de l'esprit traitées comme de viles marchandises... >

ETHIQUE DE LA DÉMOCRATIE

Aux Etata-Unic, per exemple, l'administration de M. Reagan qui avait pourtant fait appel à la « majorité morale » - apparaît maintenant comme « le plus corrompue » tandis que la récents campagne électorale a sombré, au grand dam de l'éthique démocratique, dans la fange des « bas-fonds » (pages 4 et 5). En Europe, même mépris pour le « social », pour la solidarité avec le monde du travail, et, en revanche, exeltation du culte du veau d'or, des « libertés sans frontières pour les capitaux » (pages 6 et 7). Les conséquences concernent la vie intime de chaque citoyen alors que se multiplient les « menaces sur le droit de tous aux soins médicaux » (pages 18 et 19) et que, progressivement, « le corps humain devient une sim-

- 417 - 15.00 F

pla marchandisa s (pages 20 at 21). Des partis qui avaient vocation à dénoncer ce type de profanation, comme les « Verts » oueststemands, sont

aujourd'hui tiraillés « entre la contestation et l'intégration » (page 23).

VERTU DE L'IDENTITÉ

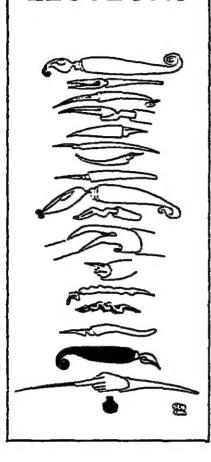
Autres profanations : celles de la dégnité de la personne et de la dignité des peuples. Alors que l'on célèbre, ce mois, le quarantièrne anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « une inacceptable perversion, la torture » demeure une pratique banale (page 32): par exemple, derrière e le Maroc du silance » des voix s'élèvent pour réclamer l'élémentaire justice (page 15). Des peuples entiers, hier encore ignorés, la réclament aussi, en particulier en Union soviétique où Moscou reste confronté « au réveil des nationalismes » (pages 10 et 11); et en Yougoslavie où le Kosovo apparaît comme « la poudrière des Balkans » (pages 8

COURAGE DE LA PAIX

Au Proche-Orient, les Palestiniens misent désormais sur « le volontarisme de la raison » pour venir à bout du « refus israélien » et en finir définitivement, sur cette terre de douleur, avec le plus tenace des conflits (pages 1 et 16). Mais la prudence s'impose. d'autant que, par exemple, dans le conflit d'Amérique centrale, des efforts de paix semblables ont échoué et El Salvador s'enfonce de nouveeu dans la « guerre totale » (page 3). Imposée à coups de canon, la paix des militaires en Birmanie ne durere sans doute pas non plus (pages 12 et 13). Partout, comme en Côte-d'hvoire, les citoyens ont cessé de croire aux « miracles » (page 14) mais réclament avec insistance le respect de quelques valeurs sacrées : la démocratie, l'identité, la paix.



COURRIER DES



 PRÉCISION. – M. Carlos-Manuel Moreira Ribeiro, professeur de lycée à Portimito, (Portugal), nous écrit pour nous signaler que nous avons omis de mentionner, dans «Le calendrier des fêtes nationales» publié dans notre numéro de juin, celle du Portugal, célébrée le 10 juin.

Choses vues en Pologne

La lettre de M= Anne-Marie Chartier, publiée sous le titre « Ce que j'ai vu en Pologne » dans notre numéro de septembre dernier, nous a valu un abondant courrier.

M. Yvon Gallois, par exemple, jardinier dans une administration parisienne, adhérent à la CGT et membre du PCF écrit:

En Pologne, il manque surtout des médicaments pour le cœur, mais tons les autres produits sont disponibles à des prix très modiques, à l'exception du lait maternisé (...). Quant au manque de nourriture, c'est un faux problème, et le rationnement porte uniquement sur le marché de la viande (...). Les transports en commun sont généralement à l'heure et même souvent mieux que chez nous (...). Je dois ajouter qu'il est fréquent de voir des files d'attente dans certains endroits (n'en est-il pas de même en France dans de nombreux services publics ou grands magasins?), mais il semble que les Polonais aiment faire la queue (...). Je peux également témoigner que les gens sont aussi bien sinon micux habillés que chez nous (...) . En France, vous avez tout », m'a-t-on dit souvent, mais nous avons aussi près de trois millions de chômeurs et des gens qui sont obligés de mendier devant les grands magasins pour ne pas mourir de faim (...).

M. Charles-Antoine Arnaud, économiste, de Paris:

Mon propos n'est pas d'affirmer que la Pologne vit dans la surabondance mai répartie que nous connaissons en France. Les pénuries existent, les queues sont fréquentes et nombreuses (une heure par jour en moyenne pour un ménage), l'essence et la viande sont rationnées, les salaires souvent insuffisants (mais toutes les entreprises de Silésie cherchent de la main-d'œuvre), la vie n'y est pas aussi facile et confortable que chez nous, et le taux du zioty fait de nous des millionnaires (...). Mais il faut dire que les Polonais sont optimistes et gais; qu'ils se battent pour leur pays et leur dignité, et ils ont raison de se battre; qu'ils ne sont pas dans la misère, mais que leurs difficultés économiques sont inacceptables, au regard de leurs efforts...

Rennes et l'Afrique

Ayant lu l'article de Denis Ruellan sur la coopèration de la ville de Rennes avec le pays dogon au Mali (le Monde diplomatique de novembre 1988), M. Mame Ounte Fall, géomètre à Dakar, nous signale que le lycée de Brequigny de Rennes entretient des liens de coopération avec l'Association des originaires de Gaya (AOG) au Sénégal, dont il est secrétaire général adjoint. Il souhaite élargir cet apput à l'ensemble des activités de développement de son village, et s'en explique:

Au fil des années, avec un potentiel d'intellectuels (universitaires, cadres, élèves) très conscients des problèmes de développement à la base, l'AOG a à son actif la construction de deux hangars tenant lieu de réunion publique et de marchés, l'achat d'un groupe électrogène pour l'éclairage public (...), deux expériences de pharmacie villageoise - la première en 1978, qui a échoué après trois années de fonctionnement, et la seconde en cours depuis mars 1988, – des campagnes annuelles de reboisement. A cela s'ajoutent l'équipement presque annuel de l'école en matériels didactiques et l'instauration au village d'un climat culturel et associatif très en avance dans le département de Dagana.

Géographiquement, Gaya est un village défavorisé. Situé à l'extrême nord du Sénégal, à 7 kilomètres au nord-est de Dagana, à environ 150 kilomètres de Saint-Louis, la capitale régionale du Fleuve, il est dans le lot de ces villages du Sahel presque totalement démunis en infrastructures de base pour la satisfaction des besoins élémentaires de toute communauté humaine. Se senie maigre chance est de se trouver dans un delta aménagé par une société d'Etat d'encadrement presque en faillite, qui n'assure pas une exploitation agricole autosuffisante. C'est en raison de ce présent très difficile et des lendemains incertains d'une population de 7 000 habitants, dans une région d'après-barrage » hypothétique et laissée à elle-même par un gouverne-ment du tiers-monde, que ses fils conscients ont senti la nécessité de faire quelque chose.

Convaincu que (...) votre journal peut servir de couloir d'échanges entre ces communautés du tiers-monde avides de bien-être matériel et celles du « Nord » qui peuvent les soutenir, je souhaite que vous transmettiez cet appel au réseau rennais, ou à tout autre, afin que notre association puisse en bénéficier.

Casamayor ou la mort d'un juste

A langue anglaise confond en un seul mot – français – la justice et le juge. On y appelle • justice • le magistrat à perruque qui préside au choix entre la liberté et la mort. Pourquoi ne s'en trouverait-il pas un, parfois, qui mériterait ce nom-là? Ce fut le cas en France, entre d'autres saudoute, pour un de ceux qu'ou appelle aujourd'hui les « petits juges ». Celnilà n'avait pas porté à la légère la charge d'être par sa fonction le seul à disposer, sans jugement, de la liberté du justiciable. Il ne savait pas pour autant que, par nature, il s'identifiait en effet à la justice. Il se nommait Casamayor. Il est mort le samedi 29 octobre.

Voilà trente-cinq ans, il publiait un livre au titre choquant: Où sont les coupables? Seul, bien évidemment, un non-professionnel de la justice pouvait se poser une question pareille! Il est vrai que les personnes n'y étaient pas mises en cause, mais seulement, avec force, ce que l'auteur appelait « la justice judiciaire ». Or les administrateurs de cette justice apprirent avec douleur que le coupable appartenait justement (ce ne fut pas le mot qu'on prononça)

à leur univers, en la personne du juge d'instruction Serge Fustur (1). Il fut donc honni, et de plus en plus, à mesure qu'avec ses livres, de plus en pins retentissants, se poursuivait sa quête d'une justice juste. Elle le conduirait à décerner su garde des scenax du moment le titre complémen. taire de « maître du non-lieu ». Un nonlien nullement en faveur d'innocents. mais qui avait clos un peu vite l'enquête visant les assassint de l'opposant marocain Ben Barks. Affaire tristement célèbre. L'inconvenance impardonnable d'un juge à l'égard de la justice, c'est-è-dire de son ministre, ne fournissait-elle pas l'occasion de rejeter enfin de l'honorable bercail l'hermine galeuse ? De Gaulle ne l'eût pas permis, que venuit de défier ce crime policier et « politique ». La justice judiciaire en fut donc pour ses frais, moyennant une sauction de principe, Et le juge scandaleux continua ses Combats pour la justice. Sa renommée n'avait pas atteint une modestie, assez peu commune chez les hommes d'écriture, chez lui si naturelle qu'il n'en avait même pas conscience.

« A bas la vertu »

CEPENDANT, sa carrière judiciaire, si elle n'atteignit pas les plus nobles sommets, se poursuivit régulièrement. Aussi est-ce un président de chambre d'une cour d'appel qui, à vingt-trois aus de distance, apporta la réponse définitive à la première de ses questions: Où sont les coupables? Il le fit par un titre sacrilège: A bas la vertu, La vertu, il va sans dire, des gens de bien.

Coincidence? La mort d'Allende, et ce qu'elle signifiait, fut pour Casamayor, dont les engagements étaient au-delà de toute appartenance politi-que, un choe tel qu'il déconcerts, puis inquiéta les siens. C'est très précisément alors que, chez cet homme de bonne santé, se déclara soudain le cancer. Seuls le sauraient, avec lui-même, femme et son fils méde avait été sa volonté. Pendant quince ans, il a non pas survécu, mais vécu avec une intensité encore plus grande, j'oserais dire : avec sa joie. Et ce conrage que nul n'avait eu à admirer. Jusqu'à ce que viennent les derniers temps, qu'il juges trop longs, mais sans céder à son désir de les abréger.

Le juste peut reposer : ses livres demeurent. Et pour longtemps encore ils sont appelés à servir.

Pourtant, le public ne devait voir en Casamayor que l'intellectuel pur. Qui donc aurait soupconné sa passion de jeunesse pour la mécanique, et pour la moto (il fabriquait presque les siennes), puis pour l'aviation. Ce qui lui valut, en mai 1940, d'être l'un des pilotes de la mission de sacrifice qui avec des avions fourbus, partit bombarder les lignes ennemies pour tenter de couvrir la débacle de Sedan. Ignoré aussi son passé de résistant dont il ne parlait jamais, mais qui l'amena à être un des juges français de Nuremberg. Avec son avant-dernier livre, il nous a laissé sur le procès - qui fut à ses yeux celui de la guerre même - un témoignage irremplaçable. Il convient

d'autant plus de saluer iz part purement littéraire de son œuvre, par trop éclipsée par ses livres « justiciers ».

A travers cette lucidité et cette bravoure tranquilles, cette rigneur d'autant plus implacable qu'elle restait sereine jusqu'à la douceur, Casamayor vivait ensemble les deux idéalismes candides et efficaces d'un franciscain laïque et d'un Don Quichotte sans armare ni armare; et toujours dans la fraternité, la comfiance, l'espérance. Il fut un de ces hommes, plutôt rares, qui nous permettent de ne pas désespérer tout à fait de l'avenir humain.

YVES FLORENME.

(1) « Casamayor » n'était pas un pseudonyme protecteur, ni fabriqué, mais le nom de sa grand-mère espagnole. Il l'avait adopté dès ses débuts littéraires et pour ses contributions à la revue Esprit.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur: Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur: Claude JULIEN
Réduction en chef:
Micheline PAUNET
Ignacio RAMONET
Réduction: Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,
Alain GRESH
Secrétaire de réduction:
Solange BRAND

RÉDACTION
7, tue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex: MONDPAR 650572 F
Tél.: 42-47-97-27
Télécopieur: 45-23-06-81

Publicité: le Monde Publicité S.A.
Responsable: Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
TEL: 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Reproduction interdite de tous articles,

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Mondo diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avions reçu, à la fin du mois de novembre 1988, la somme de 71 379 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M— Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. 174 abonnements ont déjà été établis: 98 en Afrique et au Proche-Orient, 63 en Amérique latine, 12 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le ulletin ci-dessous:

M. or M.	
E. o. a. a. Till	
i Code postal	
lecteur du Monde diplomatique depuis ans, verse par la somme de :	
□ 250 F pour un abounement en Afrique ou au Proche-Orient. □ 313 F pour un abounement en Amérique latine. □ 343 F pour un abounement en Asie.	
ou de 🗆 50 f D 100 f D 200 F, destinés au fonds comment SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé d	LECTEURS
(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressès en Monde Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiere 75477 De la Code annuelle de l'Adressès en Monde diplomatique et adressès en Monde de l'Adressès en Monde de l'Adre	de diplomatique,





Front is represent to the second of the seco

TOTAL SECTION OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

To the base of the

The second secon

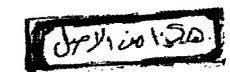
England of tradition of the state of the sta

Devant and street

Catton Carton Caroner de la seconda de la seconda caroner de la seconda del seconda

TAX FR

MERCEDES



Casamayor

alle conford en un y specific s jus-Security of the sport.

Security of the sport.

Security of the sport.

Consequent of the sport.

Consequent of the sport. the distance same Marke la - Ceius metica le scel à ment per pour a II se somman mort le samedi

M. I poblicit on M. Ob som ler Districtment, un galeuse? De Gaulle ne le permis, que venait de défine policier et « politique » la les in parties pouvait ciaire en fut done pour et ciaire en fut done pour et convenant une sanction de le a wy design pes Et le juge scandalen oue Combats pour la justice since A spelement, avec n'avait pas atteint une mole Articer: ment incomes: peu commune chez les los curses chez lui si namele di avuit même pas conscient.

A bas la vertu »

carrière judigreat pas les PART PROTESTIVIT per com d'appe de distance, ME & ME PIC-The Col some les to tiere secri-

EABcade, ci Contract Case Managentia, pue en laterane de

Minus Por C::

Britte, & seems & the feet & see year E in the thousan

d'autant plus de saluer h pement lutéraire de son mint, à éclipade par ses livres « justés A imprem cette lucidité ne

voure tranquilles, cene d'action: plus implicable ques carette jusqu'à la doucer. Ce condides et efficace d'un inc :4.4ue et d'un Don Quiche d. ne ni armure et tosjonit fraternité, la confiance l'este fut un de ces hommes, plusie ficus permettent de ne pa de Lest à fait de l'avenir bemin

· · · Cammayor · offer page neme greineteur, m fabrige, mabe the State and the Charles It leads Ma (crea) litterans e person à 4 tenue Etanti

LE MONDE DIPLOME

Fundateur Haber EIN 独 Derectour : Chaid JULES रेश्वेत्रक्षण्यस्थः Micheline PAUNET Carragoo RAMONET Secretary C 4552 \ Jacques 1606 GRESH دىد

> Scharge BRAND RÉDACTION ී. ලය ල්ස (ක්ෂ්ණ PARIS CEDEXO

THE MONDPARAMET Tei 43-47-97-97 Telephone 457460 Particular to Monda Publication

Residentable Assent Gun To. 45-15-41-42 on 45-3844 francos activa interdita de terres.

TEURS SOLIDAIRES»

privident numeris, un appel à la le without an fonds promotion debount as On Congress of the days des part de de congresses situates and la constant de compa

Active de passacre de ce sionas, constitui par le la Charentenas. Achille Media. Perry de Charentenas, acum de la Charentenas, communication liste de publicationnes, communication la communication de la comm THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH The state of the second st Proche Orient, 63 en Amerique latin. Il at

mouvement de solidante, marte

the Selection of Selection of Selection of Mark Selection of Selection

A TROIS MOIS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La «guerre totale» au Salvador

A guerre a repris au Salvador avec une violence redoublée. Les espoirs nés du Plan Arias de paix pour l'Amérique centrale ont été décus. Les trois foyers de violence de la région - Guatemala, Nicaragna, El Salvador - après un relatif apaisement, s'embrasent à nouyeau. Et toute la région attend maintenant de savoir quelle voie adoptera le nouveau président américain. C'est sans doute pour lui forcer la main que les officiers salvadorieus - profitant aussi de la très grave maladie du président Duarte et de l'actuelle période préélectorale shandonnent la stratégie des « conflits de basse intensité » et prônent la « guerre totale ».

Par ASHTON SCHARACH-PARIS

La situation politique et militaire au Salvador s'est considérablement modifiée au cours des deux dernières années. Après un long silence, les nouveiles se succèdent : assassinat du théologien suisse Jürg Weis; massacre, par l'armée, de paysans dans un village du Nord : répression d'une manifestation à Santa-Ana et d'une manifestation d'étudiants dans la capitale; arrestation d'une infirmière française accusée de collaborer avec la guérilla ; destruction par le FMLN d'une importante caserne fortifiée; détention de dirigeants syndicaux; retour des sinistres escadrons de la mort », etc.

La politique du président Reagan a échoué au Salvador comme elle a échoné an Nicaragua. Elle ne pourra être maintenue par M. James Baker, futur secrétaire d'Etat du nouveau président américain George Bush. L'aide militaire de Washington au Salvador, depuis 1980, s'élève à 800 millions de dollars; l'aide économique, depuis la même date, à 2 600 millions de dollars. Le marasme, la baisse du niveau de vie des classes moyennes, le chômage (40 % de la population active). la misère des paysans sont les autres données de la situation d'un pays grand comme la Bretagne, mais où la densité per kilomètre carré dépasse 350 habi-

Dans cette conjoncture se déroulera, en mars 1989, l'élection présidentielle. Le chef de l'Etat actuel, M. Napoleon Duarte, qui souffre d'un cancer, ne pourra certainement pas influer sur l'opinion publique. Ces élections outelles toutes chances d'avoir lieu? Les forces armées permettront-elles leur

Au début de septembre dernier, les guérilleros ont attaqué Tejutepeque, un bourg important du département de Cabanas situé entre les deux grands bastions de la guérilla : Chalatenango et Morazan. Ils avaient harcelé l'armée ntale à Jutiapa, Jalapa Tejutia. Le 13 septembre, une force de 200 guérilleres attaque à 1 heure du matin les installations de la 4 brigade d'infanterie d'El Paraiso, dans le Chalatenango. Les guérilleres ont employé des mortiers lourds. Ils ont réussi à pénétrer à travers un dispositif de sécurité conçu par les conseillers améri-cains, ont franchi un champ de mines, sont entrés dans le camp fortifié et ont dynamité la poudrière. C'est un exploit technique.

L'état-major salvadorien sait que la guérilla fabrique maintenant - outre les mines dont elle fait grand usage des mortiers de 40 mm et de 81 mm et des grenades pour fusil G 3.

Le haut-commandement se demande même si le FMLN dispose de missiles capables de détruire les hélicoptères. C'est sur les hélicoptères que repose toute la stratégie de l'armée gouvernementale, c'est avec eux qu'elle intervient rapidement lorsque la guérilla passe à l'attaque dans une zone imprévue du territoire. L'armée gouvernementale dispose de 63 hélicoptères, surtout des GH-IM Mike pourvus de missiles air-sol et d'une mitrailleuse 50. Cette force aérienne lui permet de compenser la faiblesse relative de ses effectifs: 55 000 hommes sans compter les 20 000 hommes des forces de sécurité, qui ne sont guère capables de combattre efficacement. Pour la première fois depuis trois ans, la guérilla a réussi à fixer tous les bataillons - y compris ceux d'élite comme Atacatl et Arce dans la désense des points stratégiques. Seul le bataillon Belloso a gardé une

Qui plus est, la guérilla opère sur les flancs du volcan San-Salvador qui domine la capitale.

certaine mobilité.

La guérilla fait sentir sa présence un peu partout, comme l'avait d'ailleurs annoncé il y a trois ans le commandant Joaquin Villalobos, l'un des principaux chefs du FMLN.

Il y a trois ans, Villalobos avait réuni un grand nombre de journalistes dans l'un des postes de commandement. La conférence avait été filmée. Il avait annoncé un changement radical dans la façon de mener la guerre; quelques grandes unités seraient maintenues. elles tiendraient les régions montagneuses, mais la guérilla disperserait ses effectifs et s'implanterait dans les zones de forte densité pour y recevoir l'appui populaire. Le pari a donc été tenu. Comment la guerilla s'y est-elle prise ? Jusque-là, entre Morazan-Chalatenango et le reste du pays, elle ne disposait que de « conloirs », c'est-àdire d'itinéraires bien étudiés pour ses unités en déplacement.

En 1983, les services de l'ambassade américaine évaluaient à 12 000 hommes les forces de la guérilla; en 1988, ils les estimaient à 5 000 ou 6 000. Que sont devenus les autres ? Ils ont été dispersés par le commande-ment. La guérille a créé entre elle et son adversaire une organisation : la Milice. Il s'agit d'hommes peu entraînés encore qui forment de petits groupes; trois on quatre miliciens opérant ensemble, parfois dix ou douze. Première mission : détruire les pylônes électriques (ils sont détruits jusqu'aux abords de la capitale). Deuxième mission : repérer et détruire les véhicules qui ont circulé pendant les « paros del transporte » - arrêt de toute circulation automobile - décrétés par la gué-rilla. Viennent ensuite les missions d'attaque des forces armées.

Un sanglant « orchestre symphonique »

DEVANT une telle situation, l'on D comprend que l'opinion des mili-taires soit divisée : certains croient encore à la formule américaine de «conflit de basse intensité», d'autres out déclaré ouvertement qu'il n'y a qu'une façon de faire la guerre : la faire totalement et sans quartier.

L'été dernier, le général Adolfo Blandon, chef d'état-major, avait parlé d'une menace ou d'un danger de coup d'Etat militaire. Il fut aussitôt démenti par le général Carlos-Eugenio Vides Casanova, ministre de la défense, qui jusqu'ici a été favorable à la solution américaine et a tant bien que mal tenu

l'armée. Cependant, le 30 juin, plus de trente officiers supérieurs ont été mutés. La relève est assurée par la 35 promotion de l'Ecole militaire Gerardo Barrios, composée de 45 officiers. Ces officiers - que la rumeur appelle l'« orchestre symphonique » ont accédé au commandement de plusieurs régiments. De plus, ils dirigent maintenant la police nationale, la garde nationale et la police dite d'hacienda, la plus sinistre de toutes.

Ces changements pourraient peutêtre expliquer pourquoi le théologien suisse Jürg Weis - du secrétariat pour l'Amérique centrale de Zurich - a été

MERCEDES-BENZ TAX FREE SALES* MERCEDES-BENZ FRANCE 118, avenue des Champs-Elysées, Paris

Tel: 45 62 24 04

assassiné ainsi que deux Salvadoriens qui l'accompagnaient le 22 août dernier, alors qu'aucun étranger ne l'avait été depuis huit ans. Tous ceux qui ont visité récemment

le Salvador savent que les «laissezpasser » signés par le chef d'état-major Blandon n'ont aucune valeur sur le terrain auprès des chefs d'unité qui refoulent ceux qui - journalistes ou autres - sont pour eux des intrus. Deux médecins britanniques, trois ressortis-sants belges, quinze Espagnols, trentecinq religieux américains et une infirmière française ont d'ailleurs été expulsés du pays au cours des derniers

Le 21 septembre, l'armée renoua avec les exécutions collectives en massacrant dix paysans du village de San-Sebastian, à 50 kilomètres à l'est de la

Si le général Vives Casanova, le général Blandon et l'inamovible général Rafael Bustillo (chef de l'aviation) restent en place, en revanche la théorie du conslit de basse intensité est critiquée, et les officiers blâment ouvertement ceux qui se sont enrichis. La guerre et l'aide américaine ne sont-elles pas devenues le grand négoce, le seul véritablement rentable au Salvador? Des colonels n'ont-ils pas abandonné quelques armes et quelques munitions sur le terrain quand la guérilla en manquait pour que « el negocio no se acabe », que les bonnes affaires ne prennent pas fin ?

Sur ce chemin-là, peut-on concevoir l'étape suivante : le coup d'Etat ? Prétextant que la guérilla s'apprête à lancer une offensive de grande envergure, l'armée pourrait bien en tenter un. Comme en Halti, on annoncerait que ce coup d'Etat a été réalisé pour assurer à plus ou moins courte échéance des élections «vraiment» démocratiques.

HONDURAS

La guirille fait seath se présence us peu partout

Voilà qui arrangerait certains comme l'ambitieux colonel Ochoa et le non moins ambitieux major D'Aubuist qui ne sont guère heureux du choix de M. Alfredo Cristiani comme candidat du parti ARENA, même si celui-ci a manifesté son admiration pour le géné-

L'éventualité d'un coup d'Etat n'a pas échappé à l'ambassadeur américain, qui a cru nécessaire de déclarer qu'a une erreur grave consisterait à chercher par impatience à intensifier la guerre et à revenir à une conduite répressive et brutale - celle des années 80, - quand de telles actions créaient plus de guérilleros qu'elles ne permettaient d'en éliminer ». L'ambassadeur ajoutait : « J'espère que les officiers qui accèdent maintenant aux postes les plus élevés des forces armées continueront à opter pour la constitutionnalité... » On ne saurait être plus clair et plus prévoyant.

n'être que des façades du FMLN et

que la police et l'armée semblent vou-

continuait, M. Guillermo Ungo, qui n'a pas rompu ses liens avec le FMLN,

pourrait-il moralement maintenir sa

vadorieus - en tenant compte des

conditions actuelles et du taux d'abs-

tentions aux dernières législatives - on

attribue à M. Ungo 15% à 20% des intentions de vote. Un appoint décisif à un candidat que le FMLN pourrait

accepter comme éventuel négociateur

de l'année au Salvador a été la récep-tion à l'ambassade américaine le jour

de l'Independance Day (4 juillet) de

MM. Guillermo Ungo et Ruben

Zamora, du FDR. La presse salvado-

rienne s'est emportée trouvant scanda-

Le plus grand scandale diplomatique

en vue d'un cessez-le-feu.

Dans les milieux démocratiques sal-

loir briser d'ici là. Si cette répres

candidature?

sade des Etats-Unis, où l'on n'ignore pas ses liens avec le FMLN. Washing-ton accepterait-il une alliance entre M. Chavez Mena et M. Ungo?

Ce qui est certain, c'est que l'élection présidentielle salvadorienne est très influencée par le résultat du vote américain. Presque tons les grands crimes politiques commis au Salvador dans le passé - l'assassinat des religieuses Maryknoll, des conseillers américains pour la réforme agraire, de certains prêtres et dirigeants politiques ont eu lieu pendant le grand «interrègne » entre la fin de la campagne électorale aux Etats-Unis et le jour (le 20 janvier) où le nouveau président

Les élections salvadoriennes se situent dans ce climat à la fois dramatique et dérisoire. Le recteur de l'université catholique, le père Ellacuria, n'a-t-il pas affirmé que – même sous M. Duarte – le gouvernement salvadorien n'a jamais eu de politique indépendante? C'est certainement vrai, et les dirigeants du FMLN l'out peut-être compris depuis longtemps. Ils sont liés à MM. Ungo et Zamora en tant que ceux-ci sont membres du FDR (Front démocratique révolutionnaire), mais ils ne le sont pas quand ceux-ci parlent au nom de Convergencia democratica et se rendent à l'ambassade des Etats-Unis, Le FMLN sait fort bien qu'en quatre ans le gouvernement Chavez Mena, si celui-ci est élu, ne résondra pes les problèmes de la grande majorité des Salvadoriens. Ce sera un gouvernement de transition, peut-être le gouvernement qui assurerait une paix accep-

Si M. Cristiani devait être élu, le FMLN sait que jusqu'à l'archevêque Mgr Rivera y Damas, qui s'est montré fort circonspect et modéré pendant le gouvernement de Napoleon Duarte. a fort emberras d'extrême droite au Salvador, cela pousserait les hésitants à se rasser autour de la guérille. Cette évidence

Le choix américain

ES Latino-Américains disent que dans toute élection l'ambassade des Etats-Unis met deux fers au feu, or. pour l'instant, on n'en voit qu'un. Depuis très longtemps, la rumeur publique désignait M. Fidel Chavez Mens, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Magaña. comme la personnalité du Parti démocrate-chrétien (PDC) que Washington voudrait voir succéder à M. Napoleon Duarte.

En fait, ce choix avait de quoi surprendre, M. Chavez Mena ne contrôlant absolument pas l'appareil du parti - sur lequel M. Rey Prendes avait la mainmise - et surtout n'étant pas considéré par le président Duarte comme son dauphin.

M. Chavez Mena, qui appartient - par alliance plus que par sa propre famille - à la haute bourgeoisie salva-dorienne, «celle qui réside dans le quartier de l'Escalon», a une réputation d'intellectuel, d'homme réfléchi modéré, capable de mener à leur terme des négociations avec le FMLN.

Il n'a pas hésité à donner des conférences à l'UCA, l'université catholique dirigée par des jésuites qui ont précisé-ment dans le quartier de l'Escalon la réputation d'être des «rouges» parce qu'ils sont restés fidèles au message de Mgr Romero, l'archevêque assassiné, et perce que l'un d'entre eux - le Père Jon Sobrino - est l'un des plus célèbres < théologiens de la libération >.

Peut-on s'étonner qu'une fraction importante du PDC ait fait de M. Chavez Mena son candidat? Cette fraction devait recevoir aussitôt et comme par miracle l'aval du Conseil des élections lui accordant la légitimité de la représentation du PDC. La riposte ne se fit pas attendre : le 11 septembre, autour de M. Rey Prendes, se constituait le Parti démocrate-chrétien «authenti-

C'est donc divisé que le PDC va aborder la campagne électorale face à M. Alfredo Cristiani, candidat du parti d'extrême droite (ARENA) qui l'a déjà emporté cette année aux élections législatives. Est-ce à dire que M. Chavez Mena n'a aucune chance d'être

Si - comme on peut s'y attendre ancun des candidats n'a la majorité au premier tour, le second pourrait être celui des surprises, et la surprise pourrait être créée par MM. Fidel Chavez Mena et par Guillermo Ungo, candidat de «Convergencia democratica» (gau-che unic). En effet, si M. Chavez Mena - avec un léger coup de pouce du tribunal d'élection - obtenait 30 % des votes, l'appui de M. Ungo pourrait être décisif. L'obtiendra-t-il?

Le groupe de partis de gauche - Convergencia democratica - qui soutient M. Ungo ne compte sur aucun quotidien et, vu ses moyens financiers, ne peut disposer pour l'instant d'aucun espace télévisé ou radiophonique important. Son seul appui : les organisations démocratiques - syndicales ou autres, - que la réaction accuse de



Dans les bas-fonds de la

RUTAL rappel à la réalité : dès l'annonce de la victoire de M. Bush, les marchés monétaires, à qui le succès du candidat républicain n'était pourtant pas pour déplaire, connaissaient de vives tensions. Il fallait bien parler des graves difficultés qui minent le système mondial, des déficits américains, des chocs d'intérêts. Comme il faudra s'attaquer aux maux dont souffre la société des Etats-Unis. Car, pendant la campagne électorale, il n'en avait pas été question. Les arguments échangés se résumèrent à de basses attaques ad hominem. Dégénérescence de la vie démocratique aussi triste que logique à l'issue d'une présidence qui aura été la plus corrompue de l'histoire américaine. Et pour clore son règne, M. Reagan vient d'opposer son veto à une loi sur l'« éthique gouvernementale ». Certes, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, la justice est à l'ouvrage, et il lui reste à ouvrir le dossier sans doute le plus scandaleux, qui concerne le Pentagone. Mais force est aussi de constater que ces scandales n'ont pas empêché la victoire de l'homme qui, depuis la vice-présidence, les aura couverts de son autorité pendant huit années.

- On a touché le fond (1). - Le com-mentateur de NBC News venait de définir le ton d'une campagne présidentielle vide, vague et vulgaire, une campagne, qui de l'aveu même d'un sênateur républicain proche de M. George Bush, s'est apparentée à « un exercice grotesque (2) -.

Au départ, pourtant, l'attente était grande. La première élection depuis 1960 dans laquelle ne figurait aucun président sortant était censée offrir à l'électeur un vrai débat sur l'avenir des Etats-Unis. L'espoir fut vite déçu. A la discussion sur le déficit budgétaire, la pauvreté dans les grandes villes, la concurrence internationale, se substituz vite un tintamarre portant sur les indiscrétions de M. Gary Hart, les «sent nains» démocrates, ou M. Bush -efféminé-, dyslexique, englué dans les scandales, qui, disait-on, etel un hémophile, perdra tout son sang à la première blessure (3) ». Certains can-didats (MM. Jackson, Babbitt, Kemp, mais, à partir d'avril, il deviat clair qu'ils ne seraient pas désignés par les conventions de leurs partis respectifs.

Dès l'été, le mal devint pire, le flou et la diversion s'installèrent. Au brouillard démocrate succèda la démagogie républicaine. Le Time récapitula ainsi la situation : « Dukakis cherche à dissimuler son idéologie, Bush à faire oublier qu'il n'en a aucune (4). > Chez les démocrates, la stratégie était simple : insister sur la «compétence» de

* Auteur de A l'américaine. Faire un président (Aubier, Paris, 1986). Charge de cours au département de science politique de l'université de Berkeley (Californie).

Par SERGE HALIMI • leur candidat afin de reconquérir l'électeur centriste qui avait basculé du côté républicain et, si possible, faire oublier M. Jesse Jackson. Puisque, selon M. Michael Dukakis, - les étiquettes ne signifient rien (5) -, l'idéologie fut bannie. Les idées avec. De . bons emplois», de «bonnes écoles», un - meilleur logement - ; la plate-forme démocrate était tellement vide qu'un journaliste se sentit autorisé à la résumer d'une seule phrase : - Votez pour nous, nous vous promettons de ne pas trop vous ennuyer (6). - Gagner à tout

prix, ne rien dire de compromettant,

éviter le moindre risque : M. Dukakis

crate se permit de parler en démocrate. Il progressa dans les sondages mais c'était trop tard. Les électeurs allaient-ils au moins savoir ce que les républicains leur proposaient? Après tout, M. George Bush leur avait annoncé - le choix le plus clair auquel le pays ait jamais fait face -. Voire. Le candidat républicain se promettait d'être « le président de l'éducation ». On lui fit remarquer que, depuis vingt ans, jamais le gouvernement fédéral n'avait dépensé ausi pen pour l'éducation. Il répondit : « On ne va pas se chamailler sur des chiffres (7) .- Lorsque M. George Bush s'engagea à réduire les dépenses budgétaires, on lui demanda lesquelles. Il répondit : « Je refuse de rentrer dans les détails. Je ne veux pas être entraîné au-delà du 8 novembre. Les choses peuvent sembler différentes à un candidat une fois qu'il est à la Maison Blanche. (8) > CNN résuma le

avait déjà rodé sa campagne pendant les primaires. Les réponses étaient mécaniques, les discours sans la moindre variation : en écouter deux, c'était

entendre à chaque fois les mêmes

phrases dans le même ordre avec la

même absence apparente de quoi que ce soit qui ressemblerait à de la pas-

sion. C'est seulement quinze jours

avant la débâcle que le candidat démo-

seul dont on savait qu'il serait intenable : « Pas d'impôts nouveaux » ! M. George Bush avait été le viceprésident de M. Reagan : il s'attribua le mérite des « dix-sept millions d'emplois - créés. M. George Bush n'avait été que le vice-président de M. Reagan : il ne pouvait donc être

propos : « Ne m'interrogez pas sur ce

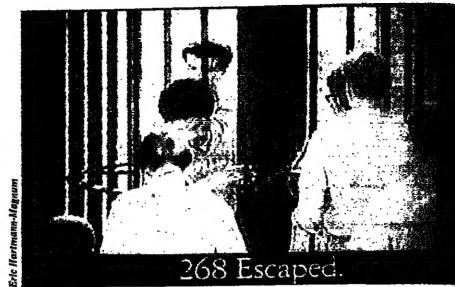
que sera la présidence, j'essaie de

gagner l'élection. » Répété ad nau-

seam, un engagement cependant, le



. L'AMÉRIOUE NE PEUT PRENDRE AUCUN RISQUE » Tout faire pour détraire l'image du concurrent



DEUX CENT SOIXANTE-HUIT DÉTENUS SE SONT ENFUS.

Selon ce spot publicitaire de M. Busk, les grifles des prisons de M. Dukakis sont des portillens

tenu pour responsable des politiques impopulaires de l'administration. En somme, le candidat républicain continuerait ce que M. Reagan avait fait de bien, reviendrait sur ce qui avait été fait de moins bien et, bien sûr, s'abstiendrait de préciser où était l'un et où était l'autre. Une campagne au profes-sionnalisme étonnant était prête. John Balzar, correspondant du Los Angeles Times, la décrit ainsi : - Ils ont leurs sondages, ils ont leurs groupes tests. Ils ont découvert ce qui marchait le mieux. Ils ont observé ce que Bush pouvait faire. De cet ensemble, ils ont extrait le meilleur. Ils s'y tiennent. Et ils le répètent encore et encore (9).» Débat d'idées, démocratie? «Les consultants politiques ne font pas ce travail parce qu'ils pensent qu'ils ont la responsabilité d'éduquer le public. Ils sont payés pour gagner et c'est ce qu'ils vont faire (10).>

Pour gagner, les républicains durent frapper fort. Leurs candidats étaient plutôt impopulaires (surtout M. Dan Quayle), le désir de changement jouait en faveur des démocrates. S'engagea alors une entreprise de démolition visant M. Michael Dukakis. Puisqu'il avait refusé de se définir, on le ferait pour lui. En quelques semaines, le gouverneur du Massachusetts, technocrate plutôt centriste, se vit transformé en un administrateur incompétent, un mauvais patriote, un protecteur des assassins. Les publicités républicaines se firent menaçantes : « Il veut faire pour nous ce qu'il a fait au Massachusetts, l'Amérique ne peut pas prendre ce risque. . M. Craig Fuller, le directeur de cabinet de M. George Bush, expliqua: · Nous avons décidé que notre adversaire ne devait pas être autorisé à se présenter sous les traits d'un modéré (11). » La nation « plus douce

et plus noble » que le candidat républicain avait promise dans son discours de La Nouvelle-Orléans attendrait quelques semaines. D'autres campagnes négatives s'étaient déroulées dans le passé mais l'originalité de celle-ci tint au fait qu'elle ne fut rien d'autre que négative. Au moment de voter, 68 % des Américains jugèrent qu'ils n'avaient jamais vu pis (12). « Dégoutante (13) », « une abomination, une honte (14) », conclurent la plupart des journalistes. M. George Bush resta plus serein : « Je suis fier de ma campagne. Mon message prend (15). »

Première attaque : le manque de patriotisme de M. Michael Dukakis. L'accusation n'était que suggérée mais la suggestion était irrésistible. Dix ans plus tôt, le gouverneur du Massachusetts s'était opposé à une loi qui aurait obligé les instituteurs à faire réciter par leurs élèves le serment d'allégeance au

(1) John Chancellor, NBC News. (2) Alan Simpson, NBC News, 6 novem-

Time, 7 novembre 1988.

CNN, 24 octobre 1988. Jeff Greenfield, ABC News, 19 initiat (7) NBC News, 3 novembre 1988.

Conférence de presse du 18 octobre

(9) PBS, 4 novembre 1988.
 (10) Ibid.
 (11) Ibid.

(12) Sondage NBC-Wall Street Journal, novembre 1988. (13) John Chancellor, NBC News,

(14) Ed. Williams, ABC News, 4 novem-

(15) Entretien à NBC News, 31 octobre 1988.

L'administration la plus

Par SAUL LANDAU *

'EST le président le plus dépensier de toute l'histoire américaine qui quittera la Maison Blanche en janvier 1989, cependant que bon nombre de hauts responsables nommés par M. Reagan auront fait main basse sur les fonds publics et commis des malversations ou des abus de pouvoir sans précédent dans les annales des Etats-Unis. Non seulement, sous son administration, les riches seront devenus encore plus riches mais il aura laissé ses plus proches collaborateurs utiliser leur position officielle pour amasser des fortunes.

Lorsqu'il faisait campagne pour décrocher son premier mandat de président, l'ancien acteur et gouverneur de Californie Ronald Reagan haranguait les Américains sur le thème « le gouvernement n'est pas la solution; le gouvernement c'est le problème ». Si seulement ses compatriotes voulaient bien voter pour lui, il leur promettait de transformer Washington - ce cloaque de « gespillage, de malversations et d'abus de pouvoir » - en machine à ne pas dépenser, bien propre, bien nette et exempte de toute graisse superflue.

On sait ce que cette promesse est devenue. Bien avant que ne se déclenche le scandale de l'irangate et que le lieutenant-colonel Ofiver North ne vienne exécuter son numéro patriotique sur les écrans de télévision afin de couvrir les crimes commis par son gouvernement, une sorte de jurisprudence s'était établie : la prestation de serment préalable à la prise de hautes fonctions dans l'administration Reagan

* Institute for Policy Studies, Washington.

• PAUVRETÉ A L'AMÉRICAINE DANS L'AUTRE CALIFORNIE. - Deux erreurs se sont glissées dans l'article de Serge Halimi sur la « Pauvreté à l'américaine dans l'autre Californie», paru dans le Monde diplomatique de septembre dernier. Page 15, troisième colonne, deuxième paragraphe, troisième ligne avant la fin, il fallait lire : « Les parents dépendent [et non dépensent] des milliers de dollars... . Et dans la quatrième colonne, deuxième paragraphe, quatrième ligne : - douze mille cinq cents dollars par an [et non par mois]... ..

équivalait à un droit de devenir plus riche aux dépens Quelques brefs rappels de l'histoire récente :

M. Richard Allen, le premier conseiller du président pour les affaires de sécurité, accepta un pot-de-vin et fut acculé à la démission quand les faits furent révélés.

M. James Beggs, le patron de la NASA, fut inculpé pour avoir escroqué l'Etat dans ses précédentes fonctions de dirigeant de General Dynamics, et il dut quitter son poste.

M^{re} Anne Burford, directrice de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), autorisa certains de ses anciens partenaires d'affaires à violer la réglementation sur la pollution afin de rés profits supplémentaires. Lorsque cela se sut, elle fut contrainte de démissionner.

M. Max Hugel, qui dirigeait les actions clandestines de la CIA, fut obligé de se retirer quand la resse révéla qu'il était impliqué dans des opérations financières douteuses.

Que l'on se souvienne de ces jours enfiévrés d'après les élections de 1980 : le nouveau président apparaissait comme un idéologue zélé, déterminé à casser les syndicats (après avoir brisé la grève des contrôleurs aériens); il promettait d'introduire la prière obligatoire à l'école et s'engageait à mettre un terme à l'avortement légal. M. Reagan allait supprimer les aides de l'Etat à tous les secteurs les plus pauvres de la population et « rendre sa force à l'Amérique ».

Dans les résidences de Palm Beach, les parties de poker allaient bon train. Les milliardaires en retraite et les présidents de grandes sociétés se plaignaient de leurs domestiques, de l'ingratitude de leur femme et de leurs enfants, mais pas du président. Ils savaient qu'il les rendrait encore plus riches en réduisant les impôts et en déréglementant leurs affaires. Ils pourraient ainsi se débarrasser de leurs déchets toxiques à moindres frais et maintenir le bon esprit chez leurs salariés.

M. Raymond Donovan, secrétaire au travail, fut accusé d'avoir escroqué le service des transports de New-York au profit d'une entreprise dont il était actionnaire et d'être lié à la Mafia. Il fut inculpé mais acquitté d'extrême justesse.

Mª Rita Lavelle, directrice adjointe de l'Agence pour la protection de l'environnement, fut déclarée

coupable de faux serment. Elle avait fourni à son ancien employeur des informations réservées sur l'élimination des déchets toxiques. M. Arthur Hayes, directeur de l'administration des aliments et des médicaments (Food and Drug Administration), et M^{ma} Marjory Mecklenburg, adjointe au sous-secrétaire à la santé, démissionnèrent lorsque les irrégularités qu'ils avaient commises à propos de remboursements de frais de mission furent rendues publiques.

A partir de 1982, les fantassins fondamentalistes qui avaient fait du porte-à-porte pour M. Reagan commencèrent à exprimer des inquiétudes : le président n'avait guère pris d'initiatives vigoureuses pour la prière à l'école ; les avortements légaux continuaient ; les pornographes et les homosexuels opéraient au grand jour ; la drogue circulait plus que jamais, et rien ne semblait pouvoir empêcher l'inexorable désintégration de la famille américaine à

Faux chiffres et graphiques truqués

UR le front de la défense et de la politique étran-gère, les rêves des grands industriels de l'armement étaient en train de se réaliser. A grand renfort de cartes et de graphiques, le président expliquait que les Soviétiques étaient en avance sur les Etats-Unis en matière de missiles stratégiques, et qu'il fermerait cette « fenêtre de vulnérabilité ». Ceux qui lui foumissaient des faux chiffres et des graphiques truqués n'étaient pas dupes. Le Congrès, graphiques truques il camara pas copes. Le congres, craignant d'être accusé de faiblesse et par ailleurs tout dévoué aux multiples intérêts des fournisseurs du Pentagone, déversa des centaines de milliards de dollars supplémentaires dans un budget de la défense déjà boulimique. Des scandales éclatèrent quand la presse révéla qu'un tournevis ou un siège de toilettes étaient facturés des centaines de dollars pièce aux militaires. Plus grave, on s'aperçut qu'il était pratiquement impossible de distinguer les fournisseurs du Pentagone des officiels qui leur passaient commande. Les bénéfices réalisés étaient s. De prétendus consultants soutirèrent ainsi 18 millions de dollars au ministère de la

A Wall Street, M. Ivan Boesky, l'homme à succès de la décennie, fut inculpé de délits d'initié qui lui avaient fait gagner illégalement des centaines de millions de dollars. L'ancien secrétaire au trésor, M. Robert Anderson, se retrouve écalement en prison pour fraude fiscale et activités bancaires illicites. M. Aido Gucci, grande figure du monde de la mode. tut inculpé pour escroquerie su fisc, tout comme des centaines d'autres membres de l'élite de la finance et des affaires. L'administration Reagan avait-elle donné l'exemple ?

Ces affaires faisaient băiller les joueurs de poker de Palm Beach. Avec leurs semblables - les 10 % les plus riches de la population, - ils possédaient, en 1983, 70 % des biens de la nation (selon les chiffres de la Réserve fédérale) soit une augmentation de 70 % par rapport à 1953. Tout cela, en grande partie, grâce à la politique menée par M. Reagan. A la fin du second mandat du « Grand Bienfaiteur », ils ne doutaient pas une seconde qu'ils dussent devenir encore plus riches.

D'où venait tout cet argent ? En 1988, cinq millions d'enfants vivaient au-dessous du seuil de pauvreté défini par le ministère du travail, soit 1,6 million de plus qu'en 1979. Pendant les années Reagan, les 40 % des familles américaines se situant au milieu de l'échelle sociale avaient perdu, en moyenne, 1 500 dollars par an. Qui dira qu'aucune redistribution des revenus n'est intervenue sous M. Ronald Reagan ?

Alors que le « Grand Communicateur » promettait de restaurer la grandeur de l'Amérique, sans doute bradée par des libéraux irrésolus, il permit aux détenteurs de capitaux de bénéficier d'exonérations fiscales en exportant leur argent et leurs ressources dans d'autres parties du monde au lieu d'investir aux Etats-Unis où le prix de la main-d'œuvre était encore élevé et les mesures de protection de l'environnement plus coûteuses qu'à Haiti ou au Chili. Avant M. Reagan, il existait des restrictions à leur liberté de mancauvre avec les actions, les obligations et les autres instruments financiers. Au vu des nominations faites par le nouveau président, ils comprirent vite que ces restrictions n'allaient pes longtemps les

Ainsi M. Thomas Reed, conseiller à la sécurité nationale, gagna presque un demi-million de dollars en utilisant à des fins personnelles des informations confidentielles. Contrairement à la majorité des collègues de la haute administration qui avaient, eux

campas.

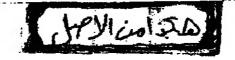
the state of the s The same of the State of the St CENTRAL SECTION AND SECTION AN The second second second professional and the seconds of the seconds of the second seconds of the second The same of the sa

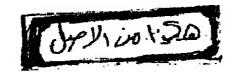
جي ڇو تاري يا ۾ ه State State September 5 to September The Control of the State of the the state of the s AT THE PART PROPERTY OF THE PARTY OF THE PAR STATE OF THE STREET AND ADDRESS OF THE STREET STATE OF STATE PROPERTY.

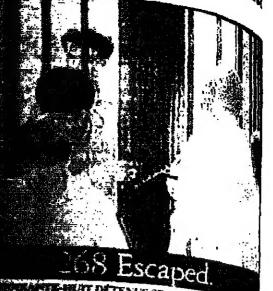
Abus de la confiance p

Set Se M. Edwin Medica. In Ill the factories demands, some as Section of Section of Section Coperations destracted de Cel parabilles pour seaso d'il Some the pass are pro-Silver concernant i transpor THE STREET PARTY STREET, BANGERS Carpy South the in cont Contract decres de la contract Country at State Little And T. Company Sa occurre de mos esperas antiques a services de mos esperas de mos occupa los plus travista foresta application de la les et tode s et un s précesses est

Resign Grave Peur-ture, dans I Can our fo Light spice spice at a spice of the spice of t STATUTE BU débet public sur indicates fine demanded a Das de desrigues ens Product Commercial offices manage Pour s ain con bood de noir que busquesses,







SAME BUT DETENUS SE SONT ENFUS. Andrew publicimire de M. Besh.

et plus noble - que le cantine cain avait promise dans su la des politiques intereston. En La Nouvelle-Orléans attendar cues semaines. D'autre de régatives s'étaient déroules e passé mais l'originalité de conma swak fait de an qui avait été from 16t, s'absau fait qu'elle ne fut res de man se profes-tale poles John de Los Augries - Els ous leurs negative Au moment de me ges 4 mericains juggient n'avaient jamais vu pu (12). funde (14) ... une abomian funde (14) ... une abomian funde (14) ... conclurent la fine formatistes. M. George Busine service. ... Je suis fler de me cue granges seste a marchait le at one Bush Mon message prend (15).

Première attaque : k patriotisme de M. Michael M. L'accusation n'était que agés. film pas cr We go ils cas er in pastis. ic gouverneer de Me attact opposé à une la pie Page ien instituteurs i funcion euri eleves le sermen d'alle alle John Chanceller, NEL 6 personale 1944 Lan Sumpson, NBC New, Inc.

> George Will, ABC North . 4: Time " membre 199 CNN 24 octobre 1982 in Jeff Greenfield, ABChase

NBC News, 3 namedia #4 Conference de prese de lie

7/3 S. 4 payember 1978. 1000 284 15.2

NBC-Wall Street . I John Chancellor, NKS (4) Ed. Williams, ABC Nowle

100 Entreuen & NBC New, S.E.

CONTRE LA DÉMOCRATIE CONTRE LA DÉMOCRATIC CONTRE LA DÉMOCRATIC

ricain. Les meetings de M. George Bush s'ouvrirent alors par une récitain du serment, le candidat visita une sine qui ne fabriquait que des dra-cas américains et, lorsque M. Dan parie, son colistier, fut critiqué pour évité le combat en Indochine. Bush lança à tout hasard : « Lui au moias, il n'a pas brûlé le drapeau! » Coincidence fortuite, au même moment, un sénateur républicain fit état d'une mystérieuse photo sur laquelle on verrait l'épouse du candidat démocrate participer à une incinéra-tion de drapeaux étoilés. Il se rétracta aussitôt, bien sûr. Mais le coup avait porté, surtout dans le sud du pays. Un électeur texan commenta queiques jours plus tard : . Pourquoi Dukakis s'oppose-i-il donc au sermens d'allégeance? Cela montre tout simplement que l'on aime son pays. - Alors, à son tour, le candidat démocrate récita le serment dans une forêt de drapeaux.

d'une administration dont la politique en la matière avait été unanimement condamnée, mais encore le viceprésident avait personnellement dirigé une commission qui avait annulé de nombreuses réglementations protégeant des polluants, pesticides et autres toxiques. Peu importait. Il lui suffisait de se rendre à Boston et d'y dénoncer la pollution du port ainsi que l'incompétence supposée du gouverneur de l'Etat : « Il veut faire pour nous ce qu'il a fait au Massachusetts. . Parfaitement synchronisées avec les discours, les publicités furent très directes, habile montage d'images d'un port qui ressemblait à une fosse d'aisance. Les poissons morts jouxtaient les flaques d'huile et l'ensemble était surmonté d'un panneau : Danger, risque de radiations, ne pas nager. Détail sans doute. certaines photos avaient été prises non pas dans le port de Boston, mais dans un centre de réparation pour sousêtre aurais-je du répondre plus

En guise de réponse, sa campagne dissus alors la photo d'une « mère enceinte - assassinée par un criminel violeur hispanique - libéré par Bush -. La démocratie avançait à grands pas. Un sénateur démocrate venait d'expliquer : « Le public apprécie ces campagnes négatives un peu comme il appré-cie la violence à l'écran (24). » C'était tant mieux pour le public : la campagne étant financée par l'Etat, ces spots, après tout, c'était lui qui les payait.

« Si Bush l'emporte, toutes les cam pagnes à venir atteindront de nouvelles profondeurs », avait prévenu le politologue William Schneider (25). Sans attendre, le ton des arguments pour emporter les élections législatives en apportait la preuve. En Californie Leo McCarthy aide les criminels à rôder dans nos quartiers. » En Georgie : « Ben Jones a battu sa femme et a été arrêté à deux reprises. » Au New-Jersey : . Frank Lautenberg ferait n'importe quoi pour être élu, surtout si ça lui rapporte de l'argent. .

Les médias furent à la hauteur de cette élection. La télévision, surtout, se comporta comme un notaire : elle répéta ce que les candidats disaient et montra où ils le disaient même quand la valeur informative du propos était nulle. Souvent, les quatre réseaux nationaux retransmettaient les mêmes passages alors qu'il était clair qu'ils avaient été écrits uniquement pour manipuler une couverture médiatique avide de phrases pleines de punch. Cinq jours avant l'élection, Arnold Schwarzenegger, acteur culturiste héros d'un film pour adolescents nommé Terminator, lança lors d'un meeting républicain : « Michael Dukakis serà le vrai « terminator » de l'avenir de l'Amérique! » Toutes les télévisions reprirent ce clip décisif. Quelques semaines plus tôt, lors d'un autre moeting démocrate, Robert Redford, dont on avait dit que le candidat républicain à la vice-présidence lui ressemblait, s'était exclamé : « Hello, je suis Dan Quayle ! » Là encore, reprise assurée sur toutes les chaînes. Les rares discours de fond que prononçaient les candidats étaient passés sous silence. Trop complexes, et il fallait faire court. La moyenne de l'extrait sonore diffusé à l'écran (le sound byte) était tombée de quarante-cinq secondes il y a dix ans à dix secondes en 1984. En 1988, ce fut huit (26). Les candidats parièrent en conséquence. Pour M. Bush, ce fut alors : « Lisez mes lèvres ; pas d'impôts nouveaux !» Pour M. Dukakis : «La metileure des Amériques n'est pas der-

rière nous; la meilleure des Améri-

l'écume des choses tout en se plaignant du manque de profondeur de la cam-pagne (27)... Rarement, en tout cas. les sondages auront à ce point dominé le contenu médiatique d'une élection. Non seulement les télévisions s'acharnaient à en commander de nouveaux (CNN en eut un tous les jours) et à les analyser longuement, mais encore ils déterminèrent très vite le ton de tous les commentaires. Après avoir annoncé que sa dernière enquête était très savo-rable à M. Bush, NBC, dans un reportare consacré à M. Dukakis, indiquait : · Il fait des efforts désespérés pour sauver une campagne qui est en chute libre (28).» Naturellement, l'explo-sion de publicités négatives suscita de nombreux sondages. Ils révélèrent ce qu'on soupçonnait déjà : le public ne les aimait pas mais se laissait influencer par elles.

La préférence des journalistes pour l'-écume » fut illustrée jusqu'à la caricature par une question de Dan Rather à M. Michael Dukakis. En un sens, la question résuma bien ce qu'était devenue la campagne pour l'élection du président des Etats-Unis: «S'il vous a fallu tant de temps pour répondre aux

publicités de George Bush, si vous avez eu sant de mal à assembler une bonne équipe de marketing, pourquoi devrions-nous vous faire confiance pour organiser le gouvernement et diriger le pays (29) ?» La question sem-bla si pertinente que tous les intervio-weurs la reprirent. Puisqu'un candidat était moins manipulateur que l'autre, il ctait bien normal que l'on s'interrogeat sur sa compétence

Le jour dit, 35 % seulement des élec-teurs s'affirmaient satisfaits du choix qui leur était offert (30) ; la moitié des Américains s'abstinrent. Le président élu avait prédit : «Lorsque tout sera terminé, il y aura des gens à Harvard qui analyseront cette élection (31).» Le directeur de la campagne victorieuse, M. James Baker, fut nommé secrétaire d'Etal.

SERGE HALIMI.

(16) En 1987, 200 000 permissions de sortie ont été accordées à 53 000 des 604 000 détenus. Les problèmes furent très rares. Au Massachusetts, le taux de succès atteint 99,5 %. (Source: NBC News, 12 octobre 1995) (17) San Francisco Examiner, 22 ectobre 1988.

(18) New York Times, 5 novembre 1988. (19) Entretien à CNN, 29 ocotobre 1988. (20) Entretien à NBC, 3 novembre 1988.

(21) NBC News, 23 octobre 1988. (22) PBS, 28 octobre 1988. (23) Entretien à CBS News, 27 octobre 1988.

(24) Frank Lautenberg, CBS News, novembre 1988.
(25) US News and World Report. novembre 1988. (26) ABC News, 1= novembre 1988. (27) Wall Street Journal, 11 avril 1988.

(29) CBS News, 24 octobre 1988.
(30) Ib étaient 58 % en juillet. (Source : LBC News, 1= povembre 1988.)
(31) Entretien à CNN, 29 octobre 1988.



Des assassins et des voleurs, pour frapper fort

A XÉE sur « les valeurs », la campa-gne de M. Bush continuait. Avec le débat sur la criminalité, elle atteignit son point d'orgue. Comme la plupart des autres Etats, le Massachusetts accordait des permissions de sortie à certains détenus en vue à la fois d'aider à leur réinsertion et de saire sace au surpeuplement des prisons (16). L'un de ces détenus, un assassin noir nommé Willie Horton, profita d'une de ces per-missions pour violer une résidente blanche de l'Etat du Maryland. Dès juin, M. Lee Atwater, l'un des responsables de la campagne de M. Bush, avait averti : bientôt tout le pays connaîtrait le nom de Willie Horton, le criminel, le violeur noir libéré « personnellement » par M. Dukakis. Il ne se trompait pas. D'après le sondeur Louis Harris, les publicités républicaines sur l'affaire Horton ont eu plus d'impact dans l'opinion que les trois débats télévisés réunis (17). Signée George Bush, une lettre envoyée à plusieurs millions d'exemplaires dénonça l'homme qui avait « laissé filer des assassins en leur octroyant des permissions de sortie et cela même après que l'un d'entre eux eut terrorisé un couple du Mary-land (18) ». Un comité « America for Bush - diffusa une publicité dans laquelle vingt-deux des trente secondes d'images correspondaient au visage noir - de Willie Horton. Une semaine vant l'élection, le candidat républicain affirmait encore qu'il « n'avait pas vu cette publicité (19) - et que lui

n'avait jamais fait référence à la race du criminel (20) ».

En Illinois, un tract diffusé par le comité central du Parti républicain résuma en termes suffisamment simples l'élection qui s'annonçait : « Tous les assassins, les violeurs et les trafiquants de drogue votent pour Dukakis. Nous, en Illinois, pouvons voter contre lui (21). > Le message prenait. D'un meeting à l'autre, entoure de policiers, M. Bush dénonçait le laxisme judiciaire de son adversaire. Pendant ce temps, sa campagne saturait les écrans d'une publicité en noir et blanc qui parlait de « criminels en permission » s'évadant de prisons dont les grilles ressemblaient fort à un portillon : parvenu à l'intérieur, le détenu sortait aussitôt (voir la photo page 4). Là encore, même refrain mais il ne s'agissait plus cette fois de poissons morts : « Dukakis veut faire pour nous ce qu'il a fait au Massachussets. L'Amérique ne peut pas prendre ce risque. > Les limites de l'odieux furent franchies quand le mari de la femme violée

par Willie Horton vint, dans le cadre d'une publicité de trente secondes, dénoncer en personne le candidat démocrate : « Pendant douze heures, j'ai été battu, blessé et terrorisé. Ma semme a été brutalement violée (sic). Nous craignons que les gens ne sachent pas vraiment qui est Michael Dukakis. - Mais « les gens » commencaient à comprendre. Interviewée à la sortie de son usine, une ouvrière de

corrompue

aussi, réalisé des profits illégaux, il s'était fait prendre et avait démissionné. Si c'était là le type d'activités auxquelles se livraient des responsables de la sécurité nationale, alors il ne fallait pas trop prendre au sérieux les discours enflammés de M. Reagan sur le Nicaragua. Les gens au pouvoir n'allaiem certainement pas risquer leurs intérêts, financiers ou autres, à propos d'un pays d'importance aussi négligeable que le Nicaragua.

Si le gouvernement n'était rien d'autre que le prolongement des affaires par d'autres moyens, on comprend que des conseillers très proches du président, comme M. Michael Deaver et M. Lyn Nofziger, aient utilisé leurs contacts à la Maison Blanche pour gagner d'énormes honoraires immédiatement après avoir quitté leurs fonctions officielles, et pourquoi M. Reagan n'avait rien trouvé à redire à une attitude qui allait leur valoir une inculpation du ministère de

Abus de la confiance publique

. E cas de M. Edwin Meese, le ministre de la jus-L tice (attorney general), vaut aussi la peine d'être évoqué, bien qu'il ait réussi de peu — par défaut de preuves - à éviter d'être inculpé pour une série d'opérations douteuses concernant ses finances personnelles, pour trafic d'influence et pour sa négligence — pour ne pas dire plus — dans les investigations concernant l'Irangate. La commission d'éthique (Ethics Panel) conclut que M. Meese était coupable d'avoir abusé de la confiance publique, mais le procureur décida de ne pas le poursuivre, les délits commis étant mineurs. L'examen des faits fit apparaître que M. Meese n'était pas au courant de la signification même du mot éthique : voilà l'homme qui occupa les plus hautes fonctions du pays en matière d'application de la loi, et qui demeure un e ami fidèle » et un e précieux collaborateur » du

Le plus grave peut-être, dans l'héritage de M. Reagan, est la manière dont des individus cyniques ont substitué au débat public sur les questions politiques majeures une démarche mercatique ne permettant pas de distinguer les candidats des autres produits commerciaux offerts à une opinion américaine inquière. Pour s'en convaincre, écoutons les propos de trois des principeux responsables des

relations publiques du Parti républicain, MM. Spencer, Tester et Khachigian. Leur sujet de conversa-tion : la manière d'utiliser la guerre et la paix comme argument politique. M. Khachigian : « Je prononceral mon discours sur le thème « Plus jamais de guerre », la l'assemblée générale de l'ONU]. Je trouverai une formule qui marque le discours et fasse obligatoire ment les titres des journaux. Vous savez ce qu'il Reagan] devrait faire dans ce discours à l'ONU ? L'Union soviétique siège à deux fauteuils de nous à l'Assemblée générale. Il faudrait qu'il pointe son index vers eux en leur disent : « Vous sevez, il n'y a » pas un tel abime entre nous après tout... Dans ce » bâtiment, nous sommes seulement à 2 mètres les a uns des autres, a

M. Spencer : « Oueis, il pointerait sans doute son index vers les Portoricains » (rires).

M. Khachiqian : « Avec Reagan, on peut vraiment programmer cela dans le discours et faire en sorte que cela ait l'air d'être improvisé, à un moment où il s'arrête et lève les yeux de son texte... >

Les extraits de cet enregistrement clandestin en disent plus long que beaucoup d'analyses sur l'esprit des années Reagan : la culture transformée en marchandise, l'image remplaçant la réalité politique, tout contenu étant chirurgicalement évacué par les publicitaires et les sondeurs d'opinion qui dirigeaient

M. Reagan a fait chuter la culture politique à son plus bas niveau historique. Avec lui, ce fut l'époque de la bonne formule ou du bon jeu de mots. Pendant qu'il égranait des platitudes sur le thème « Que la vie est belle », des dizaines de millions d'Américains, désormais privés du filet de sécurité autrefois constitué par l'Etat, passaient de la pauvreté à la misère absolue. Les années 80 ne ressemblent pas à la grande dépression des années 30, parce que les Etats-Unis n'ont pas subi d'ébranle que massif. Certains secteurs ont été très affectés, d'autres ont prospéré. Le meilleur et le pire ont coexisté, mais M. Reagan et ceux qui ont gouverné avec lui n'ont voulu voir que les bons côtés. Excepté, bien entendu, la bonne centaine d'officiels contraints à la démission, inculpés ou carrément emprisonnés pour délits en tout genre et manquements à l'éthique.

SAUL LANDAU.

La Maison Blanche démasquée

N maître ouvrage, cette étude, per Jane Mayer (Wall Street Journal) et Doyle McManus (Los Angeles Times), du second mandat de M. Reagen (1). Une extraordinaire enquête sur le scan-dale de l'Iran-Contragate ? Certes, et mille révélations sur l'action des North, Poindexter, McFarlane, Casey, Regan, sur les entretiens secrets de Téhéran, les transactions visant à financer la guerre « privés » contre le Nicaragua. Une plongée dans un monde de squales aux dents longues qui s'entre-tuaient jusque dans le bureau présidentiel, à coups de vulgaires dénonciations et d'échanges de messages électroniques ? Certes, et aussi, au centre de ce marécage nauséabond, Mª Reagan, intrigante inculte ne dédaignant pas les cadeaux de valeur. Ce livre est tout cela mais, surtout, un manuel de base de science politique de notre temps sur l'exercice du pouvoir dans la première puissance du monde ayant à sa tête un fantôme fabriqué, déguisé en président, dont le don suprême fut de bien passer à la télévision aussi longtemps que son masque tint bon. Sa sortie du studio marque-t-elle la fin d'une époque ? Le nouveau président, M. Bush, a été, autant que son chef, mêlé à cette longue et sordide affaire. L'histoire continue donc, faite d'images de synthèse et d mensonges. Abyssale, dangereuse nullité.

(1) Jane Mayer et Doyle McManus, Landslide. The Unmaking of the President 1984-1988, Houghton Mif-flin, Boston, 1988, 468 pages, 21,95 dollars.

ation la plu

divinit à se

erette d'ac

militaria da por del procen secritor ad M. Pulbert Antonioch se tetrows égienes son Subar francis frica e et activites basants M. Auto Succes grande figure du nonde site And wichight point our course au fec, took one CONTENTS TOTALS TOTALS OF FEMALE et des affaires L'administration Regis GOVERN EXAMINES Con affaires faisaient baller les puestal

THE SEAT A FOR YOUR SOMEWAY has pear raches to is population. - is pear en 1983, 70 % des pers de la nation Me Charles Co is a serve teceralel soft the bon de 73 % par rapper à 1993. Tordi garde garrie groot d la polonge mai BE Resign A 3 for do second mander to be Contract 9 .19 To doutsent pas une sentit America deservation of the motes

O'ou versur tout set argent / En 1988 et Berra C enfant's viva.enf au-dessous to smith wate defen per in munitate du maid, at il Son de plus que l'979. Penden se l'979. Penden se de 1979. Penden se de l'979. Penden MANAGER SU CONTROL CO l'échelle Social surficient de l'échelle surf Part sous M. Ronald Reagan? Alors cue le « Grand Communicités pe

the free tours in a Grand Communicate of the free tours in a grandout de l'Amenda i par des liberaux irrédus. I par des liberaux irrédus de free free free de liberaux irrédus de free free free de liberaux irrédus de l'amenda de l'amen Secretario de Capitalia de benéficia (en Section of 0120(13): You aren't like the Short d autres parties du monde su fait le Francisco de la mandante The state of the second st mand the coultwises du à Haid ou stait Respect desistant des restrictes à les THE PROPERTY OF THE STATE OF TH More Party par in nouveau priside. See

Acres M. Tromas Reed. Consultation is better the consultation of the consultation of the consultation is the consultation of t Visites. Continents à la mai was the la haute administration of

Le «social» à la remorque de l'Acte unique

L'idéologie néolibérale qui a inspiré l'élaboration de l'Acte unique européen conduit inéluctablement à renforcer les plus forts et à affaiblir les plus faibles, qu'il s'agisse du sort des régions, des intérêts des producteurs ou des droits des simples citoyeus (1). Rien n'illustre mieux la construction de cette Europe à deux vitesses que les traitements respectifs réservés au capital et aux travailleurs : facilités libéralement et immédiatement accordées dans un cas, temporisations et tergiversations dans l'autre.

BERNARD CASSEN

N n'en est pas encore à scander - Vive la sociale! - à la Commission de Bruxelles, au Parlement de Strasbourg et chez certains gouvernements des Douze, mais le thême de l'Europe des travailleurs > a brusquement pris une place croissante dans leurs discours, rapports et résolutions (2). Comme pour mieux mettre en lumière la quasi-vacuité de la construction communautaire dans ce domaine, et la sage lenteur avec laquelle se préparent - parfois depuis plus de dix ans - des directives pouvant contribuer à sa cohésion sociale. Il est d'ailleurs significatif que ce dernier adjectif, et donc la préoccupation qu'il recouvre, ait été introduit dans le titre V de l'Acte unique européen (- la cohésion économique et sociale -), alors qu'il était absent du Livre blanc préparatoire publié par la Commission en 1985, où il était seulement fait mention de - cokésion économique -.

une pièce rapportée à un dispositif conçu dans une autre logique, pure-ment libérale, où la «main invisible», en facilitant l'allocation optimale du capital, est censée promouvoir le bien-être de tous. Mª Margaret Thatcher était davantage en phase que certains de ses collègues du conseil européen avec la philosophie du traité de Rome, et même de l'Acte unique, lorsqu'elle déclarait récemment à Bruges : « Nous n'avons pas besoin de nouveaux règlements qui augmentent les coûts de l'emploi et qui rendent le marché européen du travail moins simple et moins concurentiel face aux fournisseurs étrangers (3). » Discours parfaitement repris par les dirigeants patronaux de son pays qui, lors du dernier congrès de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), out fait approuver massivement une résolution priant la Com-mission de se mêler de ce qui la regarde, jugeant même - démodées, hors de propos et nuisibles (4) - les préoccupations sociales qu'elle affiche anjourd'hui.

La «dimension sociale» du grand

marché intérieur apparaît donc comme

Les textes constitutifs de la Communauté, élaborés dans la période de pleine expansion des économies européennes, pouvaient bien, sans susciter de réactions - même des syndicats favorables à la construction de l'Europe. - faire abstraction de toute référence sociale. L'intendance suivait, grace à la croissance soutenue des années 50-60 et aux mécanismes de l'Etat-providence dont s'étaient dotés, après la guerre, tous les pays du Vieux Continent. C'était l'époque où, faute de bras européens, il fallait aller chercher la main-d'œuvre aux Caraïbes, en Turquie, au Portugal et en Afrique du

A partir du premier choc pétrolier, qui suit de peu l'élargissement de la Communauté de six à neuf pays membres, le 1º janvier 1973, les gouvernements - qu'ils soient de centre gauche ou de centre droit - ont recours à toute la panoplie des interventions de l'Etat pour tenter de pallier les effets de la crise qui s'annonce, caractérisée par une forte progression du chômage. Et. sur le plan communautaire, est adopté, en 1974, le premier Programme d'action sociale.

Coups de canif à l'Etat-providence

partir du début des années 80, la A partir du debut des aimes de par vague néolibérale - marquée par l'arrivée au pouvoir de M™ Thatcher à Londres (1979) et de M. Reagan à Washington (1981), le dénigrement de l'Etat, la déréglementation, les privatisations, les premiers coups de canif à l'Etat-providence - affecte peu ou prou l'ensemble des gouvernements d'Europe de l'Ouest, même ceux se réclamant du socialisme. Il n'en va pas exactement de même à la Commission de Bruxelles, qui, sur la lancée de la décennie précédente, et parce qu'elle se constitue progressivement en entité administrative autonome par rapport aux gouvernements nationaux, prend certaines initiatives à contre-courant de l'idéologie à la mode, quitte à se faire mettre en échec par le conseil des

Ce sera notamment le cas avec deux propositions de directives (5). La première, dite « directive Vredeling », du nom du commissaire aux affaires sociales de l'époque, le socialiste néer-landais Henk Vredeling, qui prévoyait l'information et la consultation des travailleurs des entreprises « à structure complexe », c'est-à-dire transnationales, fut transmise au Conseil en 1980, puis sous une nouvelle forme

amendée en 1983 pour, en juillet 1986, voir son examen ajourné au moins jusqu'au début 1989... La seconde, quième directive » sur le droit des sociétés, remonte à 1972 et organisait une participation des travailleurs dans le conseil de surveillance de toutes les sociétés anonymes d'Europe. Une nouvelle mouture de ce texte, élaborée en 1983, attend toujours l'aval du Conseil, comme beaucoup d'autres projets de directives sur la durée du travail, le travail à temps partiel, le travail

Dans le même temps, une directive déjà en vigueur, celle du 17 février 1975, qui rend obligatoire, en cas de licenciements collectifs, une procédure de consultation des travailleurs et d'information des pouvoirs publics, était ouvertement basouée par le groupe Michelin qui, pendant l'été 1986, décida sans préavis de fermer son usine de Sint-Picters-Lecuw, en Belgique, mettant du jour au lendemain 1 034 travailleurs au chômage. Temporisation, inertie, veto en conseil des ministres – où les gouvernements néolibéraux font jusqu'à ce jour la loi – et textes dépourvus de toute possibilité de sanction en cas d'infraction : le social est bien le parent pauvre de

Rien à voir avec la fixation spectaculaire d'échéances et les - marathons - haletants que l'on a connus dans d'autres domaines. Ainsi, la directive sur la libération des mouvements de capitaux (voir page 7 l'article de Denis Clerc), qui, à elle scule, a une portée structurante au moins égale à la totalité de celles déjà prises ou à prendre en vue de l'échéance de 1993, a été adoptée dès le 13 juin der-

nier, pour respecter le calendrier prévu. Ce jour-là, les ministres des finances de gouvernements socialistes out lâché », sans aucune contrepartie, sociale ou autre, la formidable monuaie d'échange dont ils disposaient vis-à-vis de leurs collègues néolibéraux.

Ainsi dépourvus, Paris, Madrid et Athènes vont avoir fort à faire pour amener M= Thatcher à ne pas bloquer les propositions - pourtant minimales - de la Commission, telles qu'elles sont constamment rappelées par M. Jacques Delors: d'abord, un «socle social» communautaire, comprenant des mesures en vue du renforcement de la santé et de la sécurité du travail, de la libre circulation effective des personnes, de la formation professionnelle, de l'encouragement au dialogue social, de la solidarité envers les chômeurs de longue durée, etc., le tout étant repris dans une charte communautaire des droits sociaux ; ensuite - et c'est surtout là que le bât blesse pour Londres, - création d'un statut de société anonyme européenne. Fidèle à sa démarche consistant à faire passer du social

par le biais de l'économique, M. Delors est déterminé à introduire dans le texte des clauses impératives de participation des salariés. Participation à la carte cependant, puisque le choix serait laissé entre plusieurs possibilités, dont la cogestion à l'allemande par exemple.

Les organisations patronales européennes, réunies au sein de l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE), qui, à l'initiative de M. Delors, avaient engagé en 1985, à Val-Duchesse en Belgique, avec la Confédération européenne des syndicats (CES) un début de dialogue jugé prometteur (6), ne cachent pas leur opposition au projet de société européenne et même de charte des droits sociaux. Ainsi, M. Zygmunt Tyszkie-wicz, secrétaire général de l'UNICE, reproche à la Commission de succomber à « la tentation compréhensible de nager dans les eaux chaudes de la politique sociale plutôt que d'entrer dans les eaux glacées et turbulentes de la suppression des barrières (7) ».

nismes du marché ne semble pas aller dans ce sens... ». Peut-on faire de la conquête de la démocratie économique et de la citoyenneté dans l'entreprise, de la protection sociale, de l'égalité hommes-femmes, etc., de simples corollaires de l'ouverture d'un marché de 325 millions de consommateurs ?

Ce statut sans gloire du «social». relégué dans les recoins de quelques articles de l'Acte unique, alors qu'il s'acit de l'une des dimensions majeures de la civilisation européenne, est sans donte logique dans une construction fondée sur les seules valeurs de l'économisme (11). Mais il ne faut pas alors s'étonner - en particulier dans une période de poussées revendicatives de sa faible capacité mobilisatrice pour des citoyens chez lesquels l'idée d'Europe ne se confine pas aux horizons d'un espace marchand.

(1) Précédents articles : « Dans la jungle dn grand marché - (septembre 1988) ; « Des disparités régionales qui minent la cohésion communantaire » (octobre 1988); « Le ris-que d'une formidable régression des politiques fiscales » et « La justice au service des intérêts économiques ou des citoyens? » (novembre

(2) Voir notamment : « Europe sociale. La dimension sociale du marché intérieur », rap-port d'étape du groupe interservices, Commis-sion des Communautés européennes, sion des Communautes europeanes.
Bruxelles-Luxembourg, 1988; « La dimension sociale du marché intérieur », communication du vice-président Marin, adoptée par la Commission, Bruxelles, 14 septembre 1988, SEC (88) 1148 final; Martine Anbry, Pour une Europe sociale », rapport remis au minis-tre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Paris, 7 septembre 1988.

(3) Le Monde, 22 septembre 1988. (4) Le Monde, 11 novembre 1988.

(5) Sur l'évolution de la Commission en matière sociale, voir Herbert R. Northrup, Duncan C. Campbell et Betty J. Slowinski, «La consultation multinationale entre syndicars et directions en Europe renaîtra-t-elle autour des amées 80 », Revue internationale

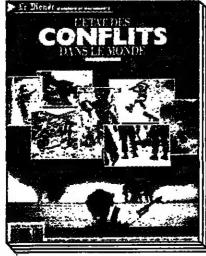
du travail, volume 127, nº 5, 1988. (6) Deux accords CES-UNICE, dits « avis conjoints », sont issus des travaux de groupes de travail communs sur la politique macro-économique et sur les aspects sociaux des nouvelles technologies. Ces avis n'ont de valeur contraignante m pour leurs signataires ni, bien entendu, pour la Commission.

(7) Financial Times, 9 novembre 1988. (8) Rapport de M= Marietta Giannakounsikon sur la lutte contre la panyreté dans la Communauté européenne, Parlement euro-péen, « Documents de séance», Strasbourg. 16 août 1988, série A. document A2-171/88. (9) Voir Bernard Cassen, « A la recherche

de la politique communautaire », le Monde diplomatique, novembre 1988. (10) «La réalisation de la dimension sociale du marché intérieur européen », docu-ment de travail pour le séminaire organisé par l'ISE à Bruxelles les 28 et 29 juin 1988.

(11) Voir Didier Motchane « L'Europe, un volun-vent à la sauce financière », le Monde. 18 novembre 1988.

Le Monde L'ÉTAT DES CONFLITS DANS LE MONDE



Nº CARTE

(date d'expiration)

Préface d'André Fontaine

Le bilan continent par continent des conflits ou points chauds.

commerce des armes. La guerre économique. Les relations Est-Ouest.

Les mécanismes de la paix. Le rôle de l'ONU.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE 144 pages - 40 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ÉTAT DES CONFLITS DANS LE MONDE

Tarif France: 40 F - Tarif étranger: 45 F (frais d'expédition inclus) BON DE COMMANDE

ET RÈGLEMENT PRÉNOM A RETOURNER A: ADRESSE. Le Monde LOCALITÉ. CODE POSTAL PAYS .

Vente au numéro 7, RUE DES ITALIENS Signature obligatoire 75427 PARIS Cedex 09

Le rôle central accordé aux mécanismes du marché

FACE à l'intransigeance annoncée de Mª Thatcher, qui avait veillé, dans l'Acte unique, à ce que les disposi-tions « relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés », requièrent l'unanimité du Conseil - et non la majorité qualifiée comme pour la plupart des décisions de mise en place du grand marché, - un concours inattendu pourrait venir de Bonn. Payant déjà le prix d'une bonne dose de « social », en termes de financement substantiel du système d'apprentissage, de temps de travail le plus court de la CEE et de dialogue institutionnalisé avec les syndicats grâce à la cogestion des entreprises, le patronat allemand ne souhaite pas de retour en arrière en RFA - car la paix sociale est aussi un facteur de compétitivité, - mais veut que les mêmes charges pèsent sur ses concurrents tentés par le -dumping

Aucune avancée dans le domaine des droits des travailleurs - qu'elle prenne la forme de directives communantaires ou de conventions collectives européennes, - n'aura cependant de vérita-ble impact populaire tant que l'Europe des Douze comptera dix-sept millions de chômeurs, dont beaucoup figurent sans doute parmi les quarante à quarante-cinq millions de «pauvres» (selon la définition même qu'en a donné le Conseil en 1984) qu'évoque un rapport récent du Parlement européen (8). Pour venir à bont de ce fléau, Bruxelles préconise une « stratégie de coopération pour la croissance et l'emploi », prenant appui sur l'embellie économique qui semble se dessiner et sur les conséquences, présumées béné-

fiques, de l'ouverture du grand marché. On sait que le rapport Cecchini sur Le coût de la non-Europe », commandité par la Commission, et dont l'argumentation et les données sont reprises dans 1992, le défi, préfacé par M. Jacques Delors (9), avance le chiffre de cinq millions de créations d'emplois directement redevables à la suppression de toutes les barrières non tarifaires. Mais une étude serrée de ce document, menée par l'Institut syndical européen (ISE), conduit à sérieusement relativiser les choses (10). D'abord, le grand marché se traduira par des pertes et non des créations d'emplois (de l'ordre de cinq cent mille); ensuite, la marge d'erreur acceptée par les auteurs du rapport Cecchini est de 30 %; enfin, les fameux cinq millions de créations dépendront de mesures positives d'expansion à prendre de manière coordonnée par les États. Faute de quoi le nombre de nouveaux emplois sera seu-lement de 1 750 000, à peine de quoi faire baisser de 10 % le nombre actuel de chômeurs...

L'Institut syndical européen, émana-tion de la CSE, pose en conclusion la question centrale, soigneusement éludée par les gouvernements socialistes en particulier celui de Paris, - prisonniers de leurs discours incantatoires et euphorisants, celle de « savoir si l'achèvement du marché intérieur est conforme à l'objectif même de la création de la dimension sociale de celuici. Le rôle central accordé aux méca-

Libertés &

Strate Secretaria M (M) THE PARTY OF THE P

----SU AND B MARKET COME

The state of the s State & State Policies Contraction The entire sterior ! At ce type Go Liberte course Distance of Assertatives some

DANS OLEL PA

61 Co per proposess pour sense de Principle de texemin ringe & m.

PROPERTY OF THE PARTY. the leading & to house the C. the land the land Signatur franche der Sprine de

PATRONAT ET FINANCIERS...

UNE CERTAINE IDEE DE L'EUROPE

Libertés sans frontières pour les détenteurs de capitaux

DENIS CLERC •

E marché unique du capital en Europe, ce ne sera pas pour 1993. mais pour... juillet 1990. Les ministres des finances des Douze en ont décidé insi le 13 juin dernier à Luxembourg. deri donc celle des marchandises (I). Qu'est-ce à dire ?

La libre circulation des capitaux implique deux choses : d'abord que le titulaire d'une somme d'argent pourra la placer où il voudra, dans le pays de son choix. Ensuite qu'il pourra, à son gré, ouvrir un compte en devises ou bénéficier d'un prêt en devises également dans le pays de son choix : en clair, je pourrai, en juillet 1990, acheter ou emprunter des marks et les placer sur un compte ouvert à mon nom à Paris, à Londres ou à Francfort. Double liberté, donc : liberté du lieu de placement (ou d'emprunt) et liberté de choix de la devise. Une double liberté qui, personne n'en doute, changera beaucoup de choses.

La liberté du lieu de placement est sans doute le changement le plus spectaculaire. Car cela signifie que, si une institution financière propose une rémunération plus élevée que les autres pour un type de placement donné, elle captera l'essentiel de l'épargne disponible. Certes, cette concurrence entre institutions financières existe déjà pour une bonne part. Mais, soumises aux mêmes règles et aux mêmes contraintes celles-ci proposaient, jusqu'ici, des conditions assez proches, seule l'efficacité de leur gestion pouvant, éventuellement, créer une différence. Il n'en sera phis de même demain, car la liberté de collecte au sein de la CEE va mettre en concurrence des organismes

financiers dont la fiscalité diffère sensiblement selon le pays d'implantation.

Ainsi, en France, les revenus de capi-taux placés font l'objet d'une imposition en apparence assez lourde : 26 % sur les revenus d'obligations, 47 % sur les bons à terme et les bons de caisse, 52 % sur les bons anonymes (2). Dans les faits, les revenus des obligations pour les ménages, c'est la principale source de revenus du capital avec 65 milliards de francs en 1986, - tout comme ceux des actions sont soumis à une imposition réduite par rapport aux revenus du travail : prélèvement plafonné à 26 % pour les revenus d'obliga-tions, avoir fiscal égal à la moitié des dividendes perçus, pour les revenus d'actions. Il n'empêche que ces revenus sont déclarés par des tiers et l'impôt correspondant éventuellement prélevé à la source (pour les titres à revenus fixes), ce qui n'est pas le cas en Allemagne où les revenus du capital sont déclarés - ou non - par le bénéfi-ciaire. Ainsi, 70 % à 80 % des revenus d'obligations échappent au fisc dans ce pays réputé vertueux. Au total, l'évasion fiscale permet de réduire sensiblement la ponction effectuée sur les revenus du capital en Belgique et en Allemagne, si bien que la France, mal-gré la modestie de ses taux, apparaît comme un pays où l'impôt est plus lourd. Au Luxembourg et au Royaume-Uni les taux sont encore plus faibles qu'en France.

Si bien que, demain, lorsque la liberté de placement sera devenue la règle, les institutions des pays à fiscalité faible attireront une bonne part de l'épargne des pays à fiscalité plus lourde. A moins d'accepter de devoir verser une rémunération plus élevée ce qui sera difficile dans un marché concurrentiel, - on risque fort de voir apparaître des « détournements d'épargne » tout comme il existe des détournements de trafic au profit des pays à faibles droits de douane

devant suivre l'évolution de la monnaie allemande poussée à la hausse par le reslux du doilar (5). L'Allemagne fédérale aurait pu limiter cette hausse, par exemple en acceptant un peu d'inflation chez elle, ou en réduisant ses taux d'intérêt, donc en accélérant son rythme de croissance économique. Pour diverses raisons, dont la crainte d'une reprise de l'inflation est, semblet-il, la principale, le gouvernement tout comme la Bundesbank s'y est refusé. laissant ainsi la monnaie allemande s'apprécier.

Pour maintenir la parité interne au SME, les pays à monnaie faible ont dû suivre et, pour cela, pratiquer des taux d'intérêt sensiblement plus élevés, de facon à attirer les capitaux qui, autrement, ne seraient pas venus. D'où un freinage sensible de l'activité économi que : la stabilité des changes au sein du SME s'est payée d'un alignement sur la politique économique allemande (l'inflation, danger principal, doit être combattue plutôt que le chômage) et d'un ralentissement de la croissance dans les pays à monnaie faible.

La perspective de la libre circulation des capitaux remet en cause toute cette construction. En effet, si les taux de change entre monnaies sont fixes, toute différence entre taux d'intérêt nationaux devra être abolie, de peur de voir les capitaux affluer vers le pays où la rémunération du capital est la plus élevée. Taux d'intérêt identiques et taux de change fixes ne peuvent être assurés que d'une seule manière : par la création d'une monnaie européenne, à laquelle les différentes monnaies de la Communauté seraient liées par des rapports d'équivalence immuables, à la façon dont le franc français est lié au

En d'autres termes, si l'objectif des nations européennes est réellement d'abolir les fluctuations de change, cela débouche inéluctablement sur une monnaie unique, donc sur une banque d'émission européenne, avec tous les abandons de souveraineté que cela supposerait de la part des Etats membres.

Rien ne s'y oppose du point de vue éco-nomique. Mais les obstacles sont plutôt

Obstacle lié au fait que l'émission monétaire est d'abord un acte de souveraineté, puisque celui qui émet la monnaie s'arroge ainsi le pouvoir d'acheter le travail d'autrui. Mais, surtout, obstacle lié au fait que la gestion monétaire est contrainte de prendre en compte les effets d'ensemble, et non les effets sur une partie seulement de la zone moné taire. Actuellement, la Bundesbank détermine sa politique monétaire en fonction de ce qu'elle estime être l'intérêt de l'Allemagne et, bon gré, mai gré, les autres pays suivent, pour sauvegarder la fixité du change, quelles que

soient les conséquences sur le chômage national ou l'équilibre du commerce extérieur. Demain, l'éventuelle banque centrale européenne devra prendre ses décisions en fonction de la situation économique de l'ensemble européen, et non de la seule Allemagne. Ce qui l'amènera sans doute à une politique monétaire plus souple que l'actuelle politique allemande, car l'Europe dans son ensemble souffre de plus de chômage et enregistre moins d'excédents extérieurs que la seule Allemagne. Pour prendre une image, ce n'est pas au vu des seuls résultats économiques de Paris que la Banque de France prend ses décisions, mais en fonction des résultats du pays tout entier.

Vers l'unification monétaire?

'ÉVENTUELLE banque centrale L coropéenne devra donc arbitrer entre les intérêts différents, et peutêtre même contradictoires, de la Grèce et de l'Allemagne : un peu plus d'inflation ici pour permettre un peu plus de croissance là-bas ? Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement un abandon de souveraineté, mais la capacité de choisir entre des intérêts différents : les difficultés des marathons budgétaires montrent à quel point cette capacité est aujourd'hui limitée par les égoïsmes nationaux. Il n'est pas étonnant que M= Thatcher ne veuille pas entendre parler de monnaie européenne

A défaut de cette capacité à définir un « intérêt général européen », l'unification monétaire ne sera pas viable; donc il faudra choisir entre des taux de change sixes et des taux d'intérêt identiques. Si le capital circule librement, scules des variations de taux de change pourront freiner ou arrêter les migrations massives qu'une différence minime de taux d'intérêt créera irrésistiblement. Ainsi, l'espace financier européen ne peut déboucher que sur une totale intégration monétaire l'ECU comme monnaie unique - ou, à l'autonomie des politiques économiques nationales. L'espace financier européen n'est pas porteur, en soi, d'une Europe plus unie ; il peut être aussi l'instrument de son éclatement monétaire. Après tout, la libre circulation du capital au sein de l'euromarché engendre plus de fluctuations que

des changes flottants, pour préserver

Sauf pour la Grèce, l'Espagne, le Por-tugal et l'Irlande, qui disposeront d'un su et demi supplémentaire.

(2) Ces chiffres, et les suivants, sont tirés du «rapport Lebègue», présenté au Conseil national du crédit et publié par ce dernier, en juin dernier, sous le titre : la Fiscalité de l'épargne dans le cadre du marché intérieur

(3) Voir, sur ce point, l'article de Michel Hamars, « L'épargne nous gâte », dans Alternatives économiques, juin 1988; et ceini de Christian de Brie, « Le risque d'une formidable régression des politiques fiscales », le Monde diplomatique, novembre 1988.

(4) Voir - The European Monetary System: Recent Developments -, par Horst Ungerer, Owen Evans, Thomas Mayer et Philip Young, Occasional Papers, nº 48, FMI,

(5) Voir Jean-Paul Planchou, « Une politi-que monétaire européenne au service du mark », le Monde diplomatique, janvier 1988.

Paradis fiscaux pour non-résidents

POUR empêcher de tels effets, il fandra bien que les pays de la CEE s'efforcent d'harmoniser la fiscalité sur le capital. Telle est bien d'ailleurs l'intention de la Commission de Bruxelles, qui s'inquiète particulièrement d'un mécanisme pervers : la quasi-totalité des pays membres, en effet, imposent différemment résidents et non résidents, réservant à ces derniers un traitement de faveur en vue d'attirer et de capter les capitaux étrangers. Chaque pays est en quelque sorte un paradis fiscal pour les épargnants non résidents. Si une telle disposition était maintenue, avec la libre circulation du capital, chacun aurait le choix entre placer son épargne chez soi, avec impôt à la clé, ou le placer chez le voisin, sans impôt : autant dire que, par un étrange va-et-vient, la fiscalité sur les revenus du capital serait réduite à

Le rapport Lebègue propose une unification fiscale consistant en une généralisation de la retenue à la source analogue dans tous les pays et comprise entre 10 et 20 % : soit un taux très nettement inférieur à l'actuel taux pratiqué en France, si bien que les revenus du capital y bénéficieraient ainsi d'une très nette amélioration. Avec un taux de 15 % de retenue à la source, le Trésor français perdrait 6 milliards de francs... soit plus que n'en rapportera l'impôt de solidarité sur la fortune !

Quant à la liberté de choix de la devise détenue, elle n'est pas moins importante. Fini le passage clandestin des billets en Suisse : n'importe qui pourra se faire ouvrir un compte en francs luxembourgeois ou en deutschemarks ou, à l'inverse, pourra emprunter en florins ou en livres sterling. Pour une part, ce type de liberté existe déjà,

* Directour d'Alternatives économiques.

mais limité. Certes, le petit épargnant aura difficilement recours à de tels procédés : le compte sur livret, à la porte de chez soi, est tellement plus commode! Mais les organismes collectifs de placement qui gèrent les SICAV et les fonds communs de placement, lequels font partie désormais de l'univers quotidien des Français – avec plus de 1 200 milliards de francs gérés pourront, demain, choisir de détenir des titres allemands s'ils estiment que la fiscalité on le change pénalisent le placement en titres français.

On imagi mouvements de fonds qui pourraient ainsi se produire en cas de rumeurs ou, plus simplement, de risques de modification de taux de change. Pour ne pas déboucher sur des déséquilibres, l'Europe du capital implique l'Europe

Il s'agit là du deuxième grand enjeu de l'actuelle construction européenne. Bien sûr, le système monétaire européen (SME) existe déjà et a fait ses preuves. Dans un monde traversé de fluctuations de change qui sèment la perturbation, la Communauté curo-péenne a réussi à maintenir dans des limites somme toute étroites les variations de taux de change entre les monnaies qui adhèrent au SME. Le Fonds monétaire international a d'ailleurs décerné à ce dernier un brevet de bonne conduite (4), louant à l'envi la zone de stabilité ainsi créée dans un monde capitaliste où l'instabilité

Sur ce plan, l'ECU s'est donc révélé efficace. Mais bien des auteurs n'ont pas manqué de souligner que les mécanismes mêmes de stabilisation avaient transformé peu à pen le SME en une zone mark, chaque monnaie membre

LE GROUPE JEUNE AFRIQUE

défant, sur un retour aux fluctuations

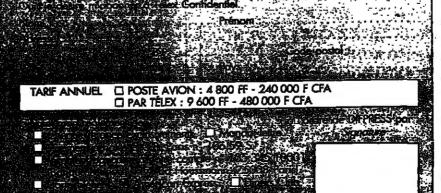
Sovez le premier informe

POUR DÉCIDER, AGIR ET RÉUSSIR, VOUS AVEZ BESOIN DE CONNAÎTRE AVANT TOUT LE MONDE LES INFORMATIONS ESSENTIELLES.

Alors abonnez-vous au TELEH BUNFUENTIEL du Groupe Jeune Afrique

50 journalistes parcourent le monde entier pour vous offrir le meilleur de l'actualité des pays africains et arabes : des scoops politiques, des informations économiques et financières en avant-première!

ABONNEMENT



Deux fois par semaine sur votre bureau, le Télex Confidentiel fait de vous l'homme qui sait tout avant tout le monde.

DANS QUEL PAYS PLACER SON ÉPARGNE ?

	France (a)	RFA (a)	RayUni	Pays-Bas Laxemb. (a)	Italie	Etats-Unio
Obligations - Resident	forfait de 26 %	R	IR	IR.	12,5 %	IR.
- Non résident Litrets,	on IR (b)	0 % (c)	27 %	9%	12,5%	15
hous de caisse, comptes à terme Rénident Non résident	47%(a) 45%	1R 9 % (c)	27% 27%	IR 0%	25 % 25 %	IR 30 %

(a) Ces pays proposent pour leurs résidents un abattement sur les revenus d'obligations, dum-mant ainsi le revenu imposable. En France, cet abattement exonère d'impôt, pour un couple marié, jusqu'à 16 000 F de revenus tirés d'actions ou d'obligations.

(b) Impôt sur le revenu. (c) Projet d'une retenue à la source de 10 % à partir de 1989.

(d) Ou 52 % et l'épargnant garde l'anonymat. (Source : Alternatives économiques, juin 1988.)

Un résident français qui place en France son épargne sons forme d'obligations peut intégrer les revenus financiers qu'il en tire dans son revenu imposable ou, si son taux d'imposition est supérieur à 26 %, acquitter un impôt forfaitaire de 26 % sur ces revenus d'obligations. A partir de juillet 1990 il aura intérêt à acheter des obligations aux Pays-Bas, au Luxembourg..., où l'imposition est sulle sur ces revenus financiers.

anminies-temmes, etc. fes Carallaires de l'ouvernne dus the 125 malitions de consonnée. resegué dans les recom de articles de l'Acte unique, les s auth de l'ane des dimensions die la civilisation européenens dioute log que dans une mex ्रित्यक २६४ का अवस्थाल **।** militare (11). Mais il ne fan pr a diagnes - en paraciba in periode de pomiées remains de 🚅 faccie deputaté mobilisme de, ertuyens chez leigeth d'Euripe no se confine paral grand dun expane marchant. productions are sequented with a sequent Trainer

aus mas du marché ne seène

dame er sees . Pentermb:

conquête de la démocraticies

at da 't attoyenneté dan les

de la protection sociale, de l'

Ce statut sans glane de in

(1) Presedenti arode (Della

evenues ques ou des copes!

Carriers and an amount of the service of the servic

(3) to Mande 22 september 188

(* Sur "évairtion de la Comme de la Comme

(?) Financial Times, 9 and

(9) Var Bernard Cases A bei

(11) Vor Deber Marine

AT NE PAS DÉSESPER

(10) d'arren! de respect entie, les MELTI FEE

(9) Rapport de Ma Maria (8)
Konsa kon ser la laite come la principal de Maria (18)
in Casa maria la completante de Santa (18)
perca. Davidinati de Santa (18)
(3 addit 1988, struct A davida (18)
(19) and receive receive the last and the last an

Ces tensions ne sont pas nouvelles dans un pays et dans une zone - les Balkans - régulièrement embrasés par des explosions nationalistes. Mais elles se produisent à un moment où la situation de l'économie est critique et s'ajoutent aux mécontentements causés par l'hyperinflation, le chômage et la vie chère. De surcroît, le système politique lui-même s'interroge sur son avenir alors qu'il n'est pas parvenu à remplacer son fondateur, Tito, disparu en 1980.

- Par JUAN FERNANDEZ ELORRIAGA *

Les passions nationalistes explosent généralement, en Yougoslavie, en période d'euphorie économique ou de

L'actuelle situation d'extrême dépression économique suscite la rébellion des Serbes, majoritaires au sein de la République socialiste fédérative de Yougoslavie. La conjoncture est pleine de périls. Depuis la mort de Tito (en 1980), qui avait exercé pendant trente-cinq ans une autorité absolue, la population a perdu près de 50 % de son pouvoir d'achat.

Dans la République de Serbie, qui est en réalité une fédération de trois entités autonomes (Serbie, Vojvodine et Kosovo) au sein d'une confédération yougoslave, les forces armées suivent attentivement l'évolution de la situation (60 % des officiers seraient serbes).

Longtemps habitué à être guidé d'une main serme par un leader de forte personnalité, l'État yougoslave vit la crise actuelle sans pouvoir compter sur un homme politique de même charisme et de même envergure. Le vide du pouvoir, à la tête de l'Etat. grant, à cause du système de présidence collective établi en 1978 par Tito pour éviter les rivalités après sa mort. A tour de rôle, un représentant de chacune des six républiques assume pour un an la présidence de l'Etat yougoslave. Mais les six représentants assument collectivement, à égalité de droits, pour quatre ans, la présidence collective. C'est loin d'être simple.

Un « communiste historique », Vladimir Bakaric (Croate), a déclaré que la Yougoslavie affronte le nationalisme croate depuis sa fondation, a mais ne survivrait pas à l'explosion du nationalisme serbe ». Décédé en 1982, Bakaric n'a pu voir les premières manifestations du malaise serbe en 1981, après les grandes manifestations des nationalistes albanais dans le Kosovo. Les Albanais constituent l'ethnie la plus ancienne des Balkans. Elle est désormais majoritaire au Kosovo, région autonome de Serbie, dont l'autonomie a été encouragée par Tito lui-même. Au printemps 1981, des centaines de manifestants réclamèrent violemment, dans les rues de Pristina – capitale du Kosovo, - la proclamation d'une république qui serait devenue le septième Etat de la Yougoslavie. La répression fut féroce : neuf morts, une prisonniers. Le pouvoir central s'opposa à la cassure des schémas fédéraux actuels, qui entérinent sept siècles

Le nouveau « réveil serbe »

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

CENTRE D'ÉTUDES POLITIQUES ET JURIDIQUES DU TIERS-MONDE

(Université de Paris I)

ACTUALITÉS JURIDIQUES

ET POLITIQUES EN ASIE

L - TERRITOIRES ET FRONTIÈRES

IL - ARMEMENTS ET CONFLITS ARMÉS

III. - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

IV. - ÉTATS ASIATIQUES ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES

V. - HISTOIRE DU NATIONALISME VIETNAMIEN

VI. - PROTECTION DES MINORITÉS

VIL - LANGUES ET CULTURE

VIIL - SOURCES DE DOCUMENTATION SUR L'ASIE

Tél. 43-54-05-97 .

TITO, d'origine croate, soutenait, paraît-il, qu'e une Yougoslavie robuste a besoin d'une Serbie affai-blie ». Mais les Serbes ont toujours mal accepté que leur république n'ait pu annexer, après la guerre, la Bosnie orientale, alors que la «Serbie du Sud » devenait la République de

Le nouveau « réveil serbe » a éclaté à l'automne 1987, lorsque M. Slobodan Milosevic, chef des communistes de Serbie (la plus peuplée des républiques yougoslaves), s'imposa, au sein du comité central, aux modérés rassemblés autour d'Ivan Stambolic.

M. Milosevic allait vite devenir un leader très populaire, une véritable idole, grâce à ses discours faits de phrases courtes, claires et efficaces, dans un pays au verbe politique traditionnellement byzantin et obscur.

Ournaliste espagnol, spécialiste des Bal-kans à l'agence de presse EFE, titulaire d'un doctorat de sociologie de l'aniversité de Bel-

304 pages

mais cherche à avoir autant d'influence que lui, du moins en Serbie. Cela lui vaut la haine des bureaucrates du parti des cinq autres républiques. Ceux qui le connaissent bien affirment que, en matière d'économie, il serait une sorte de social-démocrate. Des centaines de milliers de ses partisans parcourent, depuis juin dernier, les régions historiques serbes - la Vojvodine, le Monténégro, et le Kosovo, - réclamant la solidarité contre les nationalistes albanais. La majorité musulmane et la minorité croate de Bosnie se sont opposées à toute manifestation, sur leur ter-ritoire, des partisans de M. Milosevic.

« Tito pour vous, le Kosovo pour nous » et « Slobodan, notre nouveau Tito » sont quelques-uns des slogans contradictoires que l'on a entendus au cours de ces manifestations massives, la dernière ayant regroupé à Belgrade, le 19 novembre 1988, plusieurs centaines de milliers de personnes (1). Dans un village du Monténégro, on a même crié le traditionnel appel des Slaves du Sud: « Que viennent les

Vient de paraître, au prix de 360 F

Russes! », forgé à l'époque des isars, lorsque les valeurs des chrétiens orthoarabe, ture ou albanais.

Pour la première fois dans l'histoire du socialisme, en octobre dernier, cent mille manifestants ont obtenu la démission en bloc du bureau politique du parti. Cétait en Vojvodine, l'autre région (avec le Kosovo) autonome de Serbie. Les manifestants assiégeaient les locaux du parti, invoquaient le nom de Milosevic et réclamaient « une grande Serbie unie -, non divisée en trois parties. Pourtant, 20 % de la population de Vojvodine est d'origine hongroise, et Budapest exprima officiellement sa préoccupation (avec moins de vigueur, cependant, que ne l'a fait Tirana après les manifestations serbes au Kosovo) quant à l'évolution de la situation dans une région qui fut jadis le grenier des féodaux magyars.

Trois jours plus tard, quelque 90 000 personnes exigeaient également la démission du bureau politique de Monténégro. Mais, cette fois, les compagnies anti-émeutes dispersèrent violemment les manifestants. Quelques ministres du gouvernement local démissionnèrent, mais la chute du

comité central du parti fut évitée. C'est que les manifestants n'avaient pas tenu compte d'une vieille consiene visées à l'égard des autres républiques, mais des ambitions au sein de sa pro-

pre république. » Le pacte était clair : les principes fédéraux, établis dès 1943, seraient respectés, à propos du tracé des frontières des six républiques, mais la Serbie réclamait les mains libres pour démonter, à l'intérieur de ses propres froctières, le puzzle fédéral imposé par Tito et par la Constitution de 1974. Ce que rsonne ne comprend, c'est comment M. Milosevic compte s'y prendre pour « reslaviser » le Konovo, alors que le taux de natalité des Serbes est de moins de 2 %, et celui des Albanais, de 3,4 % (le plus fort d'Europe).

tent 90 % de la population de cet Biat. Et leur domination démographie Et leur domination démographique ne cesse de se renforcer ; toutes les feutaout échoué. Avant le guerre, le mourchie des Karadjordjevic avait essayé per des transferts de populatio d'implanter des colors slaves, m puscita une énorme répuision des Alhamais. Lorsqu'en 1941, les troupes de Mussolini occupèrent cette région, les Albaneis - toutes tendances confordues - collaborèrent avec l'occup qui rouvrit des écoles en langue albanaise et créa une éphémère Grande Albanie, comprenant le Kosovo.

Le Keseve, « pendrière de l'Europe »

E dirigeant communiste croate Josip Vrhovec provoqua la colère de M. Milosevic lorsqu'il affirma récemment qu'une Yougoslavie comme celle qui s'essondra, en 1941, après trois semaines à peine de « blitzkrieg », ne valait pas la peine d'être défendue. Mais M. Milosevic rappelle que l'Etat yougoslave est né en 1918, autour d'une dynastie serbe et de forces armées serbes, fruits d'un idéal serbo-

seraient alors de faire de nous leurs esclaves, -M. Milosevic insiste, dans see dis

cours, sur les agressions et les violences sexuelles commises au Kosovo contre une population serbe terrorisée et barricadée dans ses foyers. Mais les statistiques montrent acttement que les victimes des rares cas de viols commis au Kosovo sont des Albanais et que, depuis deux ans, il n'y a en ancun delit sexuel interethnique ». Par ailleurs, dans cette région, le terrorisme politique est inexistant, bien que la presse serbe annonce régulièrement la découverte de caches d'armes et prétende que le Kosovo pourrait devezir le Liban des Balkans, - poudrière traditionnelle de l'Europe ». Pour la première fois depuis 1981, les Alba ont entemé, le 17 novembre 1988, de violentes manifestations pour protester contre la destitution de deux dirigeants

du PC local. Tout cela continue à semer la baine dans une région où les tensions sont déjà très fortes. La population serbe - de moyenne d'âge très élevée continue de diminuer su Kosovo. Quelque trois mille Serbes partent chaque année, vendent leurs terres et leurs maisons, qu'une loi pourtant interdit de céder à des Albanais. Bien que le pauvres d'Europe, le prix des maisons et des terres atteint des niveaux extravagants : avec le prix d'une ferme et de trois hectares de terrain, on peut acheter trois maisons et dix hectares en Serbie. La tentation est donc très forte, et les vieux vendent et partent, laissant de plus en plus seuls les quelques Serbes qui gardent encore les lieux sacrés de l'ancien empire médiéval de Serbie : Dusan, Prizzenc et Pec.

Toute cette agitation était prévisible. Les hommes politiques sentaient venir, depuis 1987, la vague de manifestations et de grèves que le pays a connues cette année. Le pouvoir d'achat de la population a fortement baissé, et l'envie de protester était puissante. Les vieux démons du nationalisme ont finalement canalisé cette énergie protestataire, et on peut se demander dans quelle mesure les autorités - qui ont une longue pratique de la manipulation - n'ont pas encouragé l'éclosion de ces malaises très anciens, parfaitement maîtrisables, évitant de la sorte une critique radicale de la nouvelle ligne économique.

Les autorités s'attendent cette année, à un « hiver chaud » ; déjà, au cours des six premiers mois de 1988, le taux de participation aux grèves a augmenté de 48 % par rapport au premier semestre de 1987. Les grèves ne sont

(1) Cf. le Monde, 20 et 22 novembre 1988. (2) Cf. Cadmas, numéro spécial ser «La Yongoslavie, maillon faible de l'Europe», Paris, printemps 1988.



MANIFESTANTS SERBES BRANDISSANT DES PORTRAITS DE M. MILOSEVIC « Tito pour rous, le Kosovo pour nous »

léniniste: « Il ne faut jamais provoquer la peur excessive de l'adversaire. » Pour la première fois, à cette occasion, les partisans de M. Milosevic tentaient d'intervenir dans les affaires internes d'une république souveraine, Tout l'appareil fédéral s'est alors crispé, et le parti - la Ligue des communistes yougoslaves, - que préside le Croate Stipe Suvar qualifia, l'action des milosevistes de e tentative de putsch ».

Ceux qui craignent le plus l'expansionnisme serbe sont les catholiques de Croatie (majoritaires dans une région où les Serbes orthodoxes représentent 10 % de la population) et les musulmans de Bosnie (également majori-taires face aux 30 % de Serbes ortho-doxes et aux 18 % de Croates catholiques).

M. Janez Stanovnik, président de la Slovénie (république qui a des fron-tières communes avec l'Autriche et l'Italie, et qui est la plus riche de la fédération), pensa que, après le Monté-négro, les milosevistes s'attaqueraient à la Bosnie, et déclara : « Cela nous aurait placés au bord de la guerre civile. • En effet, la Bosnie est la boîte de Pandore du pays. Sa population a vécu toutes les horreurs possibles au cours des cent dernières années. Jovan européen de la Turquie, elle devint un protectorat autrichien en 1878, avant d'être annexée par Vienne en 1908. La première guerre mondiale commença, on le sait, par le coup de revolver du Serbe Gavrilo Princip qui assassina l'archiduc d'Autriche Ferdinand à Sarajevo, capitale de la Bosnie-

Insinuée d'abord par le président de la fédération, le musulman Raif Dizda-revic, et clairement exprimée, le 18 octobre, par le chef du parti, M. Stine Suvar, une menace a été adressée à M. Milosevic : « S'il le faut, pour défendre l'ordre constitutionnel, nous adopterons des mesures d'exception, comme dans n'importe quel pays européen. » M. Milosevic réplique en affirmant : « La Serbie n'a pas de croate. Il prétend que le peuple serbe peut être fier de ce passé et doit se débarrasser de tout complexe de culpabilité (2).

M. Ivan Stambolic, le leader modéré battu par M. Milosevic l'an dernier, déclara en 1986 à Kosovo-Polje, un faubourg de Pristina peuplé en majorité par des non-Albanais : - Certains agitateurs veulent vous tromper et aggraver votre situation parce que cela fait bien leur affaire. » Il s'adressait. aussi à ceux qui croient que la solution consiste à se tourner vers la « Mère Russie » : « Que personne ne songe à demander aux Grands de régler nos problèmes et nos détresses, car ils ten-

REVUE SCIENCES MORALES & POLITIQUES

Sommaire du nº 3 - 1988

André Bourgey Les minorités dans l'Orient arabe.

Gérald-A. Beaudoin La protection de la langue française au Canada

Agnès Guellec Le fait départemental.

François Grosrichard Les banlieues : des sous-villes ?

Max Querrien Le rêve écologique et l'opportunité. quotidienne dans la vie d'une commune trançaise.

Franz-Joseph Strause Les aspects actuels de la politique internationale.

André Demien Une capitale royale face au présent.

Vente au numéro: 100 F (France) - 125 F (Export) Par abonnement: 4 nºs 360 F (France) - 485 F (Export) CDR Centrale des revues - 11, rue Gossin - 92543 Montrouge Cedex - France

qaulhier villars

Carlo d'art Stammattelle die Bei Sen Ser Sener Robert M 2 Press 2 Pres The state of the s September 1 Septem

Humour acide et appetit

t are cutture made

te son comercia. Ce fermi Cert is cas de Zwom Pr

prochaine Busine, 19801; as Section School Section 19791

big ost botto. (985): or do bus ISE DILE HELENA

ENS INTERETHNIQUE avie en pro

Les Albanais du Kulen de tent 90 % de la population de Et leur domination décauteurs pour changer : lought cosse de se renforce : lought ont échoué. Avant la gent de chie des Karadjordjevic des transferts de la part de la pa naise et créa une épitale.
Albanie, comprenant le long

. « poudrière de l'Europe,

principes pentilent re-position frontières in Serbic

of the same

per Tito

in colère

språs

Pill Halour

the forces

de la derior. Comparado, co

- Cortain

Control of the Contro

4 • •

--

Affirma

CONTINE

teraient alors de faire le M. Milosevic insiste de la cours, sur les agressions de la sexuelles commises m kent une population serbe terraite ricadée dans ses loyers de la course production per la commise de la tiques montrent actiones le times des rares cas de rola de Kosovo sont des Albana e deputs deux ans, il a) l'aj - delis sexuel interethnique. leurs, dans cette region, le le politique est inexistan, les presses serbe annonce réplina découverte de caches d'ama; tende que le Kosovo pomitie Liban des Balkans . podies tionnelle de l'Europe. Par miere fors depais 1981, in a ont entamé, le 17 novembre vicientes manifestation por pe contre la description de den in du PC local.

Tout cela cominue à sent le dans une région de les les dejà très fortes La populare - de moyenne d'age ne de continue de diminer a Kom que truis mille Serbes pures à année, vendent leun tere at massins, qu'une loi pouran cieder a des Albanes Bag Acsevo seit l'ane des régistiq parves d'Europe, le pine et des terres atteint destate Vagan's : avec le prix d'intent cross bectares de terrain, mest ter treu maisons et dix homes bie. La tentation est duc mit les vieux vendent et paren, la pieus en pieus seuls les quelque qu. gardent encore les less se Lancien empire médéral de l Dusan, Prizrenc el Pea

Toute cette agranou dui pt. Les bommes politiques sement denois 1987, la vague de mé tions et de grèves que le payaix ectic année. Le pouvoir dans papalation a fortement bes l'eavie de protester était prime encus démons du nauminant lement capalise cette trepent taure, et on peut se demanti quelle moure les autonis-F une longue pratique de la ma tare - a ont aus encourage lies CES THE LINE LES MACES, MARIE ma irm sables, évitant de la sure tique fadicale de la source

Burnight. Les autorités s'allendes sante, i un . hier chief ; if COUPS CES SIX premiers monde fil laca de participation au gérali mente de 45 % par rapportats semestre de 1957. Les gins si

(1) Cf in Monda, 20 s 22 section Youghtave mailes fails à les Para, printemps 1988.

CES MORALES COLITIQUES Max Querrier Le rêve écologique el lopo quetcherne dans la via (IIII

commune hangaiss. Franz-Joseph Straust Les aspects streets de la publica enternaconale.

Una capitale royale tree a TE THE F (France) - 125 F (Export) 14 - 100 F (France) - 485 F (Export) AND GOMEN - BESKS MONTOUGH CARE. PART

omitier-villars

EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE

aux démons du nationalisme

plus interdites (depuis le 25 novembre dernier) dans un pays qui a fait de l'autogestion ouvrière » une recette et une panacée sociale. Il faut d'ailleurs admettre que l'Etat, en général, accorde aux ouvriers ce qu'ils demandent lorsqu'ils ont recours à l'arrêt de travail. La Constitution - actuellement en révision - reconnaît désormais le droit de grève ; et les prévisions économiques du gouvernement tiennent désormais compte des coûts supplémentaires entraînés par les grèves éven-

L'actuelle dégradation économique résulte, en grande partie, de l'applica-tion des directives du Fonds monétaire international et des ajustements structurels qui interdisent les augmentations de salaires alors que l'inflation atteint cette année 200 %. Ces ajustements ont dû être acceptés en raison du poids d'une dette externe de 21 milliards de dollars (3). La population perdra cette année 20 % de son pouvoir d'achat et retrouvera - selon la revue de Belgrade Min - « le niveau de bien être

des années 50 ». Le salaire moyen, en octobre dernier, était de 430 000 dinars - quelque 115 dollars. Mais il y a de grands écarts régionaux : 100 dollars en Macédoine et au Kosovo; 200 dollars en Slovénie.

Les experts du FMI tiennent peu compte des subtilités des nationalismes; ils prônent la destruction des barrières commerciales que chaque république dresse, au sein de la Fédération yougoslave, pour se protéger contre les autres. Elles ont, chacune, moins d'échanges entre elles qu'avec l'étranger.

Malgré le rééchelonnement d'une partie de la dette, le pays consacrera 25 % du revenu des exportations, en 1988, au paiement du principal et du service de sa dette. Bientôt, une loi favorisera les investissements étrangers et garantira le rapatriement des bénéfices; elle permettra aussi aux investisseurs d'avoir leur mot à dire au sein des conseils ouvriers des entreprises autogérées dont ils prendraient une partici-

Détruire l'essence même du titisme

A « détitisation » s'effectue en dou-L A « détitisation » s'effectue en dou-ceur. Personne, officiellement, n'a condamné la ligne et les thèses de Tito. Mais on procède au démontage silen-cieux du système que le père de la Yougoslavie socialiste avait mis en place. On détruit l'essence même du titisme tout en multipliant les discours d'hommage au grand leader disparu. « Camarade Tito, nous te jurons de ne jamais nous écarter de la voie que tu as tracée. - Cette phrase, par exemple, figure chaque matin sur la manchette du journal Oslobodjeuja (Libération) de Bosnie.

En Croatie, les associations d'ancieus combattants se mobilisent actuellement pour obtenir que soit dégradé le général Goyko Nikolis ancien officier des Brigades internationales de la guerre d'Espagne, - accusé d'avoir - offensé » la mémoire de Tito. Nikolis - qui fait partie d'un comité de défense des libertés - a simplement rappelé que Tito, en 1937, lorsqu'il résidait à Moscou, était tout à fait sur la ligne de Staline et s'opposait frontalement à des dirigeants communistes yougoslaves comme Milan Gorkic, « disparu » lors d'une purge stalinienne et aujourd'hui réhabilité en URSS, mais toujours pas en Yougoslavic.

Le titisme est indissociable du « kardeljisme » - du nom d'Edvard Kardelj, théoricien de l'autogestion. Sa « loi du travail associé», élaborée juste avant sa mort, en 1979, est une construction complexe qui tente de créer un monde de concorde économique, fort idyllique, sondée sur l'entente entre les producteurs et les consommateurs. Cette loi - qui permit le démantèlement des grandes entreprises en une multiplicité d'« unités de travail » ayant personnalité juridique propre et droit de veto aux directives du plan - augmenta encore la confusion politique dans une fédération non seulement fragmentée par les républiques, les langues, les religions, les ethnies, mais également par

autonomie accordée aux municipa-

lités par la Constitution de 1974.

Le pays avait connu - jusqu'à l'application de la « loi du travail associé » - des taux de croissance élevés. Est-ce l'application brutale de l'autogestion qui est à l'origine de la crise actuelle? Les autorités ne le pensent pas, qui parlent plutôt d'une crise typique d'endettement, et refusent, pour l'instant, de « dékardeljiser » ou de « détitiser » le système (4). Le professeur Branko Horvat, Prix Nobel d'économie 1985, constatait récemment : « Ce n'est pas un problème de personnes, mais de système; même si on changeait les dirigeants, les problèmes subsisteraient. >

Beaucoup de technocrates de la nouvelle génération souhaitent que Belgrade renonce à son non-alignement tiers-mondiste; ils considèrent que le

Par

M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de la RFA se rend toujours à Belgrade à la veille d'une conférence importante des nonalignés. Il y était encore l'été dernier. quelques jours avant la réunion du des affaires étrangères des non-alignés ; réunion au cours de laquelle Belgrade, précisément, sut désigné comme siège du prochain sommet du mouvement.

sociales très difficiles, la Yougoslavie cherche à ne plus dépendre de l'état des relations entre Moscou et Washington. L'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev à Moscou a été très favorablement ressentie à Belgrade; mais l'URSS a cessé d'avoir, sur le plan économique, des complaisances à l'égard de la Yougoslavie et traite désormais ce pays en partenaire commercial, sons état d'âme. Alors que Brejnev se montrait généreux pour éviter la « dérive vers l'Ouest » de Belgrade.

On dit qu'après la mort de Tito trouvé la réponse

JUAN FERNANDEZ ELORRIAGA.

salut se trouve dans le renforcement des liens avec l'Europe occidentale et dans la participation aux projets technalogiques européens. Les économistes, en particulier, critiquent la ligne officielle, alors que Belgrade présidera, l'an prochain, le mouvement des nonalignés, et accueillera, en septembre 1989, le neuvième sommet des chess d'Etat de ces cent deux pays.

L'Allemagne fédérale, qui souhaite pourtant voir la Yougoslavie se rapprocher davantage de la CEE, semble avoir conseillé à Belgrade de conserver un rôle important au sein du mouve-ment des non-alignés, afin d'y maintenir une influence européenne, et éviter que ce forum du tiers-monde ne se radicalise et n'exige, par exemple, un moratoire sur la dette. Les autorités yougoslaves estiment que l'heure est venue de réformer le mouvement créé par Tito, Nehru et Nasser et de l'adapter à l'ère actuelle de détente internationale.

4 septembre, à Nicosie, des ministres

Dans des conditions économiques et

survenue en 1980 après une très longue agonie - les ministres, réunis en conseil, se regardèrent les uns les autres, se demandant, passablement affolés, comment s'y prendre, tout sculs, pour diriger un pays aussi complexe, aussi byzantin, que la Yougoslavie. On dit que personne n'a encore

(3) Cf. Etudes économiques de l'OCDE, - La Yougoslavie », Paris, juillet 1988. (4) Cf. Tatjans Globokar, « L'économie yougoslave entre autogestion et libéralisme », le Courier des pays de l'Est, Paris, juillet-août 1988.



La République fédérative de Yougoslavie comprend six Républiques fédérées : préale, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine, et deux régions touomes : la Vojvodine, peuplée surtout de Hougrois, et le Kosovo, peuplé d'Albansis. s deux régions autonomes se trouvent sur le territoire de la République serbe

Points de repère

SUPERFICIE: 256 000 kilomètres carrés. POPULATION: 23,4 millions (tons les chiffres, sanf mention contraire, sont de

PNB/hab.: 2 480 dollars (Grèce: 4 350; Turquie: 1 200). DETTE: 21,4 milliards de dollars (1986),

ESPÉRANCE DE VIE : 71 ams (Grèce : 76 ; Turquie : 65).

ÉVOLUTION POLITIQUE

1" décembre 1918 : formation du royaume des Serbes, Croates et Slovènes 1929-1931 : nouvelle Constitution ; le royamme prend le nom de Yougoslavie. 6 avril 1941 : l'Allemagne nazie envahit le pays, qui est démembré. Un Etat serbe et un Etat croate sont constitués. Début de la résistance communiste dirigée par Josip Broz, dit Tito.

1946 : la Yougoslavie devient une République populaire fédérative ; le maréchal Tito en est le chef.

1948 : rupture entre Tito et Staline.

1955 : réconciliation avec l'URSS. 1968 : Tito condamne l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

1974 : Tito est élu président à vie.

4 mai 1980 : mort de Tito.

Un cinéma témoin de toutes les crises

ANNE KIEFFER *

TTRIBUÉE en 1985 à Papa est en voyage d'affaires, d'Emir Kusturica, la Palme d'or du Festival de Cannes a redonné au cinéma yougoslave l'audience internationale qu'il avait perdue. On se souvient que, à Cannes déjà, en 1967, J'ai même rencontré des Tsiganes heureux, d'Aleksandar Petrovic, avait obtenu le Prix spécial du jury, et, en 1971. W. R ou les Mystères de l'organisme, de Dusan Makavejev, y suscitait un mini-scandale.

Outre le talent et le brio d'Ernir Kusturica. la Palme cannoise honorait, en 1985, une cinématographie vivifiée depuis dix ans par l'arrivée d'une nouvelle vague de jeunes réalisateurs. Cinq d'entre eux - Rajko Grlic, Sdrjan Karanovic, Goran Markovic, Goran Paskaljevic, Lordan Zafranovic – sortent de la célèbre école de cinéma de Prague : la FAMU. où ils vécurent l'effervescence du « printemps de Prague a. Les autres viennent pour la plupart de l'Institut d'art dramatique de Belgrade, comme Sio-bollen' Sian, Branco Baletic et Dusan Kovacevic. Tous revendiquent d'âtre les fils spirituels de titut d'art dramatique de Belgrade, comme Siociriéastes mis à l'index lors de la « vague noire » (1), ant l'anticonformisme et le réalisme critique

Humour acide et appétit de vie

A VEC ironie et mordant, ils mettent en évidence les aberrations et les anachronismes d'un système socialiste vidé de sa substance, où bureaucrates comompus, planificateurs peu scrupuleux et arrivistes de tout bord tirent leur épingle du jeu. Ancrés dans la réalité sociale et politique du pays, leurs films font preuve d'un humour scide et d'un étonnant appétit de vie. Ils restituent aussi la richesse d'une culture méditerranéenne et balkanique. Pour toutes ces raisons, le public yougoslave leur fait bon accueil et retrouve le goût du cinéma et l'amour de son cinéma. Ce renouvelle que et formel atimule les « anciens », qui tournent à eu. C'est le cas de Zivojin Pavlovic (Au revoir, à la procheine guerre, 1980); de Matjaz Klopcic (Tournerts, 1979, et l'Héritage, 1985); de Fadil Hadzic (le Journaliste, 1979); de Boro Draskovic (La vie est belle, 1985) ; et de bien d'autres... Dans te foulée, les plus jeunes - ceux qui sont nés sorès 1950 - se lancent dans la réalisation. Cer-

tains surprennent, en particulier Emir Kusturica, dont Te souviens-tu de Dolly Bell ? est une comédie en demi-teinte très attachants. Diplômé de la FAMU, il partage avec le groupe des « Pragois », la même habileté à exhumer l'histoire récente et la même passion à s'attacher aux destins individuels. Il est, comme Rajko Grlic, un excellent alchimiste de l'humour « Mitteleuropa » qui, du tragique le plus noir, fait jailfir le rire et désamorce tout pathos.

Ainsi le cinéma yougoslave est bel at bien vivant, l'obtention de la Palme d'or a provoqué l'euphone et l'ivresse. On rêve bien sûr de grands films mais aussi de grands succès, et beaucoup de projets prennent forme... (2).

Toutefois, l'enthousissme a peu duré, car l'∢ effet Palme d'or », aussi stimulant soit-il, ne bouscule pas la complexité, la lourdeur de la cinématographie yougoslave et ne vient pas à bout d'une conjoncture



Les disciples de Dutan Makavejer vout encore plus leiu

économique délicate. Au vu des trois demiars festivals de Pula - où l'on présente la production annuelle de longs métrages yougoslaves, - plusieurs constatations s'imposent. Tout d'abord : un dérapage inflationniste de la production cinématographique : 38 films pour l'année 1988, soit le double du chiffre de 1987, et, à deux points près, le double de la moyenne annuelle, qui est de 20. Ainsi, en plein marasme économique, il ne s'est jamais fait autant de films. Conséquence immédiate : une déperdition qualitative. Si la moitié des films de 1986 et de 1987 abordent des sujets intéressants sous un angle original et sont de facture soignée, on ne peut en dire autant pour le cru 1988. Dix saulement méritent l'appellation de film tant est envahissante l'écriture télévisuelle. La durée des films s'allonge pour qu'ils soient débités en tranches horaires adaptées aux grilles de programmation des

chaînes de télévision. L'exemple le plus probant est les Gremblay, d'Antun Vrdoljak, qui retrace, à pertir de l'œuvre célèbre la Maison des Gremblay de l'écrivain croate Miroslav Krieza, la saga d'une famille de grands banquiers au début du siècle. L'augmentation du nombre des films ne sert pas l'art cinématographique; cela alimente la télévision. Le temps semble venu, comme ailleurs, de la course aux produits fabriqués à la hâte, à moindre coût, très vite rentables.

Rester libre sans mourir

D'AUTRE part, le pays - petit producteur de films - n'emploie pas la totalité de ses cinéastes, dont le nombre est estimé à une petite centaine. Le gros des effectifs — les quarante et trante ans - travaillent aux côtés des ainés encore actifs, et comme eux sont talonnés par la génération des vingt-cinq ans. Seuls sept réalisateurs - Lordan Zafranovic, Anton Tomasic, Tugo Stiglic, Zelimir Zi-nik, Bostjan Hladnik, Zoran Tadic, Andrej Stojan ont eu la chance de tourner un film à deux ans d'intervalle. Il ne sont pas les meilleurs mais peut être les plus adroits. Pour les autres, le délai normal oscille entre trois ou quatre ans. Une chose est sûre : dans cette situation de concurrence, la part des femmes est ridicule. En trois ans, 2,52 % de longs métrages, c'est-à-dire trois films seulement, sont l'œuvre de réalisatrices, qui ont toutes démarré à le télévision : Vesna Ljubic, Sueda Kapic à Sara-javo, Gordana Boskov à Belgrade et à Novi-Sad (3).

En raison du moindre coût des tournages, la Yougoslavia attire las coproductions étrangères - plus de quarante en 1986. C'est une bouée de sauvetage pour beaucoup de réalisateurs qui travaillent aussi à le télévision et restent ainsi au pays.

Attentifs au marché unique européen de 1993, préoccupés de l'arrivée des satellites de communication, les professionnels du cinéma, de la télévision et de l'audiovisuel veulent la réorganisation d'un système flou - ni entièrement patronné par l'Etat, ni entièrement privé, ni tout à fait autogéré. Tout cela dans le but de s'unir aux petits pays, aux pays de e petite langue», pour conserver une identité culturelle et rester libre sans mourir (4).

Le cinéma aujourd'hui parle de tout. L'histoire des années 50 reste obsédante mais on l'aborde sous l'angle difficile de douloureuses réconciliations. Que ce soit entre Oustachas et résistants comme dans Christophoros, d'Andrej Mlakar; entre titistes et partisans du Kominform comme dans Bonne année 49, de Stole Popov : ou entre orthodoxes et déviationnistes comme dans l'Héritage de l'oncle, de Krato Papic. Beaucoup de films puisent leur inspira-tion dans l'actualité et disent la désillusion et le désenchantement face su chômage et au marseme

En 1988, pour la première fois, le bouillonnement du Kosovo est même porté à l'écran : Sans titre adéla voie ferrée, de Zarko Dragojevic, font état des sévices que subirajent les Serbes du Kosovo quand ils épousent des Albanaises. Ainsi ce cinéma collet-il à l'actualité. Pau de thèmes brûlants lui échappent. A sa façon, il est le témoin direct de la crise qui ébranie si tragiquement la Yougoslavia.

(1) Phase de repli imposée aux cinéastes impertinents et contestataires en raison d'un durcissement idéologique et politique de 1970 à 1975. Si Purisa Djordevic, Matjaz Klopcie, Zivojin Pavlovic, restent malgré fout au pays, Dusan Makavejev et Aleksandar Petrovic décident alors de travailler à l'étranger.

(2) Après un tournage de treize mois, Emir Kusturica vient d'achever la Maison du pendu. Film sur les Tsiganes, d'après un scénario de Gordan Mihic – scénariste et réalisateur de grand talent - en coproduction avec Universal et interprété par des acteurs non professionnels. très attendu. Sera-t-il à Cannes en mai 1989 ?

(3) Rappelons l'ouvrage indispensable pour connaître le cinéma yougoslave de Zoran Tasic et Jean Loup Passek: le Cinéma pougoslave, col. « Cinéma/Pluriel », Centre Georges-Pompidou, Paris 1986.

(4) Filmograf, nº 34, printemps 1986, Institut du film de Belgrade, «Le film yougoslave en 1985», numéro spé-cial en français coordonné par Predrag Golubovic.

(5) Le Centre culturel yougotlave, 123, rue Saint-Martin, 75004 Paris, organise des cycles de projections cinématographiques. Renteignements: (1) 42-72-50-50.

E patient travail de la diplomatie soviétique pour désamorcer les conflits locaux a abouti récemment à l'accord de principe sur l'indépendance de la Namibie et a été entériné par les gouvernements de Pretoria, Luanda, La Havane et Washington. Moscou l'a vivement approuvé. Certes de nombreux obstacles persistent, mais l'événement témoigne, ici comme en Afghanistan ou au Cambodge, d'une volonté des dirigeants soviétiques d'atténuer la rivalité Est-Ouest dans le tiers-monde afin de se consacrer à résoudre l'immensité de leurs difficultés internes. Un tel choix devrait contribuer à la détente, il n'en inquiète pas moins certains des alliés de Moscou.

- Par notre envoyé spécial ALAIN GRESH

- Deux plateaux d'une balance : l'un symbolise le capitalisme, l'autre le socialisme. Et le poids qui fera pen-cher le fléau s'appelle le tiersmonde. - Le professeur Mirsky, spécialiste soviétique des pays en voie de développement, se remémore, avec une certaine ironie, cette métaphore qu'il utilisait, comme une antienne, dans ses conférences. Aujourd'hui à Moscou, cette rhétorique n'est plus de mise. Le tiers-monde est loin, insaisissable et peu réductible à l'affrontement Est-Ouest ou même socialismecapitalisme : il n'est plus l'avenir de la révolution.

Pourtant il y a dix ans, le cours de l'histoire paraissait inéluctable : l'URSS volait de victoire en victoire, et, les uns après les autres, les - bastions de l'Occident = s'essondraient : Vietnam et Indochine, Angola, Mozambique, Ethiopie, Yémen du Sud, Nicaragua. L'invasion de l'Afghanistan en 1979 n'était, suivant M. Alexandre de Marenches, l'ancien chef des services secrets français, que · l'avant-dernier acte d'un événement majeur de ce siècle », l'accès aux mers chaudes dont la Russie révait depuis Pierre le Grand (1).

Théoriciens soviétiques et apôtres de l'anti-soviétisme donnaient du monde des années 70 la même vision. « Durant la periode de stagnation, nous en rajoutions sur nos succès extérieurs. Plus l'immobilisme prédominait à l'intérieur, plus Brejnev avait besoin de rapporter aux congrès du parti que la révolution s'étendait impétueusement dans le monde, que de nouveaux pays rejoignaient la grande famille du socialisme -, explique M. Mirsky.

L'évidence n'avait aveuglé aucun expert : l'URSS avait déjà perdu la bataille dans le tiers-monde sur le terrain de l'économie. Le bilan des expériences de développement des pays à orientation socialiste se révélait catastrophique. Le Vietnam connaissait une hémorragie humaine due en grande partie à une faillite économique. L'Ethiopie, l'Angola ou le Mozambique ne réussissaient pas mieux, et même plus mal, que leurs voisins. Le Nicaragua s'enfonçait dans une situation désespérée... Certes on pouvait invoquer les trop réelles agressions extérieures, mais l'argument n'épuisait nas la question.

De plus, l'URSS ployait sous l'énorme fardeau de l'aide à ses alliés. - Au milieu des années 80, notent deux chercheurs soviétiques, le montant de cette aide [économique et militaire] accordée aux pays en voie de développement (y compris le Vietnam et Cuba) s'élevait pour l'URSS à 1,4 % de son PNB contre 0,3 % pour les Etats-Unis (2). » Et avec de bien piètres résultats qui faisaient préconiser à nos deux auteurs la création d'« une organisation [des pays socialistes] ayant des fonctions analogues à celles du FMI - et qui aiderajent nos « alliés » à « promouvoir des réformes élevant leur vitalité économique ».

Le temps est loin des années 60 où Moscou offrait aux pays du Sud un modèle de développement clés en main. Le haut barrage d'Assouan, les usines métallurgiques géantes en Egypte ou en Inde, les grands projets, semblaient les meilleurs propagandistes d'un régime qui lançait en 1957 le premier sateilite dans l'espace et annonçait qu'il rattraperait les États-Unis dans les années 80. Pour des dizaines de millions d'hommes du Sud, l'URSS était une immense espérance. Comme pour ce cinéaste, mis en scène par Youssef Chahine dans son film la Mémoire et qui, méprisé par Hollywood, rencontre le succès au Festival de Moscou : là se trouve le nouveau monde

Face à la crise du tiers-monde des années 70, l'URSS, elle-même affaiblie, doutant de ses propres valeurs, se révèle bien impuissante. Elle tente de remplacer les espoirs décus d'hier par une présence militaire plus active. Ephémères sont les succès. Washington décrète que « la détente est indivisible - et l'invasion de l'Afghanistan sert de prétexte à un formidable réarmement occidental. - L'acte même de l'introduction des troupes en Afghanistan en 1979 a soudain révêlé, sur la fond de la nouvelle évolution mondiale, son caractère rudimentaire. Ce sul là un acte purement médiéval (3) », constatent les Soviétiques, qui pronent aujourd'hui une entente entre les Deux Grands pour résoudre les conflits locaux, pour laisser le tiersmonde à l'écart de leur rivalité.

Mais les esprits forts ne se laisseront pas prendre à cette nouvelle ruse d'un communisme intrinsèquement pervers. - La - nouvelle pensée politique » de Gorbatchev est une stratégie de repli temporaire (...). C'est le fameux « pas en arrière » de Lénine, permettant par la suite d'en faire - deux en avant (4) », écrit le soviétologue Michel Heller.

La thèse est ancienne. Définissant les principes qui guident la politique soviétique, un jeune diplomate ano-nyme, M. X., écrivait dans le numéro de juillet 1947 de Foreign Affairs : - Le premier de ces concepts est l'antagonisme inné entre le capitalisme et le socialisme. [II] plonge dans les fondations mêmes du pouvoir soviétique et a des implications profondes en ce qui concerne le comportement de la Russie dans la société internationale. Il signifie qu'il ne peut y avoir pour Moscou de communauté de but entre l'Union soviétique et les puissances considérées comme capitalistes. » George F. Kennan, futur ambassadeur auprès du Kremlin, jetait, dans ce texte fameux, les bases théoriques de la politique de containment - endiguement du communisme - et de la guerre froide qui allait briser en deux le monde.

La « bonne nouvelle »

S I les conclusions qu'il tirait étaient bien évidemment récusées par Moscou, aucun dirigeant communiste n'en aurait contesté les prémisses : une lutte à mort oppose le système capitaliste et le système socialiste. Même durant la détente. Khrouchtchev restait convaincu de la « victoire finale » : « Nous serons présents à vos funérailles », lançait-il, triomphant, au capitalisme international.

On comprend que la remise en cause de ce postulat, inscrit profondément dans la pensée léniniste, ait suscité dans le Parti communiste soviétique un débat houleux. Sur aucun autre thème depuis 1985 l'affrontement au sein d'un bureau politique prétendument homogène n'a été aussi aussi ouvert. Durant tout l'été dernier, MM. Chevardnadze, Ligatchev, Yakovlev, membres de premier plan de cette instance, ont publiquement polémiqué (5).

L'enjeu : qu'est-ce qui a le primat dans l'évolution de la situation mondiale? La lutte de classes entre les deux systèmes ou, au contraire, les valeurs communes à toute l'humanité. Dans le premier cas, l'URSS vit une simple pause avant un nouveau bond en

avant; dans le second, la survie de l'humanité - face aux menaces nucléaires et écologiques, en particulier - est prioritaire et - les désaccords idéologiques [doivent être] exclus de la politique extérieure et de la diplomatie (6). » Cette dernière thèse l'a finalement emporté, et ses plus chauds partisans, MM. Chevardnadze et Yakovlev, contrôlent aujourd'hui et le ministère des affaires étrangères et le département de politique internatio-

 Ce qui meurt ici, confie un responsable, c'est une vision du monde dans laquelle une partie de l'humanité doit liquider l'autre. » Comme l'écrit très justement Lilly Marcon, M. Gorbat-chev jette les « bases d'une autre Weltanschaung (7) », d'une autre vision du monde, porteuse de désarmement et de lutte commune contre les dangers qui menacent la planète à l'Est comme à l'Ouest - « la blosphère se joue des blocs - (M. Chevardnadze). Ét à rencontrer ces dizaines de cadres qui peuplent instituts de recherche et ministères, on est frappé par leur fascination pour l'Occident, ses idées, sa culture et même son modèle de développement, un phénomène qui marque l'échec complet de la tentative stalinienne autarcique et xénophobe (8).

Dans ce contexte, insiste le professeur Mirsky, « il faut reconnaître que le tiers-monde est un monde indépendans qui a le droit de ne se lier à personne ». Et les conflits locaux ne sont pas forcément des « jeux à somme nulle », où la défaite d'un Grand signisie la victoire de l'autre. Alors, suivant la formule christique de M. Chevardnadze aux Nations unies, le règlement afghan apporte aux autres régions du monde une . bonne nouvelle .. Il peut prouver son utilité - dans une autre situation, dans un autre endroit. Par exemple, au Kampuchea (...) [la voie pour aboutir au règlement] suppose l'entente entre les forces extérieures impliquées dans le conflit et, d'autre part, crée une base pour une entente avec les forces intérieures. Ce sont notamment la réconciliation nationale et la formation d'un gouvernement de coalition (9). »

Le principe de base retenu peut se résumer ainsi : prendre en compte les intérêts de toutes les parties. Au Proche-Orient, rappelle M. Gorbatchev dans son livre Perestroika, nous n'avons pas « l'intention de pousser du coude les Etats-Unis (...), ce serait tout bonnement irréaliste. Mais les Etats-Unis, de leur côté, ne devraient pas non plus viser des objectifs irréalistes ». Et si Israel doit reconnaître les droits nationaux des Palestiniens, il faut que l'OLP entérine l'existence de l'Etat juif et accepte la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies. Dans le même esprit, L'URSS a fait savoir à plusieurs reprises à l'OLP ses réserves sur la proclamation d'un Etat palestinien, geste qui relève, pour elle, du fait accompli et peut contribuer à durcir les positions de Jérusalem, voire entraîner une annexion pure et simple de la Cisjordanie.

Pékin. Mais, surtout, elle s'inscrit dans la mise en chantier de grandioses projets en Sibérie. En août 1987, le conseil des ministres de l'URSS a adopté un programme de développement prioritaire de la Sibérie et de l'Extrême-Orient qui représentent près des deux tiers du territoire soviétique : d'ici à l'an 2000, 232 milliards de roubles seront affectés à la région dont la production marchande doit être multipliée par 2,4-2,5, la production d'électricité par 2,6, l'extraction du pétrole par 3,1-3,8, celle de gaz par 7,2-9,3 (10). Ce rêve sibérien est indissociable d'une intégration régionale : il est rattaché à « l'extension des contacts économiques extérieurs (...). Ce territoire doit même participer à la division internationale du travail de l'ensemble de la région non seulement en tant que partie de l'Union soviétique, mais aussi de façon autonome, au moyen du com-merce frontalier et de la création d'entreprises mixtes (11) ». On parle même de rendre à l'Extrême-Orient

son statut de République qu'il a en dans les années 20 et d'accélérer l'installation de l'indispensable maind'œuvre étrangère : travailleurs vietna-miens et chinois sont défà sur place. Tout ce projet commande les ouver-tures de M. Gorbatchev : par deux fois, en juillet 1986, à Vladivostok, puis en septembre 1988, à Krasnolarsk, il a formulé des propositions visent à diminuer les tensions dans le Pacifique et à favoriser la coopération. Le savant rasse Lomonossov écrivait an dix-huitièn siècle: « C'est grâce à la Sibérie que grandira la puissance de la Russie.

ETAL REVEIL D

Dans les contrées plus lointaines, la tendance au désengagement est forte et coincide d'ailleurs avec un amoindris sement du rôle des militaires dans la prise de décision politique (12). L'objectif prioritaire est d'éviter que les conflits ne dégénèrent en une confrontation avec Washington qui mettrait en péril la - reconstruction économique, l'accès aux technologies et aux crédits occidentaux.

« Pourquei avens-nous cenquis le peuvoir ? »

TET aggiornamento, qui devrait contribuer à freiner le militarisetion du tiers-monde, préoccupe néanmoins certains de ses dirigeants : ils craignent de faire les frais d'une entente entre les Deux Grands qui aboutirait à la marginalisation du Sud laissé à ses guerres de religion et à son nanfrage économique. Le journal libyen Al Jamahiriyya, sous le titre évocateur « Un coup de poignard dans le dos », exprime sa « surprise » à l'égard de la reprise de relations entre les pays socialistes et Israel. - Quels bénéfices y a-t-il pour les camarades des pays socialistes d'Ignorer les sentiments et la volonté de deux cents mil-

donner le racisme ou d'accepter le principe « un homme = ane voix (15).»

Cette inquiétude a gagné les pays à orientation socialiste qui sous Brejnev symbolisaient l'irrésistible avancée des révolutions du Yémen démocratique à l'Ethiopie. On comprend ce désarroi que résumait avec humour un expert soviétique : « Nous leur prêchons aujourd'hui de rendre la terre aux paysans, de laisser le champ libre au petit commerce, de privatiser une par-tie de l'économie, de demander des crédits à l'Ouest. Et ils nous rétorquent : mais, alors, pourquoi avons-nous conquis le pouvoir? - Mais cette argumentation n'ébranle pas les Soviétiques, qui notent, désabusés, les faibles performances - politiques ou économi ques - de certains de leurs protégés. A une question sur le « défi » que représentait pour Moscon le formidable essor de la Corée du Sud, M. Chirokov, vice-président de l'Institut d'Orient, nous? Non. A la Corée du Nord, oui. »

Certes, l'URSS n'abandonnera pas ses alliés – elle persévère dans son sou-tien politique et militaire au Congrès national africain ou à l'Organisation de libération de la Palestine, même si elle leur prêche la modération - et ne renoncera pas à son statut de grande puissance, mais, ajoute-t-on à Moscou, le socialisme ne peut et ne doit pas être garant des régimes qui ne reposent pas sur une large base sociale et sont incapables de se défendre (16) ». Les percées réalisées dans les relations avec le Brésil, l'Argentine, l'Egypte, l'Arabie Saoudite - avec laquelle devraient être rétablies des relations diplomatiques dans les prochains mois - et même avec la Corée du Sud sont largement suffisantes pour compenser la grogne des pays et des mouvements

2125

There is an armount of code

Million of the estimate tres at

Can art datt in + comme

Tre for the room of

German and the Book I

The states reduced a

the section of the sect. 100

the state of Tens

Street or Correlett to

La Transite abilities.

TOTAL ARREST & PAGE

to reductions be asset

it se piart de 1 - eppression

tergerne et réclame son entre

the motions cultured seasons there had a RSS. an auto-

Action of the Paris Peris

true e --- 's en Transchi

 $\mathbb{E}\mathcal{L}_{\mathrm{tot}}^{\mathrm{tot}} = \mathbb{E}\left\{ \left(\left\langle \mathbf{x}_{t_{1}}^{\mathrm{tot}} \right\rangle \right) \in \mathbf{x}_{t_{1}}^{\mathrm{tot}} = \mathbf{x}_{t_{2}}^{\mathrm{tot}} \right\}$

 $\tilde{\mathcal{Q}} \in \mathbb{R}^{n \times n \times n} \times \mathbb{R}^{n \times n \times n}$

Filippe of Pirit

- A notre époque, la guerre n'est rien d'autre qu'amusette d'imbéciles. Annexer une colonie, et puis une autre, quelle sotte vanité de l'espace! Mille verstes de plus, la belle affaire! Nous

ne savons déjà pas quoi faire de celles que nous possédons (17) », rappelle un des personnages de la Mort du Vazir-Moukhtar, un flamboyant roman qui met en scène Alexandre Griboledov, figure phare, avec Pouchkine, du romantisme, diplomate assassiné à Téhéran en 1829 au cours d'émentes antirusses. Les dirigeants soviétiques ont compris que la puissance ne se résume pas à la force militaire ni même à l'étendue des territoires. Mais l'économie - an sens originel, - administrer 5a propre maison = - qui les fascine et les préoccupe aujourd'hui, suffirat-elle, scule, à redonner à leur pays le rayonnement auquel ils aspirent?

(8) Voir sur ce thème le remarquable travail de Jerry Hough, Russia and the West, Simon and Schuster, New-York, 1988. (9) Entretien de l'académicien Primakov, président de l'Institut des relations internationales et de l'économie modfisle avec le journal Pravda. 8 octobre 1988, réalisé à la suite d'une rencontre internationale « Asie-

Pacifique: dialogue, paix, coopération » à Vla-(10) Abel Aganbegnian, « Rodéplaiement vers l'est », Asie et Afrique aufourd'ani, Mos-cou, n° 4, 1988.

(11) Entretien de l'académicien Primakov, (12) F. Stephen Larrabee, «Gorbetchev and the Soviet Military», Foreign Affairs. vol. 66, nº 5, été 1988.

(13) Agence de presse Jana en arabe, cité par Service of World Broadcast, BBC, Londres, 20 septembre 1988.

(14) Sunday Mall, Hararé, 23 octobre. (15) The Herald, 27 octobre 1988. Dans Les Nouvelles de Moscou, (16 novembre 1988), M. Khatchatourov conteste l'interprétation de ses propos et confirme « la position soviétique vis-à-vis du régime raciste illégitime ». Il ne dément pas toutefois ses déclarations sur la tournée de M. Botha en Afrique.

(16) « L'Union soviétique dans un monde qui change ».

qui change > , op. cit. (17) Iouri Tymanov, le Mort du Verti-Moukhter, Folio, Paris, 1969, (le roman a été rédigé entre 1930 et 1932), p. 53.



« PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » Que restera-t-il du vieux rêve internationnaliste?

« C'est l'exemple de l'Afghanistan qui a été en partie à l'origine des négociations sur la Namibie », confirme le Dr Leonid L. Fituni, chef de la division de gestion des crises à l'Institut des études africaines, qui fait preuve d'un bel optimisme conforté selon lui par la bonne volonté des diplomates américains. Peut-être aussi par la bonne volonté dont l'URSS elle-même fait preuve : « L'UNITA et le gouvernement devront aboutir à un modus vivendi, affirme M. Borissov de l'agence de presse Novosti. Luanda pense trouver une solution militaire, mais, en fin de compte, il faudra bien imaginer un accord politique. » M. Andreï S. Pokrovski, responsable des pays d'Afrique australe à l'Institut des études africaines, surenchérit : « Le gouvernement de l'Afrique du Sud et l'ANC comprennent qu'ils doivent chercher une solution au problème de l'apartheid. Les conditions sont en train de mûrir pour l'ouverture de pourparlers bien qu'il n'y ait unité ni chez les Noirs ni chez les Blancs. Quand Botha entame des réformes, il se heurte à l'opposition des extrémistes. Les deux côtés doivent être prêts à faire des concessions. Le pro-blème de la liberté de la population noire ne peut être résolu d'un seul coup, il faut des étapes. »

Certes, chacun des conflits locaux qui embrasent la planète a sa propre dynamique. L'URSS n'est pas impliquée avec la même intensité dans chacun d'eux, et tous ne la concernent pas au même degré. Elle regarde avant tout ses frontières, là où sécurité peut être menacée. La décision du retrait d'Afghanistan a représenté le geste spectaculaire indispensable pour faire passer en Occident le message gorbatchévien; néanmoins, l'avenir inquiète l'URSS, qui tente désespérément de trouver un règlement qui stabiliserait

La résolution du drame cambodgien est la condition du rapprochement avec lions d'Arabes (13) » ? A la fin du mois d'octobre, M. Khatchatourov. vice-président de l'agence de presse Novosti, et qui effectuait avec une délégation soviétique une tournée en Afrique australe rejette la théorie du « tout ou rien » dans la lutte contre l'apartheid et entérine les rencontres entre des dirigeants africains et M. Botha (14). Il s'attire une réponse cinglante d'un éditorialiste du journal zimbabween The Herald : « Il semble que la position de l'Union soviétique ne coîncide plus avec celle de l'Afrique sur l'isolement de l'Afrique du Sud. (...) Pour le bien de la « paix mondiale », l'Afrique devrait capituler devant un apartheid réformé. Notre éminent collègue semble oublier que le régime de l'apartheid refuse d'aban-

Christine Ockrent, Alexandre de Marenches, Dans le secret des princes, Stock, Paris, 1987.

(2) Alexel Izioumov, Andrel Kortounov, L'Union soviétique dans un monde qui change », la Vie internationale (revue éditée par le ministère des affaires étrangères soviétiques), n° 8, 1988. Cette évaluation est corrobation ques), nº 8, 1988. Cette évaluation est corroborée par des études américaines qui estimaient le coût du « maintien des empires »
soviétique et américain dans le tiers-monde à,
respectivement, 25 milliards de dollars et
11 milliards de dollars, soit 1,3 % et 0,3 % de
leur PNB. Voir Heary S. Rowen et Charles
Wolf Jr (sous la direction de) The Future of
the Soviet Empire, St Martin's Press Publication, New-York, 1987, p. 138.

(3) Alexandre Prokhanov, « Afghanistan »,
la Vie internationale, n° 8, 1988.

(4) Michel Heller, Soixante dix que en i

(3) Alexandre Frokhanov, « Afghanistan », la Vie internationale, n° 8, 1988.

(4) Michel Heller, Soixante-dix ans qui ébranièrent le monde, Calman-Lévy, Paris, 1988, pp. 148-149.

(5) On trouvera les principaux extraits de cette polémique, dont la Pravda s'est fait l'écho dans France-URSS Magazine, octobre 1988. Voir aussi l'intervention de M. Chevarnadze à l'Assemblée générale des Nations unics, Pravda, 28 septembre 1988. Enfin pour une « vision de l'intérieur », lire le comptenende de la conférence des cadres du ministère des affaires étrangères de l'URSS qui s'est tenue le 25 juillet 1988, dans la Vie Internationale, n° 10, 1988.

(6) Discours de Chevarnadze, on cit

(6) Discours de Chevarnadze, op. cit. (7) Lilly Marcon, les Défis de Gorbatchev, Plon, Paris, 1988, p. 35.

L'Estonie : cutrepe

E mouvement extenses on many the effect afrement participated and the content of the month of the content participated and the content of th content of courtificate same of the courtificate of the courtifica gene ig contes fer post of the parties conservations at the second state of the second secon

On n'est pas en terrain charge. Com d'abbignit sur 45,100 hillombe. Cartellis sur 45,100 hillombe. Control of the cold less mandes 70, by Sent Court d'une serie d'expériment de nouvelles formes de se muneration, de région agroundestrictie, calés et rental Prisés revisalisation de l'agric

familiale, some-transance data Fam auto-some culturelle très designations productivité qu' travail à un mangin Scheune stateralise on 10 3 is ledsthement constitution a

Autent de : URSS. seur succión en l'Aute, La Tour-d'Aignes, accomban

CONFLITS REGIONAL

ers-monde

la s'assoria dans prominent proson statut de Redans les années 20 et d'avertigle les des les années 20 et d'avertigles de l'indispers 1987, le conseil S a adopté un d'œuvre etrangère : unitable à l'indispensité à l'indispe de l'Extreme Tout ce projet comman sur de tures de M. Gorbalcher WE GO DERK tures de M. Gorbalcher: a s.
en juillet 1986, à Vladmant, le septembre 1988, à Kladmant, le muié des propositions ramiés des propositions ramiés des consistent des consist B: die à a de roubles Felocurici lé tes tensions dans le l'action de l'action de l'accopération. Le sant siècle de l'est grâce à la sant grandira la puissance de la sant l'accopération le contrain de l'action de la laction de l'action or muché à Dans les contrés plus les Militaire do! ion interna-male de la m har que paries cunflits ne dégénére de la création confrontation avec mettran en beul fa . 160 11) n. On parte économique, l'accès au be et aux credits occidentati

avons-nous conquis le pouvoir?,

A h fin du

than towns on

in in this is du

a lette contre

africulat et

Marie was televers

milita da paralle milita e II semble Milita spelitajus

the de l'Afrique

Marie de Sul

TABLE P

Stands expension

ion de prove

donner le racisme ou des principe un homme : Cette inquietude a Bent f on aniation socialiste qui such as modification l'irréstable me ces alutions du Yémen dénous

Ethiopic On compress of der teenbring seed primon of Savietique : Nous leur Re passars, de lasser le change Carin cummerce, de privater a ic de l'economie, de denomie die d'Onest. Et ils masine mais, afors, pourque and Compais le pouvoir . Misson mentation n'ébranle par le s 422 421 notent, désabata la la Serietarness - bolindas a F ques - de certains de less pas une question sur le . de le santait pour Mescou le fort en sur de la Corée de Sad M.C. Vice-president de l'anim de remendet avec un sount me-The Last Book A la Corte hilled

Certes, PURSS nation ser allies - elle perséventage tien politique et militantie mail on at africam ou à l'Open modration de la Palesine, cer-.cur préche la modérana randricara pus à son statt 🔄 21. mais, mais, ajoutetes i e le loccialisme ne peuterné erre que unt des régimes qui exgain our une large base sonde. emapaires de se défendre (16) Service of a remainders dans les relens e Bre ... l'Argentine l'Egge. Sie Bulle filte - grec laquelle in erre remelles des religion 💝 when there is procham memiente avec la Corée de Setar; mant suffisantes pour mes gright des pays et de met .د: تبه

- A nutre epoque la part rien Caute quamusene fin A the ser une colonie, a pai me que le suite vanite de l'esper! vertier de plus la belle affants ne sante dela par qua fante. wine to his functions (17) a, top des persunniges de la Mondit Water on Careboyan of me: an wene Alexandre Guite Egure phare, siet Porche Frantisme, diplomate state Teleran en 1829 18 com articulars. La dirigenes sent resume the it force minutes. a l'etendue des territores les turne - 10 sens originel . at proper matter automating telle, which i redomer i to The connection and the same

(8) Your sur se theme is remained to be from Hough, Russia and the Jerry Hough, Russia and Market New York 1986. (y) Entreum de l'andraine le présentent de l'entre des résistes le dans et de l'entre des résistes met dans de l'entre des résistes met dans de l'entre de l'économie modès résistes de 1905 de 2000 de 1988, résistes d'1905 de 2000 de 1988, résistes d'1905 de 2000 de 1988, résistes d'une renconte intrations de une renconte intrations de la contrate de la contrat 1103 Abel Agamberian Resident vers ("est a dire et direpte especial") Ada est ("934") (11) Entre de Hamatonia l'est Exercises de l'academica l'ac the case of Screen Large of the Screen Large of the Screen Miles of the Carrier o Agrand Brown 1988
dres. To separate 1988
dres. To separate 1988
dres. To separate 1988
dres. To separate 1988
dres. The Hersid 7 outs 1889
dres. M. Kanadan outs 1888
dres. M. Kanadan (10) o L'Unit militage des à qui change », chi cui is de la la change », chi cui is de la change », chi cui is de la change d

ET AU RÉVEIL DES NATIONALITÉS

Le «laboratoire» balte

E récent pogrome anti-arménien de Kirovabad confirme tragiquement, que, parmi les complexes problèmes que doit résoudre M. Gorbatchev pour imposer sa politique de réformes, la question nationale demeure la plus explosive. Menace-t-elle pour autant la cohésion même de ce conglomérat de peuples et d'ethnies qu'est rission soviétique? Met-elle vraiment en péril l'avenir de la «perestroïka»? Cela n'est pas sûr, si l'on considère les expériences conduites, depuis quelques années, dans les Républiques haltes. L'Estonie, surtout, est devenue une sorte de laboratoire politique où se peaufine - dans un esprit confédéral, mais non sans tensions, - un modèle de relations avec le pouvoir central susceptible d'être étendu aux autres Républiques.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER •

Eclatement on recomposition? Tel nationales en URSS, latente, mais gussi délibérément encouragée, utilisée par les réformateurs à leurs risques et érils. M. Mikhail Gorbatchev n'avaitl pas publiquement salué la formation du «front populaire» autonomiste en Estonie, et prolongé avec les Arméniens un dialogue, insuffisant à leurs yeux, mais suffisant tout de même pour attiser l'inquiétude en Azerbaïdjen (1) ?

Que signifient et « pour qui roulent » les mouvements nationaux aujourd'hui

On pout y voir des perturbateurs de la «perestroïka», que personne, en hant lieu, n'avait invités. La résurgence de vieux antagonismes ethnicoreligieux (au Caucase) et de ressenti-ments (des Baltes incorporés à l'URSS en 1940) (2); l'ombre menaçante des -intégrismes » russe ou musulman, voire de services spéciaux étrangers opérant à la « périphérie » de l'URSS bref, tous les ingrédients d'une déstabilisation générale, dans le déchaînement des particularismes à l'œnvre dans ce pays aux quelque cent à cent vingt nations et ethnies, aux quarante-cinq langues écrites, aux religions et traditions multiples. C'est une part de la

Mais les questions dites « nationales » posées en URSS aujourd'hui n'ont qu'un rapport lointain avec ce qu'elles furent dans l'empire russe, avant 1917. D'une part, les expériences et les structures socio-économiques communes, le rapprochement des niveaux de développement, les contacts culturels, les migrations et les brassages font de l'ensemble soviétique autre chose qu'une collection de particuiarismes ou qu'un château de cartes prêt à s'effondrer. D'autre part, les questions dites «nationales» se nourrissent de problèmes culturels, mais politiques, très actuels, très modernes et qui constituent le « cœur » même de la « perestrotka ».

On on peut distinguer trois grands types, plus ou moins dominants dans chaque cas:

- les problèmes culturels, ethniques, linguistiques. Ils sont en apparence dominants on Transcaucasie. Arméniens chrétiens et Turcs azéris musulmans se disputent le Haut-Karabakh. Les Géorgiens revendiquent le Saînguilo géorgien annexé à l'Azer-baïdjan. Et redoutent la «russification». La minorité abkhaze, en Géorgie, se plaint de l'« oppression géorgienne» et réclame son rattachement à la République russe. On peut allonger la liste...

Le problème culturel majeur, posé à travers toute l'URSS, est celui des

positions respectives du russe et des autres langues dans l'administration et l'enseignement. Il est posé par les citoyens des diverses Républiques comme par le pouvoir central inquiet de ce que moins de la moitié des non-Russes (seulement 30 % à 50% des Centre-Asiatiques, 25 % des Estoniens) sachent parler couramment le russe, langue véhiculaire de l'Union et... langue de l'armée. Dans treize Républiques sur quinze, plus de 90% de la population déclarent «maternelle» la langue autochtone (3). La proportion est plus faible en Ukraine (80%) et en Biélorussie (74%). C'est dans ces deux Républiques, aux langues proches, et parfois « mélangées » au russe, que la russification fait le plus de progrès. Pour y résister, des intellectuels proposent le bilinguisme obligatoire et la suppression de la liberté de choix de l'école (les parents préférant souvent l'école russe, synonyme de promotion).

A l'autre pôle du malaise culturel, et tragédies de ce siècle (4).

ment impatientes de mieux exploiter ieurs avantages.

- les questions nationales sont à dominante politique, au moins pour l'instant, dans les Républiques baltes d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie. Toutes trois ont restauré les symboles traditionnels de la souveraineté (drapeaux, hymnes) et revendiquent l'autonomie économique, voire l'indépen-dance politique. Revendications portées par des mouvements nationaux. notamment le Front populaire en Estonie (5), auxquels se sont plus ou moins ralliés les communistes de ces Républiques. C'est d'elles (et de Géorgie) qu'est venue la plus forte opposition aux actuels projets de réforme constitutionnelle qui semblent contredire l'esprit et les promesses gorbatchéviennes : remise en question du droit à la sécession (jusqu'ici formel, mais dont les Estoniens entendent faire usage si nécessaire) et maintien des prérogatives centrales en matière économique.

L'Estonie: entreprise pilote de la perestroïka?

E mouvement estonien est souvent présenté comme un défi, voire un , pour M. Gorbatchev. Défi peutêtre, échec surement pas - dans la mesure où ce mouvement, tant qu'il ne dérive pas vers le séparatisme, incarne au mieux la convergence entre la volonté réformatrice « d'en haut », bloquée par les conservateurs, et une poussée autonomiste « d'en bas » qui offre un champ d'application réel aux

On n'est pas en terrain vierge. Cette petite République balte (1,5 million d'habitants sur 45.100 kilomètres carrés) a été, dès les années 70, le banc d'essai d'une série d'expériences annonciatrices : nouvelles formes de gestion, de rémunération, de régionalisation agro-industrielle, cafés et restaurants privés, revitalisation de l'agriculture familiale, sous-traitance dans l'artisanat, les services, etc. Sans parler de l'autonomie culturelle très étendue. La productivité du travail y est supérieure à la moyenne soviétique de 10 % à 15 %, l'équipement énergétique de

* Auteur de : URSS, une société en mouvement (préface de Claude Julien), Editions de l'Anhe, La Tour-d'Aignes, novembre 1988. l'agriculture et de l'industrie de plus du

La mise en cause, par les Estoniens, du pouvoir central (et des fameux départements ministériels économiques que M. Gorbatchev veut briser) s'est appuyée, en particulier, sur les désastreuses conséquences écologiques de la production d'énergie électrique à partir de schistes bitumeux et celle d'engrais chimiques utilisant la phosphorite.

L'idée d'une autonomie régionale (Khozrastchiot : a autonomie comptable ») a été développée dans la littérature scientifique des année 70 ; adoptée comme orientation politique par le vingt-septième congrès du PC soviétique en mars 1986 (le congrès du tournant gorbatchévien); explicitée et débattue dans la presse en 1987-1988. Elle est identifiée aujoud'hui à l'autonomie de gestion économique et à l'autogestion politique républicaine.

Comment les réformateurs estoniens voient-ils son application? La voie est tracée, en particulier, par l'économiste Rein Otsason:

 pouvoir républicain (régional) en matière de commerce des moyens de production, de l'utilisation des ressources naturelles, de la politique

professionnelle.

on ne peut ignorer la crise d'identité russe, consécutive aux déracinements

– les rapports centre-périphérie, en matière socio-économique. Les plus déterminants à long terme, pour l'URSS, sont les rapports entre le Nord et l'Ouest plus développés, et le Sud qui l'est moins, notamment l'Asie centrale qui vit en ce moment les conséquences écologiques et sanitaires gravissimes de la monoculture du coton. Après une période de rapprochement des niveaux de vie, l'écart se creuse de plus en plus entre les Républiques «musulmanes» et l'URSS «occidentale», dont le peloton de tête est constitué par les Républiques baites, précisé-

Fédération soviétique. mts à la Constituti vée dans l'économie (7). Le projet « indépendantiste » (com-

> La question des immigrés est la principale pierre d'achoppement de l'autonomie, en Estonie comme en Lettonie. Il n'y a plus, aujourd'hui, que 61 % d'Estoniens et 50 % de Lettons dans leurs Républiques. L'immigration récente, principalement de Russes

> d'une politique de russification, mais bien d'un mode d'industrialisation. En Lituanie, moins développée, il y a 80 % de Lituaniens.

> en pavs conauis ». En réaction au nationalisme estonien et à son Front populaire, s'est formé un « Mouvement international ». Ses responsables - Russes, Géorgiens, juifs affirment représenter la « classe ouvrière immigrée » et ses cadres techniques. D'après eux, 80 % du prolétariat en Estonie seraient russophones, 91 % des ouvriers de la construction, 75 % de ceux qui travaillent dans les transports (8). Le Mouvement serait implanté dans les chantiers navals et les industries militaires, très importantes dans la région. Il a reçu l'appui de M. Victor Tchebrikov, ex-président

> du KGB et secrétaire du comité cen-



LA GRANDE PLACE DE TALLIN (CAPITALE DE L'ESTONIE) Line summer calcurate trip departs

scientifique, des transports, du commerce de détail et des services, de l'emploi, des salaires, de la formation

- autogestion budgétaire après contribution préalable au budget fédéral selon une quote-part fondée sur des « critères objectifs » tels que, par exemple, le nombre d'habitants.

- création d'une monnais propre convertible en devises occidentales comme en roubles soviétiques.

C'est « sans précédent », observe un journaliste de Moscou interviewant le professeur Otsason, qui répond : « Oul. Notre Union soviétique aussi est sans précèdent. C'est le seul Etat fédéral au monde dont les membres ont, de par la Constitution, des droits d'Etats souverains (6). >

« Sans précédent », l'habileté d'une République (plus ou moins suivie par les deux autres) à prendre au mot la légalité formelle, jusques et y compris la réaffirmation du droit de quitter la

La loi estonienne sur les changetion de souveraineté du 16 novembre déborde, il est vrai, le cadre constitutionnel soviétique : elles réservent au Parlement estonien le droit d'appliquer ou non les lois fédérales, elles déclarent la propriété de la République sur la terre, le sous-sol, les autres ressources naturelles et les principaux moyens de production. La loi estonienne envisage aussi la restauration de la propriété pri-

ment le désigner autrement?) comporte aussi la création d'une citoyenneté (et non plus sculement « nationalité ») estonienne, qui pourrait être refusée aux immigrants non

d'origine rurale, n'est pas le résultat

Dans les trois Républiques, et surtout en Estonie. l'intelligentsia et les cadres dirigeants sont principalement autochtones. Ce sont les emplois offerts dans les industries lourdes, les travaux manuels, plutôt boudés par les populatitons locales, qui ont attiré les immigrants, auxquels sont offertes des facilités de logement. Estoniens et Lettons se sentent agressés dans leur identité nationale par cet « envahissement » de Slaves qui refusent de parler les lan-gues locales et se considèrent « comme tral, lors de sa visite à Tallin, le 12 novembre dernier (9). De mises en garde en appels à la

consolidation », le ton de Tchebrikov et de certains commentaires de la Pravda, dénonçant l'« extrémisme » et la « démagogle » nationalistes (et, en termes voilés, les communistes esto-niens qui s'y rallient ou n'y résistent pas) rappelait l'état d'esprit qui régnait à Moscou en 1968, quelques mois avant l'intervention militaire en Tché cosiovaquie. A n'en pas douter, les adversaires de la «glasnost» et des réformateurs « libéraux » découvrent dans les défis baites (et en général dans les désordres nationalistes) l'occasion de se refaire des muscles et même de se trouver une « base ouvrière ».

Mais la « perestroïka » voit aussi se déployer - en sa faveur - les premières et vastes mobilisations populaires. Pour M. Gorbatchev, l'art de négocier avec eux est le test de crédibilité par excellence, l'occasion de montrer qu'une autre façon de gouverner est possible en URSS. Sinon...

Pour la « perestroïka » gorbatch vienne, les poussées nationalistes sont une chance et un piège à la fois. Chance de mouvements sociaux et de renaissances culturelles épaulant les réformes. Pièges inhérents à la nature même des nationalismes : égocentrismes et déchaînements faciles des passions contre l'un ou l'autre bouc émissaire. Russes méprisés en pays haltes: musulmans et juifa suspectés en Russie; pogromes anti-arméniens en Azerbaïdjan; peur des Turcs azéris et des « Asiatiques » en général parmi les Européens chrétiens à laquelle répondent les ressentiments des Turcomusulmans.

Déchaînements d'autant plus lamentables qu'ils surviennent dans un Etat. l'Union soviétique, qui - malgré son histoire tragique - s'était efforcée d'organiser la coexistence et les échanges entre des dizaines de nationalités et d'ethnies. Et qu'un certain nombre d'entre elles ont pu - fait remar-quable dans une société industrialisée de cette sin du vingtième siècle conserver, voire consolider leurs identités culturelles.

Dans cette réalité contrastée, l'URSS peut, paradoxalement, galvau-der ses acquis en cultivant des crispations suicidaires, ou, au contraire, déployer des trésors d'imagination pour découvrir des solutions assurément originales. La révision de la Constitution ne fait que commencer. Le plénum du comité central tant attendu (sur les questions nationales) devrait avoir lieu en février 1989. La lutte est engagée entre les adeptes d'une nouvelle confédération et les partisans d'un conserva-tisme obtus conduisant aux affrontements et, dès lors, à la défaite des espoirs de réforme.

(1) La région du Haut-Karabakh, pemplée en majorité par les Arméniens, est enclavée dans la République d'Azerbaïdjan et revendiquée par l'Arménie. Les émeutes actuelles en Azerbaïdjan surviennent alors qu'une solution de compromis semblait être trouvée, et quelques jours après la condamnation à mort d'un Azeroardianais reconnu compable d'avoir pris pert au pogrome anti-armémien du 28 février part au pogrome anti-armén 1988 à Soumeau.

(2) Ces annexions se sont faites dans le cadre du partage des zones d'influence entre le Reich allemand et l'URSS (clauses socrètes du pacte germano-soviétique de 1939). (3) D'après les résultats du dernier recen-

(4) Cf. le Monde diplomatique de novem-bre 1988 et les chapitres sur les questions nationales in Jean-Marie Chanvier : URSS,

une société en mouvement, éditions de l'Aube, 1988. (5) Le Front populaire estanten, fondé en juin 1988, regroupe plusieurs containes de mil-liers d'adhérents.

(6) Cf. Pravda, 8 février 1988 et Litera-cursala Gazeta, Moscou, 16 novembre 1988. (7) Pravda, 21 novembre 1988.

(8) El Pais, Madrid, 20 novembra 1988. (9) Pravda, 13 novembra 1988.

« Dossiers internationaux »

A l'occasion de chaque nouvelle livraison du Monde diplomatique, une émission intitulée « Dossiers internationaux » est réalisée par les animateurs de Radio-Zinzine (Forcalquier, tél. : 92-76-10-56). Nos principaux collaborateurs présentent leurs articles et, autour de Claude Julien, commentent l'actualité internationale. Ces « Dossiers » sont diffusés, à des dates qui varient selon les stations, par

FRANCE MÉTROPOLITAINE

« Vie au grand Hertz », Bordeaux (tél. : 58-81-45-90); « IFM », Granoble (tél. : 76-47-21-21); « Saint-Affrique », Saint-Affrique (tél. : 65-49-29-94); « Dijon Campus », Dijon (tél. : 81-67-68-69); « Oloron », Oloron (tél. : 59-39-99-00); « Pays », Paris (tél. : 47-61-00-75); « FMR », Toulouse (tél. : 61-21-63-21); « Metal », Mêcon (tél.: 85-38-90-90); « Chantepleure », Combourg (tél.: 99-73-32-56); « Ondaine », Firminy (tél.: 77-56-80-56); « Trouble-fête », Limoges (tél.: 55-05-15-00); « FMR », Saint-Dizier (tél.: 25-56-05-76); « Bip », Besançon (tél.: 81-88-19-11); « Xiberoko Botza », Mauléon (tél.: 59-28-29-87); « Beffroi », Thionville (tél.: 82-54-37-33); « Campus FM), Illikirch (tél.: 88-67-11-00); « Zinzine », Forcalquier (tél.: 92-76-10-58); « Gribouille », Angers (tél.: 41-60-44-44); « Aria », Longwy (tél.: 82-25-80-80); « PFM », Arras (tél.: 21-07-48-88); « Pluriel », Seint-Priest (tél.: 78-21-83-49); « Flotteurs », Claimacy (tél. : 86-27-31-31); « Fréquence Pesse-Montagne », Briancon (tél. : 92-21-31-50); « Radio Galère », Marseille (tél. : 91-90-97-00); « Radio Méga », Valence (tél.: 75-56-89-30).

« Zone », Genève (tél. : 022-29-81-04) ; « Fréquence Jura », Delémont (tél. : 066-22-98-44) ; « Acidule », Lausanne (tél. : 021-20-51-11).

« Air fibre », Bruxelles (tél. : 023-44-58-55).

NOUVELLE-CALÉDONIE

« Radio Djiido », Nouméa (tél. : 687-25-35-15).

€ Kanai océan indien », Port (tél. : 262-43-87-87).

L'ARMÉE TOUJOURS AU POUVOIR,

La Birmanie ou les paradoxes

E silence est retombé sur la Birmanie où l'armée, dirigée par le général Saw Maung, semble s'en tenir à la ligne suivie pendant vingt-six ans par le général Ne Win. Ce dernier a officiellement abandonné le pouvoir à la suite des émeutes populaires d'août 1988, dont la répression fit des milliers de victimes. Une armée qui vient d'être secrètement réapprovisionnée par Singapour en munitions fabriquées sous licence suédoise. Comment la Birmanie, autrefois relativement prospère, est-elle devenue un pays en voie de sous-développement, même si, dans les domaines scolaire et sanitaire, de gros efforts ont été accomplis ?

Par MICHEL BRUNEAU *

Pays le plus vaste de l'Asie du Sud-Est continentale (676 577 km²), la Birmanie en est aussi l'un des moins peuplés (37,8 millions d'habitants en 1985, densité moyenne de 52 habitants au km²). La population se concentre dans les plaines alluviales et les deltas à majorité birmane (souvent plus de 100 habitants au km²) et se disperse dans les zones montagneuses ou collinaires de la périphérie, où vivent essentiellement des ethnies non birmanes qui représentent un tiers de la population (densités souvent inférieures à 10 habitants au km2). L'urbanisation, peu avancée pour l'Asie du Sud-Est (23 % de la population en 1983), est l'indicateur d'une modernisation relativement faible.

La Birmanie fait désormals partie des pays les plus pauvres du monde avec un revenu par tête (180 dollars en 1984) à peine supérieur à celui du Bangladesh et égal à moins d'un tiers de celui de l'Indonésie, le plus pauvre des membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique. La part de l'agriculture dans son revenn national brit (48 % en 1984 selon la Banque mondiale) est la plus élevée de tous les Etats de la région, légèrement supé-

a Géographe, directeur de recherche au CNRS, CEGET (Bordeaux). rieure même à celle du Bangladesh, cela malgré les efforts faits depuis 1962 en faveur de l'industrialisation.

 En dépit de son sous-développement relatif, la Birmanie est autosuffisante sur le plan alimentaire et a des indicateurs sociaux, en matière de santé et de scolarisation, très supérieurs à ceux des pays ayant le même niveau de revenu. Au cours de la décennie 1973-1983, elle a connu une croissance moyenne de 6 % par an de son agriculture et de son industrie. Cependant, cette croissance, qui n'est pas soutenue par un niveau d'investissement suffisant, a fléchi au cours des quatre dernières années. Le secteur privé domine l'agriculture mais n'est présent que dans moins de la moitié de l'industrie et du commerce, où il ne détient que les plus petites unités. Les plus grosses entreprises, ainsi que les secteurs minier et de l'énergie, font partie du secteur public. L'Etat ne par-vient pas à mobiliser l'épargne pour l'investissement. La production de pétrole a stagné, voire régressé - obstacle majeur à la poursuite de la croissance, les importations étant très limitées par le déficit commercial.

Le marché noir n'a cessé de se développer. Le commerce de contrebande est équivalent à 40 % du produit national brut et à cinq fois le volume des échanges extérieurs officiels. La plupart des régions frontalières sont en dissidence depuis plus de trente ans — une guerre d'usure dans laquelle aucun des adversaires ne peut l'emporter (1). La contrebande permet de financer les armées rebelles, surtout les armées karen, môn et kachin, le trafic de drogue, dans le Triangle d'or, finançant également les armées shan et du Parti communiste birman. Cette guerre civile est un obstacle majeur au développement.

La Birmanie était, en 1940, le premier pays exportateur de riz au monde, produisant autant que la Thallande et 'Indochine française réunies. Elle vendait, en outre, du pétrole, du bois de teck et des métaux non ferreux (plomb, zinc, argent, étain et wol-fram). Tibor Mende écrivait en 1954 : « La Birmanie est un pays riche. Elle n'est pas surpeuplée, et sa terre donne d'abondantes récoltes et recèle une grande variété de matières premières. Bien que ces ressources sussent insussi-samment exploitées, elles assuraient aux Birmans une vie facile et un niveau de vie qui était plus élevé que celui de la plupart des pays environnants. Cela fut vrai jusqu'en 1942 » (2).

Pour expliquer le contraste entre ce passé brillant et les difficultés actuelles, il faut se reporter à la situation d'isolement précoloniale, au dynamiame de l'économie coloniale et aux destructions catastrophiques survenues pendant la seconde guerre mondiale.

La colonisation britannique s'est faite de 1824 à 1886 par les côtes et à partir de l'empire des Indes, dont la Birmanie est devenue une province (1886-1935). La capitale du royaume birman, Mandalay, se trouvait à l'intérieur, au cœur de la zone sêche. L'économie était fermée et les exportations de riz, par exemple, interdites. La colonisation, à partir de l'occupation du delta de l'Irrawaddy et du Sittang, en 1852, a transformé ce qui était une marche frontière méridionale du royaume en une région centrale densément peuplée et exportatrice de riz avec une capitale moderne, Rangoun, principal port et point d'aboutissement

d'un réseau nord-sud de transports fhi-

viaux, ferroviaires et routiers. Le bouleversement des terres neuves du Delta a eu lieu dans une conjoncture mondiale favorable à la riziculture : les prix out connu une hausse continue jusqu'en 1920. L'Inde, la Malaisie et les Indes néerlandaises constituaient des marchés importants et proches. Cette colonisation de type pionnier a été le fait de petits paysans birmans venant de la zone sèche, c'està-dire de la Birmanie centrale ou haute Birmanie, relativement surpeuplée. Avec un outiliage traditionnel, la charrue et le buffle, sans investissement autre que leur travail, ces paysans out défriché ce milieu marécageux, soumis aux crues annuelles de l'Irrawaddy et à une malaria endémique qui n'a été mattrisée que peu à peu, grâce au drai-nage. Le pouvoir colonial s'est contenté d'aménager quelques digues de protection contre les crues. Des mouvements saisonniers de main-d'œuvre indienne avaient lieu pour les gros travaux (repiquage, moisson). La commercialisation et le décorticage du paddy, ainsi que le crédit, étaient assurés par un réseau indien, chinois, mais aussi birman.

Entre 1852 et 1937, 2,5 millions d'Indiens ont émigré en Birmanie et, à la veille de la guerre, plus d'un million d'entre eux y résidaient de façon plus ou moins permanente. Du fait du rattachement administratif à l'Empire britannique, les Indiens se sont introduits dans l'administration et l'armée coloniales. Les Chinois sont en revanche venus beaucoup moins nombreux que dans les pays voisins (Thallande ou Malaisie) et se sont beaucoup mieux assimilés à la population par des mariages mixtes.

Xénophobie, fermeture et isolement

CES différents groupes ethniques participaient à un même système économique en expansion, basé sur la monoculture exportatrice du riz. Cependant, cette prospérité de la basse Birmanie a été remise en cause à partir des années 1920, lorsque le prix du riz a chuté à plusieurs reprises sur le marché international et, surtout, au moment de la crise des années 30 (3).

Les paysans birmans se sont de plus en plus endettés, et les commerçants ont, par le jeu des hypothèques, accsparé une part de plus en plus grande des terres. Ainsi, les préteurs-usuriers indiens chettyars (caste spécialisée dans le commerce et la finance) sont devenus, entre 1920 et 1930, la principale source de crédit. Ils se sont retrouvés, en 1937, à la tête de 25 % des terres du Delta. A cette époque, 50 % des exploitations appartenaient à des propriétaires absentéistes. La situation était devenue explosive tant en ville qu'à le campagne où la masse des paysans s'était accrue, en même temps qu'en nombre croissant les immigrants indiens devenzient tenanciers ou se présentaient sur le marché du travail, se contentant d'un revenu inférieur à celui des Birmans. En 1938 éclataient des émeutes anti-indicance qui marquaient l'effondrement de la « société pluricile - coloniale,

La moitié de la communauté indienne a quitté la Birmanie à la suite de l'invasion japonaise de 1942; la quasi-totalité des Chettyars sont alors partis. Un nouvel exode intervint au moment de l'indépendance (1948), puis, en 1962, après la nationalisation du commerce, si bien qu'actuellement la minorité indienne est considérablement réduits en nombre (428 000 personnes, selon le recensement de 1983). La communauté chinoise, résidant essentiellement à Rangonn et Mandalay, est restée beaucoup plus stable malgré les émeutes de 1967 consécutives à la révolution culturelle (23 000 au recensement de 1983).

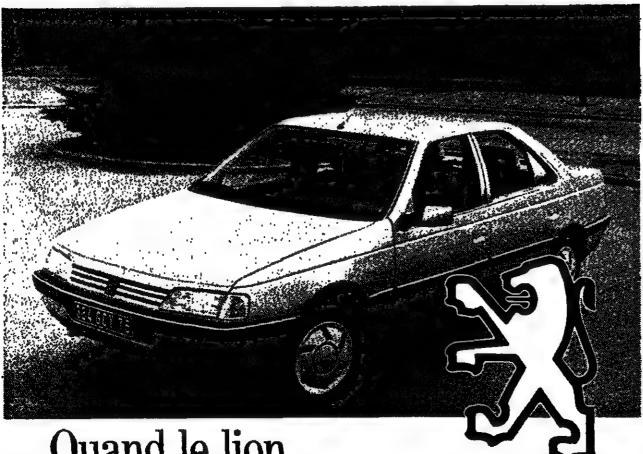
La guerre a été catastrophique pour l'économie. Une grande partie des infrastructures a été détruite ainsi que les équipements permettant l'extraction du pétrole, l'industrie et les transports ont beaucoup souffert. Les superficies cultivées en riz ont baissé dans des proportions telles qu'à la fin des années 30, elles n'avaient pas retrouvé leur étendue d'avant-guerre; en 1983, elles n'étaient que de 16 % supérieures à celles de 1940. Le produit national brut s'élevait en 1949 aux deux tiers seulement de celui de 1930.

La frustration économique et politique des Birmans s'était exprimée dans un mouvement nationaliste antibritannique qui avait reçu l'appui des Japonais. Ca phénomène éclaire le relative

(1) Michel Bruneau, « La Birmanie ou la quadrature ethnique», in « Géopolitiques en Asie des moussons», Hérodote, nº 49, 2º tri-

(2) Tiber Mende, l'Asie du Sud-Est entre deux mondes, le Seuil, Paris, 1954, p. 273. (3) Lire à ce sujet l'étude de M. Adas, The Burma Delta, The University of Wisconsin Press, 1974.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse.

Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES

magasin d'exposition PEUGEOT

Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Elysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98

Siègé social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Télex 615 072 F

SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

1944-1947 : LA FRANCE ET L'INDOCHINE

Désastreuse myopie

A guerre d'Indochine est loir. Les Français n'y ont rien compris et leurs gouvernants encore moins. Pour ceux qui veulent en savoir non seulement quelque chose mais les secrets, Philippe Devillers, spécialiste s'il en est, a dépouillé les archives de cette guerre portant sur les années 1944-1947 (1). Certes, ceux qui furent mêlés à l'affaire se doutaient qu'elle avait été malhonnête su point d'en être sale, ce que l'opinion française avait d'instinct subodoré. A présent, plus de doute.

Li France, après la bombe d'Hiroshima, a envoyé sur-le-chemp, à Salgon, son chef de guerre le plus prestigieux : le général Leclerc et une toute petite équipe. Très vite il leur est apparu que chez leur adversaire vietminh conduit par la haute personnalité d'Hô Chi Minh, le nationalisme l'emportait sur le communisme. Mieux, que ce nationalisme voulait réaliser l'indépendance du Vietnam si possible en accord avec la France. Pendant des années l'« oncle Hô » l'a inlassablement répété. De Gaulle, et ceux qui lui succédèrent

au pouvoir, se railiant d'abord à l'interprétation du haut-commissaire d'Argenlieu dans un premier temps, puis de Pignon, puis d'autres ; cédant ensuite à la grande colonisation, ont sans cesse refusé d'y croire, n'ont cessé de

rechercher la rupture, l'affrontement par les armes.

Inextorablement, d'incompréhension en suffisance, le gâchis s'amplifia. Et pourtant, le responsable militaire, le général Leclerc, prenaît par sa compréhension du problème une dimension plus grande que celle qu'il avait atteinte en cinq ans de guerre. En dépit de toutes les embrouilles tâtues créées par le tandem d'Argentieu-Paris, il réalise le miracle de l'accord du 6 mars 1946. Après avoir assuré magistralement son emprèse sur la Cochinchine, itbéré le Cambodge par un coup d'audace personnelle inoui, il entra dans Hanof presque en ami. Mais l'amiral veille. Un voyage d'Hô Chi Minh en France (conférence de Fontainebleau) sera gâché dès le départ — 1 juin 1946. Le même jour, d'Argentieu crée traîtreusement la République autonome de Cochinchine. Il est approuvé par le ministre socialiste Moutet. Le leader du Vietminh apprend dans l'avion qui l'emmène, par la radio, ce manquement considérable à l'accord tacite et fondamental de ne pas toucher à la fédération des trois « ky » (Tonkin, Annam, Cochinchine). Paris, pendant trois mois : 22 juin-

A spirale fatale est enclenchée dans l'incompréhension du problème, Laclerc — traité de « munichois » — est rappelé en France ainsi que ses proches collaborateurs. De provocation en provocation, on en errive, le 20 décembre 1946, au soulèvement en armes de Hanoī et au passage dans la clandestinité de Hô Chi Minh et de son gouvernement. La guerre d'Indochine est commencée. Elle se termine par le désastre militaire de Dien-Bien-

Philippe Devillers aurait pu écrire un pamphlet. Il lui suffit, non sans quelques justes et acerbes remarques, d'ouvrir les archives. Il conclut : « Elles établissent ce que l'on osait à peine supposer : le pine. »

GEORGES BUIS.

(1) Philippe Devillers, Parts, Satgon, Hanol. Les archives de la guerre 1944-1947, Gallimard, coll. « Archives », Paris, 1988, 394 p., 120 F.

حكذامن الأصل

the hanse Litude, la E. C eston baste mar ber malhen an drai-

d'arnénager quelque dins le tion contre les crues De mandeure les aussient lieu pour les grandeure du quage, moisson). La comme de le décorticage du padrieure de crédit, étaient assurés par le décorticage du padrieure le décorticage du padrieure le décorticage du padrieure chinous, mans aussière le fire le 1852 et 1937, 2 c d'Indiens ont étaient 1937, 2 c Entre 1852 et 1937, 25 è de la recille de la guerre, pluster de la guerre, pluster de la recille de la recille de la recille de la recille permanente. De la la la comment administratif à l'acceptant de la recille de chement administratif à l'includent la distribution de la ladient de la males Les Chinois son venus beaucoup moist w dans les pays voisins (The Malaisiel et se som ben Assimilés à la population

die, sermeture et isolement

partis. Un nouvel cude intermement de l'indépendent le puis, en 1962, après la ministration de Commerce, si bien qu'ant du Commerce, si bien qu'ant de l'indépendent en monte de l'indépendent en l'indépendent en l'indépendent le l'i L hand sur la de de riz. is minorité indienne es montes réduite en nombre (43). de la basse forms à partir la paix du riz sonnes, selon le recessemente La communauté chines à essentiellement à Rangon a ther he mar-Ly, est restée beaucoup par la partie de la les de la les les 1.104 à la révolution cale (23000 au recensementé [9]

PER BELDOC

La guerre a été catamonia l'économie. Une grante par mirastructures a été démine is es calabements bemann f sion de pétrole, l'industre e le costs on: beaucoup souler is: ficies delen es en nz on line des proportions telle qui bit années 50, elles n'avaien par icu: ciendue d'avant-gum; q; e les s'étuient que de 165 etc. bent a biebatt en 1949 an int sculement de celui de 1930.

La frantration économique que des Birmans s'étan equité er mouvement nationalise migue que avan requ l'anti-Ce phenumene échile

. . . Michal Bronese, «la len: quadrature ethnique», is «Çipi Alle des mausses «, Heroda, » §

1. Tiper Meede, l'Asside Sal dens minutes le Seul, Para 1861. 831 Linn a ce sujet l'étate le Mit. Barma Delia, The Universit d'R

LA FRANCE ET L'INDOCHE

esastreuse myopie

man lore has Français by ont nen compared Manage space Me secrets Physippe Devillers, special me metalines de cette guerra purtant sur les sinés The Burnet makes & "affaire se couldent with The fire said on OLD Country transact and ()

to the Beamer of Muchanica is an one surfaction is in plant processports in general lacter of the second second of the second seco Mint le nationalisme voulait regise (notes the second med a France Pendam de need records To Caulto At Coun qui lu son Cohord & Carrent Presenting on House-commission of de Parari puls d'autres , cedent est and same cause failise dy cross, nont use s hannerers per 44 simes. Tennand diameter en suit-sanze, le gâche ferre

Commenters by German Lectors prenar par a comment of the grant of the comment of the grants que come qui and manager. The state of touted les emproulles térus cels I refere to marac e de l'accord du 6 mas Property son emprise sur la Cocheches Bill personnelle moul, il entre dans land les les les constant les les constant les cons mare la Republique autonome de Codes Shierre socialiste Moute: Le leader de Visione Particulare per 's radio de manquement consti Companyed the ne part fourter 3 is federated to a companyed the ne part fourter 3 is federated to a companyed t Commenced. Paris. por Marti.

Tracomprehension du principale en France en principale e The province of the province o Mention of arrives de Handi et au parte Se service par le désastre minare de la parte de la pa

Dempries !! his sufficient is sufficient in the Frank Salara, Hank Let archiver to be seen the

LA RÉVOLTE TOUJOURS MENAÇANTE

es paradox du sous-développement



ÉCOLIERS ANTIGOUVERNEMENTAUX A RANGOUN (acplembro 1988) L'Alphabetientien généralisée s'e pas settl à les com

xénophobie et surtout le désir de contrôler tous les leviers de l'économie qui caractérisent la politique de Ransoun depuis quatre décennies et ont inspiré largement la politique de natio-nalisation de l'industrie et du commeros. Cala s'est conjugué à un héritage précolonial de royaumes fermés dont les capitales étaient dans le centre, loin des côtes. Formeture et isoloment l'ont ainsi emporté après l'indépendance, en réaction contre l'ouverture économique libérale des Britanniques à laquelle n'avaient pas été associées les élites birmanes.

Les menaces d'éclatement ou d'instauration d'un système fédéral, apparues sous le gouvernement U Nu (1960-1962), ont contribué a provo-

quer le coup d'Etat organisé en 1962 par le général Ne Win. Ce coup d'Etat a installé au pouvoir l'armée et un régime à parti unique (le l'arti du pro-gramme socialiste birman) qui se sont présentés comme les garants de l'unité nationale à la fois contre les communistes du PCB qui menaient des gué-rillas au cœur même du pays birman et contre les minorités prônant une solu-tion fédérale. La Constitution de 1974 a formellement consolidé cette « République socialiste de l'Union birmane », neutraliste, unitaire, et se besent sui « la voie birmane vers le socialisme ». Les sept Etats (Arakanais, Chin, Kachin, Shan, Kayah, Karen et Môn) ont le même statut que les sept divisions du territoire à majorité birmane.

ques de la révolution verte ; engrais et variétés à haut rendement).

Jusqu'en 1976, le développement agricole n'a pas été une priorité pour le gouvernement, malgré l'application d'une réforme agraire, dès 1948, et la création de coopératives, à partir de 1969. L'agriculture n'a reçu qu'une proportion très modeste des fonds publics (9 % environ) alors qu'elle occupait la majorité de la population active et fournissait une grande partie des produits exportables (riz, caoutchouc; tourtesux...). Cette négligence initiale explique, en grande partie, l'échec relatif de la politique de développement du régime jusqu'en 1978.

Le relèvement du prix payé aux producteurs et surtout l'utilisation de variétés à haut rendement, à partir de 1975, out entraîné une augmentation de 45 % de la production de riz, en 1982 par rapport à 1970. Une mobilisa-tion de la main-d'œuvre avec l'aide de l'armée, pour le rerôle important puisque la mécanisation ne pouvait progresser rapidement à cause de la pénurie énergétique. Le pays a manqué d'engrais, de pompes permettant de faire une deuxième récolte, de moyens de transport et de

Les paysans ayant accès aux variétés haut rendement doivent vendre de 20 % à 60 % de leur production décla rée à l'Etat. Ils conservent les variétés traditionnelles pour leur propre consommation et pour la vente sur le marché parallèle avec un bénéfice de 40 % supérieur à celui des ventes sur le marché contrôlé par l'Etat. Mulgré cels, le surplus exportable de riz, au

début des années 80 était de l'ordre du million de tonnes par an.

Nous avons enquêté dans le même village, Kankauk Ywa, situé à 4 kilo-mètres de Mandalay, en janvier 1974 et en août 1987. Village de riziculture traditionnellement irriguée avec, en saison sèche, une seconde récolte de riz très peu importante à cause du manque d'eau, et quelques cultures sèches (coton en 1974, séssone en 1987) (6). Entre nos deux visites, les changements et les progrès ont été sensibles, surtout dans la riziculture. Une partie du terroir a été remodelée (quadrillage de parcelles irriguées) et un barrage réservoir à remplacé, en 1980, en amont l'autre barrage de dérivation. Une coopérative qui n'existait pas en 1974 distribue des engrais chimiques et des pesticides en quantités insuffisantes pendant la culture principale de saison des pluies. La vulgarisation, plus active qu'en 1974, a permis l'adoption de nouvelles variétés à haut rendement et le repiquage au cordeau avec espacement régulier des plans.

La mécanisation n'a pas progressé. Les labours se font avec des attelages de zébus ou d'un buille, et l'écope à trépied pour élever l'eau n'est pas remplacée par des pompes, absentes faute de carburant. De même, les deux tracteurs d'une station d'Etat voisine qui

pouvaient être utilisés en 1974 ne pouvaient plus l'être en 1987, par manque de carburant et de pièces détachées. La route date de l'époque coloniale et les autobus de 1987 sont les mêmes que ceux de 1974. En revanche, les bicyclettes chinoises ou thatlandaises sont plus nombreuses et deux familles ont une moto japonaise. L'habitat de type traditionnel a été partiellement reconstruit dans un style plus urbain. Ces quelques progrès du niveau de vie s'expliquent par un accroissement sen-sible de la production de riz, percepti-ble à travers le doublement des rendements moyens (2 tonnes à l'hectare en 1974, 4 tonnes en 1987). Les paysans affirment qu'avec davantage d'engrais ils pourraient obtenir 5 tonnes à l'hec-

Cet exemple montre la réalité et les limites de la révolution verte à la birmane. Le surplus exportable de riz pla-fonne depuis plusieurs années à un peu plus d'un million de tonnes (plus de millions de tonnes pour la Thajlande). Ce riz comportant 25 % de brisures est difficilement placé sur un marché déprimé où il doit subir la concurrence de producteurs micux placés, la Thailande et les Etats-Unis. Or c'est, avec le bois de teck, la princi-

Rélormer, mais jusqu'où?

MALGRÉ ces quelques progrès de la production agricole (riz, légumes secs), forestière (teck) et de la pêche, les excédents exportables demourant nettement insuffisants : lour valeur a été, en 1987, à peine supérieure à celle du service de la dette. Les importations officielles - presque uniquement des biens d'équipement - ne peuvent se développer. La production pétrolière a baissé de 11 millions de barils en 1980 à 6,3 millions en 1987, parce que les techniques d'extraction n'ont pu être modernisées (7). L'insuffisance des moyens de transport et du réseau routier n'a permis ni l'extension des superficies cultivées, ni la diversification qui s'est produite en Thallande depuis la guerre grâce à un système commercial aux mains des Chinois.

L'augmentation de la production agricole, dont dépend le décollage de l'économie, ne peut se poursuivre si ces goulots d'étranglement ne disparaissent pas. Il fant améliorer les infrastructures de transport, accroître les disponibilité en énergie, en engrais et en cau. L'industrie de transformation des produits agricoles et de substitution aux importations n'est pas utilisée à sa pleine capacité faute d'un achat suffisant de pièces détachées et de biens d'équipement. Il lui est difficile de s'orienter vers l'exportation, grâce à une production basée sur une maind'anvre peu coûteuse, car les investissements manquent et le retard technologique rend très difficile son insertion dans un marché saturé (8).

Dans le domaine socioculturel, le bilan est beaucoup moins négatif. Le gouvernement Ne Win a fait un gros effort en faveur de l'éducation et de la santé. L'accent a été mis sur l'alphabétisation, dont le taux a doublé depuis

1931 (80 % d'hommes et 70 % de femmes sachant lire et écrire en 1983), et les écoles primaires et secondaires, avec une préférence donnée à l'enseienement technique et scientifique. D'autre part, la médecine gratuite, en particulier les soins primaires, s'est répandue en debors des villes. Le taux de mortalité est passé de 39,3 ‰ en 1962 à 10,4 ‰ en 1977. Le trachome, la filariose ont été combattus. La malaria est contrôlée, Toutefois, l'importation de médicaments est très insuffisante et n'est que faiblement compensée par le marché noir.

Le niveau de vie a stagné depuis 1953, la croissance de la population et l'inflation ayant presque annulé les quelques progrès économiques enregis-trés jusqu'en 1975. En milieu urbain, on constate une faible amélioration, les familles les plus pauvres étant passées de 46,3 % en 1953, à 31,8 % en 1975. Depuis 1978, le taux de croissance ayant été supérieur à 6 %, le niveau de vie a légèrement augmenté. Il reste bas par rapport à la Malaisie et à la Thaïlande, mais la société est moins inégalitaire, les services sociaux mieux répartis et plus accessibles.

Autosuffisante sur le pian alimentaire, la Birmanie a un niveau culturel et sanitaire nettement supériour à celui des pays à semblable revenu, ce qui pourra faciliter une reprise du développement. La faiblesse de sa classe d'entrepreneurs et de commerçants est, en revanche, un handicap sérieux. Le régime militaire, qui vient d'être confronté à la crise la plus grave de son histoire, ne s'est maintenu qu'au prix d'une répression sanglante dans les villes. Il va devoir mener une politique de réformes économiques et de démocratisation allant beaucoup plus loin que les mesures prises en 1975 et 1976. Mais en a-t-il les moyens, alors qu'une grande partie de l'élite intellectuelle vit l'étranger et que le fossé qui le sépare de la population s'est considérablement creusé au cours des derniers mois ?

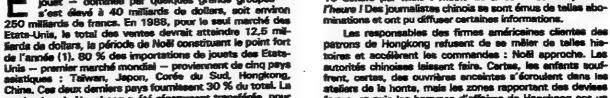
MICHEL BRUNEAU.

(4) Pierre Pistié, la Birmanie ou la quête e l'unité, Ecole française d'Extrême-Orient, Paris, 1985.

(5) Cf. D.I. Steinberg, Burma's Road Toward Development, Westview Press, Boul-der, Colorado, 1981. (6) Cf. M. Bruneau « Irrigation et agricul-

ture dans un village de Birmanie (Cheminements, ASEMI, 1-4, 1980. (7) For Eastern Economic Review, Hoos-

(8) H. Hill, S. Jayasuriya, «An Inward-Looking Economy in Transition. Economic Development in Burma since the 1960s.», Institute of Southeast Asian Studies, Singapour, nal Paper, pr 80.



La croix de Noël

patrons de Hongkong refusent de se mêler de telles histoires et accélèrent les commandes : Noël approche. Les autorités chinoises leissent faire. Certes, les enfants souffrent, certes, des ouvrières enceintes s'écroulent dans les ataliers de la honte, mais les zones rapportent des devises argument : si Pékin intervient, « nous irons traveiller en Thailande ».

gamines de douze ans travaillant quinze heures per jour pour 10 dollers per mois : moins de 2 centimes français de

De petits mouvements de grêve ont su lieu iti et là, parmi les adultes du moins. On ne parle pes encore d'arrêts de travail chez les enfants. Les petits travailleurs êgés de dix ans sont nés en 1978, l'année où furent décidées les « réformes économiques », la « modernisation » qui, pour eur, n'ent qu'une traduction : l'exploitation seclaves

Chaque anfant américain (mais la remarque vaut pour cheque petit Occidental) reçoit en moyenne 180 dollars de jouets per an, soit l'équivalent de dix-huit mois du salaire touché par le jeune Chinois qui a fabriqué ses Mickeys.

JACQUES DECORNOY.

 Ces chiffres sont extraits de dossier sur l'industrie mondiale du jouet publié par le Pinancial Times du 2 novembre 1988. (2) 31 octobre 1988; « Long Hard Days — at Pounies an Hour. China's special economic zones are becoming a world of



Des militaires neutralistes et « socialistes » L'ARMÉE accapere plus de 30 % du des exportations, en tête desquelles se trouvent toujours le riz (38 % du total

tème, mal équipée, pen modernisée, c'est essentiellement une armée de fantassins destinée à rétablir l'ordre et maintenir la cohésion face aux minorités et aux communistes. Elle fournit la plupart des cadres de l'administration (présidence des divers conseils populaires), de l'économie (Burma Economic Development Corporation) et du parti. Les directives du gouvernement sont relayées par des conseils ouvriers et paysans qui ont remplacé les syndicats et dont les cadres ont été formés à la Central School of Political Science (l'école du parti). L'homme fort du régime reste le général Ne Win, chef et organisateur de l'armée depuit l'indépendance.

Le parti a fixé des objectifs inchangés depuis vingt-six ans : birmaniser l'économie en assurant à l'Etat le contrôle des secteurs-clés, établir un système planifié et centralisé, réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur @ encourageant l'autosuffisance dans es principaux domaines agricoles et ndustriels, assurer une distribution plus égalitaire des biens.

Dans un premier temps (1962-1974), la Birmanie a refusé toute aide, l'est fermée aux investissements étrangers et a considérablement limité le tourisme. Les nationalisations, en particulier celle du commerce, out contribué au départ de beaucoup de cadres, notamment indiens et chinois. La gestion centralisée et hureaucratique n'a pas permis un développement suffisant. es taux de croissance annuels du PNB de la population (2 à 3 %). Les émeutes ouvrières et étudiantes de 1974 out témoigné de l'échec du système et entraîné, sans changement de régime, des réformes visant à libéraliser l'économie. Les entreprises industrielles d'Etat se sont vu accorder une autonomie de gestion et des stimulants matériels out été introduits. Appel a été fait à l'aide extérieure dans les secteurs de technologie avancée (pétrole offshore et quelques industries) (4).

Ces changements out entraîné un accroissement sensible des investissemenu dans l'industrie et les infractructures. Le taux de crossance du PNB est monté, à partir de 1975, à 6 % et s'y est maintenu à l'exception de 1979 (5,2 %) et 1983 (4,8 %). La reprise trouvent toujours le riz (38 % du total

croissance du début des années 80 (6 % et plus) s'expliquent principale-ment par une meilleure utilisation de la capacité de production industrielle et une croissance de la production de riz (introduction d'une partie des techni-

en 1982) et le teck (24 %), a permis d'accroître les importations de pièces détachées et de biens d'équipement. Parallèlement, la dette extérieure s'est alourdie. Bien que peu considérable en valeur absolue, elle est importante à cause de la faiblesse des apportations son service représentant, en 1986, 55 % des exportations de biens et services.

production de Hongkong a été récemment transférée, pour

80 %, en Chine populaire : capitaux de la « diaspora », et

Noël : poésie des deventures et des crèches domestiques

bourrées des poupées de la tradition et des jeux électroni-

ques de l'époque. Au « départ » ? D'autres enfants, por-

Soue-traitant en Chine socialiste pour des firmes améri-

csines, des entreprises de Hongkong profitent largement

des conditions fiscales et « humaines » offertes per les autorités de Pékin dans les fameuses zones économiques

spéciales. Il faut honorer les commandes vanues d'outre-

Pacifique, et tous les moyens sont bons. En Chine, la loi

spécifie qu'il est interdit d'employer une main-d'œuvre de

moins de dis-sept ans. Temps de travail légal : huit hourse

de dix ans quatorze heures per jour pour 21 dollars per

mais, soit environ 130 F. Des exemples sont donnés de

La réalité ? Il est courant de faire travailler des enfants

per jour, six jours par semeine.

A l'« arrivée » de ce tableau chiffré, les merveilles de

Business Week raconte cette crucificion de Notil (2).

main-d'œuvre « socialiste » bon marché et nombreuse.

teurs d'une véritable croix. Peradis ici, enfer là-bes.

Les taux relativement élevés de

N 1987, le chiffre d'affaires mondiel de l'industrie du jouet - dominée par quelques grands groupes -s'est élayé à 40 milliards de dollars, soit environ

CHUTE DES COURS DU CACAO, IMPÉRITIE DES DIRIGEANTS

Qui croit encore au « miracle » ivoirien?

A Côte-d'Ivoire a opté pour « la voie du libéralisme économique (...) Les résultats montrent combien cette approche est pavante. » Faite à Abidian, en janvier 1987, cette profession de foi prononcée par le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est révélatrice d'un certain aveuglement idéologique. Car le pays se retrouve aujourd'hui au bord de la faillite. Chute des cours du café et du cacao, incompétence de l'administration, impéritie d'une classe politique paralysée par l'ombre omniprésente du président Houphouët-Boigny. Tous ces facteurs se conjuguent pour rendre la crise inextricable et inquiéter les alliés de la Côte-d'Ivoire, en tout premier lieu la France.

Par CORINNE MOUTOUT *

Abidjan, l'inattendue capitale d'une Afrique moderne : entre ses tours d'acier, ses gigantesques enseignes lumineuses et sa cathédrale futuriste, la Côte-d'Ivoire soigne sa façade riche et occidentale. Même lieu, autre réalité : dans les couloirs ministériels, les fonctionnaires blancs tentent, en vain, d'arracher quelque répit aux argentiers de Washington. Non loin de leur univers cloîtré, dans les faubourgs, s'entassent les rescapés du « miracle économique ivoirien » (1).

La « crise » a mis au jour les artifices d'un pays qui disposait de tout pour transformer le rêve en réalité. A la différence du Nigéria ou du Gabon, la Côte-d'Ivoire n'a pas attendu l'or noir - découvert sur le tard et en quantités insuffisantes - pour se donner les moyens de son développement. Dépourvue de richesses minières, elle a cherché à faire fructifier d'autres ressources naturelles : terre, soleil, eau en abondance. Avec, en outre, un chef d'Etat expérimenté, paysan de tradition et démocrate de vocation, qui s'est formé dans les rangs de six gouverne-ments français avant 1960. La Côted'Ivoire semblait sur de bons rails. En 1969, le président de la Banque mondiale, M. Robert MacNamara, en visite à Abidjan, s'exclamait, admira-

til : « Il serait difficile sans doute de trouver dans toute l'Afrique un pays qui ait accompli des progrès plus déci-sifs vers la prospérité. » A la sin des années 70, après une décennie d'une croissance soutenue de 7 % par an, le pays paraissait définitivement sorti de l'ornière du sous-développement. Aniourd'hui, le spectre de sa faillite n'en est que plus effrayant.

La Côte-d'Ivoire est financièrement étranglée. Elle vient d'en apporter la preuve en se déclarant, pour la deuxième fois en moins d'un an, insolvable. En mai 1987, fort de son prestige et de son autorité, le président Houphouët-Boigny avait unilatéralement ajourné le remboursement de la dette extérieure, évaluée à 50 milliards de francs français. Portée à bout de bras par ses créanciers - Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale et France, qui lui accordent environ 2 milliards de francs français de prêts pour la seule année 1988. elle s'engouffre dans un long processus de rééchelonnement. Le 29 avril, le gouvernement conclut enfin un accord s'engageant à reprendre le paiement de sa dette. Mais, moins d'un mois plus tard, Abidjan, dans l'incapacité d'honorer ses échéances, déclare à nouveau

Un pays « géré comme une plantation »

DOUR 1987, la situation se résume en quelques chiffres : baisse du produit intérieur brut (PIB) de 5,8 %, diminution de 5 milliards de francs du solde positif de la balance commerciale. Pour l'année en cours, on s'attend à un déficit budgétaire de 7,3 milliards, et le seul trou de la Caisse de stabilisation des prix des produits agricoles (CAISTAB) pourrait atteindre 3,2 milliards de francs. Principal responsable : la chute des prix mondiaux du café et du cacao, qui a entraîné un manque à gagner de 6 milliards de francs dans les recettes d'exportation en 1987, soit 10 % du PIB.

Les pouvoirs publics ont adopté une attitude de sauvegarde. Ils accablent la « conjuration des spéculateurs internationaux », décidés, selon eux, à mettre à genoux la Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao et troisième producteur de café. Depuis de longs mois, le président Félix Houphouët-Boigny harangue la communauté internationale: « Il faut mettre fin au jeu des spéculateurs, sinon la population affamée se retournera contre eux », at-il récemment déclaré à un ministre français de passage à Abidjan. Signal de détresse d'un chef d'Etat qui, de par sa senie volonté, a engagé son pays dans la voie du « tout café et tout cacao » ? En 1960, année de l'indépendance, la Côte-d'Ivoire produisait 85 000 tonnes de cacao et 136 000 tonnes de café. Aujourd'hui, les ventes de cacao et de café -620 000 et 300 000 tonnes - représentent en volume 60 % des exportations et 45 % des devises.

Un tel déséquilibre dans le système de production ne fut pas stigmatisé tant qu'il enroba la Côte-d'Ivoire de ses effets bénéfiques. Soutenus par un mouvement à la hausse des cours, les deux piliers de l'économie ont permis en l'espace de deux décennies de multiplier par douze le PIB en valeur conrante. Le revenu par habitant a doublé, et les investissements en matière d'équipement sont sans commune mesure avec le niveau des pays voisins. Mais, en 1981, alors que la Côted'Ivoire ravissait la première place de producteur mondial de cacao, la tendance s'inversa. Puis, en 1986, les cours de ce produit et ceux du café se sont littéralement effondrés, entraînant le gouvernement dans un cycle infernal de ventes à perte. En raison d'un coût de production supérieur au prix d'achat, Abidjan perdait entre 5 et 6 francs sur chaque kilogramme de fèves exporté, avant de déclencher -en juillet 1987 - une grève des ventes.

Réplique audacieuse, baroud d'honneur ou vaine obstination? Doté de

solides attaches à la terre, le président ivoirien se révolte contre la fatalité. « Il a géré son pays comme une planta-tion : tant que ça se vend, il faut planter », explique un conseiller. Mais les paysans sont d'autant plus sensibles au combat du Vieux » qu'il y va de leur rente de situation. D'une part, les cultures de cueillette, notamment le cacao, exigent peu d'efforts et de soins. D'autre part, l'instauration d'un prix garanti aux producteurs a ponctionné leur revenu pendant la période faste du « boom cacaoyer ». Comme a d'ailleurs coutume de l'affirmer M. Houphouët-Boigny, « ce sont eux qui ont sinancé le développement du pays ». Or, pour res-ter crédible, la solidarité nationale ne peut jouer dans un seul sens : la CAIS-TAB, après avoir largement encaissé et, souvent dépensé sans retenue l'argent des petits planteurs, doit aujourd'hui débourser sans en avoir les moyens. Au-delà de l'impact économique, il y va de la légitimité du modèle

Le credo du chef de l'Etat comportait également des risques de paternalisme. Invités à pratiquer le « laisser pousser », les planteurs ne se sont jamais souciés de la rentabilité de leurs exploitations. Les vergers cacaoyers et caféiers, 4 millions d'hectares, n'ont qu'un maigre rendement d'environ 450 kilogrammes l'hectare pour les deux fruits. Or les Malaisiens, nouveaux venus sur le marché mondial, ont déjà des rendements qui oscillent entre 1,5 et 2 tonnes l'hectare. Ils s'apprêtent à exporter cette année 200 000 tonnes de sèves. Un dési que les exportateurs ivoiriens ne sont plus en mesure de contrebalancer, ne serait-ce que par la qualité de leur produit. Les fèves asiaiques présentent encore des problèmes d'acidité, alors qu'Abidjan, de par sa position prédominante, exporte « seves et cailloux confondus », selon l'expression d'un chocolatier. Le vieillissement des plants de café n'a pas, dans le passé, davantage retenu l'attention : le gouvernement a dû s'engager dernièrement, à grands frais, dans des opérations de renouvellement.

La déresponsabilisation des planteurs s'est faite à tous les échelo entraînant à chaque étape un surcoût dont l'Etat mesure, aujourd'hui, l'ampleur. Ultra-libérant, les pouvoirs publics n'ont pas cherché à maîtriser l'ensemble de la chaîne de production. Ni les paysans ni l'Etat ne participent à la collecte du café et du cacao, à leur acheminement jusqu'à Abidjan. Ce sont autant d'activités abandonnées. pour la plupart, aux intermédiaires libanais, aujourd'hui décriés pour avoir fait de leur charge un monopole. Jaloux de leur pactole, ils facturent lourdement leur intervention : chemin faisant

vers le port, le prix des produits aug-mente de 25 %.

Le gouvernement se prend aujourd'hui à rêver aux millions de petits Chinois à qui il serait si profita-ble de faire découvrir les délices du chocolat. Certes, mais qui exprime publiquement ses regrets de n'avoir pas pris de participations dans l'industrie chocolatière mondiale, ou de n'avoir pas monté ses propres usines qui auraient permis de transformer sur place la matière brute ? Actuellement, l'industrie nationale traite 100 000 tonnes, soit seulement un rinième de la récolte cacaoyère.

L'attrait du café et du cacao n'a-t-il pas avant tout détourné le paysan d'autres cultures? Sur le plan vivrier, la Côte-d'Ivoire est globalement autosuffisante depuis le milieu des années 70. Seul le riz continue à être importé massivement : 300 000 tonnes par an, en plus d'une production locale de 60 000 tonnes. Sur le plan des cultures de rente, la « diversification » - mot d'ordre du parti unique au pouvoir - s'est faite à contrecœur. Ces dernières années, seuls les secteurs de l'hévéa et du coton ont enregistré un accroissement remarquable de leurs rendements — I 500 kilogrammes par hectare pour l'hévéa, les plus élevés du monde - et une amélioration de leur qualité. En revanche, les fruits tropicaux, le palmier à huile ou le sucre restent à la traîne en dépit de programmes onéreux - et parfois surdimensionnés – engagés au cours de la période récente.

La crise sonne l'heure du bilan. Aussi les Ivoiriens commencent-ils à pointer le doigt vers ceux qui, depuis

elles seules, les sociétés SIFCA, Abile Gal. Société havraise de commerce (SHAC), DAFSI, et Mercerie (filiale de Sacre et Denrée) détienment officiellement 28 % des quotas d'exportation. Mais grâce au rachat de parts à des locaux, elles atteindraient 40 %. Toutes les grandes entreprises fran-çaises disposent de filiales - vingt-sept agences pour la BNP - ou de représentations, et les capitaux français contrôlent 55 % du commerce local.

Dix ans plus tard, la récession a quelque peu érodé ces chiffres. Le sectenr tertigire - banques, assurances, études et ingénierie - concentre sujourd'hui l'essentiel des capitaux français. « Comme si l'économie n'était pas déià suffisamment vulnérable avec son café et son cacoo, il fallait encore qu'elle ne soit pas nationale », maugrée un cadre ivoirien. De surcroit, le management étranger a entraîné une déresponsabilisation des cadres nationaux qui, très souvent, s'accommodent de la tutelle étrangère au lieu de relever le défi. Carale vicieux que celui d'«experts» blancs peu engagés par l'avenir du pays et de hauts fonctionnaires ivoiriens qui usent de leux poste comme d'une prébende au profit d'une famille tentaculaire. Même dans le privé certains nationaux disposant d'un quota à l'exportation de café ou de cacao préféraient jusqu'à présent le céder aux sociétés étrangères - par pure commodité. Paradoxal, le système ultra-libéral n'a pas encourage l'esprit d'entreprise.

Seul à tenir la barre au sein d'une société disparate et tiraillée, le président Houphonet-Roigny unite son auto-

rer son pardon. Après le pa présidence, en septembre, de socrétaire général da Syndi enseignants (SYNESCI), M. Lai Akona, et de l'opposant de te M. Laurent Ghagbo, M. Peter Houphouët-Boigny a pu se Effici d'avoir réani sous su houlette « lé en munasté nationale tout entière 🧸

Dominant souverainement & Tinto rieur, le président jouit à l'extér d'un immense prestige. Très sit, il 2 imposé au monde occidental l'impae d'un chef d'Etat modéré à la tôte d'un pays stable et prospère, dirigenat de l'Afrique francophone. Es toutes cire francopium. ces, il a mis sa vocation pacifiste à la disposition de sea vo Cette image a été sublimée par le soutien indéfectible et révérencieux de la France. Pins que de raison et de réalité. Paris célèbre sa communion avec le chef de file du pré-carré francophoge. Mais désormais cette alliance stratégique coûte cher : 1,6 milliard de francs d'aide en 1987. La «vitrino de la France en Afrique» est-elle devenue un luxe inabordable? Pour l'instant, la estion n'est ouvertement posée qu'au Trésor français.

Le prestige de « Vieux » ne paraît pas entamé, mais constitue le dernier rempart d'un pays au bord de la faillite. Jouant son va-tout, il a imposé à la communauté internationale doux couns d'éclat andacieux : d'abord, en mai 1987, l'ajournement da remboursement de la dette extérieure, pais, depuis juillet 1987, la grève des ventes du cacao. Le président cherche à prouver qu'il n'existe pas de surproduction



OUVERTURE DES CABOSSES DE CACAO AU TEMPS DES COLONIES

trois décennies, tirent les ficelles de l'économie ivoirienne: « les Blancs ». Comment, en effet, ne pas s'interroger sur la réelle sagacité de ces légions de conseillers blancs qui, dans l'ombre des ministres, 📥 directeurs de sociétés nationales, out fait la pluie et le beau temps. Pour ne plus avoir à sanctionner des ministres « laxistes » et leurs conseillers impuissants, le président s'est récemment attaché les services d'un autre Blanc : depuis mars 1987, M. Antoine Césaréo dispose de pouvoirs étendus à la tête de la Direction et contrôle des grands travaux. Initialement bureau d'études, la DCGTX est désormais l'organisme habilité à négocier et à adjuger tous les marchés, à la place des ministres, intervenant également dans les secteurs agricoles, dans la gestion des entreprises publiques. Un autre Français, M. Jean Belkiry, occupe, lui, le poste de secrétaire géné ral da gouvernement ivoirien. Récemment, un diplomate nigérian ironisait : Chez nous, c'est encore plus le chaos. Mais tout au moins nous ne pouvous nous en prendre qu'à nous-mêmes. Depuis l'indépendance, nous avons pratiqué la substitution d'importations: il n'y a plus un seul Blanc dans

Dans le secteur privé, la situation est analogue, la mauvaise conscience en moins : les expatriés s'affichent seuls maîtres à bord. L'arrivée des capitaux extérieurs s'est faite très tôt, cacouragée par la profession de foi libérale du président Houphouët-Boigny. En 1976, eu plein « boom » économique, la Côte-d'Ivoire n'est présente qu'à hanteur de 39 % dans le capital social de ses entreprises industrielles : 27,5 % de capitaux publics, 11,5 % de capitaux privés. La France, à elle seule, représente 41 % face à vingt-six autres nations détentrices des 20 % restants. Les plus grosses entreprises sont françaises. Sur le marché de la denrée fétiche - et stratégique, - le cacao, cinq groupes français se sont bitti des empires : à

rité dans sa remarquable capacité à résister aux « vents du change ». Une capacité élevée au rang de doctrine et de pratique politiques : l'« houphouétisme » ou le fin mélange de paternalisme et d'autocratie. Mais vingt-huit ans de règne sans pertage ont fini par émousser le sens critique des Ivoiriens, désormais habitués à suivre la voie tracée par leur président. Vingt-huit ans de paternalisme ont instauré une confiance grégaire au sein d'une population d'autant moins préparée à se prendre en charge que la classe politique dissimule sa propre impéritie dans un culte de la personnalité de plus en plus excessif, à l'égard du « vieux sage

de Yamoussoukro > (2). « Dans ces moments difficiles que connaît le monde entier, les pays, à l'instar des bateaux qui voguent sur les flots agités, déchaines, veulent conserver leur capitaine. Comment pourrais-je alors me dérober à mon devoir?.... », a déclaré à ses concitoyens le président ivoirien en acceptant en 1975 son quatrième quinquennat. Huit ans plus tard, dans le feu de la scule véritable crise sociale qu'ait connue le pays, le chef de l'Etat lance à l'adresse des enseignants grévistes : « Sans mai, vous ne seriez rien. Vous qui n'aviez rien mais que ma politique a permis de sortir du trou, vous allez maintenant me traiter de voleur? » Après vingt-huit ans de personnalisa-tion du pouvoir, la Côte-d'Ivoire est, pour le meilleur et pour le pire, ce que président Houphouët-Boigny a voulu qu'elle soit (3).

L'identification au régime est si prégnante, l'image du « père de la nation » si forte, qu'aucun Ivoirien ne peut la briser sans éprouver un sentiment de culpabilité iconoclaste. D'autant que le président, acquis aux vertus irréfraga-bles du «dialogue», ramène inlassa-blement les brehis galeuses au sein du troupeau. A défaut d'y parvenir, le Vieux » renic les récalcitrants, qui, abandomés au discrédit ou à l'errance,

sur ce marché hautement spéculatif. Coutre les pressions de ses créanciers. depuis plus de seize mois, le chef de l'Etat refuse de vendre tant que les prix ne remonteront pas. Poursuivant cette logique, il a rejeté, cette année encore, une baisse du prix garanti aux producteurs. « Une position orgueilleuse », selon les créanciers, qui partout ailleurs sentirait le soufre révolutionnaire et qui, ici, trouble les exégètes d'une fin de règne incertaine. D'autant que le refus d'honorer les obligations à l'extérieur a coîncidé, an printemps 1987, avec l'ouverture du gigantesque chan-tier de la basilique de Yamoussoukro. Aux yeux de beaucoup, cette copie tropicale de Saint-Pierre de Rome est d'ores et déjà le cénotaphe du régime (voir pages 1 et 17, l'article de Claude

L'aura et la vitalité de son président, vicillissant, ne suffisent plus à un pays modèle » en panne d'énergie. Alors que l'après-cacao reste à inventer, la Côte-d'Ivoire, attentiste et échaudée par la crise, s'enfouit dans la léthargie (4). Défiant « les spéculateurs et leur argument de surproduction cacaoyère », M. Félix Houphonet-Boigny a encore l'intiative d'une solution pour demain. Mais le pays s'est refermé sur ses frustrations confuses, incapable de relever les défis d'aniourd'hni

(1) Voir Philippe Haeringer, «Abidian: Fupprentissage de la violence», le Monde diplomatique, mai 1986.

(2) Voir Bernard Gensme, «La lintérature ivoirieme dans les effluves du « miracio 600 nomique », le Monde diplomatique, mars 1983.

(3) Cf. Claude Wauthier - Grandes manutures on Côte-d'Ivoire pour la sacce-tion de M. Houphouët-Roigny -, le Monde tique, juillet 1985.

(4) Sur un aspect « provincial » de la crise, lire Bernard Gensane « A Grand-Basson, l'an 2000 n'est pas pour demain », le Monde diplo-mentique, juin 1988.

position francisco ? - a perpetric being on All Cotte condumnation said Minda Cite e Sett Colores segle & E COPELLE SERVENCE CON MES par upe expitation i

earne emile

经企业专

Dy Class of the application Later to a last place & mare the water on the spreament, d'un the terminal lines have The 2 colores de les to M. Attending Ali-Valley Carrie de l'amainte pui The second second STATE THAT SHE BENEFIT the section of the section of the The services des wedgen 23 : an and c ete dames de en in the seconds, in Lagrac algorithms. M Market Brist to on 1987, and Benege de mensière de l'im er has delicate de la sia legan Me to promiere the side a man SE COUNTY CONTRACTOR AND MARRIES OF

Exemple member 60: 00 SECTION OF THE PARTY.

La mort pour de la d'operage g A S Section Scienced. Section 300 300

Manuel Dour Seit d'openium all Marine un condemné à maré de 1973 Ahmed E Rhymta & M eres depuis 1984 Cing prispaniers a perpetute and de Currierio annie de di Scellettah Fakitana, Mountain, Abderrances Me Abraham Seriety et Abdesseh 20 Audit-print genting south and in

deputs 1984.

_{Des} comités contre **la régen** la déficise des direits de l'Assession :

[Association de parente et au la language de la language stre la répression au Manne (l'Estate de l'Appendix de principal de p le Comuté l'ampie d'aminé et l'active le peuple marquelle (20. Fomilie de Pour le peuple marquelle (20. Fomilie de Pour le peuple marquelle (20. Fomilie de Res. 75011 Particle le bulletin Marque la peuple marquelle la peuple marquel

nes fran-

tes La mo-

CONCERTE

Capitanx

s, il fellais

De surcroit

in de reie-

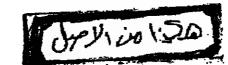
inter series

the last posts

posts in

to de

s fonction



ivoirien?

finissent immanquablement ret son pardon. Après le les présidence, en septembre de secrétaire général de Septembre de le censeignants (SYNESCI), le le M. Laurent Ghalbo, M. Laurent Gha A comperce esporta-do parte à de sant 40 %

M. Laurent Challo, M. Houphoust-Boigny a pa s f. d'avoir réuni sous sa holde. h. munauté nationale tout suite. Dominant souvenies."

Dominant souvenies."

rieur, le président jour à l'et d'un immense presige. The la d'un chef d'Etat moder à le d o an chef d'Etat moder à les pays stable et propère de le control à l'Afrique francophone et me constances, il a mis sa me fissie à la disposition de mi sa le constances, il a mis sa me fissie à la disposition de mi se le control de la cont chef de l'ile du précant l'aux Mais désormais cette alliant que coûte cher : 1,6 miliarité d'aide en 1987. La vinité france en Afrique, esté é un fuxe inabordable ? Paries question n'est ouvertement par l'orisor français.

Le prestige du . Vieu. pas entame, mais conside in rempart d'un pays au bon è lite. Jouant son va-tout, it is communanté internations d'ecla: audacieux : d'hout 1987. l'ajournement de pa depuis juillet 1987, la grie de du cacao. Le présiden dans ver qu'il n'existe pas de le par



sur ce marché banemes qui Contre les pressions de sa deputs plus de seure mas, l'é l'Etat refuse de vendre un pr the remontantal pas Pourse leguius, il a rejeté, cette mies time baine du pris garant mis leum . L'es position appar seine is créatures, qui produce sentrali de soulce récomme qui, ici, trouble les eterns fo de règne incertaine D'anne refus d'honorer les obligance) meur a comodé, au princis avec l'ouverture du grande. Aux veux de beaucoup cent of proute de Sain Pierre & De d'ores et déjà le cénomple de For roges | et |7, l'arielt &C

de plus es

orthography

Bushe que

and colors

-

in palkigui Lana alles

inchies title

A PART OF PART

- 100 K

L'aura et la vitable le m Juisen: vicilisaant, ne sufficial paris e paris modele, en pane isi Aburs que l'apres-caco regis ter in Cara-l'eore, mossi ter in ter, la Cuted'Iroire, suite echandee par la crise semile se se semile se semile s faseurs et leur argument, faseurs et leur argument, f Houphoust-Boigny 1 court let dane sounded bon demin Confuses, incapable de relegia d'anjourd hui.

(2) Your Bernard German.

(3) Your Bernard German.

(3) Your Bernard German.

(4) House Special Spec

(4) Cr. Claude Weather to be managed with the control of the contr (4) Sar un arror a protection (4) Sar un arror a protection (4) Sar un arror a protection (4) Sar un arror de protection (4)

LES DROITS DE L'HOMME AU MAGHREB

Le Maroc du silence

U 14 au 16 décembre se tient, à Casablanca, le traditionnel sommet annuel franco-africain. Il coïncide pratiquement avec le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de Phomme. Logiquement, il faudrait en attendre une condamnation - à Pinitiative du président français, dans l'esprit du Bicentenaire de la Révolution française ? - des violations des droits de l'homme si fréquentes encore, hélas, en Afrique.

Cette condamnation serait d'autant plus courageuse et exemplaire qu'elle s'adresserait, en premier lieu, aux autorités du pays hôte, le Maroc, où -- contrairement à l'évolution qui se dessine en Tunisie et en Algérie — la torture, les « disparitions » et les persécutions pour المُلاَة d'opinion demeurent des pratiques courantes ; et qu'elle serait formulée dans une ville, Casablanca, où s'édifie - grâce aux fonds obtemus par une capitation imposée - un gigantesque édifice religieux, symbole de l'outrance et de l'arbitraire d'un monarque.

Par FRANÇOIS DELLA SUDDA •

Bien des choses sont en train de changer au Maghreb : préparation du référendum au Sahara occidental, recommandé par l'ONU; élaboration d'un pacte national en Tunisie; mutation du régime algérien, à la suite des émentes d'octobre... Des hommes nouveaux émergent, des prisonniers sortent de l'ombre, des partis uniques que l'on croyait inamovibles se craquellent : le Maghreb des Etats serait-il en train de e constituer ? A l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration miverselle des droits de l'homme, il faudrait aussi s'interroger sur l'évolution des libertés dans la région.

Pour ce qui concerne la Tunisie. les sonièvements populaires de 1984 et le reidirement du règne du président Rourguibs omt fini par déboucher sur l'accession su pouvoir, sans effusion de eang, de M. Zine El Abidine Ben Ali et ur la libéralisation du régime à aquelle les inlassables interventions de ligue tunisicano des droits de ne ne sont pas étrangères. Celleoi, pies souciouse, depuis sa création en 1977 spar nécessité immédiate, de luttre centre la répression, est en passe d'élargir a mission aux grandes orien-tations de la Déclaration universelle afin de promouvoir, au sein du corpe social, de nouvelles valeurs, de revendiquer en faveur des enfants, des femmes, de l'égalité des sexes, de la liberté de conscience, de l'abolition de la peine de mort. Sollicitée constamment par le gouvernement setuel inféodée à aucun parti, la Ligue se voit maintenant confrontée au problème de demeurer cette sorte de contre-pouvoir qui avait su se faire respecter du temps de M. Bourguiba. Vigilance de rigueur si l'on songe avec quelle célérité le pré-sident Ben Ali a intégré dans le nouveau système pluraliste des hommes très crédibles (par exemple, le minis-tère de la santé a été confié au Dr Zmerli, ancien président de la Ligue, et le poste d'ambassadeur à Vienne a été attribué à M. Dali Jazi, membre éminent du Mouvement des démocrates socialistes et secrétaire général de la Ligne tunisienne des droits de l'homme), prenant de vitesse, dans ses propositions de réformes, ceruins intellectuels, encore attentistes. A se renforcer de la sorte, le nouveau pouvoir ne risque-t-il pas de laisser se développer, sans y souscrire, un cartain culte de la personnalité ? Il n'y a pas plus d'anges en politique qu'ailleurs... Pour l'heure, c'est une bouffée d'espoir qui, exorcisant les vieux démons, redonne su dignité à la Tunisie. La graco presidentielle a residu la liberte, leurs droits civiques ou leur passeport à quelque huit mille citoyens, des islamistes aux progressistes, des émeutiers aux comploteurs de Gafsa.

Derrière la façade d'une apparente démocratie

EN Algérie, où la répression survago des émeutes a fait place à une corture et de dialogue, deux ligues se partagent la défense des inculpés. La Liene des droits de l'homme, présidée par Me Abdennour Ali-Yahia, a demandé très vite l'amnistie pour toutes les personnes condamnées lors des récents procès ; elle a aussi recensé toutes les détentions arbitraires et les tortures, tous les sévices des « cagoulards » qu'il lui a été donné de connaître. La seconde, la Ligue algérienne des droits de l'homme, créée par M. Miloud Brahimi on 1987, avec l'agrément du ministère de l'intérieur. est plus légitime qu'il n'y pourrait paraître à première vue : elle a su, lors de la dernière tourmente, se situer elle

* Enseignant, membre des comités de lutte contre la répression au Marco.

La mort pour délit d'opinion

li y a actuellement, parmi les prisonniers pour délit d'opinion au Maroc, un condamné à mort depuis 1973, Ahmed El Khyari; et onze

Cinq prisonniers politiques condamnés à perpétuité, entament leur quipzième année de détention : Abdelfettah Fakihani, Bel Abbès Mouchtari, Abderrahman Nouda, Abraham Serfaty et Abdallah Zaaza : vingt-huit autres sont en prison depuis 1984.

Des comités contre la répression Phusieurs associations luttent en Europe pour la défense des droits de l'homme dans le royaume chérifien, en particulier : — l'Ausociation de parents et amis de « disparse» au Marco (B.P. 186, 75263 Paris, Codex (6); — l'Ausociation de défense des droits de l'homme au Marco (2560 his rue du

l'homme au Maroc (269 bis, rue du Paubourg-Saint-Antoine, 75011 Paria) ; — l'Association de soutien aux commés de htte contre la réposition au Marce (14, rue de Nameul, 75015 Paris), qui publie le bulletin bimestriel Marce répression;

— le Comité français d'amitié et de solidarité avec le peuple marocain (59, rue de la Rentaine an-Rei, 75011 Paris), qui public le bulletin Maroc informations.

numi comme un contre-pouvoir et migmatiser les violations en tous genres Ses rapports, rendus publics le 16 novembre dernier, sur « les atteintes aux droits de l'homme » après les émentes d'octobre sont accabiants pour les autorités (cf. le Monde du 18 novembre 1988). Parallèlement au travail exemplaire de ces deux organisations, on a vu l'Union autonome des médecina descendre dans la rue pour flétrir le triste retour de la « gégène », les arrestations arbitraires, les assassinats d'enfants, et se constituer en Comité national de lutte contre la torture. Des comités d'universitaires ont coordonné leurs actions avec le même souci de dénonciation à ciel ouvert. Une association de femmes vient d'être autorisée à se constituer pour l'égalité des droits entre sexes, s'inscrivant ainsi contre le rétrograde code de la famille. L'ine autre est en train de se créer contre la torture, émanant également de femmes algériennes. On parle même d'une troisième association de droits de l'homme, dirigée par Me Menouar et qui aurait tout récemment lancé un appel au regroupement des ligues.

De parcilles remises en cause sont encore à attendre au Maroc... Deux ligues-croupions sont demeurées sans grande audience. Un certain nombre de démocrates ont donc envisagé la création d'un groupement plus vaste et plus indépendant : l'Organisation de défense des droits de l'homme, dont le président devrait être M. Mehdi El Mandjra, hant fonctionnaire de l'UNESCO, ex-membre du Club de Rome, politologue, membre de l'Académie du royaume ; mais la nouvelle organisation n'a toujours pas réussi à tenir sa première réunion constitutive. les autorités l'ayant interdite par trois fois in extremis. Une trentaine d'intellectuels, d'enseignants, d'anciens résistants, de militants, de juristes, composeraient cette association encore

Si, à l'intérieur du royaume, de tels groupements ne parviennent pas à acquerir une véritable efficacité, en Europe, plusieurs associations (voir encadré) tienment à jour d'importants dossiers sur la répression, au Maroc même et dans l'émigration. Ce qui leur permis de saisir diverses instances internationales : ainsi le Parlement curopéen, qui a déjà, par trois fois, condamné en 1987 et 1988 les enlèvements, les disparitions et les tortures dans ce pays.

Nombre d'observateurs, souvent « grands amis du Maroc », font remarquer la multitude des journaux français et étrangers aux éventaires, la présence de quotidiens locaux et de revues qui offrent à leurs lecteurs des analyses critiques autant que des informations. Multipartisme, pluralisme syndical, élections qui ne sont pas scandaleusement truquées : les apparences d'une certaine démocratie sont là, et beaucoup s'arrêtent à cette façade.

L'histoire du pays, depuis son indépendance, est pourtant singulièrement violente, marquée par l'alternance de crises brutales et de longues périodes durant lesquelles les citoyens courbent l'échine. Le dernier grand soubresaut populaire, comparable à celui qui vient de secouer l'Algérie, s'est déroulé en janvier 1984; mais alors la répression fut plus immédiate, l'étouffement plus brutal; aucun des partis ayant droit à l'expression publique ne fit entendre de protestations, aucune modification du système de gouvernement ne s'en-

Comme en Tunisie quelques jours plus tôt, les troubles avaient commencé à Marrakoch à partir de rumeurs concernant l'augmentation des droits de scolarité; ils ont gagné d'autres villes; et la violence s'est propagée en traînée de poudre dans les villes de l'ancien « Rif espagnol », pour des raisons propres à cette région où la population vit essentiellement des revenus de l'émigration et de la contrebande.

Des manifestations d'amplour diverse éciatèrent dans quarante-huit localités (1), prenant un tour particu-lièrement violent dans les villes éloisont avancés: trois fois supérieurs selon le Monde (4), de l'ordre de quatre cents à cinq cents morts suivant d'autres sources (5). Environ mille huit cents personnes furent arrêtées; mille condamnations prononcées (6).

Aussi étonnant que cela puisse paraî-tre, là encore, aucune organisation n'éleva de protestation contre la tuerieleva de protestation comus in tue-rie; aucun des six dirigeants des partis, promus quelques mois plus tôt minis-tres d'Etat pour contribuer à e prépa-rer les élections législatives (7), ne démissionna; aucune analyse critique de la politique gouvernementale qui avait provoqué une telle flambée de violence, aucune dénonciation de la brutalité de la répression, ne furent publices. Tout s'est passé comme si l'establishment, habité par la peur de mouvements populaires (8), avait été

soulagé par le rapide rétablissement de l'ordre. Fallait-il déplorer la mort de quelques centaines de « truands » (comme disait Hassan II) menés par ces - anarchistes - ou - aventuristes irresponsables - que dénoncent à l'envi certains = socialistes > (9) ?

Depuis l'indépendance, les « disparitions » de Marocains se comptent par centaines : militants d'organisations politiques morts sous la torrire avant que leur arrestation n'ait été connus (10); Sahraouis coupables de ne pas avoir compris qu'ils étaient devenus marocains le jour de la Mar-che verte (11); militaires impliqués dans les tentatives de coup d'État de 1971 et de 1972, qui meurent dans le sinistre camp de Tazmamart où ils ont

Un pays où l'arbitraire est roi

BEAUCOUP de détenus, ne doivent d'être sortis des geôles obscures où ils avaient été jetés qu'à la solidarité de leurs familles et de leurs camarades, au soutien d'organisations internationales et à la lutte courageuse qu'ils ont euxmêmes menée pour obtenir des conditions de détention simplement humaines : quatre prisonniers sont morts à la suite de grèves de la faim (12), cinq sont maintenns de force en état de survie depuis plus de trois ans, alimentés par sonde gastri-que, à l'hôpital Averroès de Casa-blanca.

Environ quatre cents détenus pur-gent des peines dont la durée s'éche-lonne entre six mois et la perpétuité. La

plupart ont été maintenus su secret

pendant des «gardes à vue» dont la

durée dépassait tous les délais autorisés

par la loi et ont subi des tortures desti-

nées à leur faire dénoncer leurs « com-

plices ». Tous ont été jugés au cours de

procès qui étaient des parodies de jus-

qu'ils n'aient fait, le plus souvent, que

condamnation de dix-neuf de ses membres, enseignants à Azrou, à cinq ans de prison pour avoir participé à une « mini manifestation » des élèves de leur collège (14). Des milliers de Marocains qui se sont comportés, à un moment de leur vie, en citoyens conscients de leurs droits, soucieux de travailler au bien

commun, out connu l'enlèvement par des policiers en civil et les interrogatoires accompagnés de sévices. Ces pratiques sont assez généralisées au Maroc pour épouvanter, au sens propre du terme, les citoyens : chacun peut craindre l'arbitraire, l'arrestation illégale, la détention interminable, la perte de son emploi, le retrait de son passeport... (15). Cette forme d'intimida-tion n'épargne pas le travailleur immi-gré : les amicales, organisations de contrôle paraconsulaires, se chargent, dans chaque pays, de quadriller la communuté émigrée.

Le Maroc, Etat de droit ? La -pays le plus démocratique d'Afrique -, comme l'affirment cortains ? En réslité, tout Marocain sait que les droits qui lui sont reconnus dans son propre pays sont limités par des principes non écrits infimment plus contraignants que la législation officielle : dogmes et pratiques de la religion dans laquelle il est né : Islam sumite, éventuellement judatsme (16) ; respect dû au roi, à sa famille, à tous ceux qui détiens pouvoir directement de lui (17); dévoyement à la cause du Sahara marocain... Refuser ces valeurs « sacrées » revient à s'exclure soi-même de la nation et à perdre le droit même

Le roi est, bel et bien, la clé de voûte de tout le système politique murocain, omnipotent de fait sinon de droit (c'est cela le Maghzen); il ne délègue que temporairement ses pouvoirs à des hommes qu'il manipule avec une habieté consommée ; l'administration, et singulièrement celle du ministère de l'intérieur, encadre très efficacement le pays, comme on a pu le constater ces derniers mois à l'occasion de la collecte (véritable capitation médiévale) organisée pour l'édification à un sythme d'enfer (deux morts par semaine sur le chantier, en moyenne) de la gigantes-que mosquée Hassan II à Casa-blanca (18); la police maintient sous surveillance incessante (19) tous ceux qui représentent une menace pour

On resterait en decà de la vérité en affirmant que la prise au sérieux de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne s'est pas faite au Maroc trois décennies après l'indépendance : les espaces de liberté concédés aux sujets de Sa Majesté se sont en fait réduits. A mesure que se renforçait le DOUVOIT TOYAL

techniques de maintien de l'ordre : les révoltes surbaines de janvier 1984 au Maroc – Etats, villes, rapports sociaux et mouvements urbains dans le monde arabe, université Paris-VII, UFR GHSS, tour 34-44.

(2) Le quatrième sommet de l'Organisa-tion de la conférence islamique s'est effective-ment réuni à Casablanca du 16 su 19 jan-(3) Moulay Ahmed Alaoui, «La traki-son», Schitorial in le Matin du Sahara du 29 janvier 1984.

(4) Jean de La Guetivière, le Monde, 19 février 1984. (5) Le piapert des morts syant été cachés per les familles on par les forces armées, leur dénombrement précis est impossible.

(6) Le Monde, 30 mai 1984. (7) Parmi lesquels MM. Abderrahim Bounhid, premier secrétaire de l'USFP, et M'hamed Boucetta, leader de l'Istiqlal. (8) Cf. Claude Ariam, Rencontres evec la Maroc, La Découverte, Paris 1986.

(9) M. J., «Partis: les doléances poli-tique», Lamalif. Casablanca, avril 1984. (10) En particulier Abdellatif Zeroual, Ichammed Grina et Amine Tahani.

(11) Le Syndicat des avocats de France détient une liste de 795 nous d'hommes, de femmes et d'enfants originaires de l'ancien Sahara espagnol qui seralent actuellement détenns dans les geôles marocaines ou définiti-

militer dans des groupes politiques contestant l'ordre établi, et s'efforcer l'ordre établi. de faire connaître leurs opinions par des tracts (13). Le pouvoir judiciaire semble en ce domaine suivre les instructions du ministère de l'Intérieur. Loin de contester ces pratiques dans leur ensemble, les partis ne se soucient. au micux, que de défendre leurs propres militants, comme le Parti du progrès et du socialisme (communiste) qui protesta, en avril 1984, contre la (1) J.-F. Ciément, Stratégies répressives et

(12) Dont Saida Menchhi, auteur de Foèmes, lettres, écrits de prison, L'Harmat-tan, Paris, 1982.

(13) Actions qui font partie, rappelons-le, des libertés recommes par la Déclaration uni-verselle des droits de l'homme de 1948, à laquelle le Maroc a souscrit. (14) Al Bayane, 4 mai 1984.

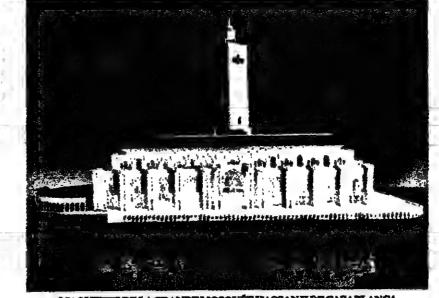
(15) Des centaines de Marocains (dont des avocats «coupables» de défendre des détenns politiques) attendent depuis des années la délivrance d'un passeport ; certains travailleurs en Europe se sont vu confisquer le leur pendant des congés qu'ils étaient venus

(16) Récomment encore, des Marocains, nés dans des familles musulmanes, ont été convoqués par la police parce que suspects de sympathic pour une Eglise chré

(17) Membres da gouvernement, gouverneurs de province, ambassadeurs, doyens d'université, directeurs des grands offices, sont nommés par dakir royal et se soumettent périodiquement à des rites signifiant leur allé-

(18) Cf. Jean de La Guarivière, « Deux milliards de dons pour le phare de l'islam », le Monde, 21 septembre 1988, et la correspon-dance de François Della Sadda sur ce sajet dans le Monde daté 9-10 octobre 1988.

(19) Les «immistions arbitraires» concer-nant la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance (condamnées par la Déclara-tion universelle) sont pratique courante.



MAQUETTE DE LA GRANDE MOSQUÉE HASSAN II DE CASABLANCA Pention electifier Disagrand on miterias suitant les housses ?

onées de Casablanca où l'essentiel des forces armées disponibles avait été concentré. Le pouvoir redoutait en offet que des émeutes analogues à celles de 1965 et de 1981 n'éclatent pendant la tenue du sommet islamique (2). L'armée tira sur les manifestants. la police commenca ses rafles et ses interrogatoires accompagnés de tor-La presse nationale ne publia à peu

près rien sur tout cela : les Marocains qui voulaient être informés écoutaient a radio espagnole et se procuraient des journaux français, pour la plupart interdits. Le gouvernement isola les villes du Nord et laissa les « forces de sécurité » opérer avec la plus grande Le roi intervient à la télévision le

24 janvier, soit seize jours après le début du mouvement : sans doute attendait-il que les renforts de troupes acheminées vers les villes en révolte aient permis de circonscrire les foyers d'agitation. Dans son discours il met habilement toute l'agitation au compte d'une conspiration internationale à la fois « communiste », « sioniste » et « khomeiniste », dirigée contre le Maroc : les enfants qui continueront de manifester seront, dit-il, sanctionnés au même titre que les adultes ; les parents seront considérés comme responsables du comportement de leurs enfants; quant anx habitants du Nord, ils devraient se souvenir de celui qui, en 1958-1959, écrasa au canon leur insurrection, Hassan II lui-même, alors prince héritier.

L'effet fut immédiat. Tous les quotidiens publièrent ce discours à la « une », assorti de commentaires glosant sur « la conspiration étrangère » et désignant d'autres « responsables » encore : pour l'Opinion (Istiqial), les commerçants spéculateurs; pour le Matin du Sahara, les traîtres à la cause sacrée du Sahara (3). Dans les jours suivants, le bilan officiel de vingtcinq morts et cent quatorze blessés est publié sans commentaires. Cependant, dans les milieux informés et à l'étranger des chiffres beaucoup plus lourds

LE PLUS TENACE DES CONFLITS

Pari palestinien, refus israélien

Ul eût osé l'espérer? Les dirigeants capables de saisir l'occasion de la paix ne sont pas sortis des urnes le mois dernier en Israël. Au moment précis où l'OLP de M. Yasser Arafat saute le pas et parie sur la paix, plaçant d'emblée le nouvel Etat palestinien sous l'autorité de l'ONU dont elle reconnaît les résolutions garantissant l'existence de l'Etat juif, la société israélienne se mure encore un peu plus dans son refus. Elle encourage du même coup les fractions les plus extrémistes du mouvement palestinien.

Symbolique mois de novembre. Il foisonne déjà de dates historiques qui jalonnent le plus long, le plus complexe et le plus périlleux des conslits régionaux, celui du Proche-Orient : 2 novembre 1917, déclaration Balfour; 29 novembre 1947, décision des Nations unies de partager la Palestine; 22 novembre 1967, vote de la fameuse résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU: 19 novembre 1977, visite d'Anouar El Sadate à Jérusalem. Et encore une fois, à l'occasion des élections israéliennes et de la tenue du Conseil national palestinien (CNP), le mois de novembre 1988 aura apporté sa moisson de choix cruciaux.

En Israel, M. Itzhak Shamir, vainqueur des législatives du 1º novembre, cherche à former une nouvelle coalition fondée sur un quadruple refus : « non » à la conférence internationale, « non » aux pourparlers avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), « non » à la restitution du moindre pouce des territoires conquis en 1967, « non », bien sür, à un Etat palestinien. En revanche, réuni du 12 au 15 novembre dans la capitale algérienne, le dixpeuvième Conseil national palestinien. tout en proclamant la création d'un Etat palestinien, a adopté une plateforme imprégnée de réalisme, de flexibilité et de modération.

Les rôles sont ainsi inversés. Il y a vingt ans. Maxime Rodinson intitulait l'un de ses livres sur le conflit du Proche-Orient : Israel et le refus arabe (1); aujourd'hui, le refus a changé de camp, et le « non » est devenu le signe distinctif des discours

Vingt et une années d'occupation de la Cisiordanie et de Gaza auront eu pour effet de laisser se développer de dangereuses tendances dans la société israélienne, où la violence a acquis, avec la répression, droit de cité. Des partis à caractère fasciste ont aujourd'hui pignon sur rue. Si celui du rabbin Kahane s'est vu purement et simplement refuser le droit de participer à la dernière consultation - ce qui ne supprime pas son influence, d'autres groupes ultranationalistes ont obtenu des sièges au Parlement : Tsomett, dirigé par M. Raphael Eytan, ancien chef d'état-major de l'armée, et Moledett (la Patrie), du général Zeevi, qui tous deux exigent l'expulsion de la population arabe, y enverrent chacun deux députés. Ils siégeront aux côtés des trois élus du parti Tehiya, dont les thèses sont proches. Durant la campagne électorale, les partisans du « transfert - des Palestiniens avaient en tout loisir de ressasser sur les écrans de télévision leur profession de foi sans que la commission électorale de la Knesset émette la moindre objection, tout occupée qu'elle était à interdire la dissussion d'images sur les rencontres entre des Israéliens et M. Yasser Arafat.

Devant cette dérive vers la droite, qui s'était amorcée voilà maintenant

Par AMNON KAPELIOUK plus de dix ans avec la première vicloire électorale de M. Begin en avril 1977, aucun sursaut ne s'est produit au sein d'un Parti travailliste sciérosé. Son chef, M. Shimon Pérès, s'en est tema jusqu'au bout à l'« option jordanienne», alors même que le roi Hussein, dans son discours du 31 juillet 1988, avait rompu les liens politiques et administratifs avec la Cisjordanie. De sorte que ses concitoyens avaient pris l'habitude de désigner M. Pérès ironiquement comme le « dernier des

hachémites ». Plus grave, aux youx de

l'opinion, il ne semble guère y avoir de différence entre le général Yitzhak

Rabin, ministre travailliste de la

défense et responsable en tant que tel

Likond, en 1977, ces forces avaient plutôt été un symbole de modération en matière de politique étrangère et d'ailleurs elles participaient aux coalitions gouvernementales aux côtés du Parti travailliste. Anjourd'hui, la plupart des députés religieux sont imprégnés d'un mélange de mysticisme, d'obscuran-tisme et d'ultranationalisme qui les porte tout naturellement à rejoindre le camp de M. Shamir.

Les décisions historiques du dernier Conseil national palestinien n'en pren-nent que plus de relief. Pour la pre-mière fois, la plus baute instance de l'OLP entérine la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies comme fondement de la convocation d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, alors même que ce texte, régulièrement stigmatisé dans les précédentes réunions du CNP, ne nomme pas les Palestiniens, ignore leurs droits nationaux, se contentant d'évoquer - un juste règlement du problème des réfugiés». « Nous avons cédé sur ce point, dit Abou Iyad, l'an des principeux dirigeants de l'OLP, pour montrer à l'opinion publique mondiale, à nos amis comme à nos ennemis, que nous voulons la paix, que nous ne sommes pas un obstacle à un

Autre innovation révolutionnaire, la proclamation de l'Etat palestinien, sortie de l'acceptation par le CNP de la résolution 181 des Nations unies,

(incluant Jaffa, Nazareth, Beersheva). « Nous sommes minimalistes et réclistes», confinit un député pourtant

originaire de Jaffa. Certes, la charte nationale de 1968, cette pièce maîtresse brandie à tort et à travers par les responsables israéliers et que chaque élève israélien étudie à l'école, n'a pas été formellement abolie. Le CNP l'a tout simplement remisée an placard, et la plupart de ses dispositions sont contredites par de nouveaux textes. Ainsi, l'article 9 soutenait : « La lutte armée est la seule voie menant à la libération de la Palestine. Il s'agit donc d'une stratègie et non d'une sactique - ; le programme d'Alger, au contraire, met l'accept sur le combet politique, sur l'urgente nécessité de convoquer une conférence internationale et sur la condamnation du terro-

Dans le monde entier, les résolutions de la dix-neuvième session du CNP ont été accueillies savorablement. Plus d'une cinquantaine de gouvernements, dont celui de l'Egypte, ont déjà recommu le jeune Etat. Les ministres des affaires étrangères de la Commumenté européenne, rémis le 21 novembre, ont estimé que les décisions d'Aiger « comportaient des pas positifs vers le règlement pacifique du conflit isroélo-arabe». Peu suspecte de sympathie pour l'OLP, Mar Thatcher a plaidé, lors de son récent voyage à Washington, pour une prise en compte des changements survenus à Alger. Pins prudent, M. Bush, président désigné des Etats-Unis, a néanmoins fait remarquer que, «si les dirigeants de l'OLP ou définitivement décidé de soudenir la 242, c'est très, très bon ».

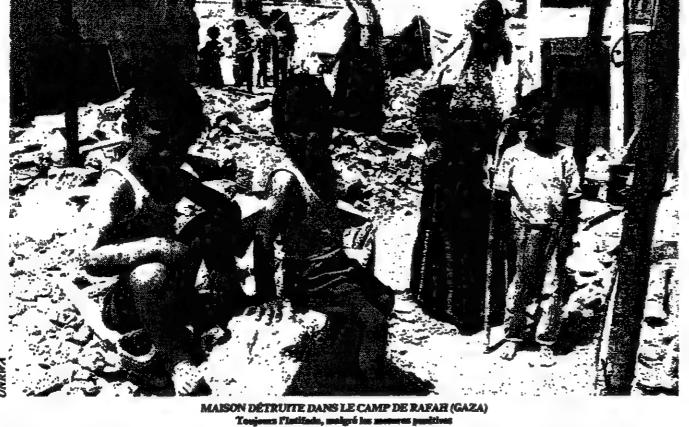
« Si on rejette notre main tendue... »

En Israel per contre, le Likoud, appuyé par le Parti travailliste — une nouvelle fois à la remorque de la droite - a rejeté les initiatives palestiniennes. Après tout, les dirigeants israéliens s'accommodaient fort bien des obstacles que les Arabes dressaient contre des négociations de paix; anjourd'hui, ils s'inquiètent de l'éventualité de la tenue d'une conférence internationale qui les contraindrait à

le délai que lui laissent ses opposants n'est sûrement pas indéfini. Il sera intéressant à cet égard de voir comment évolue le jeu démocratique au sein du CNP, où jusqu'alors toutes les décisions se prenaient à l'unanimité. La naissance d'une opposition parlementaire recomue, saluée par M. Arafat, confirme le choix de l'OLP pour une république démocratique et pluraliste. Dans le passé, chaque courant mis en minorité quittait l'organisation ou « gelait » sa participation aux instances dirigeantes. Ainsi, en 1974, lorsque le CNP accepta l'idée d'un Etat sur une partie seulement de la Palestine, le FPLP et pinsieurs autres organisations suspendirent leur participation aux travaux de l'OLP : cette «grève» dura

Cette pratique fournissait un argument de poids aux adversaires de l'OLP, qui insistaient sur sa fragilité et sur ses divisions. Or, à Alger, 253 membres se sont prononcés en faveur de la déclaration politique, 46 contre, 10 se sont abstenus et 85 n'ont pas pris part au vote. Les cli-vages ont traversé les différentes tendances, M. Abou Ali Moustapha. représentant du FPLP au sein du comité exécutif de l'OLP, s'est abstenu alors que son chef, le docteur Georges Habache, votait contre. Au sein du Fath, principal courant de l'OLP, certains se sont abstenus, bien que M. Arafat n'ait pas ménagé ses efforts pour obtenir un maximum de votes

(1) Israël et le refus erabe, Souil, Paris, 1968. (2) Voir Abba Eben, «Pour le partage», le Monde diplomatique, juillet 1988.



occupés depuis le début de l'Intifada, et le général Sharon, ministre sans portefeuille du Likoud dans le dernier gouvernement de la législature. A une pâle copie, les électeurs ont préféré l'original : ils n'ont accordé au Parti travailliste que quarante sièges sur un total de

cent vingt. Les résultats obtenus dans ces élections par les partis religieux traduisent aussi le glissement à droite. Non que leur score soit exceptionnel - le nombre de leurs parlementaires a toujours oscillé, depuis la création de l'Etat d'Israël, entre treize et dix-huit, et cette année ils ont obtenu dix-huit sièges. Mais, jusqu'à la victoire du

partage de la Palestine (2). Alors que la fameuse charte nationale de l'OLP, des territoires occupés en 1967. approuvée en 1968, stipulait dans son dix-neuvième article que « le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël sont nuis et non avenus», le texte fondateur de l'Etat palestinien du 15 novembre 1988 fait explicitement référence à la décision de 1947 de créer deux Etats, l'un arabe, l'autre juif. Une mention qu'avaient omise, de manière

significative, les rédacteurs de la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israel, le 14 mai 1948. « La Palestine, dans ses frontières du mandat britannique, constitue une unité régionale indivisible », spécifiait la charte de l'OLP : en abandonnant ce dogme, le CNP a pris une décision historique qui lève, à coup sûr, un obstacle majeur à des négociations de paix.

Bien que les frontières de l'Etat palestinien n'aient pas été précisées pas plus que ne le sont celles de l'Etat juil dans la déclaration d'indépendance de 1948, - il ressort de la plate-forme adoptée que sa souveraineté s'étendra sur les territoires occupés en 1967 : Cisjordanie, Gaza et partie arabe de Jérusalem. Les Palestiniens renoncent ainsi aux limites tracées en 1947 par les Nations unies, qui leur octroyaient des régions beaucoup plus vastes

discuter des modalités d'une restitution

Pour certains responsables palesuniens, cette intransigeance vise à affai-blir le courant modéré de l'OLP et à permettre aux extrémistes de s'emparer du pouvoir. Ce calcul n'est pas dénué de fondements. « Que se passera-t-il si on rejette notre main tendue? Dieu seul le sait, a aveni M. Yasser Arafat. Je reviendrai alors devant le Conseil national pour proclamer que la voie de la modération a

Néanmoins, le dirigeant du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), le docteur Georges Habache, l'un des éléments les plus radicaux de l'OLP, a prévenu que les Israéliens ne pouvaient plus miser sur un refus arabe. «Je m'oppose à la résolution 242, qui ignore nos droits nationaux légitimes, a-t-il lancê lors de la session à huis clos de la commission politique. Je voterai contre, mais je resterai au sein de l'OLP. Je ne quitterai pas l'organisation, je ne ferai pas ce cadeau aux Israeliens. Nous devons ajouter à notre mot d'ordre = Révolution jusqu'à la victoire » celui d' « Unité jusqu'à la victoire ». Mais, comme le remarquait M. Arafat lui-même, « la patience a des limites » et

Les éditions étrangères du «Monde diplomatique»

Le deuxième numéro du Monde diplomatique en arabe est para. Comme le Monde diplomatique en español, cette nouvelle publication reprend en traduction la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend aussi une section spéciale consacrée aux problèmes du monde arabe (ce mois-ci, un entretien avec M. Ben Ali, président de la Tunisie, et un dossier sur le cinéma

Le Monde diplomatique, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Susse. Tél.; (4122) 32-25-31. Télex: 28-576. – Prix de l'abonnement: Maghreb, Egypte, Soudan, Syrie, Liban: 45 francs susses; antres pays arabes: 60 francs suisses. Europe: 60 francs suisses.

Le Monde diplomatique es espa-fiol, 25 de Mayo 586, 5º piso, 1002 Buenos-Aires. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays.

ABONNEMENT A PRIX RÉDUIT ABONNEMENT A PRIX RELIGITATION ABONNEMENT A PRIX RELIGITATION POUR LES ÉTUDIANTS. — Depuis le mois d'octobre, les étudiants désireux de r'abomer au Monde diplomatique bénéficient d'une réduction : le prix est de 120 F (au fieu de 180 F à Pachat au muniéro) pour un abomement annuel et de 70 F (au fieu de 90 F) pour un abonnement de six mois (loindre une photonement de six mois (joinire copie de la carte d'étadiant).

Mouveautés des Presses de l'Unesco

Annuaire statistique de l'Unesco 1988

1064 p. 350 F Trilingue: anglais/français/espagnol, avec notices explicatives en arabe et, pour la première fois, en russe.

Développement endogène: aspects qualitatifs et facteurs stratégiques 277 p. 85 F

Être historien aujourd'hui Sous la direction de René Rémond 350 p. 172 F

En vente à la Librairie de l'Unesco, 7, place dé Fontenoy, 75700 Paris



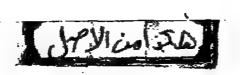
mission peritaire des journeux et publications : 1º 57 438 - ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser motre numéro de séléphone vert : (16)·1 05-36-11-11.

Charlotte VON VERSCHUER LE COMMERCE EXTERIEUR des origines

au XVIº siècle Un volume 16 X24, 208 pages

Maisonneuve & Larose



🖽 e marcha

Service Property

CLASS OF STREET

September 1985 16 the and the first are brought

and the same

Marshey) Dans le monde entire le lie Dans he informe times, it finds the la dix-neuvicine season to pourtant de la dix-neuviene serio de le accueillies (avorables d'une cinquantaine de propie de reconnu le jeune Elat la i de 1968. tors or a des affaires étrangérs de le Chin dendie 3 nagié entopéente légis ki abolic. bre. ont estimé que le de la comportaine de la c design disposid'Alger vers le réglement parifique à rik : = £.a plate, lors de son recut p . Il s'agil Alger, an scheine de Washington, pour une prese des changements suremains prudent, M. Bush, Pint Pius praucus, in. man pratei gné des Etats-Unis, à mann remarquer que, « si les imp - Market in l'OLP ont desinilivement is die serro. soutenir la 242, c'est tris, mile

rejette notre main tendue...

le délai que hi laisseu so en les surement pas indéni les fessant à cet égard de mi en démocration et le ieu de der palestiévolue le jeu démocratique ne CNP, ou jusqu'alors tous he sions se prenaient à l'une fort bien sions se pression a ruma naissance d'une opposite pe taire reconnue, sainte prilla confirme le choix de l'OLI R de paix : république démocratique a le Dans le passé, chaque onne minorité quittait l'again · gelait · sa participation an in dirigeantes. Ainsi, en 1974 CNP accepta l'idée d'un Euro parrate seulement de la l'été FPLP of plusions some oper

suspendirent leur participates Errorgate Tunger Cette pratique fournisse au ment de poids aux afrenie "OLP, qui insisteren su a la ser ses divisions, Or, 14 253 membres se sent prom faveur de la déclaration pe 46 contre, 10 se son about Re m'out has bue bau an une fe vages un traversé la diffesi Cances. M. Abou Al Man representant du FPLP and comité exécutif de l'OLP, abors que son chef, le deste Habache, voian come bat Fath, principal courage is fillfaint je sont abstenn in M. Arafat g'ait pas mémpine perus obtenis un maximum è Postalis.

(1) Israel et le reformels, Si. 12, Nort Abba Eban, Poorlepsy M inde diplomatique, palls 199.

Les éditions étrangent « Monde diplomation

Le deuxième numéro de diplomatique en ante esp Comme le Monde diplomit Committee Cette norvelle pass repreza en traductos à paris articles de potre edena les Elic comprend assume was CLUIC OFFICIOR AND PROPERTY morale trabe (or muse as MED Avec M. Ben All prestate Tanute, et un dans m'es arabe !

TOUT # 1

the specific

1 o gut 11

metry main and a crest material silent mater process

to in Pales

E Georgei ic lies pries

as Araitt

arabe, S, rue de Fribour, Julies Sense, Tel. ; (412) 3234 B 14.50 - Prix de l'abandant, le red, Egypte, Soudia Sin Ik 45 Francis States, Barrell Mr.

PONNENEYT À PRI BITI
POUR R LES ÉTUDIANS - Ipri
made d'octobre, les évaluations de l'alternance nu Monde diplomire le più de l'alternance de l'alternance le più de l'alternance de l'alternan manufero) pour un aboussait de de 70 F (an Een de 30 F) par et manufero de de mois jointe un ju-mente de de mois jointe un ju-capia de la curta d'Éculia).

VON VERSCHUER des origins au XVI sièci # # x 24, 208 pages onneuve & Larose

(Suite de la première page.) ETTE liberté ne respecte ni l'intelligence ni la simple vérité. La campagne électo-

rale qui vient de porter M. George Bush à la présidence des Etats-Unis a coûté beaucoup d'argent, des sommes indécentes dans une société qui compte des millions de pauvres. Déversant par la télévision d'abjectes calomnies dans tous les foyers américains, elle a aussi coûté cher à la morale dont les Eglises voudraient assurer le triomphe. Quel diable les a convaincus de garder le - Cette campagne est la moins

sérieuse, la moins courageuse, la plus négative et la plus simpliste à laquelle j'ai assisté depuis vingt ans », a déclaré su Point (5) Hedrick Smith, du New York Times. C'est là une aimable litote (6) qui mériterait à son auteur d'être élevé à la pourpre cardinalice. La presse américaine, s'adressant à un public américain, s'encombre moins de précautions de style. Cette campagne présidentielle a été une « campagne de diffamation », affirme en titre Newsweek (7) qui parle aussi de « mudsiinging » (jeter de la boue).

«Tous les assassins et les violeurs, les revendeurs de drogue et ceux qui brutalisent les enfants (...) votent pour Michael Dukakis =, proclamait un tract diffusé par les républicains dans l'Illinois. Les démocrates du Massachusetts ont répondu par une affiche Wanted - à l'effigie de M. George Bush. Plus scandaleux que le film de Scorsese, d'immondes clips publicitaires pour la télévision ont démesurément gonflé les dépenses : chacun des deux candidats à la Maison Blanche a dépensé 70 millions de dollars, un sièce de sénateur coute trois fois plus cher qu'en 1978 (8). Leur exquise sensibilité n'étant en rien choquée par de teis abus, les gardiens de la morale n'ont pas levé le sourcil.

Les diables de la calomnie débordent d'imagination malfaisante. En Israël. un clip a montré M. Ezer Weizman, ancien ministre de la défense, portant le keffieh, la coiffure des Bédouins et r Arafat. Un autre procl mait: « Weizman est prêt à marcher avec les communistes, il soutient l'Intifada » la révolte des jeunes Palestiniens qui se poursuit depuis un an dans les territoires occupés]. « Un spot particulièrement bresponsable présentait [le leader travailliste] Shimon Pérès sur l'écran pendant qu'un acteur imitant sa voix lui faisait dire qu'il soutenait l'OLP (...). Un spot préparé par le Likoud faisait de Pérès un bouffon

grâce à une manipulation électronique de son bras agité en direction d'une femme en bikini (9).»

Comme les prélats français devant l'affligeante médiocrité des campagnes présidentielle et législative en France, les autorités réligieuses israéliennes ont gardé le silence. Une atteinte à la morale civique ne les concerne pas.

ETIRE-TOI», répondait le Christ à Satan qui, pour le tenter, lui offrait toutes les richesses du monde. Vieille histoire, tout à fait démodéc. Résolument moderne, ce siècle vit joyeusement dans la dévotion à

Maintenant réfugié aux Etats-Unis, l'ancien président-dictateur des Philippines est poursuivi par la justice américaine pour des manœuvres frauduleuses portant sur 165 millions de dollars. Bagatelle, minuscule partie visible de l'iceberg. La fortune personnelle de M. Ferdinand Marcos se chiffre en milliards de dollars et représente près de la moitié de la dette extérieure de son pays. Le bon peuple, qui n'en a pas vu la couleur, remboursera les banques... « M. Marcos aurait contribué pour 4 millions de dollars à l'élection du président Reagan en 1980, et pour 8 millions en 1984 », écrit Newsweek (10). M™ Marcos est en liberté, sous caution de 5 millions de dollars payée par M= Doris Duke, héritière d'un empire du tabac ; celle-ci s'indigne que Washington « dépense des millions de dollars pour traîner en justice un homme et une semme qui pendant une génération ont été nos plus proches allies ». Telle est bien la vraie morale. solidement fondée sur le roc du réalisme politique.

Mais enfin, que cherchez-vous? Des alliés déterminés comme le fut Marcos. ou des alliés propres comme des anges? Les deux, répondent quelques naïfs. Pure illusion, rétorquent les hommes d'expérience. Une preuve supdiementaire en est Journie dat l'enquête de la Maison Blanche sur le comportement de certains chefs de la Contra, financée par Washington contre les sandinistes du Nicaragua. Dans une lettre adressée au président Reagan, huit anciens commandants du maquis accusent M. Enrique Bermudez, qui dirige la Contra, de « corruption massive » et de « graves violations des droits de l'homme ». Des millions de dollars fournis par les Etats-Unis

auraient « disparu dans des comptes bancaires privés », et plusieurs rivaux auraient été assassinés (11). Contre la révolution sandiniste, tous les moyens ne seraient-ils done pas bons?

La morale est sacrée, la vie humaine est sacrée, le respect du prochain est un principe sacré. Et l'argent est la mesure suprême de la réussite. Me Robert Zeff, avocat à Detroit, a donc créé en mars dernier la société Lindaco Inc. qui a persuadé le gouver-nement de la Guinée-Bissan (900 000 habitants) de recevoir sur son sol, en cinq ans, 15 millions de tonnes de déchets toriques contenant des subs-tances utilisées dans les armes chimiques et le gaz qui provoqua le désastre de Bhopal. En échange, la Guinée-Bissau recevrait 600 millions de dollara, soit deux fois le montant de sa dette extérieure, ou encore trente-cinq fois le volume de ses exportations annuelles. Et M. Robert Zeff? Eh bien, d'après l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, il empochera un profit net de 400 millions de dollars la première année. « Le commerce des déchets empoisonnés est trop lucratif pour disparaître (12).» La santé et la vie des pauvres gens dans un pays sous-développé sont-elles vraiment sacrées ?

E sacré. Subtil, le Diable le basoue sournoisement en des lieux où nui ne songerait à le traquer. Comment? Son odeur de soufre ne permet-il donc pas de le débusquer? Si. mais voilà : l'argent n'a pas d'odeur. Mgr Marcinkus l'avait parfaitement compris.

C'est un Diable particulièrement opulent qui, de nos jours, conduit le bal. Entre janvier et octobre 1987, cent cinq entreprises américaines avaient été rachetées pour 36 milliards de dollars. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Entre janvier et octobre 1988, les « raiders » ont donc fait mieux : 91 milliards de dollars pour capturer cent quarante-trois sociétés. Dépassé, le Méphisto de Goethe.

Mais enfin, vous nous agacez : en quoi ces opérations seraient-elles immorales? Vous voyez partout des succubes et des incubes... N'aurait-on donc plus le droit d'acheter et de vendre? Bien entendu, mais, en ce cas d'espèce, avec de l'argent que vous n'avez pas, qui n'existe même pas, vous achetez des entreprises blen réelles, qui donnent du travail à des dizaines on des centaines de milliers d'ouvriers, et puis, pour vous dégager de vos dettes, vous démantalez des usines entières jetant sur le pavé de nouveaux flots de chômeurs (13). Système à peu près incompréhensible pour le commun des mortels... La pierre philosophale des alchimistes prétendait faire un peu d'or à partir de vils métaux ; dans sa version moderne, elle fait beaucoup d'or en anéantissant des pans entiers d'une

structure de production. A chaque transaction, les opérateurs « perçoivent d'énormes profits » en manipulant des fonds fictifs gagés, pour l'essentiel, sur des actions de pacotille (junk bonds). Ce marché de voleurs « affaiblit la compétitivité de nombreuses entreprises américaines », dit M. Michel David-Weill, de la banque Lazard Frères à New-York. De surcrost, certains acheteurs, trop lourdement endettés, boivent le bouillon. «Si cette détérioration de la dette des entreprises se produit en période d'expansion, vous imaginez ce qui se passera en période de récession», remarque M. Henry Kanfman, le gouron de Wall Street (14).

C'est pourquoi M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, vient de se jeter dans la mêlée en recommandant au Congrès d'arrêter cette frénésie spéculative, destructrice de l'appareil économique (15). Mais comment mettre un terme à une aussi profitable folie? En abrogeant la législation actuelle, qui autorise les acheteurs à déduire de leurs revenus imposables les intérêts des emprunts qu'ils contractent pour se livrer à ce Monopoly géant. Car l'Etat observe en grognant des budgets sociaux toujours trop lourds et un salaire minimum toujours trop maigre, mais, dans sa souveraine bienveillance,

il accorde ses saveurs siscales à d'élégants détronsseurs d'entreprises, évidemment plus fréquentables que de panvres bougres en mai de survie.

Voilà déjà plus de quatre ans, les entreprises américaines avaient ainsi en une décennie, porté leur endettement de 900 à 2 589 milliards de dollars (16), soit trois fois la dette du tiers-monde à cette époque-là. Depuis, elles ont ajouté à leurs emprunts quelque 1 000 milliards. Pendant ce temps, le tiers-monde continue de s'enfoncer. Généreuses, les banques volent à son secours. En témoigne leur accord récent, présenté comme exemplaire, avec le Brésil. Elles viennent en effet de rééchelonner sur vingt ans les deux tiers de la dette brésilienne (82 milliards de dollars sur un total de 121 milliards). Magnanimes, elles octroient même au pays 5,2 milliards de crédits nouveaux. Pourquoi ne pas applaudir? Parce que, au cours des douze prochains mois, le Brésil devra leur verser 10 milliards de dollars d'intérêts - un tiers de ses ressources d'exportations (17).

qu'il s'est fait banquier.

Obséquieux, sachant

contrôler ses humeurs, il se

garde bien de blasphémer. Sur les

pièces de monnaie et les billets de ban-

God we Trust. » Sur les marchés finan-

ciers du monde entier, la moderne ten-

tation du Christ ne doit rien à l'imagi-

nation de Kazantzakis et de Scorsese,

elle ne se présente pas sous les traits de

Marie-Madeleine. L'objet du désir

s'inscrit désormais en chiffres verts sur

les écrans des ordinateurs reliés à la

Bourse. Des chiffres froids... « Je suis

le froid lui-même », dit cet étrange

Diable que, la nuit, rencontra sur sa

route un pauvre curé de campagne.

Dans sa misérable soutane défraîchie,

celui-ci était-il un saint ? Il est permis

d'en douter puisqu'il osait résister à son

supérieur, vivante incarnation d'une

Eglise raide, crispée, figée: - Mille

fraternité recule devant la frénésie de posséder. N'exagérous pas: Bernanos devait être un exalté, puisqu'il avait le front d'écrire: « Un millionnaire dispose, au fond de ses coffres, de plus de vies humaines qu'aucun monarque, mais sa puissance est comme les idoles, sans oreilles et sans yeux, Il peut tuer, voilà tout, sans même savoir ce qu'il tue. Ce privilège est peut-être aussi celui des démons (18), » CLAUDE JULIERL E Diable n'est ni écrivain ni (5) Le Point, 7 novembre 1988. cinéaste. On pourrait croire (6) Voir page 4 l'article de Serge Halimi

LE MONDE DIPLOMATIQUE - DÉCEMBRE 1988 - 17

(7) «The Smear Campaign», Newsweek, 31 octobre 1988. (8) Time, 31 octobre 1988.

(10) 31 octobre 1988. Voir aussi News-week, 14 octobre 1988, sinsi que Time, 14 et (11) « Contra Crimes », Newsweek,

fols mieux vaudrait pour vous la

révolte et le blasphème... Ah! Mon-

sieur le chanoine, dans le blasphème, il

y a quelque amour de Dieu, mais

l'enfer que vous habitez est le plus

Ce monde glacé, où la chaleur de la

(12) «The Global Poison Trade», News-week, 7 povembre 1988.

(13) Co mécanismo est décrit en détail et illustré de nombreux exemples dans «L'argent», le Monde diple

(14) «Duol of the Takeover Titans», Time, 7 povembre 1988.

(15) Newsweek, 7 novembre 1988. (16) U.S. News and World Report, 21 mai

(17) «The Lost Decade», Newsweek, novembre 1986.

(18) Georges Bernmos, Sous le soleil de Satan, la Pléiade, p. 175; l'Imposture, la Pléiade, p. 356; Journal d'un curé de campa-gne, la Pléiade, pp. 1086-1087.

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS »

Une logique de l'affairisme

Per CATHERINE HUMBLOT

AMAIS l'homme - le citoyen - n'a eu à sa disposition, jusque chez lui, autant de possibilités d'entrer en contact avec la réalité du monde, d'élargir à l'infini son champ de connaissances. Or que lui proposent les médias? Quelles réflexions sur la vie, sur l'économie, sur la société ? Quelles images et quelle culture pour finir ? Une culture de bazar, un atur audiovisnel. Accompagnant le raz-de-marée des jeux et des variétés, l'information elle-même s'est transformée en spectacle comme les hommes politiques en « produits ». Le débat en réalité est le e que celui qui traite de la science La logique, féroce, du marché a envahi, perverti, corrompu le monde de la comnunication. Et, de même qu'on s'inter-roge sur l'usage qui est fait de la science, il est impératif de comprendre comment et pourquoi le prodigieux développement des médias a servi à ce point la bêtise et le

En quelques années, on le sait, tout le paysage audiovisuel et meusanque. a modifié sous la poussée de découvertes industechnologiques et des ambitions indus-trielles. Dérégulations et restructurations à l'échelle mondiale ont transformé la communication; entre quelles mains se partage-t-elle aujourd'hui? Et quelles conséquences pour les citoyens ?

« La communication victime des marchands », troisième volume de la collec-tion «Mamère de voir » (1) du Monde diplomatique, examine avec attention le double mouvement de concentration (en particultar dans les domaines de l'édition, de la presse écrite et de l'audiovisuel) et d'intégration (dans de puissants groupes multimédiss); les auteurs dénoncem le contrôle exercé sur un nombre de plus en plus grand de journaux, de stations de radio et de chaînes de télévision par des entreprises multinationales avec les risques de tous ordres que cela peut entrainer pour les libertés et pour la qualité des

Des publicitaires agressifs aux télévangélistes inspirés, en passant par le marko-ting politique et le modèle d'harmonie sociale exporté par Walt Disney, on assiste à une généralisation de la communication-spectacle incompatible avec les exigences d'une authentique démocratie. Tous ces dérapages qui accompagnent la décomposition du métier d'informateur ne sont pas le fait d'un bessul soutée : none disent les auteurs de hasard répété - nous disent les anteurs de cette brochure - mais le fruit d'une logique, celle de la mainmise de l'économie de marché et de l'affairisme sur les

Dans cet univers où la loi de l'argent et le goût du profit vont jusqu'à modifier la nature même des campagnes pour l'élec-tion présidentielle ainsi que les pratiques du journalisme et l'éthique de cette pro-fession, c'est la culture elle-même, constatent les auteurs, qui est menacéc. Et la Manager Man

(1) Dans la même collection, lire : « Des sociétés malades de leur culture » (décembre 1987) et « Le libéralisme contre les libertés » (avril 1988).

La chute de la maison Chaumet

TTUATIONS et personnages semblent empruntés à un roman d'Edgar Poe ou d'Emile Zola, mais la chute de la maison Chaumet est une histoire d'aujourd'hui, bien réelle (1) : été 1987, une institution bicantenaire de la place Vendôme, le gratin de la haute joaillerie française, est emportée dans un gouffre financier de deux milliards de francs, quatre fois le chiffre d'affaires annuel de toute la profession. Autour des deux frères héritiers, bourgeois solidement établis, notables au luxe discret, fournisseurs certes, mais admis à la table, voire confidents des familles nobiliaires et princières de l'univers comme des riches parvenus, où figurent en bonne place les Marcos, Mobutu, Hassan II, gravitent diamantaires affairistes, intermédiaires interlopes, prêteurs à gages et le meilleur monde de la finance, des affaires, de la politique et de la haute administration.

Une bonne adresse pour un « establishment » avide de faire de l'argent facile par la spéculation sur le diamant, les prêts usuraires et le transfert de capitaux illicites, la fraude et l'évasion fiscales. Habile, lorsque le scandale ne peut plus être étouffé, à plonger dans l'ombre, charger les coupables en vue, tendre le filet de protection du pouvoir et faire respecter la loi du silence, l'ornerts des banquiers. Montrés du doigt, inculpés, emprisonnés, les deux frères Chaumet font la spectacle ; pas les autres, ni les deux milliards de francs qui n'ont pourtant pas été perdus pour tout le monde.

Parmi les personnes impliquées, M. Albin Chalandon. Lorsque l'affaire éclate, bienheurause coïncidence, il est garde des sceaux. Pour lui et quelques autres, c'est une aubaine, la garantie d'une protection rapprochée. Pas pour l'honneur de la justice. L'homme qui projette de moderniser les prisons, de porter leur capacité de 45 000 à 65 000 places et d'y enfermer massivement petits inquants et toxicomanes, reste à son poste, place Vendôme, juste en face de la bijouterie Chaumet. Juge et partie, il organise sa défanse, guide le parquet et place le dossier sous haute surveillance. Piégé dans une affaire où il n'a rien à se reprocher ? Sans doute, puisque M. Chalandon n'a pas été condamné ni même inculpé. Mais au cours d'une longue carrière, il a eu maintes fois l'occasion de wirther l'irresponsabilité des élites françaises. Ce qui leur permet d'être des apôtres intransigeants de la riqueur, de l'effort et des sacrifices pour les autres.

(1) Cf. Alein Barbanel, l'Affaire Chaumet, Balland, Paris, 1988, 274 pages, 109 F.

La couverture sociale du risque maladie, la protection nationale de la santé, aniourd'hui étendues à l'ensemble de la population, en France et dans la plupart des pays européens, constitue une des plus grandes conquêtes de la démocratie et du progrès des dernières décennies. Subsistent de prosondes inégalités devant la maladie et la mort que les évolutions démocratiques et technologiques risquent d'amplifier.

JEAN-PAUL MOATTI * NTRE 1971 et 1986, la valeur courante de la consommation de soins et de biens médicaux en France s'est trouvée multipliée par 8,2 alors que, durant la même période, ce coefficient n'était que de 5,6 pour le produit intérieur brut et de 6,1 pour l'ensemble de la consommation des ménages. Cette constatation, désormais banale et commune à la plupart des pays développés, suffit à expliquer que la maitrise des dépenses constitue le thème central des débats sur l'avenir des systèmes de santé. La réassirmation du nécessaire maintien de la «solidarité nationale » face à la maladie, martelée par le président Mitterrand lors de la campagne pour sa réélection et depuis, en constitue le pendant obligé. Ce souci d'assurer l'égalité d'accès aux soins est à l'origine de la mise en place des grands systèmes de protection sociale dont l'inspirateur britannique, lord Beveridge, déclarait, au lendemain de la seconde guerre mondiale: - La

Economiste, chargé de recherche à

liberté signifie plus que la seule protection vis-à-vis de l'arbitraire des gouvernements mais aussi la liberié à l'égard de la servitude économique du besoin, de la misère et des autres fléaux sociaux. >

L'extension de l'assurance-maladie à

la quasi-totalité de la population (con-verte à 75 % en 1960, à 95,6 % en 1970 et à 99,2 % en 1980), les dernières catégories à y accéder ayant été, durant les années 70, les professions indépendantes (agriculteurs, artisans, commerçants et professions libérales). le développement parallèle des mutuelles et assurances complémentaires dont bénéficient en 1980 près de 70 % des citoyens, garantissent effectivement la solidarité des bien-portants à l'égard des malades : une année donnée, 70 % des dépenses de soins sont concentrés sur 10 % de la population, pour l'essentiel les individus pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale, car atteints de pathologies chroniques graves ou exposés à des risques spécialement élevés (mineurs de fond, par exemple). La solidarité joue également entre catégories sociales. Les représentants des salariés du régime général de la Sécurité sociale se plaignent sans doute de contribuer massivement au sinancement des autres régimes (38 milliards de francs en 1985) par de complexes mécanismes de compensation et de transferts, mais ce sont avant tout les régimes des salariés et exploitants agricoles et les régimes particuliers (mines, marins, caisse militaire...) qui en bénéssicient (1). L'analyse détaillée du bilan - prestationscotisations » d'assurance-maladie fait apparaître que, en termes de catégories socioprofessionnelles (CSP), toutes cotisent plus qu'elles ne perçoivent, le transfert profitant aux inactifs âgés ; et que ce sont les ménages de cadres movens administratifs, d'ouvriers, manœuvres, « gens de maison » et « autres personnels de service » qui bénéficient le plus des transferts nets de cotisations (2).

La persistance d'« inégalités face à la santé » reste néanmoins suffisamcupante nour que régional Europe de l'Organisation mondiale de la santé fasse de « l'équité en matière de santé», entendue comme

réduction des différences entre pays et entre catégories de la population des principaux indicateurs de santé, son objectif prioritaire; on, que la publica-tion du très officiel Black Report en 1980 ne suscite un âpre débat sur la capacité du National Health Service britamique, symbole pourtant de ce côté-ci de la Manche d'une médecine socialisée, de répondre à son objectif fondateur de réduction des inégalités

Première réalité, en France, les inégalités sociales face à la mort (c'est-àdire face su premier indicateur de santé d'une population dont on puisse disposer) na font que s'aggraver (3). Certes, toutes les catégories sociales

profitent de l'élévation générale de l'espérance de vie (+ 1,8 année pour les hommes, +2,6 pour les femmes entre 1970 et 1980), mais, ce sont celles qui avaient le niveau de mortalité le plus bas qui en profitent le plus : la baisse de la mortalité a atteint 22 % entre 1960 et 1980 pour le groupe des employés, cadres et professions libérales, contre 15 % sculement pour celui des travailleuts matmels; le résultat (pour la période 1975-1980) étant qu'un manœuvre sur quatre et un Ouvrier sar cinq mettrent entre trentecinq et soixante ans, alors que ce tanx reste inférieur à un sur dix parmi les cadres supérieurs et les professions

Une prévention sélective

E cancer explique à lui seul pour les hommes de quarante-cinq à cinquants-quatre ans, près de 40 % de l'écart des taux de mortalité entre cadres et ouvriers spécialisés, les accidents et l'alcoolisme comptant paur un tiers (11 % et 20 %), contre moins de 10 % pour les maladies cardiovasculaires (5). Tout se passe comme si chaque facteur aggravant, en termes de santé publique, frappe systématiement plus fort les groupes les plus fragiles, et que, à l'inverse, les progrès potentiels se manifestent toujours plus spectaculairement chez ceux qui occupent déjà une situation favorable : les taux de décès par cancer des voies aéro-digestives supérieures et du poumon ont augmenté pour toutes les catégories d'hommes adultes, mais nettoment plus chez les manœuvres, les ouvriers ainsi que les employés. La prévention des maiadies cardio-vasculaires a davantage bénéficié aux cadres, professions libérales, artisans et commerçants. On doit cependant noter que les seules exceptions importantes à cette aggravation des inégalités, les accidents et la tuberculose, qui ont diminué plus nettement au sein des groupes les concernent des domaines où l'influence des politiques de prévention (améliora-

pistage et vaccination) a pu être pius directe sur l'état de santé,

A l'exception des accidents du travail et des maladies professionnelles, on d'autres pathologies pour lesquelles un facteur de risque lié à la branche d'activité est clairement identifiable (maladies respiratoires chez les ouvriers du bâtiment), les écarts sociaux massifs rencoutrés en matière de mortalité ne semblent pas se retrou-ver au niveau de la morbidité. Comme le souligne le sociologue P. Alach, l'explication vient peut-être de ce que moins une pathologie se manifeste par une atteinte organique sérieuse, plus des éléments d'ordre culturel et circonstanciel peuvent intervenir, tant au niveau de la perception des signes et des conduites de maladies, qu'au niveau de l'interprétation par le méde-cin de ce que le patient lui présente comme plaintes (6) ».

La dimension culturelle des écarts de consommation de soins selon le milieu social interdit également des interprétations trop unilatérales. Les promoteurs de la dernière enquête décennale (1980) sur la consommation médicale des Français notent que ces écarts semblent « s'ordonner davantage autour de différences des types de pratique que d'inégalités quantitatives dans le recours au système médical » (7). Un ouvrier qualifié voit un médecin généraliste ou spécialiste 4,17 fois par an en movenne, un carire supérieur 4,33 fois; et l'indice de recours est même plus élevé pour l'ouvrier dès lors que l'on tient compte des différences de structures par âge.

L'inégalité financière reste, bien sûr, primordiale dans le cas des soins mal remboursés: si les cadres supérieurs consomment 1,4 fois plus de soins dentaires que la moyenne, c'est très certai-

mement parce que la part de ces soins remboursés en totalité (sans ticket modérateur) n'est que de 20 %. Mais rien ne permet d'apprécier l'impact réel sur la santé des consultations supplémentaires de spécialistes et de la plus forte automédication (achats pharmaceutiques sans ordomance) caractéristiques du mode de consonmation « distingué » des cadres et revenus élevés. De même, la consommation plus « banalisée » des ouvriers et des bas revenus, avec son fort recours aux généralistes et sa fré-quence plus élevée d'hospitalisation. n'est pas forcement synonyme de moindre efficacité des soins. Le cas des différences de séjours hospitaliers est particulièrement ambigu : dans quel sens parler d'inégalité ? A l'encontre de ceux qui y vont «le moins», c'est-à-dire les classes moyennes et supérieures; ou, de ceux qui y vont le plus (les familles d'ouvriers et d'employés) parce qu'ils sont plus souvent passibles d'urgences (accidents) ou qu'ils ne sont pas en mesure de leur aubstituer des soins à domicile (8) ?

La réalité de l'inégalité de soins ne peut s'apprécier que dans le contexte d'une pathologie donnée et d'un environnement socioculturel (inégalités face au langage médical, à la complexité du système de santé, présence ou absence de solidarité familiale). On se heurte à la difficulté générale d'appréciation des performances du système de santé en l'absence d'évalustion claire des effets des différentes prestations et procédures médicales sur la samé de la population (9).

Les travaux tant français qu'anglo-SEXORS convergent tous pour constater que le niveau de mortalité d'une zone géographique donnée dépend awant tout des caractéristiques socioéconomiques de sa population et très pen du niveau de l'offre de soins (10). Cette absence de lizison significative avec l'état du système de soins demeure, même lorsqu'on se limite à ce que les experts de la CEE qualifient de « morts évitables », pour lesquelles le taux de décès spécifique serait susceptible d'etre abaissé, grace à des actions médicales ou préventives appropriées (11). Une première conclusion est certainement que l'amélioration de la santé publique n'est pas exclusivement l'affaire du système de soins et que la lutte contre la pauvreté ou les pollutions environnementales, l'amélioration de l'hygiène au travail, en sont aussi parties prenantes. On peut d'ailleurs regretter les trop grands cloisonnements interministériels dans notre pays qui font du ministère de la santé, celui des « professions de santé » plutôt que de la santé de la population.

Les désastres de l'exclusion

MAIS, faut-il aussi conclure, après Ivan Illich (12), à l'absence totale d'efficacité des systèmes de soins, c'est-à-dire logiquement renoucer à ce qu'une politique de santé puisse influer sur la situation de la population et sur la réduction des inégalités face à la mort? Faut-il même puiser là un argument de remise en cause des programmes sociaux sous prétexte qu'« un accès accru aux soins n'a pas de réel impact sur le santé ? » (13).

Ceux qui, à droite comme à gauche, cèdent aux sirènes néolibérales et à la suite d'Alain Minc (14) estiment qu'il faut mettre sin à une gratuité censée profiter « avant tout », aux plus favo-risés, sont en réalité bien en peine d'apporter des preuves définitives

(1) Respectivement pour 11.6, 16,4 et 6,2 milliards de francs en 1985; voir : F. Durin, «Les transferts socienx», Solidotté Sausé, 1988, nº 2, p. 21-28.

(2) On observe que 43 % des ménages out un transfert négatif, c'est-à-dire repoivent mouss qu'ils se cotisent en se prement en compte que la cotisation salariale; le chiffre passe à 87 % si on intègre la part patronale. Voir : S. Darbon, «Assurance maladie et redistribution de revenu; une question de méthode», Revus d'économie politique, 1983, 2°3, p. 397-420.

(3) G. Desplanques, «L'inégalité sociale devant la mort», Economie et Statistiques, 1984, nº 162, p. 29-50.

(4) Parmi les femmes, du fait de l'impor-tante proportion d'inactives, les écarts de mor-talité emre catégories sociales sont mons mar-qués : l'écart maximal est de 1 à 1,5 (au Ben de 1 à 3 chez les hommes). Pour des données exhaustives, voir « La santé en France », rap-port au ministre des affaires sociales et au aécrétaire d'Etat chargé de le santé, La Docu-mentation française, décembre 1984.

(5) L'idée répandue selon laquelle les mala-les cardio-vasculaires seraient l'apanage des suches sociales privilégiées (le « stress » des dies cardio-vasculaires seraient l'aparage des couches sociales privilégiées (le « stress » des cadres) ne résiste pas à l'analyse épidémiologi-que: la probabilité de décès cardio-vasculaire pour les cadres supérieurs et professions libé-rales n'est pas plus forte que celle des classes moins favorisées, mais la probabilité de

(6) P. Atach, «A propos des inégalités sociales dans le domaine de la santé», Cahiers de sociologie et démographie médicales, 1986; 2, p. 152-167.

d'« effets pervers » massifs de l'amélioration de la converture sociale (15). Il est par contre aisé de démontrer les effets bien vite désastreux d'une réduction (ou d'une absence) de couverture sociale sur la santé des plus démunis : les citoyens américains sont les cobayes de telles « expérimentations sociales ». dont on peut douter qu'ils se félicitent. Parce que l'assurance sociale généralisée n'intervient dans ce pays qu'après solxante-cinq ans, dans la population adulte de moins de soixante-cinq ans ayant des problèmes médicaux, ceux qui ne disposent d'aucune assurancemaladie ont 1,9 fois plus de chances que les autres d'- avoir besoin de soins sans avoir eu la possibilité de les obtenir »; et, parmi ceux qui disposent

(7) A. Charraud, P. Morniche, « Disparités de la consommation médicale. Enquête samé 1980-1981 », collections de l'INSEG, 1986,

(8) De façon analogue, il fant sans doute prendre garde à ne pas interpréter comme iné-galités toute différence dans les indicateurs de santé. Il est sûrement « abusif » de qualifier d'inégalité la moindre espérance de vie des commes (70,8 ans en 1982) par rapport aux

(9) E. Papiermir, L.P. Moanti, «L'évalua-tion des techniques et des pratiques médi-cales: la difficile recherche du consensus», in R. Launois (éd.) la Santé en mutation, Masson (à paraître).

(10) A l'inverse, de multiples travaux illus-trent le rôle déterminant de l'offre de soins sur le niveau et les modalités de la consommation médicale.

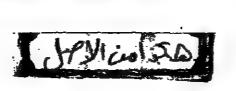
(11) W.W. Holland, « The avoidable death guide to Europe), Health Policy, 1986; a 6, p. 115-117. (12) L Illich, Némésis médicale, l'expro-

priation de la santé, le Senil, 1975. (13) P. Diehr et al., < Increased access in medical care, the impact on health », Medical Dure, 1979; 27, p. 989-999.

(14) A. Minc, la Machine égalitaire, Gras-

(15) Si, par exemple, les matualistes fran-cais consomment toujours plus de soins que les non-manulistes, à âge et milieu social éganz, le supplément de remboursements qu'apporte le «100 % mutualiste » n'induit pes do consomization supplémentaire par rapport aux mutualistes simples. Voir A. Charassel,

tion des conditions de travail, radiodé-AFFAIRISME TROISIÈME VOLUME INFORMATION DE LA COLLECTION ET CULTURE « MANIÈRE DE VOIR » DE MASSE Les grandes manceuvres dans l'audiovi-LE MONDE LA COMMUNICATION suel et la rapide évolution des nouvelles technologies bouleversent complètement le champ de la communication. Quelques groupes géants contrôlent un nombre de plus en plus important de médias. Que devient, dans ce nouveau contexte, le phiralisme de l'informa. pour me des dataupes de la demo. Le Monde diplomatique s'inter-10se sur le sens d'une a communicratie? ARCHANDS cation, qui seme tant de confusion et qui, fascinée par les techniques du marketing et de la publicité, réduit le discours de l'information et de la politique à ses dimensions les plus simplistes. Pour ce nouvel affairisme, la culture est-elle autre chose qu'une simple marchandise? EN VENTE CHEZ **VOTRE MARCHAND** DE JOURNAUX 96 p. - 38 F BON DE COMMANDE LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS Tarif France: 42 F - Tarif étranger: 45 F (frais d'expédition inclus) ADRESSE LOCALITÉ Commande à faire parvenir avec votre règlement à : LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09. TOUJOURS DISPONIBLES LES DEUX PRENIERS VOLUMES : DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE » • « LE LIBERALISME CONTRE LES LIGERTÉS »



sociale III



Service Search & to

une conquê

nement parce que la pan de accemboursés en totaline des modérateurs n'est que de la pan de la rice ne permet d'apprésir le plémentaires de spécialise et plémentaires de spécialise et plémentaires de spécialise et plémentaires de spécialise et plus forte automédicaine et plus forte automédicaine et plus forte automédicaine et attona d'astingués du node de se revenus élevés. De néme de se revenus élevés. De néme de se cet des bas revenus élevés de se recours aux généralises et et des bas revenus élevés fraction et si n'est pas forcément symptote d're efficacité des sous le sur de efficacité des sous le sur le cultièrement ambigui des sous le sur le ceux qui y vont « le mois » à recures ; ou, de ceux qui resur le ceux qui resur de les familles d'en qui resur apple pour in lammes in. Or sont ines de mortea atteint 22 % le groupe des seed poor celui de ; le récolter 25-1940) deart E quates et un S QUE OR THERE en die permi los PHO CONTROL dire les classes moyenne al

dire tes ciasses moyenne a l rettres : ou, de ceux qui paul (les familles d'ouvrien et l'age parce qu'ils sont plus souvraine d'accidente) mans d'ergences (accidents) a ser d'ergences (accidents) a ser des sours à domicile (8) ; La rézlité de l'inégaint de le peut s'apprécier que des le le d'une pathologie donnée a Ar chez les face au langage médical l' les écarts m matière piexité du système de sant pa ou absence de solidarité famille A rotrou man metroli-man. Commu m. P. Alisch, int die en que m. Manifeste m. mérieuse, le éliment en jurisde, sant firedes, sant le éliment, s se beurie à le difficult le d'appréciation des performes tion claire des effets des prestations et procédure alle

A pin sine plus

la santé de la population (9). Les travaux tant frespi ph SERVICES CONVERGENT TOUS poor que le niveau de moralni fat Repair spirions quante que ! tout des caractéristique économiques de sa population s per de niveau de l'affir de se Cette absence de liason and avec l'état du système ex demeure, cième lorsqu'on mini que la experis de la CEE que a mioria évitables », pour less Laux de déces spécifique seran tible d'etre abaissé, gracitime medicales ou prevenue reifes (11). Une premier est continement que l'aring A winte publique c'est passi men: l'affaire du systèmetist que la futte contre la pareda-Parallellers environnementaligie ratean de l'hygiène au tente. Alanau Planties prenantes. Orga leurs regretter les trop granté Bertiebte interministeriek in: pays qui font de ministratif CELLE des « professions de santhis que de la santé de la population

de l'exclusion

Tabenaties aprinting a printing and d'- effets persent : manifelé ration de la couverture société est par contre ausé de décemb effets bien vite détairen finé Linn seu d'une absence) de care nociale sur la sunté des plutées ies catal ens américans son bos de is es espermentants Series ges biodent in your douter quite sier Parte que l'assurance socile per ter a interient dans a par er No per de riel Servante-cinq ans, dans la peradulte de moins de soinned! Company of a la company of a la company of a company of a 4) 12: des problemes metents Que ne disposent d'aucune se malatic ont 1.9 for pis to der les lattes q'a com pension Laper d'our eu la possibilité de de plus favo er .; et, parmi ceut qui de

The Party

he seek

(?) A. Charraud, P. Morris, de de la constantina médicale fault (?44): (88) «, collecture de DISSA.

(8) De fayen arrivac û în mê prendre garde â ne pas interples me sairên (sour cirîteram des inferior annet îl cu siremen abrai, ê pê d'integatie în mendre gresse ê û hammen (70,8 am en 1921) pe mes famines (70,8 am en 1921) pe mes famines (70,8 am en 1921) pe mes (9. E. Paracrik, J.P. Mani, 179

tion des lectroques et de finale Recorder et de finale Recorder et de finale Recorder (dd.) la Soul et de finale com (à manage) trent is the Cherman is him by

(11) W. W. Holland, The property of the last of the la (12) I. Elich, Vender middle 197. polation de la santé, le Seul. 1973.

(13) P Duehr et al., lacental and market and lacental care, the impact of health and lacental care a (14) A. Mirra, in Markins lymbol (14) A. Mirra, in Markins lymbol (1987)

1987

(1937) Se. par exemple, for member 1987

(1938) Se. par exemple, for member 1987

(1938) Se. par exemple, for member 1987

(1939) Se. par exemple, for mem 49 EST.

AUX SOINS MÉDICAUX?

sociale menacée

d'une assurance, les pauvres out une probabilité 4,4 fois plus grande que les autres de se trouver dans une telle situation (16).

Plus près de nous, à condition d'être à l'écoute des travailleurs sociaux et des médecins de terrain, il était possible, dès 1981-1982, de repérer dans certains de nos quartiers de grands ensembles comment les conséquences de la crise économique peuvent provoquer des enchaînements néfastes, trans-formant des incidents de santé mineurs en pathologies chroniques de plus en plus aggravées (17).

tionnement de nos institutions sani-taires et sociales (20) »,

An-delà de ces situations, les plus dramatiques, on peut s'interroger sur les conséquences des inévitables mesures de maîtrise des dépenses de santé pour la qualité et l'accès aux soins (21). Aux Etats-Unis, il a été mis en lamière des tanx de mortalité des patients hospitalisés plus élovés (à pathologie similaire) dans les zones géographiques où les contrôles réglementaires des équipements et des prescriptions senitaires sont les plus stricts

collts médicaux induits par le cancer concerne la prise en charge des patients on stade terminal. On pout done soupconner une sérieuse distorsion de l'allocation des ressources de protection sanitaire puisqu'on sauverait des vies supplémentaires en transférant des ressources d'une activité à l'autre (26).

Le progrès des techniques de réanimation néonatale, depuis les premiers appareils de ventilation assistée pour les nouveau-nés en détresse vitale jusqu'aux tentatives actuelles de surfactant artificiel, illustre bien la façon dont l'évolution de l'investissement en



: La masse des exclus de toute protection sociale (qui de ce fait consomment quetre fois moins de soins que la moyenne à âge égal), estimée à 225 000 personnes (un peu moins de 1 % de la population) en 1980, a très certainement augmenté depuis (18); les organisations caritatives, dont les permanences médicales ont du mai à faire face à la demande, décrivent une population jeune, avant tout victime du chômage de longue durée, dont une partie importante pourrait faire valoir des droits à la Sécurité sociale mais en tion, le complexité des procédures existantes et les conséquences psychologiques de leur détresse matérielle (19). Il y a là une déficience majeure de notre système, à laquelle le « revenu minimum d'insertion » s'efforce d'apporter une première réponse, mais qui milite avant tout pour un renforce-

ainsi que dans celles où « la concurrence entre structures de soins est la plus vive », ce qui soulève de « sérieuses préoccupations pour le bien-être des malades (22) ».

On nous objectera la supériorité du système français sur son homologue américain. Mais, n'y a-t-il pes lieu de s'inquiéter lorsque l'on constate, dans un des domaines où les succès les plus spectaculaires ont été obtenus, celui de la surveillance prénatale et de la réduction de la prématurité et de la mortalité périnatale, que les écarts se creusent dans l'accès à ces progrès (6,8 % des mmes apparte le chef est ouvrier, salarié agricole ou inactif n'ont pas eu de consultation médicale au cours du premier trimestre de la grossesse contre 2,2 % chez les antres femmes enceintes, et c'est précisément dans ce premier groupe que les taux de prématurité sont les plus

Le sort des personnes les plus démunies

SURTOUT, on ne dit pas assez que c'est en 1983 qu'a été donné, pour la première fois, un coup d'arrêt au ment historique d'extension la protection sociale amorcé, en France, depuis le dix-neuvième siècle : le taux de prise en charge par la Sécurité sociale des dépenses de santé des assurés du régime général a, de l'aveu de la Caisse nationale d'assurancemaladie ello-même, culminé en 1982 (91,16 %) pour décroître lentement depuis (90,10 % en 1986); et, pour la population dans son ensemble, la part des dépenses de santé restant à la charge directe des ménages a augmenté depuis 1983 pour atteindre 25,4 % en 1987, soit le taux le plus élevé du monde développé après les Etats-Unis. A comparer, pour ceux qui continuent de stigmatiser les « excès » de notre protection sociale, aux 12 % et 8 % respectifs en RFA et an Royanne-Uni.

En moyenne, ce début de régression de la couverture sociale n'affecte que marginalement la population et pent sembler un tribut nécessaire au maintien de l'essentiel Mais, qu'en est-il lorsque ce sont les groupes a priori les plus exposés à la maladie qui sont la cible privilégiée du contrôle des es, comme avec les dispositions Séguin de 1986 sur l'accès aux remboursements à 100 % pour maladies longues et coûteuses, heureusement en cours d'abrogation. S'il s'agissait seulement de mettre fin à des gaspillages et à des prises en charges injustifiées, n'est-il pas immaginable qu'aucun dispositif d'évaluation n'ait été mis en place pour s'assurer que la perte d'une partie des prestations à 100 %, dans une population majoritairement agée, ne se traduise pas négativement sur leur état de santé (24) ?

Des voix de plus en plus nombreuses devens dans le monde médical pour

exprimer des inquiétudes similaires On peut peuser que leur crédibilité serait plus grande auprès des responsables en charge de l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale, et moindres les soupçons de corporatisme, si la profession médicale n'était si réticente, en particulier dans notre pays, à une réelle évaluation de ses pratiques. Comment concilier, en effet, rig économique et amélioration de l'efficience du système de soins, d'une part, maintien des principes de solidarité, d'autre part, s'il n'est pas possible de faire le tri entre procédures et investissements inutiles on exagérément coûteux en regard des résultats de santé obtenus et, à l'inverse, actions utiles à promouvoir et à développer ?

La rapidité des innovations techniques en médecine depuis une décennie, le vicillissement de la population et le poids croissant des pathologies chroniques imposent qu'une éthique de la préservation raisonnée des ressources collectives vienne se superposer à la déontologie traditionnelle de l'obligation de moyens au service du malade.

En matière médicale, les économistes anglais ont proposé un indicateur d'efficacité, le QUALY (quality-adjusted-life-year), ceusé faciliter la comparaison entre diverses interventions disgnostiques et thérapeutiques : le coût par année de vie gagnée (on tenant compte de la qualité de vie liée à la nature des états pathologiques) apparaît trois fois plus élevé pour la dialyse à l'hôpital en comparaison d'une greffe cardiaque, et vingt fois plus élevé par rapport à l'implantation d'un simulateur cardiaque (25). En moyenne, les services de santé allouent beaucoup plus de ressources pour sauver une vie dans le domaine des soins que dans celui de la prévention, et il car par exemple établi que l'essentiel des

hommes et en machines pour sauver une vie est souvent condamnée à suivre une loi des rendements décroissants : ce que coûte anjourd'hui le sanvetage d'un enfant prématuré de moins de 1 000 grammes poids de naissance est sans commune mesure avec ce qui était consacré, il y vingt ou même dix ans, à le réanimation d'un nouveau-né; et on

a pu estimer que le gain d'une année de vie sans handicap pour un tel enfant revenuit sept fois plus cher qu'un gain idestique pour un enfant apparteaunt à la catégorie de poids immédiatement supérieure (1 000 grammes à 1 500 grammes) (27) Les protestations indignées contre la « loterie pour la vie » que constituerait la décision de certains centres du NHS britannique de fixer une limite d'âge

pour l'accès aux postes de dialyse ignorent que ce pays pratique, dans le même temps, bien plus de transplantations rémaies que la France, et que le pronostic de survie à trois ans nour un patient sous dialyse de plus de soixante-cinq aus, ayant des complications diabétiques, est inférieur à

Dans des domaines moins délicats que ceux qui touchent à l'intervention directe du médecin sur des états limites

de la vie (voire à l'enthanasie), le calcul économique fait fréquemment res-sortir la nécessité de fixer des seuils à la poursuite d'actions médicales si l'on veut éviter la multiplication d'interventions dont les coûts marginaux (les colles supplémentaires qu'elles induisent) apparaissent disproportionnés en regard des améliorations de santé qu'elles permettent. Dans une étude des indications du traitement chirurgical en cas d'appendicite aigue présumée, il a été démontré que, pour sauver une vie de plus en pratiquant l'intervention au vu de symptômes moins graves que ceux retenus à l'heure ectuelle, on serait conduit à opérer ur grand nombre de patients (dont la plupart scraient normaux) que gagner une vie supplémentaire reviendrait à 43 millions de dollars et à 2 050 années/patient de convaler cence (29). C'est bien un véritable débat social sur les limites des actions médicales qu'il s'agit d'instaurer et qui engagées, dans le cadre des comités

d'éthique. Face aux contraintes renforcées de contrôle des dépenses, un mode de régulation centralisé (le système francais de santé n'en permet pas d'autres tel qu'il est actuellement conçu), qui ne dispose pas de système d'information et de moyens d'analyse très fins, ne peut aboutir qu'à la mise en place de dispositifs bureaucratiques autoritaires et indiscriminés. A l'inverse, une dérégulation domant un rôle croissant aux mécanismes de marché impliquerait, comme le souligne l'économiste américain Lester Thurow pour mieux s'y opposer, d'« avoir l'hannèteté de reconnaître que certains patients subiront les conséquences de la privation de traitements disponibles dont ils

(16) Définis comme syant un revens égal ou supérieur au maximum de 50 % du « seuil de panvreté», R.A. Hayward et al., « inequi-ties in health services among insured Ameri-cans), New England Journal of Medicine, 1988, r° 318, p. 1507-1513.

1988, nº 318, p. 1507-1513.

(17) J.-P. Moatti, Y. Obedia, M. Peraldi,
«Stratégies sanitaires es enjeux politiques.
Une expérience de recherche-action dans la
ZUP nº 1 de Mansolle, in Inserm (6d.), in Recherche-Action en sunté, La De

(18) D. Ferrand-Bothmann, «Paswes et très panvres. Analyser et mesurer la pan-vreté», Solidarité et Samé, 1987, nº 2, p. 7-

(21) Pour une din

1988.

(24) D'annant que les exemples étrangers équivalents peuvent inciter à l'inquiétude. En Californie, une évaluation de la Rand Corporation a montré que la perte du bénéfice de l'assurance sociale Médicaid s'était traduite, en moins d'an au, par une détérioration de l'état de samé (mesurée sur des indicateurs béologiques précis) du groupe de personnes

n'auront pas eu les moyens (30) ». Dans les deux cas, les risques de dérapages des inégalités d'accès aux soins sont sérieux.

A ces solutions extrêmes, potentiellement sources de graves conflits et de probables déséquilibres de toutes sortes (entre secteur public et privé, entre disciplines médicales, entre régions, entre groupes sociaux...), s'oppose un autre mode de gestion qui suppose une alliance de fait entre une fraction moderniste des professionnels de la santé et une « technocratie » administrative et scientilique encore embryonmaire. Ce mode suppose la mise en place d'instruments d'analyse et d'informations adaptées pour agir de façon continue sur les comportements et les pratiques des différents professionnels, pour tenter de supprimer et de réduire les actes jugés inutiles ou trop coûteux, pour limiter certaines interventions médicales à des indications précises, à certains groupes à risque ou a ocrtaines pathologies graves, pour orienter les moyens nouveaux (créés ou obtenus par redéploiement des ressources) vers les actions les plus susceptibles d'engendrer un bénéfice collectif. Son émergence dépend aussi de la capacité des assurés sociaux à rompre avec une trop grande fascination devant le progrès médical, et à obliger les acteurs du système de santé à une plus grande transparence des choix.

Peut-être alors aussi dépasserons nous la myopie hexagonale pour com-battre la principale inégalité face à la santé, celle qui nous sépare des populations du tiers-monde, de ces 75 % de la population du globe qui ne consomment que 9 % des dépenses mondiales

JEAN-PAUL MOATTL

(19) Des données locales suggèrent que 80 % des personnes qui sollicitent l'aide médi-cale gratuite dans le cadre de l'aide sociale da l'Enst anx plus démunis pourraient, en réaliré, se prévaloir d'une ouverture de droits au titre de l'assurance-maladie.

(20) J. Bordeloup, «Réflexions sur les conditions d'accès aux soins des personnes en situation de précarité», *Droit social*, 1988, sr 4, p. 340-346.

l'excellent cuvrage de D. Le Scornet, Elogie du social, Messidor, Paris, 1988. (22) S.M. Shortell, E.F.X. Hughes, «The effects of regulation, competition and ownership on mortality rates among hospital inpatients», New England Journal of Medicine, 1988, p. 318, p. 1100-1107.

(23) Observanire régional de la santé, «Modes de suivi de la grossesse en Provence-Alpes-Côte d'Azar», rapport ORS-PACA, 1988.

défayorisées qui en furent la victime, en comparaison d'un groupe équivalent qui avait en la chance de pouveir la conserver. Voir J.-P. Moatti, J.-L. Lance, « La médecine préparée aux États-Unis, un modèle à sui-vre ? », le Monde diplomatique, juin 1987. (25) A. Williams, « Coronary artery bypass

(2) A. Wilsams, « Corosary arrays pysas grafting: an oconomic appraisal », Consensus Development Conference on Corosary Artsry Bypass Surgery, Wathington DC, 1984.

(26) J.-P. Moatti, F. Fagnani, « La transperence des choix impliquant la vie humaine catello cavinage abla? » Prospective at Sanid, décembre 1988.

(27) M.H. Boylo et al., « Economic evalua-tion of momental intensive care of very low-birth-weight infants», New Empland Journal of Medicine, 1983, n° 308, p. 1330-1337. (28) B. Jennett, High Technology Modi-cine. Benefits and burdens, Oxford University Press, Oxford, 1986.

(29) R. Neutra, a Indications for the surgical treatment of suspected acute appendicitis; a cost-effectiveness approach », in Bunker J.P. (6d.), Cost, risks and benefits of surgery. Oxford University Press, New-York, 1977.

(30) L. Thurow, - Learning to say no », New England Journal of Medicine, 1984, nº 3, p. 1569-1572.

Le mois prochain :

VII - LES LOISIRS

Dijà publiés : les revenus (juillet) ; la justice (soût) : la fiscalité (sep-tembre) ; le logement (octobre) ; l'enseignement (novembre).



La mauvaise étoile d'Adnan Khashoggi

E procureur général de New-York, M. Rudoif Giuliani célèbre pour ses attaques contre la Maria – a inculpé, le 21 octobre demier, le miliardaire saoudien Adnen Khashoggi pour avoir servi d'intermédiaire à l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos et à son épouse Imelda dans l'acher, avec des millions de dollars provenant de détoumements, de plusieurs propriétés à Manhatten (1).

M. Adnan Khashoggi est l'incarnation de « ces inégalités qui sapent la démocratie » : il possède indiscutablement la fortune la plus ostentatoire : Boeing privé transformé en palais volant; un véritable paquebot de 82 mètres - le Nabile — en guise de yatch personnel; et des propriétés de rêve à travers le monda... Son domaine de Marbella (en Espagne), par exemple, s'étend sur 1 900 hectares, avec cinq lecs artificiels, une réserve de chesse peuplée de mille deux cents certs et soixante-dix mille faisans, un héliport, les dizaines de chevaux, solxante-dix jardiniers.

Se colossale fortune, il l'a bâtie sur une activité discrète : le trafic d'armes. Dès le début des années 70, il contrôlait environ 80 % de tous les achets d'armes et d'aéronautique de son pays, l'Arabie sacudite. Représentant les firmes Nor-throp, Boeing, Lockheed, etc., il intervient dans la négociation des grands contrats, prélevent au passage de substan-tielles commissions. Se devise (L'argent est roi), constitue aussi son unique morale; et l'époustoufient décor dont il s'entoure sert surtout à impressionner ses pertenaires en affaires, avec l'aide — au bestin — de fort séduisantes hôtesses recrutées à prix d'or... Arguments convaincants mais parfois compromettants: son secrétaire, Abdo Khawagi, a été condamné à Nice pour complicité de proxéné-tierne aggravé... Lui-même sera impliqué dans le scandele Lockheed et dans celui de Northrop, accusé d'avoir versé des pots-de-vin. En 1981, on l'accusers également d'avoir fourni les armes aux merceneires qui tentent un coup d'Etat aux Saychelles. Plus récemment, dans l'affaire de l'Irangata, il aurait servi d'intermédiaire dans le vente illégale d'armes américaines à l'Iran.

Depuis quelque tamps, la chance semble lui tourner le dos. Comme s'il partageait la mauvaise étoile de ses meilleurs partanaires et amis. La chute du général Nemeyri lui a fait abandonner un gigantesque plan de production de viande au Soudan ; l'assassinat d'Anouer El Sadate a ruiné un projet de 600 millions de dollars en Egypte ; la fuite de Duvalier d'Hañi lui a causé un important manque à gagner, même si — par son fils interposé — il a pu louer à Bébé Doc le somptueuse ville que l'ancien tyren occupe à Mougins ; le chute de Ferdinand Marcos lui a particulièrement fait du tort, surtout que, pour lui rendre service, il a acheté à l'ancien dictateur quelques tableaux de maîtres (Michel-Ange, Zurbaran, Rubens, etc.) emportés dans la fuite, ce qui lui avait déjà valu d'être accusé de recel par la justice améri-caine; enfin, un pharaonique projet immobilier à Salt-Lake-City de 1,2 milliard de dollars s'est révélé calamiteux.

Ces récents déboires l'ont conduit à diminuer son train de vie : il a dû vendre son navire, le Nabila, au sultan de Brunei. Son Boeing privé a été saisi, ainsi qu'un de ses fabuleux appartements de New-York. Non payé depuis des mois, son personnel domestique du domaine de Marbella s'est même

M. Adnen Khashoggi, qui déclarait naguère : « Je suis convaincu de la valeur du système de libre entreprise parce qu'il encourage le bien-être individuel », n'est sans doute pas loin de penser qu'au train où vont les choses ce système risque de faire bientôt de lui, au sein de la société des milliardaires, un pitovable « nouveau pauvra »...

IGNACIO RAMONET.

(1) El Pais, Madrid, 22 octobre 1988.

SCIENCE, AFFAIRES ET DÉMOCRATIE

Les fantastiques avancées de la science comportent des risques dont l'opinion est rarement avertie. Le serait-elle qu'un autre danger apparaît : celui — faustien — de réaliser tout ce qui est potentiellement faisable. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a certes publié, le 8 novembre, un Rapport sur la recherche scientifique relative à l'embryon et au fætus humain qui pourrait aboutir à d'utiles réglementations. Mais le problème est autrement vaste : au nom du libéralisme et de la pratique l'économie marchande, au nom aussi du sacrosaint droit de propriété, ne se dirige-t-on pas vers un système généralisée de brevetabilité du vivant — végétal, animal, voire parahumain? Une question qui ne relève plus du droit-fiction et échappe à tout débat démocratique.

FAUST SIGNANT SON PACTE AVEC MÉPHISTO

Par JEAN-PIERRE BERLAN P

N 1940, le premier médicament faisant l'objet d'un brevet est inscrit à la pharmacopée des Etats-Unis. La désapprobation est générale : depuis cent-vingt-deux ans, les médecins, les fabricants de médicaments et la convention de pharmacopée estiment qu'un brevet sur un médicament essentiel est moralement indéfendable. 1950 : les brevets foot partie du mode normal de fonctionnement de l'industrie pharmaceutique. En une décennie, les antibiotiques, dont le premier - la pénicilline - a été mis au point grâce à a recherche publique, ont révolutionné la pratique médicale, la production et la vente des médicaments. Les valeurs

Directeur de rocherche INRA-CEDERS, niversité Aix-Marseille II. marchandes ont définitivement balayé les scrupules éthiques antérieurs. 1980: la Cour suprême des Etats-Unis, par l'arrêt Chakrabarty, rompt avec le principe constamment affirmé jusque-là: « Puisque c'est vivant, cela ne peut

1985 : le bureau américain des brevets accorde le premier brevet sur une plante.

1987: le bureau des brevets accorde le premier brevet sur un animel, une souris génétiquement altérée pour la rendre sensible au cancer des mamelles (1). Si la décision rappelle vertucusement que « le droit de brevet ne s'applique pas aux humains » — mais qu'est-ce que « l'humain » ? — la décision récente du tribunal californien dans l'affaire Moore vient tempérer cette affirmation : oui, jugo-t-il, les cellules prélevées sur un organe humain appartiennent encore à la personne qui les a fournies (lire ci-dessous l'article de Marie-Angèle Hermitte).

La rapidité de ces développements juridiques va de pair avec une explosion scientifique et technique née de la découverte de la structure de l'ADN (le support de l'hérédité) en 1953 et du déchiffrage du code génétique dont la structure s'est révélée universelle. En 1973, Cohen et Boyer réussissent à

introduire dans un micro-organisme une fonction appartenant en propre à une autre classe d'organismes. C'est pen dire que le retentissement de cette expérience a été immédiat et mondial. En 1980, ils reçoivent un brever pour leur procédé de « construction de chimères moléculaires biologiquement fonctionnelles ».

Cette vie

Ces travaux rendent obsolète la conception théologique d'un vivant sacré inappropriable parce qu'appartenant à tous. Une vision instrumentale et marchande la remplace. Certains se réjouiront que le tabon de la Vie cède cufin aux assants de la rationalité scientifique et de la libre recherche de la vérité pour la vérité. Mais, lorsque des médecins persuadent on forcent une mère schizophrénique à avorter pour disposer du fœtus à des fins scientifiques (2) - les aspects commerciaux sont-ils si ioin ? - lorsque se muitiplient les locations d'utérus et les annonces de succès de greffes d'organes, de tissus ou de cellules, lorsque le progrès scientifique est d'abord orienté vers le création d'une demande - solvable, 5 combien! dans nos sociétés hantées par le fantasme du bonbeur, de l'immortalité et de la fin de la souffrance - en bref, lorsque la vie devient marchandise, s'agit-il seulement de rationalité et de vérité ?

De la levure à la bactérie

NOS sociétés sont mesmérisées par l'entreprise scientifique et technique et son « discours capable par sa forme même d'interdire le refus de son contenu » (3). Peu nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'usinage à la chaîne des connaissances scientifiques, sur les formes le plus souvent subtiles, du contrôle idéologique des chercheurs et de l'orientation politique de leur activité — qui fait quoi, comment, dans quel but et pour qui? — sur les processus qui réduisent la science à une arme de l'arsenal de la guerre économi-

(1) Le brevet est accordé à l'université Harvard. La souris sert uniquement à des fins de recherche, et les chercheurs de Harvard — dont les travaux sont financis per Dupont de Nemours — en laissent la libre disposition à tous ceux qui veulent l'utiliser. La demande de brevet est donc inutile et innocesse. C'est de bonne tactique de procéder ainsi, plutôt que de demander un premier brevet, par exemple sur une vache laitière, ce qui aurait suscité une opposition déterminée des agriculteurs, et probablement des consomnateurs.

(2) Nature, 5 jain 1986, p. 553.

(3) Pour généraliser l'expression d'André Lichnerowicz à propos de l'origine louraine des mathématiques (La vérité, le genre humain 7-8, 1983, p. 55).

(4) René Dumont, « Une pisnète mise à sac », le Monde diplomatique, octobre 1988. Les travaux de la conférence de La Haye viennent de s'achever et confirment le caractère entagrophique de l'augmentation prévisible. que mondiale – guerre perdue d'avance à un moment où la coopération de tous serait nécessaire pour sauver cette pianète (4). Cet investissement total et unidimensionnel dam la guerre économique est-il compatible avec le maintien souhaité des particularismes d'une identité culturalle et humaniste (5) ?

Fante d'affronter politiquement ces questions, nos sociétés se tournent vers l'éthique (6). Mais, comme le note Erwin Chargaff à propos des directives éthiques en matière de techniques de

de la teneur en gaz carbonique de l'atmo-

(5) « Nous voulous assigner à notre dispositif de recherche une place prééminente dans la guerre économique qui se tivre dans le monde et qui décidera de notre statut degrand paya scientifique et industriel » (le président Mitterrand inaugurant les bâtiments du laboratoire de biotechnologie de Josy-en-Joses du Centre national de recherche 200techniques de l'INRA, le Monde, 8 octobre 1988).

(6) Notre pays seralt au flèche dans ce domaine... Cl. Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, Recherche biomédicale et respect de la personne humaine, La Documentation française, décembre 1987; Conseil d'État, « De l'éthique au droit », Notes et études documentaires, La Documentaion française, 1988; ministère des affaires sociales et de l'emploi, Ethique des sciences de la vie et de la senté, La Documentation française, 1986; La Documentation française, 1986.

L'affaire Moore, ou la diabolique notion de

Par Marie-Angèle Hermitte •

L était une fois John Moore. Ce n'était pas l'homme à la cervelle d'or, mais peu s'en fallait. Son corps, bouleversé par une leucémie, était devenu un champ de matières premières, ensemble de cellules uniques au monde, dont les médecins traitants pensent pouvoir tirer un marché évalué à 3 milliards de dollars en 1990. John Moore est mort aujourd'hui. mais de son corps, taillable et corvéable, il reste une fignée cellulaire, qui se multiplie loveusement dans un laboratoire sous l'appellation facétieuse Moore », et neuf produits pharmaceutiques. Ponctionné pendant sept ans sans avoir été averti de l'usage que les médecins faisaient des produits de son corps, il apprit brutalement la vérité et entama un procès... en revendication de ses cellules ! Cette action originale vient d'être soumise à la cour d'appel de Californie qui, le 31 juillet 1988, a décidé, « pour le meilleur et pour le pire », que l'homme avait un véritable droit de propriété sur les produits de son corps. « Ils se partagent entre eux mes vêtements

& ils se partagent entre eux mes vetements Et sur mon habit jettent les dés. »

La Bible n'imaginait pas traitement plus dérisoire de la dignité humaine. L'arrêt californien raconte, férocement, la même histoira - aseptisée. En 1976, John Moore se présente à l'hôpital. Très vite, on diagnostique une leucémie à tricholeucocytes et, dès les premières anglyses, les médecins réalisent que son sang contient des produits uniques au monde. lls ne disent rien au malade, mais planifient une recherche collective et, pour ce faire, décident de se partager le sang, la moelle osseuse, la peau, les tissus, le sperme, qu'ils vont ponctionner pendant sept ans, ainsi que la rate malade qu'il faut enlever. Ils s'entendent alors avec le département de chirurgie pour se faire « livrer » la rate à la sortie de la saile d'opération, procéder au partage, organiser sa conservation et la mise en culture : le partage de la rate comme préfiguration du partage du marché.

Ensuite, tout va son cours ; les médecins passent une série de contrats, avec Genetics Institutes, célèbre société de génie génétique, qui les paie... en

bre société de génie génétique, qui les paie... en parts de capital, et avec Sandoz, qui assurera déve
* Directeur de recherche au CNRS.

loppement et commercialisation. Quand John Moora aura connaissance de l'affaire, le processus sera pratiquement achevé. Il sura été ponctionné régulièrement de 1976 à 1983, les médecins s'assurant ainsi, selon les termes de la demande, une « source régulière, naturelle et abondante des substances hautement désirables que recélait ce corps humain ». Garder le silence sur leurs objectifs de recherche leur permettait de se conserver un « accès direct et exclusif » à ces ressources, et d'« en tirer des avantages concurrentiels, commerciaux et scientiques ».

Le corps, remière ren

matière première renouvelable...

DENDANT longtemps, les déchets hospitaliers n'eurent aucune valeur; ils étaient incinérés. Celui qui aurait voulu les qualifier juridiquement aurait sans doute parlé de « chose abandonnée », appropriable à la première emprise. La situation de fait a changé : organes, veines, placentas, tissus, peuvant être diversement recyclés par l'industrie, et surtout hormones, anticorps, fragments génétiques, lymphokines peuvent être isolés, éventuellement multipliés, faisant du corps et de ses déchets une véritable matière première (« raw materials », dit le juge américain). Si l'on garde l'ancienne qualificetion, les médecins ont donc un libre accès gratuit à cette fabuleuse ressource; c'est la thèse qu'ont soutenue les médecins dans l'affaire Moore, Seion eux, dès qu'une partie du corps est détachée, elle est abandonnée puisque le lien avec le personne est rompu. En décider autrement reviendrait à donner aux patients le pouvoir de bioquer le progrès thérapeutique en refusant de livrer leurs anticorps naturels ou tout autre produit intéressant. Permettre aux patients de monnayer leur apport reviendrait à donner une valeur à des produits qui, en tant que tels, ne valent rien ; ils n'acquièrent de valeur que par l'expertise du médecin qui repère leur intérêt, puis par le travail de laboratoire qui en fait un produit brevetable at commercialisable

Reisonnement bien connu i C'est mot pour mot ce qui avait été dit pour nier toute valeur au pétrole, c'est mot pour mot ce qu'il est dit pour nier toute valeur au petrimoine génétique des plantes sauvages i Le pétrole caché dans les roches a une valeur nulle ; il acquiert une valeur potentielle grâce à l'expertise des géologues, et une valeur effective

par l'opération d'exploration-production. La plante sauvage, perdue dans la nature, à une valeur nuile ; elle acquiert une valeur potentielle par l'intuition du botaniste qui prospecte, et une valeur effective par le travail du sélectionneur qui transfère les gènes intéressants dans les plantes cultivées. Brutalement, ce ne sont plus les pays sous-développés qui revendiquent « la souveraineté permanente sur les rassources naturelles », mais les malades qui revendiquent la maîtrise des produits de leur corps.

A la dépossession complète du malade que renvendiquaient les médecins, le juge californien a répondu avec une grande sévérité : il est d'une « ironie grossière » que les médecins prétendent, eux, avoir un droit de propriété sur les tissus d'un malade qui, lui, n'aurait aucun droit! Les juges font remarquer que l'Université et les chercheurs ne peuvent plus dire ou'ils travaillent « de manière désintéressée » « au bien-être de l'humanité ». Le matériel biologique, aujourd'hui, ∢ n'est plus en libre accès pour entifiques ». Les liens entre l'Université et l'industrie ont transformé la mentalité des chercheurs, donnant naissance, avec « le rush sur les brevets », à une science « tournée vers les profits financiers ». Dans ces conditions, disent les juges, seul le législateur pourrait priver le malade, source du profit, de la possibilité d'y participer.

N'y a-t-il pas it matière à réflexion pour une recherche européenne qui croît être à la pointe du progrès en préchant le mariage entre la recherche et l'industrie ?

S'il y a du profit, il doit y avoir du profit partout : de cette politique du pire, le juge a voulu déduire que le malade avait le contrôle de ses cellules et pouvait. s'il la souhaitait, en interdire ou en monnayer l'utili-setion. La solution paraissait d'autant plus nécessaire au juge américain qu'il a analysé les cellules et nes comme une représentation de la personne : le génome, dit-il, contient toutes les instructions spécifiques à une personne, y compris « l'intella dignité de la personne, l'homme a un droit au nom et à l'image, a fortiori n'a-t-il pes un droit sur ses gènes ? En décider autrement, dit le juge, conduirait, au nom du progrès médical, à une attainte massive à la sphère des droits fondamentaux attachés à ta personne (right of privacy). Le juge pose ici courageusement le principe selon lequel le progrès de la médecine ne justifie pas tout : même lorsque cela n'entraîne aucun prejudice pour le malade, l'activité des charcheurs doit respecter ses droits sur les parties détachées de son corpe, y compris si ces droits relèvent du our fernasme.

On peut douter pourtant du bien-fondé du rettachement des produits du corps à la sphère de l'individu, qui renforce l'illusion narcissique, origine de tous les égoismes. D'où vient la « dignité des cellules humaines » dont parle le juge californien ? Du respect que nous devons apprendre à porter à notre espèce ou de l'hypostasie de l'individu ? Si la limitation des pouvoirs de l'Etat doit être pensée à partir de l'individu, la limitation des pouvoirs scientifiques passe probablement par une articulation entre la personne et l'espèce. C'est ce qui n'a pas été perçu dans l'arrêt sur l'affaire Moore, cette lacune ayant conduit à la reconnaissance d'un droit de propriété, avec tous les effets pervers que cela pouvait induire.

A qui appartiennent mes cellules ?

Si, jusque-là, le traveil du juge américain pouvait paraître admirable, il achoppe finalement aur la qualification du droit dont on peut disposer sur son corps. Philosophiquement, le juge ne connaît rien de plus noble que la propriété privée ; mais c'est un cadeau diabolique, car c'est alors au nom de ce droit de l'homme qu'il sera possible de gérer aon corps comme une nappe petrolière, avec permis d'exploration, concession du droit d'exploitation et, n'hésitons pas à pousser le délire jusqu'à son terme, franchise internationale des droits de distribution ! Déclarer l'homme propriétaire de ses cellules était une solution de facilité, car cela permetteit d'offrir une voie de droit pour an récupérar la maîtrise : comme propriétaire, on dispose alors de « l'action en revendication d'un bien soumis à une emprise illégitime > (action to conversion). Pour que cette action soit possible, il fallait que les cellules soient rangées dans la même catégorie juridique que les meubles, avec l'argent, les titres au porteur ou les reconnaissances de dettes | Quoique l'opinion dissidente (1) fasse valoir le ridicule qu'il y a à ranger dans cette catégorie les gènes et les cellules, assimilés sous le coup de la colère à des gésiers de poulets, la cour semble n'avoir pas vraiment héaité :

(1) Aux Etats-Linis, l'arrêt publié représente l'opinion de la majorité des juges, mais on publie toujours à la suite l'éventuel point de vue de la minorité, qualifiée de « dissidente » (« dissent opinion »). A STATE OF THE STA

qui deviem

The terroragements of the property of the prop

Fig. 6 to Tonestan.

The Fig. 1990 of the State of the St

strained (

to one in production to be groundly to be groundly to the control of the control

Afficient of the second of the

FIT AND BUILDINGS

AND BUILDINGS

AND BUILDINGS

AND BUILDINGS

TO AND BUILDINGS

doit de prop

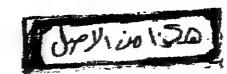
His are problems of the same o

The state generality of the state of the sta

The Tay of San

The same of the sa

المكنامن الأمل



introduire dans un microsum aune fonction opportenant autre classe d'organisme le expérience a été introduire le 1980, ils repoise au le chimères moléculaires biologia fonctionnelles.

Ces travaux par antirieurs. a State Unit. Marge svec ic L colo se pour THE DIE WILL THE BELL MADE

WHE DELEVE

sei, one

defe pour la

man rappelle

Canour des

draft at brevet

tunes anistantica

Mant Steephrer

Tankle

TADN

es 1953 et

igialique done in université at plantages à

disc paratu

Ces travaux rendent de conception théologique de la conception théologique de la conception théologique de la conception théologique de la conception theologique de la conception de la concepti enfin aux assauts de la ligi enfin aux assauts de la mes scientifique et de la libre mes la vérité pour la vérité blach des médecins persuaden et la une mère schizophréage la pour disposer du forms à de la la triques (2) — les aspen en pour disposer du loms à de fait tuitques (2) — les appes de ciaux sont-ils si loin ? lorget tiplient les locations d'utes a annonces de succès de la d'organes, de tissus ou de calable de properès scientifieme que le progrès scientifique a fi que le progres scientifique et é
crienté vers la création d'acte
solvable, à combient des
sociétés hannées par le familieur, de l'immorable de
bonneur, de l'immorable de de la souffrance — en bré les vie devient marchandie, signi ment de rationalité et de vénig

De la levure à la bactérie

Major of tech-terated per as to replic de son bumaniste (5) ? Faute d'affronter politique

41. 2511176, nos sociétés se les fertique (61. Mais, come) Erwin Chargail à propos de les

de la tracur en par curbanción

in guerre et seumique qui ababi manufe et que acciden de mais grand paret unem fique et ministro tode at "Autorrand transportinistation" in duratione de dictechnologie diese La Contro national de recheta se quera de FINRA, le Monde 8 min 9 Lance Fernerche brome bale time gers are humane to Door

Cette qui devient marchandise

américaine de fertilité, - la plus vorace des chèvres n'aurait pas écrit un manuel de jardinage plus permis-sif!» (7). Le barrage de la morale face aux valeurs marchandes paraît bien dérisoire. Une question relevant de la démocratie politique est confiée à des instances sous influence de techniciens, juristes, économistes, biologistes, spécialistes de la propriété industrielle et bio-éthiciens qui, - en travaillant au coup par coup risquent d'établir des précédents dangereux », comme l'écrit instement The Économist en conclusion de son dossier consacré aux biouchnologies (8). Cet article examine l'engrenage qui conduit à créer par des voies détournées un état de fait qui ouvre la boîte de Pandore de la propriété du vivant.

En 1978, Ananda Chakrabarty, ieur à la société General Electric dépose une demande de brevet sur une bactérie du genre Pseudomonas dans laquelle ont été introduits au moins deux plasmides. Selon l'inventeur. cette bactérie serait capable de dégrader une grande partie des composants du pétrole brut et pourrait être utilisée à dépolluer les effluents pétroliers ou pour lutter contre les marées noires. Après une série de jugements contradictoires qui tiennent en haleine les

devant la Cour suprême des Etats-Unis, qui accorde le brevet par une majorité serrée de 5 voix contre 4.

Cet arrêt est l'aboutissement d'une longue marche commencée il y a plus de cent ans avec le brevet accordé à Louis Pasteur pour une culture biologiquement pure de levure. Ce brevet convrait le micro-organisme, mais il resta longtemps un cas isolé, les juristes s'accordant pour considérer qu'un micro-organisme étant un produit naturel il ne pouvait être breveté. Seuls les procédés de culture pouvaient l'être, Dans la mesure où la protection des seconds permettait d'assurer celle des premiers, un tel compromis satisfaisait les parties pregantes.

Mais qu'en est-il lorsque le procédé est le même, et la souche de microorganisme différente? En 1974 et de nouveau en 1975, la cour d'appel des brevets statue que l'utilisation d'un micro-organisme inconnu dans un procédé ancien peut saire l'objet d'un brevet. Cette décision avait été elle-même précédée par une série de pas imper-ceptibles, le premier, en 1949, étant le dépôt « historique » (9) d'un échantillon du micro-organisme fabriquant la chlorotétracycline auprès d'un laboratoire public de recherche. Pourquoi

que les recherches génétiques et les développements technologiques qui en découlent peuvent étendre la pollution et les maladies, qu'il peut en résulter une perte de la diversité génétique et que la pratique peut tendre à déprécier la valeur de la vie humaine. Ces arguments sont très forts, même s'ils sont présentés avec passion. Ils nous rap-pellent qu'aujourd'hui l'ingéniosité umaine n'est pas capable de contrôler les forces qu'elle a créées - et que parfols, il vaut mieux, avec Hamlet, supporter les maux qui nous accablent que voler vers d'autres que nous ignorons. » En l'occurrence, la Cour n'a pas suivi la recommandation du scigneur d'Elseneur

Le retentissement de cette décision a été immense » par son effet psycholo-gique sur le monde des affaires, c'està-dire sur ceux qui investissent le capital dans la recherche ou la construction des usines » (11), perce qu'elle démontre un changement d'attitude de la Cour en matière de brevets. · En prenant une décision sur une question mineure, [la cour] a eu un orge impact international dans le domaine entler de la biotechnologie = (12). Les offices canadiens et japonais des brevets emboîtent immédiatement le pas, suivis par la plupart des pays, selon les mêmes méthodes, c'est-à-dire au coup par coup, par des voies purement techniques.

Pourtant, l'un des considérants de la Cour mérite qu'on s'y arrête : il affirme que le droit de brevet est rédigé de laçon large et que l'incapacité du législateur de prévoir une évolution technologique donnée ne peut pas, en sol, être un obstacle au brevet. La Cour rejette « l'argument avancé par le bureau des brevets et le gouvernement selon lequel

elle devrait avancer avec précaution dans des domaines que le Congrès n'avait pas prévus - (13). Si le pouvoir judiciaire peut aux États-Unis intervenir dans des domaines qui ailleurs relèversient du législatif, des pays de tradition juridique différente doivent-ils aveuglément la Cour suprême? Qui doit prendre la décision politique majeure d'étendre au vivant le droit de brevet : le citoyen ou ses représentants. ou bien des bureaux ou des tribunaux ? Et si l'internationalisation de la production et des échanges demande de mettre en œuvre des règles communes la projet de directive de la CEE (encadré ci-dessous) est-il une simple affaire technique?

L'élargissement du droit de brevet au vivant devient partout l'affaire de bataillons de juristes commandités par les grandes firmes pharmaceutiques et chimiques pour définir un droit ad hoc adapté au partage des marchés qu'elles veulent s'assurer en fonction des développements scientifiques, techniques et économiques. On peut trouver une maigre consolation dans le fait que la Cour suprême a pris sa décision par une majorité fragile, que le renouvellement des juges peut l'amener à rétrécir, voire à sermer, la brèche qu'elle a ouverte. particulièrement si les développements actuels touchent à la personne humaine, c'est-à-dire à des droits constitutionnels. Mais la Cour est libre d'intervenir ou pas - il faut simplement que trois membres acceptent de se saisir d'un cas - et elle ne le fera que si elle juge l'occasion savorable, et presque certainement sur un point

mineur et bien défini (14). En attendant, une situation de fait se crée -Dartout.

Comme pour les plantes, dans deux on trois décennies, le législateur entérinera une pratique sur laquelle ni lui ni le citoven n'auront exercé de contrôle. En France, la loi sur la protection des obtentions végétales, cette première brèche dans le principe de nonbrevetabilité du vivant, sut adoptée en juin 1970 par un Parlement unanime. Quant au Plan Protection Act, il fut voté par le Congrès des Etats-Unis le 24 décembre 1970.

En bref, où se trouve dans tout cela la démocratie?

JEAN-PERRE BERLAN.

(7) Erwin Chargaff, « Engineering a Moleenlar Nightmarc », Nature, vol. 327, 21 mai 1987, p. 200. En démontrant à la fin des années 40 que les bases de l'ADN sont dans des rapports constants, Chargall a joué un rôle crucial dans les travaux qui conduisirent au modèle de l'ADN de Watson et Crick de

(9) Albert P. Hallain, Patenting the Results of Genetic Engineering Research: an Overview, in Banbury Report, Cold Spring Harbor Laboratory, 1982. A. Hallain est senior attorney . (avocat) d'Exxon. (10) Cf. Marie-Angèle Hermitte. Histoire

(8) The Economist, « The Genetic Alterna-

juridiques extravagantes – La reproduction végétale, in Bornard Edelman et Marie-Angèle Hermitte, L'Homme, la Nature et le Drait, Christian Bourgois, Paris, 1988. (11) Halluin, op. cit., p. 71.

(12) Pour une remarquable analyse « à chaud » de l'arrêt Chakrabarty, prenant en connut « de l'arrêt Chakrabarty, prenant en compte certains développements juridiques propres aux Etats-Unis, en particulier le Plans Patent Act de 1930, cf.: Bernard Edelman. Vers une approche juridique du vivant, recueil Dallot-Sirey, 1980, 43° cahier, p. 329-332, reproduit dans l'Homme, la Nature et le Deuit en ch. Droit, op. cit.



PLANCHE DU LIVRE « ANATOMIA DEL CORPO HUMANO » DE JEAN VALVERDE (1568) Paus-on vendre ses reine, ses pomesons, son cour ?

que mondiale - guerre M q avance a no moment of he tion de tous serait nécessir le ver cette planète (4). Ce in ment total et undimensione System economique and avec le maintien souhant de pe frames d'une identité calma

dinigen en matière de min

11. A restriction and place places

15 Notre pays terrait es fide à dominaire. Of Comme considé galac, decembre 1957, Cosel (% Leihique ou druit -, Nous e table: 14.761, La Documentation (mps.) meratore des affaires sociale de E. t. Jac des mientes de le ve d'ets

L'incapacité du législateur

E droit de brevet repose sur le prin-L cipe fondamental que la protection de l'inventeur implique la descrip-tion complète de l'invention de façon que toute personne qualifiée puisse la reproduire et l'utiliser. Mais lorsque l'invention implique l'utilisation d'un organisme vivant, la description détaillée de l'invention peut ne pas suffire quelles que soient l'habileté ou les qualifications de l'expérimentateur. L'organisme vivant doit donc être luimême disponible, d'où le règlement du bureau des brevets exigeant son dépôt dès la demande de brevet.

Ainsi, un règlement administratif résont un problème dont l'origine se trouve dans le caractère fondamental du vivant - il est imprévisible parce que, justement, il vit. Il est fondamen talement rebelle au droit de brevet tel qu'il a été élaboré. Un organisme vivant parfaitement brevetable devrait être parfaitement mort i.

Ce qu'une loi ne peut faire est fait par un règlement, qui devient à son tour le point de départ de développe ments juridiques. En 1970, la légalité du règiement du bureau des brevets sur le dépôt du micro-organisme au moment de la demande de brevet est remise en question. La cour d'appel des brevets statue qu'il suffit que le microorganisme soit disponible au moment

où le brevet est accordé. En s'opposant au bureau des brevets sur le point secondaire du règlement (le momen du dépôt), elle confirme paradoxalement la légitimité de l'entreprise que poursuit le règlement. Dès lors, la voie est ouverte qui conduit la cour d'appel des brevets à reconnaître comme breve table, d'abord un procédé ancien pourvu que le micro-organisme soit nouveau, puis dans l'affaire Chakrabarty, le micro-organisme lui-même.

L'élaboration d'une protection de l'inventeur en matière de variétés de plantes cultivées a posé exactement le même problème résolu selon les mêmes méthodes (10). Au cours des années 10, on refuse aux sélectionneurs de plantes le droit de breveter leurs obtentions. La raison juridique invoquée l'impossibilité de reproduire l'invention quelle que soit la précision de sa description - est logiquement absurde puisqu'il suffit de semer l'obtention pour la reproduire et l'utiliser! Les électionneurs se tournent alors vers l'Etat qui, par une série de décrets et d'arrêtés pris en application de la loi de la répression des fraudes (!), crée de facto cette protection des 1928.

En confirmant la décision de la cour d'appel des brevets, la Cour suprême est consciente qu'elle transgresse un tabou. Elle s'en justifie : « On nous dit

droit de propriété

tout peut faire l'objet d'un droit de propriété, dès lors que l'on peut exercer sur l'objet un droit non limité d'usage, de contrôle et de disposition. A vrai dire, on peut s'étonner que cette affirmation n'ait pas été plus discutés, car il est difficile d'admettre que l'on a un droit d'usage sur les produits de son corps - on en use tout simplement, - et encore moins un droit de contrôle : qui a jamais contrôlé ses

organes et ses substances ?

il y a là une folie de l'appropriation de soi-même, typiquement contemporaine; on est aujourd'hui propriétaire de son image, et même de sa silhouette ; le luge américain a admis que l'on était propriétaire de ses excréments, interdisant ainsi à la police d'effectuer des contrôles sur des excréments trouvés à l'hôpital et recélant des récipients renfermant de la drogue. Cette vision qui se veut protectrice d'un homme, veillant jalousement sur set gènes, ses fèces et ses photos, n'est-elle pes l'image d'une folie régressive de l'individu qui s'enroule sur luimême pour se défendre d'un environnement technique auquel il est incapable de résister ?

Gratuité et droit moral

DE plus le droit de propriété n'est pas protecteur ; sauf exceptions législatives dont la multiplication tendrait à vider le concept de propriété de son contenu, le droit de propriété permet au proprié taire de garder son bien pour lui, mais sussi de le vendre. La décision des juges de Californie revient donc, comme le montre l'opinion funeuse du juge dissident, à confirmer un processus qu'il sera difficile d'arrêter : le droit de propriété aboutit inéluctable ment à la constitution d'un marché des produits du corps, qui légitimera un marché des organes, un marché des fostus et des enfants, comme les affaires des mères porteuses en ont déjà montré la voie aux Etate-Unis (Baby M : New-Jersey, 1988, 537 17-2d 12227). Entre les désirs légitimes d'organes ou d'enfants et une offre parfois « idéaliste » mais qui émane malgré tout des plus pauvres, l'opinion dissidente fait remanquer qu'il y a toujours place pour « l'intermédiaire qui, par l'argent, équilibre l'offre et la demande ».

Le paradoxe du droit de propriété, protecteur/destructeur, est bien connu des juristes euro-Péens : quand; en 1793, le législateur révolutic neire à voulu donner à l'auteur d'œuvres artistiqu

la suprême récompense, il lui a donné la propriété de see œuvree, sans réaliser que cala le conduisait naturellement à se dépouiller de tous ses droits au profit de l'éditeur et, plus tard, du producteur de cinéma. Il fallut un siècle de jurisprudence pour que les juges rattrapent les effets de cet aveug en créant en faveur de l'auteur un droit moral, inaliénable et imprescriptible, qui lui permet de rester le gardien de l'intégrité de son œuvre, même après l'avoir vendue. Pour n'avoir pes accédé au droit moral, les Etats-Unis connaissent les films coupés, refaits, coloriés, contre l'avis des auteurs et des acteurs. Un peu de culture historique aurait donc permis de reconnaître aux patients un droit de suite, aorte de droit moral sur les produits de leur corps, sans les précipiter dans les affres du propriétaire exploitant son corps comme un giseme

C'est de l'idée d'un tel droit moral que s'inspire le Conseil d'Etat français en la matière ; l'étude qu'il a publiée en 1988 prévoit que les petients doivent donner leur consentement à toute utilisation des produits de leur corps. S'ils consentent, ils en disposent gratuitement en faveur de la communauté des vivants. En revanche, les industries tirant profit de ces ressources naturelles gratuites devraient nurreser une part de leurs bénéfices à la recherche. On préférerait évidemment que le reversement ait lieu en faveur des oubliés de la technologie : aide aux grands handicapés, aide au quart-monde...

Puisse ce texte, qui tranche avec la plupart des humaine dans le projet de loi qui, semble-t-il, devrait être très prochainement déposé devant le Parle-

MARIE-ANGÈLE HERMITTE.

(2) Sur ces questions, lire: L'Homme, la Nature et le Droit, présenté par Ber-med Edelman et Mario-Augèle Hermitte, Christian Bour-

- « Sciences de la vie. De l'éthique as droit. » Etude de Conseil d'Etat, La Documentation française, 1988,

Un article topique portant partiellement sur le corps, marché d'organes, de M.S. Willick, dans les Cablers STS,

- Marie-Angèle Hermitte : « Le corps hors du commerce, hors de marché», in Archives de philosophie du droit, Sirey, Paris, 1988.

Bruxelles, horizon 1991

U'EN est-il aujourd'hui de la brevetabilité du vivant en Europe ? On admet en général la brevetabilité des composants de la matière vivante — fragments génétiques, composés cellulaires etc., — mais on refuse expressément celle des êtres complexes — variétés végétales et races animales. Il n'y a aucun droit exclusif sur les races animales. Par contre, les variétés végétales peuvent âtre protégées, non par un brevet, mais par un certificat d'obtention végétale. La détenteur du certificat dispose d'un droit exclusif de production de la variété, de la même manière que s'il avait un brevet ; mais toute personne a un libre accès gratuit à cette variété protégée, pour la retravailler. S'il arrive à en sortir une nouvelle variété, distincte de la première, il pourra la faire protéger à son tour, sans rien devoir payer au détenteur de la variété de base. L'accès à l'information génétique est donc juridiquement libre.

Qu'en sera-t-il demain ? Tout devrait changer rapidement, car la direction industrie de la Commission de Bruxelles veut faire adopter une directive obligeant les législateurs nationaux à intégrer, avant le 31 décembre 1990, un principe de brevetabilité généralisée de la matière vivante. Si tout se passe selon le calendrier prévu, la directive sera adoptée courant 1989, et laisserait aux Douze un peu plus d'un an pour mettre leurs législations sur les brevets en conformité avec les principes qu'elle énonce. Sans aucun débat démocratique puisque la mise en conformité des législations est obligatoire, les Douze verront donc basculer leurs législations vers une bravatabilité généralisée de ce qui s'appelle désormais la matière vivante ». On aura alors l'un des premiers modèles purs de législation de lobby.

Les principes généraux de la directive peuvent être ainsi résumés : tout est brevetable, depuis le fragment le plus étroit — micro-organismes, parties de variétés végétales et animales, — jusqu'aux concepts les plus larges du monde vivant — espèces, groupes, familles, genres. Tous les procédés faisant intervenir l'activité de l'homme dans le cadre d'une technique microbiologique sont brevetables, même s'ils utilisent en même temps un matériel vivant existant dans la nature. Tous les produits directement obtanus avec ces procédés sont brevetables. Cetta règle du droit des brevets a pour conséquence le fait que les variétés végétales et les races animales apparemment exclues de la brevetabilité ne le seront pes, en fait, en tant que produits de procédés brevetables.

A l'origine, le lobby du brevet voulait qu'il n'y ait aucun accès aux produits protégés. C'était nier nce de la matière vivante qui, pour donner un individu nouveau, a besoin de géniteurs. Il y eut donc transaction. Il n'y aura plus de libre accès gratuit au pool génétique mondial comme autrefois, mais un accès contrôle et payant, puisqu'il faudra demander, pour exploiter une nouvelle invention dérivée du matériel protégé, une ficence au détenteur du brevet. Celui-ci ne sera tenu de l'accorder qu'au bout de trois ou quetre ans d'exploitation selon les cas.

Tout un système s'écroule ainei, par une irruption massive des habitudes juridiques de l'industrie dans la sphère de l'agriculture. Aucun débet n'a été engagé, aucun contre-pouvoir ne s'est levé, tout est en train de se faire dans un mélange d'indifférence, d'inconscience et de fatalisme.

bolique notion

Sinder Charles and San Corps, y compressed militare de our fantasmo. Ce peut accuter pourtant du benforé sit Marriant des produits du corps à le scientifi

THE TENTON I LLISION NECESTRE OF The see exposures D'ou vient la cognité Auto tamares e dont paris le population MADES THE "CLI Sevens apprending parties Manda de de i "Vocatase de indedu ISIE tion das "Guyours de l'état don ètre permit Tandreide. la limitation des pouvos se pages probablement par une aniculare si AMBORES et : escate. C'est ca que n'a paris dans Tares sur Carlaire Moore, certi bond conduct à la reconnaissance d'un dot è par word hour all effers peners que cals portes

A qui appartiennent mes cellules?

Si paratre edminable, i achappe frances Control of City Cont on part departed Philosophiquement, le juge le consti Sheet Hoose que la proprété privée : mét The diapolatic car c est alors in min sal de l'homene qu'il sora possible de géral Beautiful and Tappe percents, aver percent See Concession de Croi d'explotant à tons para à pousser le déure asqu'à 50 Mil Chart Planta Donais des Cois de des Diener : Aprille proprietare de set cal sinté activo de facilité, car cela permana. THE OR OF CT. JOU ST TECHNOLOGY BY THE SPRINGER STATE OF CHILDREN SOUTHS & USE OF POST OF CONTRACTOR OF CONTRACT SCHOOL SOURSELIES IN TRIEST, QUE les CARES & entrant sont possible, il faliat que le mare la marrie dategore propie encoderación de la marine carégore popular especial es esta es constitues es constitue fields, he cour secuble n'avoir pas visite.

(1) And Flate-Lau, "arte public reprint

L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND **POUR LA JEUNESSE A 25 ANS**

Cette année, l'Office franco-allemand pour la jeunesse fête son 25° anniversaire. Créé à la suite du traité de coopération franco-allemand signé le 22 janvier 1963, l'OFAJ a, depuis lors, permis à plus de 5 millions de jeunes français et allemands de participer à quelque 130 000 programmes. Henri Menudier, professeur à Paris-III, relate ci-dessous le rôle exemplaire de l'Office dans le cadre des échanges de jeunes en Europe.

Paris et à la Sorbonne un grand col-loque destiné à dresser le bilan de ses foque destine a dresser se buan de ses activités vingt-cinq ans après sa crén-tion et à preciser ce que pourrait être son orientation au cours des amées à venir. Il ne fait pas de doute aujourd'had que cet office est consi-déré comme une réssaite exemplaire, comme un des plus beaux fleurons de la coopération franco-allemande. En vingt-cinq ans, plus de cinq millions de jeunes out participé à quelque 130 000 programmes. Depuis 1976, l'Office accueille des jeunes des autres pays de la Communauté, mon-trant le lieu étroit qui existe entre la coopération franco-allemande et l'intégration européenne. Cette œuvre integration en té poursuivie maigré importante a été poursuivie maigré un recul sensible des moyens budgé-taires. La dotation globale de l'OFAJ atteignait, en 1963, 40 millions de deutschemarks ce qui représentait respecter l'égulité des mand ne verse que 18 millions en 1969 et 13.1 millions en 1977, alors que la contribution française n'augmente de nouveau qu'à partir de 1978. Toutefois, le rote de la loi de flamces pour 1983 octrole de nouveaux moyens badgitaires à l'Office. Par décision des deux gouvernements, l'OFAJ enregistre pour la première fois une augmentation sersible. mière lois une augmentation sensible de ses londs budgétaires, qui attein-dront 40,5 millions de deutsche-

L'hommage appuyé du président de la République, François Mitter-rand, le 22 janvier dernier, lors du rand, le 22 janvier dernier, lors du vingt-cinquième auniversaire de la signature du traité de l'Elysée, a été remarque. « L'inspiration du traité de 1963 étuit juste, qui faisait de la connaissance réciproque nu moyen de surmonter les préjugés et les ran-cours, et des jeunes les artisuns de cette auvre de longue haleine. L'Office franco-allemand pour la leunesse, créé dans le sillage du feunesse, créé dans le sitisge en traité, s'est attelé à cette tiche en mettant en contact cinq millions de jeunes des deux pays, en junciant des milliers d'établissements scolaires, en multipliant les rencontres d'artistes, de sportifs, d'étudiants. Je crois argent de redouner à l'Office franco-ailement pour la jeunesse, qui a fait ses preuves, les moyens d'une vitalité nouvelle, afin que les élans des deux dernières décennies se retombent

L'ampieur et la continuité des temps sur le passé, il convient de ne pas l'oublier alla de mieux apprécier reus entre la France et l'Altemagne. Dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, des organismes spècialisés comme le Bureau international de liaisou et de documentation al dirigé par le Père Jean Du Riveau, le Comité français d'échanges avec l'Altemagne nouvelle (d'Alfred Grosser) et l'institut franco-altemand de l'originature, nour ne cite que trois les associations des mouvements de jeunesse. Les échanges franco-ailemands de Jeunes commissent une large ouverture d'ordre thématique et sociologique. Ils ne sont pas limités

Pierre Meudes France et Kourad Auennuer se proposent soja, du côte officiel, d'encourager le rôle décisif de la jeunesse dans l'œuvre de réconciliation et de coopération franco-allemande. De nombreuses structures d'échanges sont mises en place, une grande diversité d'expériences péda-gogiques sont poursuivies de part et d'autre du Rhin. Au cours des années 450, des échanges franco-allemands de jeunes peuvent déjà être considérés comme une réritable école de l'esprit européen. Le général de Gaulle et le chanceller Adenauer sont tout à fait conscients de l'importance du travail réalisé. Assai proposentils, dans le traité du 22 janvier 1963 pour la coopération francoallemande, de créer un organisme destine à développer et à promouvoir les échanges de jeunes, doté d'un fonds commun franco-allemand. C'est le seul organisme anquel le traité va donner naissance.

Les activités se présentent sous des formes très variées : voyages, rencontres, échanges, séminaires, séjours... L'Office touche les jeunes à travers leurs organisations et les jeunelages en proposant des activités éducatives et de loisirs. Des apparlements out facilité l'aucrage dans le secteur soulaire et universitaire. Des échanges de jeunes professionnels out pris une grande importance pour faciliter l'insertion dans le monde du travail. Les activités se présentent sons des

L'apprentissage de la langue du pur-tenaire reste une préoccapation constante. Présent à cet égard dans le domaine extra-scolaire, l'OFAJ accorde une importance toute parti-culière à tout programme linguistique pouvant parfaire et faciliter le succès des échanges et des rencontres de

Tout en respectant la pluralité des opinions, l'Office veut aider les jeunes à confronter leurs comportede jugement, à avoir conscience de leur identité, à accepter l'autre dans son altérité, à s'informer, comparer et à vivre ensemble. Il essaie d'aider les jeunes de France, d'Allemagne et des autres pays de la Communauté à se préparer pour assumer des respon-sabilités dans une Europe où les fron-

apporté une contribution essentielle à ramélioration de la compréhension et de la coopération franco-allemande, les échanges de jeunes sont derenus un véritable champ d'apprentissage au service de la formation politique et sociale dans les deux pays. L'effet mobilisateur a touché de nombreux domnines dans la société en France et en Allemanne. L'Office sert d'exemonmines aux à socrée en rance en en Alemague. L'Office sert d'exem-ple ou de référence pour la mise en place d'autres relations bilatérales en Europe ou pour la création de pro-grammes auditlatéraux d'échanges. Les responsables de la Communanté ouropéeune out compris que les échanges franço-allemands contribusient à mieux faire connaître

L'accord portant création de L'accord portant créntion de l'Office franco-allemand pour la jennesse est signé le 5 juillet 1963 à
Boan par les ministres des affaires
étrangères, Maurice Couve de Murville et Gerhard Schröder, en présence de De Gaulle et de Kourad
Adenauer. Il s'agit d'une structure
tout à fait originale. L'Office est en
effet une institution binationale à
curactère international, qui jouit de
l'autonomie de gestion et d'administration. Il est administré pur un
couseil dans lequel les représentants couseil dans lequel les représentants des deux Etats français et allemand

l'OFAJ s'adresse à tous les jeunes sant exclusivité. Les programmes dans leur grande majorité, sont des-tiné aux jeunes de quinze à vige-cine aux. En privilégiant cette tranche d'âge, l'Office incite tous les jeunes en formation, qu'ils soient scolaires, étudiants ou professionnels, à se pré-parer à la relation binationale et internationale dans une Europe en

L'Office peut être considéré comme un des pivots de la politique de la jeunesse au niveau européen. Il pourra au cours des prochaines années faire profiter les programmes européens de son action exemplaire sur le plan bilatéral et multilatéral, notamment dans le domaine de la notamment dans le domaine de la formation et du perfectionnement des animaleurs des rencontres. Tout en conservant sa spécificité, l'Office va devoir s'adapter à un contexte euro-

En contact étroit avec sus parte-saires, l'Office se prépure à catamer une nouvelle phase dans sou histoire. 1992 représente à la fois un défi et 1992 represente a m toes an terr et une chance pour lui. Un défi dans la mesure où il pe faudrait pas que la multiplication des initiatives bilanérales et européennes relativisent sa mission, car le travail d'information et de formation franco-allemande au emission. service de l'Europe reste plus que

LES MISSIONS

DE L'OFAJ

L'Office à pour objet de resserver les liens oui unissent les ieunes des

elle et, à cet effet, de

deux pays, de renforcer leur comoré-

provoquer, d'encourager et, le cas échéent, de réaliser des rencontres et des échanges de jeunes. Son action

d'étudiants et de journes travail-

b) Échanges à caractère socio-

c) Déplacements de groupes, manifer

linies de vecances ;

tations sportives et de jeunesse :

e) Échanges et stages en vue de la for-

mation de cadres sportifs et de jeu-

pays per une action d'information.

l'argenisation de vayages et de

gi Développement des institutions

h) Enquêtes et recherches sciencifi-

extra-scolaires qui se consacrenz à la diffusion de la langue de l'un ou

séjours d'études, de sémin

zions de jeunesse ;

de l'autre pays ;

ance réciproque des desc

ations arbstiques et la ren-

bles d'organisa-

oppose la rescontre à la superficialité internationaliste, il propose un échange d'idées sur les questions fou-damentales de notre société. Il doit à

C'est sussi l'obligation permanente pour le conseil d'administration de viriller les positions qu'il a arrè-Comme toute organisation qui tra-vaille, l'Office peut être et doit être criziqué. Certains lui reprocheut la lourdeur de son administration. En réalité, l'Office est victime de son propure saccès, car le recul de ses movens financiers par rapport à 1963-ne le met pas en mesure de répondre favorablement à toutes les demandes sui lui cont udracier. La mérontanagvorantement à toutes les détaundes qui lui sont adressées. Le mécouten-tement qui en découte prouve à lui seul l'utilisé de l'Office; celui-ci s'inscrit dans la perspective à long terme d'une amélioration substan-

tielle des échanges franco-allemands

les conti

DIVERENDRE L'ENV

ARE ABONNEMENTS

HENRI MÉNUDIER.

franco-allemandes après 1945, Henri Ménudier a rédigé le premier livre consacré à cette vaste expérience unientre deux Etats.

L'auteur étudie les origines, les organisations, le développement des activités de l'Office franco-allemand activités de l'Office franco-alemand pour la jeunesse. Il accorde une large piace à la politique des domaines d'intervention de l'OFAJ qui, en l'espace de vingt-cinq aus, a permis à plus de cinq millions de jeunes Fran-cuis et Allemands de bénéficier des échanges réalisés par ses partemires. Henri Ménudier situe l'action de l'Office dans le cadre internazional, et insiste sur son exemplarité pour i Oline uans le cadre international, et insiste sur son exemplarité pour l'Europe, à l'heure du développement des échanges de jeunes des pays de la CEE.

25 ANNĖES

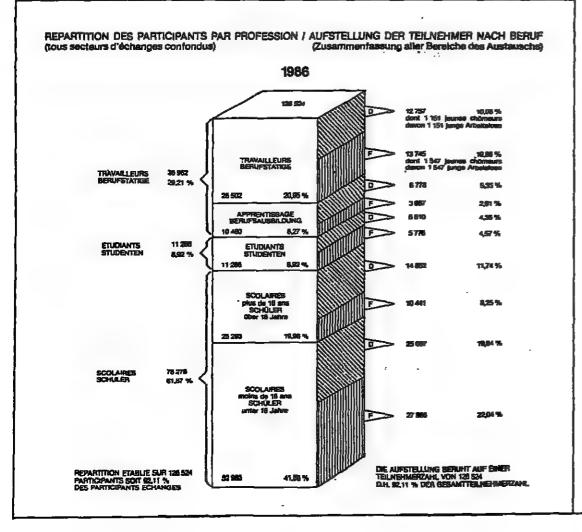
- 22 janvier 1963 : signature du traité de coopération franco-allemand.
- 5 juillet 1963 : création de l'OFAJ
- de 1963 à 1973 : deux sections nationales à Paris/Versailles et Bad-Honnef.
- de 1973 à 1985 : regroupement de l'OFAJ à Bad-Honnef avec un bureau permanent à Paris.
- 1986 : siège à Bad-Honnef et un renforcement des structures à Paris.

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

- de 1963 à 1968 : M. François Altmayer.
- de 1969 à 1973 : M. Albrecht Krause.
- de 1980 à 1983 : M. Reinhard Wilke.
- de 1984 à 1988 : M. Daniel Groscolas.

« COMMENT PARTICIPER AUX ÉCHANGES FRANCO-ALLEMANDS (1988) *,

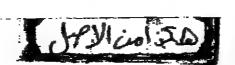
S'ADRESSER A L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE, 51, RUE DE L'AMIRAL-MOUCHEZ

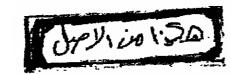


- de 1974 à 1979 : M. Pierre Gril.

POUR SE PROCURER LA BROCHURE

75013 PARIS. - TÉL : (1) 45-81-11-66.





nesse fête son de coopération a, depuis lors, allemands de enri Menudier, exemplaire es en Europe.

> Control of the chance car decine on important distributes of de forma-tion minutes interna-Abstarer la pensité de cut si est indispensable de main-mer les nouvelles pinissim-coprit de large ouvernr d' prébension matuelle. interprises interna-mentional and interna-des and interpretation of the property of the processe of the processe of the processe of the processe

perbension mutuelle.

Les critiques s'enfent à les critiques s'enfent à les critiques s'enfent à les considerée à juste ûn montre de considerée à juste ûn montre de considerée à juste ûn modele en raison de montre de son considérant de l'amportant de s'enfent de criopper et éts nocime se franciere, de la pièce de se franciere, de la pièce de se franciere avec lesquels de se franciere de la continue de la con igilicana grande erro-no, est la jender ant mit hat sube teleste mit angustat d'estate de grandes serdisment de grandes serdisment de grandes serdisment to receivers general A de marriculte de marriculte de la propose un ouverte par la generale la la manage de la reconciliation Pigit gentaman fine. Markatikiki II dari d HENRI MÉNIME Protesser de seens Paralle

elente Manudier ge fange the rate . Office Park of the first pan beautiful to the second to Mangant u frage binnete A Charle Lordin Sant Cons Aug andre Star Eure Cameur studie in mat e al disc stre By Prical do sen also adaptated a 1-by to appear do repaired

to an a suppose frautone it internention de l'Office i entra de de sergiologi<mark>a (28.17</mark>2 Bunungen frumes für ib mit Bunn, Manudier stie fatt. The state of the s ் 🦟 😁 🖫 விருவியின் ್ಷೇತ್ರಗ್ರವಿಗಳಿಗೆ ಪ್ರೇಚಿತ್ರದ ಪ್ರಕ್ರೀಕ್

25 ANNÉES

janvier 1963 : signature du traitéde dention franco-allemand. Fillet 1963 : création de l'OFAJ 1963 à 1973 : deux sections nationals Versailles et Bad-Honnel. 1973 1 1985 : regroupement de l'Ofs had Honnel avec un bureau permanai

1986 : siège à Bud-Honnel et un mile ment des structures à Paris.

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

1963 1 1968 : M. François Almaje. 1969 à 1973 : M. Albrecht Krause. 1974 à 1979 ; M. Pierre Gril. 1980 à 1983 : M. Reinhard Wilke. 1984 à 1988 : M. Daniel Groscolas

SE PROCURER LA BROCHUE COMMENT PARTICIPER THE ECHANGES FRANCO-ALLEMAND (1988) ». DRESSER A L'OFFICE FRANCE LEMAND POUR LA JEUNESSE THE DE L'AMIRAL-MOUCHE PARIS. - TÉL : (1) 45-81-11-61

CONTESTER OU S'INTÉGRER ?

Les contradictions des «Verts» ouest-allemands

ÉDIATEURS institutionnels entre les citoyens et les insnances dirigeantes, les partis politiques traditionnels sont en crise. Faible représentativité et fuite des adhérents, clientélisme et népotisme, langue de bois et pratiques politiciennes, leur légitimité est mise en cause dans les pays occidentaux et ailleurs. Or, s'ils sont indispensables au fonctionnement de la démocratie, l'avenir de celle-ci dépend largement de leur capacité à rénover leurs structures et leurs comportements. L'expérience originale des Verts ouest-allemands témoigne des difficultés de l'entre-

Par MARGARET MANALE *

Au cours des années 70, s'est dévoloppée en Allemagne fédérale une nouvelle culture, pacifiste et écologiste, en réaction contre les effets pervers de la société industrielle et les dysfonctionnements du régime politique. Dès l'ori-gine, le caractère spontané des mouvements « écolopacifistes », leur opposition à la fois morale et radicale su comportement des responsables économiques et politiques se sont heurtés à un rejet des dirigeants ovest-allemands. C'est dans un climat de méfiance à l'égard de la politique traditionnelle que fut prise, en janvier 1980, la décision de créer un parti des Verts. En cas de succès électoral, le travail parlementaire de ce groupe anti-parti devait constituer le prolongement institutionnel des mouvements sociaux, avec lesquels il entretenait des liens privilégiés et dont il serait le porte-parole. Le «modèle vert» n'envisageait pas de substituer le pariementarisme à l'acti-visme des initiatives civiques et des groupes écologistes de base, mais de leur lournis une tribune supplémentaire, de leur garantir une audience dans les médies, favorisant une prise de conscience et une mobilisation accrues de la population tout entière.

Aujourd'hui, on compte 5 000 élus Verts dans les conseils communaux, environ 80 députés dans huit des onze Landtage (parlements des Länder), 44 au Bundestag, alors qu'existent au mains 3 000 « initiatives civiques » (Bürgerinitiativen), sur les problèmes de l'environnement et de la paix, et un nombre indéterminé d'autres groupes alternatifs, féministes, tiers-mondistes. Si l'efficacité de ces entreprises peut être mesurée au degré de réussite des actions engagées, il n'en est pas de même en ce qui concerne les interventions perlementaires. Les Verts ont obtenu un piètre résultat au cours de la dixième législature du Bundestag (1983-1987) : une seule de leurs propositions de loi a été votée, contre l'importation des tortues de mer. Certains députés du groupe évaluent les effets de leur «intrusion» au Bundestag à la modification du climat politique dans le pays et à la diffusion médiatique des idées de changement écologique radical. A l'opposé, les activistes de base estiment que le parti s'est laissé prendre au piège du parlementarisme, considéré comme un instrument de changement social. Ils le rendent responsable de l'immobilisme croissant de la base, de l'eencadrement et de la neutralisation de la gauche oppositionnelle (1) » en Allemagne fédérale. Après leurs succès électoraux, les Verts sont-ils restés fidèles à leur option primitive : être un parti différent, médiateur entre les * nouveaux mouvements socieux » et le système institutionnel représenté par les parle-

Centre d'études et de recherches interna-

le jeu politique?

ments? Remplissent-ils cette fonction

de manière satisfaisante en modifiant

En réalité, le projet Vert est fondé sur une contradiction, fatale pour l'avenir du parti : les mouvements sociaux de base, à partir desquels il était censé se constituer, se sont montrés dès le départ hostiles à l'idée d'une représentation parlementaire, méliants à l'égard des nouveaux responsables qui étaient rarement des militants écolopacifistes, souvent d'anciens membres d'autres samilles politiques, soupçonnés de vouloir saisir l'occasion de coiffer les mouvements écolopacifistes (2) en prenant appui sur un parti par ailleurs dépourvu de base militante : les Verts n'ont qu'environ trente mille adhérents. Mais, forts d'un électorat qui a dépassé les trois millions en janvier 1987, ils sont devenus un parti de mandataires et de fonctionnaires politiques (3). Pouvait-il intégrer dans le débat parlementaire les problèmes soulevés par les mouvements de base? Les écueils de la voie représentative étant connus, les Verts insistaient sur la particularité de lenr démarche : une «jambe libre» (Spielein) dans les parlements, une jambe de soutien » (Standbein) dans les mouvements. Ainsi tentèrent-ils d'établir, moyennant un programme élaboré, une certaine convergence entre les deux.

Les statuts du nouveau parti favorisent le plus possible l'intervention de la base. La délégation de pouvoirs, faille inhérente à la démocratie moderne, est soumise à certaines restrictions : obli-gation pour les représentants de rendre leur mandat législatif après un maximum de deux ans (période désormais prolongée à quatre ans); interdiction de cumuler un mandat législatif et des fonctions de direction dans le parti; égalité de statut et de salaires entre tous les collaborateurs.

Cependant, au fil des années, s'est constituée chez les Verts une catégorie de vedettes et de notables nationaux, qui font une carrière politique, passant d'un mandat parlementaire à des fonctions administratives dans le parti, circulant entre Bonn et les régions: les promotions rapides, sans avoir à franchir les échelons, comme c'est le cas dans les partis établis, favorisent un individualisme outrancier.

N'ayant que peu de militants, les Verts parviennent difficilement à trouver le personnel nécessaire pour exercer les fonctions pour lesquelles le parti a reçu tant de mandats. Un manifeste de la tendance « réaliste » (Realo) (3), rendu public en décembre 1987, plaide pour une réforme des statuts qui - aboutirait à une plus importante division du travail (4) ». Le rétablissement de la hiérarchie des salaires étant accompli, on demande de parfaire cette adaptation au modèle pragmatique des partis établis, car « nous ne devons plus nous permettre le luxe d'une organisation conçue d'après le modèle structural de la démocratie de base (5) ». La notion de « mandat impératif » ne joue quasiment plus aucun rôle dans le fonctionnement des groupes Verts aux parlements où les partisans de la réforme s'accordent à considérer qu'« un député ne doit rendre de comptes qu'à sa propre conscience et à ses convictions, et non pas à un parti (6) ». Effectivement, les liens avec les groupes extraparlementaires furent considérés dès 1985 comme « pragmatiques » : les uns recrutent une partie de leur électorat à partir des résultats du travail accompli par les autres (7). Ainsi, le rattachement des mandataires Verts à leurs mandants est réduit à la sanction électorale périodique.

En dépit de ces différences, une collaboration entre les élus et les groupes de base dotés de leur propre coordination peut se révéler fructueuse, si le travail dans les parlements ou dans les conseils municipaux tend à accroître les moyens permettant aux initiatives de base de mener leur action et d'exercer leur contrôle à partir des informations (dossiers et expertises) qui leur sont fournies.

« L'Etat. c'est nous »

SI les Verts semblent remplir leur rôle informatif dans les municipalités et communes, surtout en raison de leur engagement personnel et immédiat dans les affaires locales, plus on monte dans la hiérarchie parlementaire, plus la tentation est grande de se dégager de cette obligation au profit d'une autoreprésentation médiatique.

lci encore, la contradiction est fondamentale : alors que les Verts prétendent être un parti constitué selon les règles d'une démocratie de base, le lieu privîlégié de celle-ci se trouve à l'échelon communel et non pas au Bundestag. Mais puisque, selon eux, la République fédérale n'est autre chose qu'une . Mediendemokratie .. ce sont les médias qui reçoivent et diffusent les informations, créant à la fois l'événement et la vedette sur la scène nationale. Bref. c'est aux règles de la démocratie en direct » qu'obéissent les députés Verts et non pas aux programmes de leur parti. En conséquence, le débat sur un point précis est le plus souvent lancé dans la presse avant que la question ne soit soumise à la discussion de la base.

L'approbation du parlementarisme médiatique va de pair avec le rejet des moyens violents. Excepté quelques esprits récalcitrants, auxqueis on reproche de ne pas avoir une « compréhension développée et positive » de l'Etat (8), tous reconnaissent le monopole étatique de la force : « L'Etat, c'est nous », dit le député Antje Vollmer (9). Récusant explicitement « alliances et collaboration avec des groupes pratiquant des formes d'action militante (10) », les élus Verts réaffirment dans leur grande majorité leur foi dans la voie non violente, parlementaire, de résolution des

Or les activistes écologistes ne partagent pas tous cette orientation. En effet, depuis les années 70, l'extension des manifestations et des pratiques de désobéissance civique s'est accompagnée d'une répression policière accrue, le droit de manifester n'étant pas garanti explicitement par la Constitu-tion. En conséquence, une ordonnance sur les devoirs de la police permet l'arrestation préventive de personnes désirant se rendre à une manifestation autorisée, et ce afin d'empêcher d'éventuels actes de violence et d'autres incidents menaçant l'ordre et la sécurité. Des contrôles d'identité à grande échelle aboutissent à répertorier à l'aide de l'informatique des contestataires de tout genre. L'arsenal juri-dique pénal de l'Etat permet même de sanctionner ceux qui appellent par péti-tion à un sit-in jugé illégal (11). Des actes de violence qui se produisent au cours de telles actions sont souvent l'expression d'une volonté d'autonomie face aux contraintes imposées d'en haut et exécutées par une police largement couverte du point de vue juri-

Dans ces circonstances, il est évident que le parti des Verts privilégie le forum du Bundestag. Or la stratégie du groupe parlementaire obéit à l'esprit de la tendance majoritaire Realo. Ne se sentant pas tenu par un mandat impératif de défendre les positions adoptées dans le programme, il y apporte des révisions dans le but de démontrer sa capacité de compromis en vue d'une éventuelle coalition gouvernementale avec le Parti social-démocrate (SPD).

C'est surtout l'exigence spécifique des mouvements pacifistes qui pose un problème aux - réalistes » : la sortie de la RFA de l'OTAN, Il s'agit, selon l'ancien député Jo Mueller, d'une réaction anti-américaine qui n'a pas de sondement dans une politique de paix (12) - et jugée - inapte à faire l'objet d'un consensus majoritaire dans le pays (13) ». En effet, le maintien de la RFA dans l'OTAN, et de la RDA parmi les Etats du pacte de Var-sovie, serait une garantie que l'Allemagne ne deviendrait plus un champ de bataille (14).

Une troublante discrétion

A deuxième revendication de l'éco- lopacifisme est l'arrêt rapide de la production d'énergie nucléaire. Jusqu'à présent, cette position a été maintenue par toutes les tendances du parti, même si une minorité était prête à s'aligner sur la position du SPD, qui propose d'échelonner la fermeture des centrales sur une période de dix ans. Cependant, le parti au niveau fédéral tout comme les députés restent absents sur le terrain des activités antiatomiques. Non seulement leur participation dans les comités d'organisation des actions et des manifestations est presque inexistante, mais ils laissent passer des événements faits sur mesure. Ainsi le dernier scandale concernant les entreprises de combustibles nucléaires Nukem et Alkem en Hesse a fourni l'occasion révée d'une mobilisation à la base que ni le parti ni ses députés n'ont su saisir (15).

En revanche, ils savent profiter des bruits médiatiques provoqués par les prises de position des partis établis et réagissent de plus en plus souvent à des thèmes lancés par ces derniers. Quand, par exemple, le social-démocrate Oskar Lafontaine a présenté sa position sur la semaine de trente-cinq houres, les défenseurs Realo d'une conception qui s'accorde parfaitement avec celle de Lafontaine (pas de compensation salariele pour les catégories supérieures) ont réussi à s'assurer une très large couverture médiatique.

Sur certains thèmes d'actualité, cependant, les députés Verts, quelle que soit leur tendance, observent une troublante discrétion. Dans le domaine des droits de l'homme, l'absence de déclarations sur le meurtre des Canaques en Nouvelle-Calédonie, ou sur les conditions de détention et d'audition des membres d'Action directe en France, contraste avec leur dénonciation zélée des arrestations abusives en RDA. Même s'ils ont inscrit à leur programme la reconnaissance inconditionnelle de l' « autre Allemagne », il n'en est pas moins vrai qu'un parti qui veut être le « défenseur radical des droits de l'homme et des droits démocratiques étendus chez nous et ailleurs (16) » so doit d'éviter le piège du conformisme intéressé.

Le parti des Verus fait-il vraiment preuve d'une capacité rénovatrice de la politique traditionnelle ? A-t-il aujourd'hui les moyens de servir de médiateur entre certains groupes de contestation et l'Etat ouest-allemand? En fait, ce n'est plus à une base de révoltés, de marginaux, d'exclus de la société ouest-allemande que veut

s'adresser le projet Vert, mais plutôt à cos « jeunes créateurs d'une société prospère qui, sans expérience aucune de révolte, considèrent la normalité ouest-allemande comme tout à fait satisfaisante et qui gardent néanmoins une certaine distance - critique - par rapport à l'Etat... et à l'ensemble des problèmes écologiques (17) ».

Il semble cependant que, face aux problèmes sociaux qui sont loin d'être résolus, le mouvement a déjà perdu sa force de contestation. Et si les notables et les leaders d'opinion qui le dirigent, engagés dans un processus parlementaire de plus en plus marqué, ne se livrent pas à une réflexion sérieuse sur leur rôle de porte-parole, na faudrait-i pas conclure à l'échec du « modèle Vert » ? A eux de démontrer qu'ils disposent encore de ressources morales pour redresser une situation sans

(1) Tageszeitung, 4 décembre 1987, p. 8.

(2) Lutz Mez, « Von den Bürgerinitativen zu den Grünen», in Roland Roth, Dieter Rucht, éd. Neue soziale Bewegungen in der RRD. Campus Verlag, Prancfort-sur-le-Main, New-York, 1987, p. 269-71.

(3) On peut distinguer, de gauche A droite, les tendances des Fundis, appelés également « écosocialistes », des Neutralas ou « bloc du milieu», des Realos et enfin des « écoliberlaires ».

(4) Frankfurter Rundschau, 12 décembre

(5) Hubert Kleinert, «Die Zukunft der Grünen: Linksoekologische Reformpartei », in Blätter für deutsche und internationale Politik, Cologne, nº 7/1987, p. 925.

(6) Daniel Cohn-Bendit, Tageszeitung, 21 février 1987.

(7) Bayern im Herbet. Dokumentation. Trigarkrais « Herbstaktion seases dec sta maren Wehnsinn-Keine WAA -, Nuremberg,

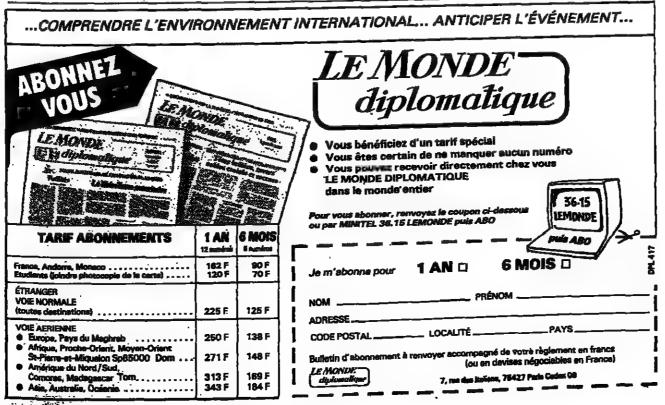
1987, p. 79.
(8) Cf. Der Spiegel, n 44, 1987, p. 20.
(9) Devant le Bundestag, 14 novembre 1987.

(10) Communiqué du groupe des Verts au jundestag, nº 1134/1987. (11) Süddeutsche Zeitung, 14-15 mars 1988.

(12) Entretien non publice, juin 1987. (13) Jürgen Schneppertz, « Nato Austritt oder Auflörung der Militärbündrisse — Ein politischer Gegensatz », in Kommune (Franciori-sur-ie-Main), 1/1988, p. 59-62. (14) J. Fischer, "Zwischen Wiedervereini-gungsiliusionen und NATO-Austrittsiktionen", in Die NATO-Broschure der Grünen, Bonn, Hamburg, juillet 1988,

(15) En janvier 1988, des journalistes découvrent un transfert illégal vars la Belgique de deux mille containers de déchets radioactifs, Spiegel, n° 2, 11 janvier 1988. (16) Wer wir sind und was wir wollen. ionn, 1987, p. 16.

(17) - Die Grünen sind am Ende », in Pflasterstrand (Francfort-sur-le-Main), n 268/1987, p. 19.





LA FRANCOPHONIE EN MAL **D'IMAGINAIRE**

En prélude au prochain sommet des pays avant en commun l'usage du français, prévu à Dakar en mai 1989, la quatrième rencontre mondiale de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), qui se tiendra à New-Delhi du 14 au 20 décembre, sera la dernière grande manifestation publique permettant de faire le point sur la situation et les perspectives du mouvement francophone. Un mouvement qui, pour ne pas échouer au cimetière des bonnes idées mort-nées, ne saurait très longtemps en rester au stade des velléités ou des mini-projets auxquels se résume pratiquement le bilan des précédents sommets de Paris et de Québec.

L'enjeu ? Rien moins que de donner du corps à un concept susceptible de se tailler un territoire dans l'esprit des hommes, au sein d'un système mondial où la conquête de l'imaginaire constitue le préalable à l'exercice de l'influence. La francophonie, où les motivations généreuses coexistent avec la défense de situations acquises, est, en effet, bien plus qu'un phénomène linguistique. Elle participe du politique, et c'est du politique que devraient venir la volonté et les moyens matériels de lui donner véritablement vie.

SUNIST

64, rue du Creuzat Parc d'affaires Saint-Hubert BP 112 38081 L'Isle-d'Abeau Cedex. Tél.: 16-74-27-28-10.

Créé en 1984 par le ministère de la recherche et des universités, le SUNIST, centre serveur national spécialisé, est installé à l'Isle-d'Abeau, entre Lyon et Grenoble, au cœur d'une des régions françaises les plus dynamiques, carrefour de

l'Europe. Disposant d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau, doté d'un matériel informatique puissant, le SUNIST a pour mission essentielle de favoriser la diffusion de l'information scientifique et technique au sein de la communauté scientifique, mais aussi en direction des grands secteurs de la vie culturelle, économique et sociale.

Au service de la communauté nationale, le SUNIST a manifesté une volonté d'ouverture par de nombreuses actions de coopération au sein de l'espace francophone. - Favoriser la transmission de la connaissance au moyen

de technologies nouvelles de communication.

- Partager notre savoir-faire dans les domaines de la conception et de la diffusion des bases de données.

- Participer à la mise en place de systèmes de communication nationaux et internationaux.

Tels sont les trois axes autour desquels s'articule notre action en faveur de la francophonie.

Sortir enfin des huis clos

Par BERNARD CASSEN

ANS son megistral essai de prospective technologi-que, les Méternorphoses du futur (1), Thierry Gaudin montre bien comment, à l'orée du vingt et unième siècle, l'identité et le pouvoir d'une nation comme la France ne se définissent plus par son emprise territoriale. Ils sont de moins en moins fonction d'intérêts économiques et stratégiques propres, en raison de l'intégration dans l'Europe et dans l'économie mondiale, et de plus en plus tributaires de ce qui est irréductible sol, à l'industrie et à la finance : la présence culturelle, seule capable de « faire la différence » dans

Et, dans cette optique, la francophonie, comme message culturei, ne sera viable que si elle parvient à se constituer en signes et en signaux originaux, dens lesquels tous ceux qui parlent français se reconnaissent et qui, surtout, scient aussi perçus comme tels per les tiers. L'entreprise n'en est qu'à ses prémices et rien n'est encore joué. Comme l'explique Mwatha Musang Ngalasso (voir son article page ci-contre), c'est en premier fieu aux Français eux-mêmes qu'il appartient, par leur réceptivité aux productions des autres franco-

l'impoinaire des autres.

phones, notamment du Sud, de démontrer dans les faits qu'ils sont disposés à ne plus faire cavalier soul. Car il ne saurait v avoir plusieurs francophonies concurre dans un univers mondial déjà encombré de signes.

Ce nécessaire dépassement conceptuel doit d'abord être admis et intériorisé par les 300 000 professeurs de français du monde entier, que leur formation et leurs outils pédagogiques conduisent surtout à regarder vers la seule France. Sans cette reconversion qui, outre une forte volonté politique partagée par presque une querantaine de gouvernements, téclamera des moyens matériels considérables, seuls disponibles dans les Etats les plus riches, il serait vain de préconiser un espace francophone.

Les fantassins-enseignants

les sommets des « pays ayant en commun l'usage du français » ont déjà fourni l'armature visible dont nédiatisation oblige — une idée

L'Université des réseaux

d'expression française

DRÉSENTÉ par l'AUPELF, le projet UREF (Université

sommet de Québec en septembre 1987.

repose sur la constitution de réseaux :

sables d'établissements universitaires ;

aux thématiques de recherche p

des réseaux d'expression française) a été adopté par le

L'ambition de l'UREF est de tisser, dans la communauté

universitaire francophone, la trame de réseaux qui permettent

de préparer une « Université de la francophonie », organisant

les échanges d'hommes, d'idées et de connaissances et facili-

tant, par le partage d'une langue, l'accès à l'information scien-

tifique et technique du plus haut niveau. La méthode d'action

- réseaux institutionnels regroupant, sur la base des grandes disciplines (lettres, sciences, droit, médecine, etc.), les respon-

chercheurs, des équipes, des laboratoires, des instituts de recherche, des composantes d'universités on d'écoles, sur un

L'UREF développe aussi une politique de soutien aux échanges d'enseignants et la mobilité des chercheurs (par

l'attribution, notamment, de « bourses d'excellence »), l'édi-

tion et la diffusion de livres et de revues scientifiques, la circu-

lation de l'information en élaborant des bases de données, en les diffusant par les nouveaux supports transportables, en facilitant l'accès aux différentes banques de données ainsi créées.

Dans sa collection « Universités francophones », l'UREF

public des manuels de haut niveau scientifique et vendus à des

prix réduits: sont déjà parus un volume néphrologie et un manuel de comptabilité privée, ainsi que la réédition de

l'Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique

noire. Par le programme « Bibliothèque minimale », l'UREF

dote les bibliothèques universitaires des pays du Sud d'un

fonds documentaire. Le programme « Viatique » a offert à plus de deux mille étudiants africains en fin d'études, particulière-

ment dans les disciplines médicales, les ouvrages de base indis-

vaillent sur des thèmes tels que : paludisme, SIDA, biotechno-

logies, télédétection, circuits de financement et entreprenariat.

S'y ajoutent d'ores et déjà des programmes comme génie para-

sécheresse, amélioration des systèmes post-récolte, mainte-

çaises: « Lexicologie, terminologie, traduction » vise à mettre

sur pied un « observatoire de la langue française » et à fournir des outils lexicologiques pour les industries de la langue ; « Lit-

tératures francophones » se propose de rassembler et de consti-

Deux réseaux concernent plus spécialement les études fran-

Les réseaux de recherche partagée déjà mis en place tra-

pensables à leurs débuts dans la vie professionnelle.

a besoin pour s'inscrire dens les esprits (2). Mais cette bulle francophone sera mès vite percée si elle se situe en lévitation per rapport à une francophonie réalle inexistante ou réduite à la portion congrue. Tel est bien l'enjeu majeur du troisième sommet prévu à Dekar en 1989 : s'il ne prend pes les mesures concrètes at de grande envergure en faveur de ses troupes de première ligne — les fantassinsenseignants - pour leur faire pertager et diffuser le grand dessein qui, à n'en pas douter, constituers la trame des discours officiels, il sera inutile, voire dérisoire. La rénlité finit toujours par l'emporter sui is politique-spectacle.

Les enseignants de français s'ils en sont les propagateurs privilégiés, ne sauraient pour autant être les seuls dépositaires de la démarche francophone. L'enseianement n'est qu'un moven pour une appropriation d'outils destinés à être utilisés individuellement et collectivement: une lancue est avant tout faite pour exprimer quelque chose, et la finalité de la pédagogie ne se réduit pas à former des enseignants, Ingénieurs, chercheurs, techniciens, fonctionnaires, commercants ont autant, sinon plus, à dire sur la langue ou ils utilisent que les professeurs chargés de l'anseigner. Le français, pas plus que l'anglais os le japonais, ne constitue une discipline scientificue comme le physique ou les mathématiques; il les sous-tend toutes et appartient à toutes.

Cette évidence a déjà fait son chemin dans les instances rassemblant les professeurs de français : la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), qui, lors de son dernier congrès en juillet dernier à Thessalonique (3), a

dimension ecleptificate at technique : les SEDIFRALE, sousansemble letino-eméricale de la FIPF, qui se réuniront en juillet 1989 à Balo-Horizonte au Brésil, et auront notamment pour thém que l'unification du français dant la production de l'histoire, de le politique, de la science at de la tachnique ; entin l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), dons le quetrierre rencontre, à New-Delhi, du 14 au 20 décembre, rassemblera elle aussi, autour des mêmes problématiques, chercheurs at universitaires de monde entier parlant le français sens pour autant nécessairement l'enseigner.

line nonvelle dimension

Que, chez les usagers et opérateurs de terrain, le français sorte enfin du huis clos pédagogique, voité bien une condition de se légitimité et de son expansion. Que, il sorte également du huis clos des organismes et sarvices spécialisés dans la francophonie est tout sussi indispensable, sauf à n'avoir rien compris au statut que cette houvelle dimension peut donner à le França et à ses pertenaires dans le monde. L'industrie, le commerce extérieur, la recherche et la technologie, sont aussi concernés que les affaires étrangères ou le culture. Sera-t-il plus difficile de mobiliser les fonctionnaires et les politiques que les universitaires ?

(2) Voir le domier « Vaste chant siches moyens: la francuphonie»,

(3) Voir le supplément «L'es est du l'ançais à l'étr



LISEZ PLUS LARGE Afrique, Caraïbes, océan Indien

Une revue

Notre librairie

Etudes critiques, entretiens, notes de lecture sur les littératures francophones du Sud

Ecrivains de langue française, guide de lecture
 Ile Maurice, Sénégal, Haīti, Guinée, Congo...

Des bibliographies

 2 500 titres de littérature africaine • 100 titres à lire absolument : Afrique, Caraïbes, Océan

Des expositions itinérantes

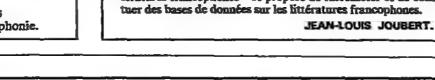
de 30 à 50 panneaux illustrés

- Littératures africaines

Théâtres d'Afrique noire
Littératures de l'Océan Indien

- Littératures du Maghreb Littératures des Caraïbes

CLEF: 57, bd des Invalides, 75007 Paris - Tél.: 47-83-14-37





25 vols par semaine d'EUROPE vers l'INDE dont 4 au départ de PARIS:



Agence: 1, rue Auber Réservation: Télex: 210814

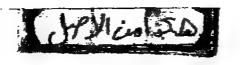
Tél.: 42.68.90.60 42.66.13,72

AÉROPORT: Charles de Gaulle - Terminal 1 NICE: Park Hôtel: 4/6, Av. de Suède 93.87.83.25 LYON: Galerie Sofitei: 20, quai Gailleton.

48.62.70.00 78.37.80.65

42.66.22.02

ALIE - INCOME



L'indispens

in in the impact of \$ Part of the Principle A THE REST

4 (7" **(#15)**

5 mg 200 s

anta de français, and propagatours privient pour autant situito dispositares de la Presophone. L'ense ion d'outes destinés influence de constant es ment: une langue est of in finalité de la pédaaffait par à torner des ingénieurs, cherdeliciona, fonctionna res, mints out putant, smon the said so langue ou its utiliissura charges poer. Le trancais, pas in the personal of the the designer accommisque E'me some send toutes

BE & deat fait son THE PERSON LANDS Made de français COD MERCONS trançais (F.PF: Qu er congrès en juidimension mis l'estate du ci les SEDIFAIL ensemble lating affect 1939 à Belon affect auront notament par que l'itulisation de les production de l'estate l'e production de l'acceptant de la constitution de la company ia quatrame month. Oelhi, du 14 au 20 de

Une norvede

Gue, chez les ungaz.

Teurs de terrain le langue.
enfin du hus des libbs,
voilé bien une tondante.

Teurs de con de con libbs. unité et de son estant dans les administration à la sorte également de la s organismes at some at dans is francophone at b. andispensable, said in compris au statut qui to veile dimension part to France et à ses per monde. L'industri Le exteneur, la recherche elle iogie, sont ausa chemi affaires étrangères ai ti Sera-t-il plus dificia és les fonctionnaires et la g Que les universitate)

(1) Thistry Committee chases du fau, be (2) Vour le domm : Vour le chisches moyens le frança Munde diplomatique six il

(3) Vour le seption ; gamment du françai ; les

LISEZ PLUSLA Afrique, Carin. océan India

🖦 geografication, multipo de l'ecture sur les linées Employ de Sud de feit gue feangaire, guide de leeture Manties, Sene ga., Main, Gurtan, Conge.

bibliographies

Gritten de beterature africaine fire abe amen Afrique, Caraltes le

expositions itinérantes

16 à 10 pagers la contra indeserves attractives terps de l'Ouesa ladica Lingianamen du Magazza Latinstano de Caralle

AVAILET TSTOT Pans - THE STARK

H de PARIS:

pance: 1, rue Auber 166s: 210614 ries de Gaulle - Terminal I

Pack Hotel: 46, Av. de Suède Gelerie Sofilal: qual Gailleton. MANUAL PROPERTY

Secrétariat général

Bureau africain Boîte postale 10017, Liberté, Dakar, Sénégal Tél.: 21-29-27.

Bureau Amérique du Nord Université de Montréal, Boîte postale 6128

Bureau européen 192. boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, France. Tél. : 42-22-96-38.

L'indispensable coexistence avec les langues africaines

langue pariée (et écrite) evec plus ou moins d'aisance et de maîtrise, épousant, comme cela est normal pour des locuteurs non natifs, des sons, des mots, des accents et des rythmes divers dus à l'influence des langues

Comment gérer la pluralité des langues, et notamment la coexi pance du français et des langues fricaines ? Comment créer un espace culturel et éducatif équilibré où les langues nationales trouvent juste place ? Comment rentabiller su maximum l'enseignement d'une langue non maternelle, appe-Me à jouer un rôle considérable en sot que langue de travail, sans porter atteinte au développement des cultures nationales portées par les langues africaines ?

Carre on carcas ?

Dans les années à venir, les progrès de la langue française en Afrique dépendrant de sa capacité à jouer un rôle décisif, non seulement comme moyen de communication national, international et interafricain, male aussi et surtout comme facteur réel de développement dans les domeines de l'éducation. de la science, de la technologie, de l'économie et de la vie sociale ; ils dépendront également de l'accueil que les francophones du Nord réserveront aux productions littéraires, artistiques et scientifiques en provenance des pays du Sud. Il faut instaurer un dialogue des cultures, et d'abord un dialogue des langues, dans des conditions à la fois réalistes et acceptables, en évitant la diffusion à sens unique, appauvrasante pour tous. Au-delà des discours et des « grandsaza francophones, la véritable coopération entre les peuples trouve son fondement dans le respect mutuel, l'échange, la solidarhé sgissante.

La francophonie est un concept charge d'ambiguités, et c'est à juste titre que l'on se demande si lie est un simple effet de mode, donc énhémère, ou si, au contraire, elle treduit une aspiration profonde, un mouvement du coeur et de l'intelligence appelé à durer,

donc susceptible de changer véritablement la vie des peuples parlant français, entièrement ou partiellement, en termes de progrès économique et social. Est-elle un cadre au un carcan? Pour mieux comprendre la nature de l'interrogation, du moins en ce qui concerne le continent africain, préoccupé de son développement mais craignant toujours pour son identité culturalle fortement fragilisée par des décennies d'occupation étrangère, il est sans doute utile de na perdre de vue ni les conditions historiqu avant permis l'implantation de la langue française ni le contexte social et psychologique dans lequel alle évolue aujourd'hui.

La relation de l'Afrique à la lanque française est récente (environ un siècle) mais déjà complexe et problématique. Héritage de l'ordre coloniel, le français est la langue officielle d'une vingtaine d'Etats, c'est-à-dire la langue de l'adminisPar MWATHA MUSANYI NGALASSO *

tration, de la justice, de la grande presse et de l'enseignement à tous les niveaux. Ce n'est pes une langue étrangère ordinaire car, pour beaucoup, elle constitue la moyen le plus sûr d'accès au savoir et au pouvoir, donc d'ascension sociale. Langue dominante juridiquement mais minoritaire sociologiquement (puisque parlée par moins de 10 % de la population), elle pose au pédagogue un problème sérieux : doit-elle être utilisée comme véhi-cule exclusif de l'enseignement, surtout dans les premières années de scolarisation ? Langue non ethuations plurilingues qui sont la règles dans les Etats africains, comme un facteur possible d'unification nationale. De là, à la fois, sa Duissance et sa fracilité, son incontestable prestige et son incroyable impopularité. De là, aussi, cette

attitude apparemment contradictoire des Africains à son égard, mélange feutré d'attirance et de méfiance, voire d'amour et de haine.

De son origine coloniale et de son prestige passé, le français a gardé quelques attributs caractéristiques : un vague esprit de domination et un grain d'intolérance entretenus, depuis Rivarol, par la certitude de sa supériorité intrinsàque sur les autres langues, notamment celles du tiers-monde, et. malgré qualques expériences afri-~ en matière de politique linquistique, le sentiment de sa pérennité sur le continent noir, L'exploitation, consciente ou inconsciente, de ces

mythes et préjugés est à l'origina de nombreuses querelles autour de la francophonie; elle n'a pes rendu facile une solution juste et raisonnable du problème linguistique dens nombre d'Etats africains, pas plus qu'alle n'a favorisé, tà ou ailleurs, une expansion spectaculaire de la langue française. Il est vrai it que, passé le temps de la défiance et de la suspicion réciproques, on en est arrivé aujourd'hui à une vision plus équilibrée des rapports entre les cultures et les langues à l'intérieur même de shonie : la diversité culturelle et le droit des sens à la langue, à commencer par la langue maternelle, sont enfin reconnus comme une des bases raisonnables du dialogue entre les peuples.

On s'aperçoit, du même coup, qu'il est vain de vouloir justifier la place du français en Afrique par l'argument du nombre et de la qualité des langues locales dont certaines, comme le kiswahili, le

hausa, la lingala, le sango ou le wolof, s'affirment, face aux lan-gues de grande expansion mondiale, comme des moyens majeurs de communication, en particulier dans les milieux urbains. Ce qui paraît le plus intéressant à analyser, c'est sans doute moins la complexité objective des situations manière dont celles-ci sont gérées par les Etats, dans l'exercice de leur souverzineté, eu égard aux intérêts de leurs peuples respectifs. Au demeurant nen ne prouve que l'utilisation d'une langue unique, füt-elle une langue mondiale, si elle favorise la cohésion nationale, soit une garantie de démocratie ou, tout simplement, de transparence

Par le canal de l'école

Le français en Afrique est-il une langue étrangère ou une langue seconde? C'est une autre fausse querelle. Disons qu'il est l'une et pas toujours l'autre; que, dans tous les cas, et c'est la seule chose qui importe vraiment du point de vue de sa didactique, il est une lanmajorité de ceux qui l'apprennent, presque exclusivement par le canal de l'école. Cela devrait suffire à fonder son enseignement sur une méthodologie appropriée et conséquente, qui tienne compte des basoins rácis plutôt que supposás des usagers africains.

Existe-t-il un « français africain > ? Evidemment non, si on la concoit comme une langue ou une variété de langue spécifique et uniformément distribuée sur l'ensemble d'un continent caractérisé par une extrême diversité géographique, culturelle et donc linguis Le français pratiqué en Afrique n'est pas une langue à part, car il l'autochtonie suffisantes pour le distinguer ou le séparer du français général. Il n'est pas davantage il confondre avec la variété pidginisée, corrompue, produite exclusivernant par des non-lettrés, aubelée en Europe «petit-nègre», en Afrique « petit-français », qui se développe totalement en marge de la norme du français commun.

Qu'est-ce que l'AUPELF? Par ses publications et ses répertoires

FONDÉE en 1961 à Montréal, où elle a I son siège social, l'Association des uni-versités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) est une organisation internationale non gouvernementale qui rassemble plus de cent cinquante universités francophones (ou partiellement francophones), représentant trente-deux pays et plus de quatre cents départements d'études françaises des universités non francophones à travers le monde entier. Son objectif fondamental est le développement de la coopération internationale, grâce à la langue française, au service de la pluralité culturelle et du progrès scientifique. A cet effet, l'AUPELF encourage la circulation de l'information institutionnelle et scientifique entre ses différents membres et met à leur disposition des formules d'échanges variées. La création de l'Université des réseaux d'expression française (UREF), en 1987, a donné à l'AUPELF une ambition accrue pour développer et faire rayonner la recherche et l'action universitaire en langue fran-

Le sinancement de l'AUPELF est assuré par la cotisation de ses membres, le produit de ses services, des contrats de programme conclus avec des organismes nationaux ou internationaux et les subventions de gouvernements et d'agences de coopération. Les bureaux de l'AUPELF en Amérique du Nord (Montréal), en Afrique (Dakar), aux Caraïbes (Port-au-Prince) et en Europe (Paris) permettent de décentraliser son action. Parmi les réalisations récentes, on peut noter la mise en place (depuis 1976) d'échanges interuniversitaires africains, de stages d'information et de perfectionnement de cadres administratifs universitaires africains, une formation à la maintenance des équipements scientifiques des universités, des tables rondes, des stages, des colloques, des enquêtes concernant les bibliothèques universitaires, l'insertion des étudiants étrangers, la traduction et la terminologie, les transferts de technologie, les médias et l'enseignement, les langues et le développement, les semmes et l'Université, l'agro-alimentaire, les sciences de la santé, la technologie de l'éducation, etc.

vice permanent d'information et de documentation sur le monde universitaire fran-Dans le domaine des études françaises,

informatisés l'AUPELF constitue un ser-

l'AUPELF a notamment soutenu la réalisation de l'inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire. Pour l'avenir, deux projets d'échanges vont animer ce secteur : un programme de bourses permettant à des enseignantschercheurs (de niveau post-doctoral) d'accomplir six mois de formation et de recherche dans une autre université; un programme de séminaires régionaux de persectionnement pour favoriser les échanges entre les comités régionaux des études françaises.

La quatrième Rencontre mondiale de New-Delhi est l'occasion de dynamiser, pour les prochaines années, l'action de l'AUPELF pour les études françaises.

L'ASSOCIATION DES UNIVERSITES PARTIELLEMENT OU ENTIEREMENT DE LANGUE FRANÇAISE

ET SON UNIVERSITE DES RESEAUX D'EXPRESSION FRANÇAISE

AUPELF/UREF

ACTRURS ESSENTIRLS DE LA FRANCOPHONIE

fortes de 250 universités et établissements d'enseignement supérieur et de 450 départements d'études françaises

1. Sont présentes dans le domaine des études françaises et du dialogue des cultures

par les RENCONTRES MONDIALES DES DEPARTEMENTS D'ETUDES FRANÇAISES : IVe Rencontre de NEW DELHI (14-20 décembre 1988) : L'université face au développement

2. Consolident l'espace scientifique francophone

par les JOURNEES INTERNATIONALES DE TECHNOLOGIE IVe JIT de Montpellier (24-28 avril 1989) : Enseignement supérieur scientifique et technique ; nouvelles technologies de l'information et de la communication

par les COLLOQUES SCIENCE, TECHNOLOGIE ET FRANCOPHONIE A Dakar (1989): Consolider l'espace scientifique francophone. Des universités d'expression française à l'Université de la Francophonie

par les JOURNEES SCIENTIFIQUES INTERNATIONALES DE L'UREF Biotechnologies (Abidjan, décembre 1988), Circuits de financement et entrepreneuriat (Rabat, février 1989)

par les RESEAUX DE RECHERCHE PARTAGEE DE L'UREF Littératures francophones, Lexicologie-terminologie-traduciton, Agronomie, Santé, Gestion, Télédétection

par les ACTIONS DE FORMATION (bourses, stages, séminaires)

3. Renforcent les structures et moyens de l'information scientifique et technique

par la Collection UNIVERSITES FRANCOPHONES (manuels d'études universitaires, ouvrages scientifiques, Actes de colloques, vidéodisque, DC MEF) de l'UREF

par les banques de données et leur interrogation par vidéotex

par la fourniture par l'UREF d'ouvrages et revues scientifiques aux bibliothèques et étudiants des pays du Sud

4. Favorisent la vie associative

par les RENCONTRES DES RESPONSABLES DES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES A Kinshasa (1989): Rencontre continentale des recteurs des universités africaines

par la constitution, dans chaque discipline, des CONFERENCES INTERNATIONALES DES DOYENS DE FACULTE ET DIRECTEURS D'ECOLE

Université de Montréal, Boîte postale 6128 Montréal, Canada H3C 3J7: Tél.: 343-6630. Buceau caralbe Port-au Prince, Haiti.

Montréal, Canada H3C 3J7. Tél.: 343-7232.







Quelque part en Italie

Desio, dans une Italie du nord où ne fleurit
pas le « pittoresque », très loin des images habituelles de la péninsule, et où les gens venus du sud vivent
comme tout le monde entre prêtres et banquiers... Desio,
petite ville italienne, et aussi partie de la conurbation milanaise, de
la Lombardie – elle-même région du grand marché unique.



CLAUDE AMBROISE *

 Le voiturin nous conta qu'il y a quinze jours un curé, près de Desio, a été tué d'un coup de pierre à la tête.
 Stendhal, Journal du voyage dans la Brianza, acût 1818.)

E crois que tous ceux que j'ai interrogés, ou presque, du moins ceux qui représentaient une insti-

tution – ville, parti, Eglise, banque, – ont répété l'information avec un sérieux d'historien, avec détachement, sens du devoir, ou parce qu'il fallait meubler un blanc dans la conversation : à Desio, en 1857, est né le futur pape Pie XI.

La démocratie chrétienne a été au pouvoir pendant trentesept ans de suite, je suis le premier maire communiste avec 21 % de l'électorat. » Parmi d'autres images accrochées au mur, derrière le bureau du maire — un homme jeune, sa famille est de Milan, — il y a un portrait de Pie XI: « Il fait partie de notre histoire. 1989 sera l'année du soixantième anniversaire des accords entre l'Eglise et l'Etat italien. »

Desio en Lombardie, trente-trois mille - trente-quatre mille habitants, à la limite de cette réalité économique et humaine originale qu'est la Brianza. Au nord de Milan, le lac de Côme; au-delà, la Suisse; entre Milan et le lac s'étend la Brianza, un triangle avec Monza, la capitale, au sud, Côme au nord-ouest, Lecco au nord-est. Entre Desio et Monza (plus de cent vingt mille habitants, parrai lesquels des écologistes qui voudraient en finir avec l'autodrome au milieu du parc), une autre petite ville, Lissone; on y fait des meubles. Mais les trains qui brûlent la gare de Desio remontent vers l'Europe du Nord. En voiture, en partant de Milan, par la même route, on peut se rendre à Desio ou aller skier à Saint-Moritz.

La naissance d'un pape sur son territoire aurait valu à Desio d'être érigé en ville, un pontife ne pouvant, paraît-il, être originaire d'un simple bourg rural. D'où des avantages de chef-lieu de canton : service des impôts, tribunal de première instance, siège de l'unité sanitaire territoriale. L'hôpital, moderne et conséquent, dessert une vingtaine de communes. Les établissements scolaires publics et privés attirent les jeunes des environs, assurent les responsables. « Les gens de Desio sont moins égoïstes qu'à Seregno », dit le secrétaire de la démocratie chrétienne. Seregno, c'est la gare d'après, quand on vient de Milan par l'omnibus; le commerce y donne le ton. Ces petites agglomérations, que la réurbanisation continue à remodeler, ont tendance à se jalouser, même si certains professeurs d'urbanisme au Politecnico de Milan voient justement dans la Lombardie une unique ville polycentrique; même si à Desio, à Lissone, à Seregno, à Sovico... les Brianzoli se sentent comme une ethnie aux vertus particulières : la plus active de l'active Lombardie.

La partie sud de Desio abrite une zone assez récente de petites industries : des carrossiers, des fabricants de meubles, une verrerie... Le jeune homme qui vient de finir de décharger un camion s'assied derrière une table encombrée dans le hangar, divisé entre l'atelier où l'on fabrique des contacteurs électriques et les bureaux. Le visage est tranquille, le regard clair: « Nous sommes une ville de la Brianza comme les autres où on travaille, sauf qu'ici il y a l'Autobianchi. Nous formons une entreprise familiale: dix personnes, la moitié sont des gens de la famille. Mon père est de Desio. Il a commencé en 1963. Il travaillait alors dans une entreprise qui fabriquait les machines servant à faire les pièces des contacteurs. Il a commencé à la maison. Jusqu'à il y a cinq ans, nous avons travaillé à Varedo; c'est à quelques kilomètres. Nous avons eu des subventions pour nous installer ici. Nous travaillons pour des gros groupes de matériel électrique. Ce n'est pas un travail typique de la Brianza, comme le meuble par-exemple. Nous faisons aussi des clous pour les jeans... En revanche, la petite entreprise, c'est typique de la Brianza : pas de longues pro-cédures qui trainent, pas de hiérarchie. »

* Maître de conférences à l'université Stendhal (Grenoble).

Sur le nouvel axe de développement de la ville, le siège du Banco di Desio e della Brianza, énorme, de construction récente, tout en verre sumé et en béton, d'un goût assez différent des villas raffinées, parfois fort anciennes, que les Gavazzi, la famille qui contrôle la banque, possèdent en Brianza. Courtois, le riche Lombard, dont la richesse n'est pas trop récente, offre dans ses rapports avec l'interlocuteur une image de soi où se juxtaposent sérieux et auto-ironie bien tempérée. Ainsi apparaît Marco Gavazzi, viceprésident du Banco di Desio e della Brianza. Dans la Brianza de jadis, Gavazzi, c'était le riche : propriétaire de terres et surtout industriel du textile. Ecoles, maisons de repos et autres institutions continuent de porter à Desio le nom de tel ou tel membre de la samille : « Au début du siècle, le curé avait mis sur pied une petite banque. Pour boucher les trous, il saisait appel à la solidarité de la famille la plus riche. Dans les années 20, la famille a fini par prendre directement les affaires en main. C'est après la seconde guerre mondiale que notre banque s'est vraiment développé : nous avons aujourd'hui trente filiales, 1 200 milliards de lires de dépôts (plus de 5 milliards de francs), 90 000 comptes d'épargne, 12 000 ouvertures de crédit, 700 employés (les mieux payés du secteur), si l'on compte ceux de nos sociétés de leasing, factoring. services informatiques. >

Il y a toujours eu des banques en Lombardie. Nombre de villes françaises ont une rue des Lombards qui remonte au Moyen Age; on y changeait les monnaies, alors que l'Eglise condamnait le prêt à intérêt. A Desio, la Caisse d'épargne des provinces lombardes (un pilier de l'économie italienne) fait construire là où naguère se situait un joli petit théâtre du dix-neuvième siècle, la Banque populaire de Bergame restructure une belle demeure, la Banque populaire de Lecco a construit en face de la mairie... Six banques sont présentes ici.

Pas d'activité bancaire sans rapport au milieu. Le viceprésident du Banco Desio semble, lui aussi, s'interroger, à la manière des experts en sciences sociales, sur la spécificité de la Brianza: « Ces paysans au bord de la famine, ces ouvriers, sont devenus des entrepreneurs. Un modèle de libre entreprise: individualisme, compétition; chacun se veut un centre de profit; il faut se transformer ou périr. Quelques-uns arrivent à devenir de gros

Le banquier exalte le « spontanéisme », la loi du marché. « Il y a ici des gens dont vous n'imaginez pas la richesse », dit-il.

entrepreneurs, mais souvent l'entreprise ne dépasse par la dizaine d'employés. En revanche, elle se trouve prise dans un réseau de fournisseurs et de clients qui constituent un véritable conglomé-

Au vrai, le spontanéisme qu'exalte le banquier — « Il y a lci des gens dont vous n'imaginez pas la richesse » — a aussi ses limites, du moins dans la perspective des artisans et des petits entrepreneurs. C'est pourquoi leur organisation patronale, la Confartigianato, cherche à les organiser pour que se créent, en amont et en avail d'une activité productive assurément performante, des réseaux de financement et de commercialisation.

Mais, si la politique du Banco di Desio e della Brianza consiste à être très fort au plan local, à se tenir prioritairement aux côtés des industriels et des artisans, il peut aussi faire connaître ses activités de leasing, acheter une page entière de publicité dans le plus grand quotidien national, la Repubblica: « Nous voulons vendre nos produits à l'extérieur; nous sommes par exemple l'entreprise leader dans le leasing des avions d'affaires; nous faisons partie de groupements interbancaires; après tout, en 1992, ce sont les grandes banques italiennes qui risquent de rencontrer le plus de difficultés! »

Non, rien de pittoresque à Desio, ni les lieux ni les personnes; rien de ce qui plaît tant à l'étranger en Italie et que l'Italien, lui, exhibe, cynique et complaisant. Mais via Roma, il y a «La

Desio, ville poyenne,

Miniera » (la mine). Dans un ensemble du treizième siècle (église et couvent) amplement restructuré, une superbe collection de minéraux. Pio Mariani, le collectionneur, est mort il y a deux ans. Il travaillain au gaz, mais il avait la passion des minéraux. De la passion... à la profession : il achetait des pierres (dans le monde entier) et les revendait (en Italie). Aujourd'hui, sa veuve et son fils continuent à acheter et à vendre des échantillous aux collectionneurs et aux minéralogistes. Mais les pierres, ils les transforment aussi : boiles, cendriers, bijoux. Quelques machines, quelques ouvriers suffisent.

« Desio, petite ville de la Brianza comme les autres... auf qu'il y a l'Autobianchi... » Avec ses 295 000 mètres carrés dont 137 600 couverts, au bord de la voie ferrée, avec un effectif de 2 600 personnes environ, l'Autobianchi est un morceau de Fiat en Lombardie. De l'autre côté des grilles s'alignent les Panda. Lancia en Piémont, l'Autobianchi et Alfa Romeo en Lombardie : trois constructeurs naguère indépendants et que l'empire a intégrés. Jadis une Bianchi, c'était une bicyclette, un beau cadeau pour un jeune, un nom dans l'histoire du cyclisme puisque Fausto Coppi a couru pour Bianchi. Avec le boom, Bianchi devient une usine d'automobiles, l'Autobianchi, qui va s'autofinancer jusqu'en 1967. En 1968, elle passe au groupe Fiat. Sur la tourette en forme de château d'eau, figure toujours le logo, un grand A barré, mais ancune production autonome ne sort plus d'ici.



AGUÈRE encore, l'industrie, à Desio, se résumait à deux entreprises de textile. Le paysage rural d'avant les années 50 a dispars. Aujourd'hui, les vieux bâtiments de ferme lombards (cascine), es du moins des constructions

dont ils sont l'archétype, se trouvent englobés dans le tissu nibuin, remaniés ou retapés. À Desio, dans les années 50 et 60, a eu ileu la véritable industrialisation de cette zone « blanche » (soumise à l'Eglise); « L'embauche a un caractère clientélaire : pas une grève », rappelle-t-on au syndicat CGIL. Au début des années 60, les habitams commencent à se dire que pour gagner quelques sous, il faut faire beaucoup d'heures. Arrive aussi l'écho des luttes syndicales dans la banlieue ouvrière immédiate de Milan. De 1963 à 1970, la progression syndicale est forte, au moment justement où l'Autobianchi devient Fiat. Obtenir les mêmes conditions que l'ensemble des travailleurs de chez Fiat, telle est la grande revendication sur laquelle se fait la mobilisation syndicale. « Le fameux « automne chaud » du syndicat (1969) est déjà là à Deslo, en avance », assure un responsable régional actuel de la CGIL, entré en 1965 à l'Autobianchi.

La population de Desio, au cours des années 70-80, va vivre intensément sa dépendance à l'égard du plus grand groupe industriel italien: guerre syndicale ou antisyndicale, licenciements (« Il y avait plus de 5 000 personnes qui travaillaient ici, et maintenant la moitié »), crainte de la fermeture de l'établissement. Aujourd'hui, toutefois, les effectifs sont en légère augmentation — d'où un optimisme modéré.

Mais les propos recueillis reflètent certaines contradictions:

«L'important, c'est les grosses entreprises, ça donne du travall, c'est plus sûr » (un chauffeur de taxi); «Après tout, Flat on pourrait s'en passer, les camions qui transportent les voitures encombrent les rues » (un promoteur immobilier); «L'important, c'est de maintentr l'emploi » (personne ne dit le contraire); « let, ce qu'il faut, c'est développer le tertiaire » (opinion aussi vague que répandue). Tout un courant pense que les voitures peuvent se monter n'importe où, dans le Sud par exemple, mais que Desio devrait entrer dans le « post-industriel », « voir en termes de services publics et privés »; « Et pourquot pas des hôtels si Milan sature ? »; « Il faut attirer l'électronique et l'informatique. » On entend des mots comme » tertiaire avancé », « quartenaire ». Des

Les partis et les gros sous. Remodeler la ville, c'est l'affaire des promoteurs. Un « compromis » est concevable entre l'espace immobilier et l'espace politique.

formules qui resiètent le désir de devenir une petite ville de Brianza tout court (sans Autobianchi). Le rêve de construire un pont technologique enjambant le monde industriel classique (la grosse industrie n'est pas présente qu'à travers Fiat), reliant les pratiques artisanales à des activités qui requerront un savoir et un savoir-saire de pointe. « Un dési pour toute la société : conserver une culture positive du travail », tel est l'idéal proposé par l'étude la plus complète qu'on possède actuellement sur la Brianza, et qui rend compte de la situation au début des années 80. Les propos que tient le politicien local pour se présenter ne véhiculent pas des valeurs très dissérentes. Le secrétaire de la démocratie chrétienne déclare : « La commune devrait être gérée comme une entreprise : l'homme compétent à sa juste place. » L'entretien avec le président du groupe socialiste au conseil municipal se conclut sur cette phrase : « Je vis de mon travail. » Et le maire se désinit ainsi : « Ma prosession, c'est d'être sonctionnaire de parti. »

Très schématiquement, l'histoire récente du conseil manicipal est la suivante : après les élections de 1985, démocrates chrétiens et socialistes se mettent d'accord. Mais, en 1986-1987, une crise très violente secone tout ce petit monde politique. Actuellement, les démocrates-chrétiens sont rejetés dans l'opposition, socialistes et communistes gouvernent. A l'arrière-plan de ces événements, la révision du plan d'occupation des sols (POS). La ville n'a pas évolué comme prévu : par exemple elle est loin d'avoir dépassé les 40 000 habitants. La science et l'idéologie du développement urbain ont changé. Par ailleurs, la maison est un investigations.



The property desired the first the first that the f

titunger

d'informatique, adjoint

to encougne à l'âmir p

tri pente a ésé le pente

tre qu'il grant ésé unique

tre pente a ésé le pente

tre qu'il grant ésé unique

tre producte, se été de

Print of Party Green, 1988

All the state of the state of

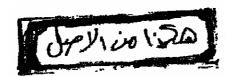
Le 30 fect innight les entendes de l'acceptant de la Sichie et ente écre des esté de l'acceptant de la Sichie de

Commercé en lévreu 1966), le bone le commercé en lévreu 1966), le bone le commercé en lévreu 1966), le bone le commercé de pouveur souléent de le commercé de proper le commercé de le com

LA STAM







Desio, moyenne, lombarde et européenne

(in mine). Dans un ensemble du treible sur supribe sur supribe sur La mane). Dans un ensemble du treining de la manier de la collectionneur, est mondre de la collection de la passion de mineral des niemes de la collection de mineral de la collection de la collection de mineral de la collection de la collec in profession: il achetait des pienes (en litalie). Automita (en tevendait (en Italie). Aujourd lie in tendre des solomes et in tendre d M revenues , se à vendre des échanilles Mais la réchet des échanilles sex mineralogistes. Mais les pients al Water ocuquets' pilotir Gueldnes marie

Avec ses 295 000 minu que hord de la voie ferrie minu que morts, au bord de la voie ferrée, avec a de ess caviron, i'Autobianchi esi un motori e De l'autre coré des grifes s'alignem le l'autre Le l'Autobiancia et Alia Romeo en Lombia Maguere indépendants et que l'emit in sanchi, c'était une bier elette, un best elette m dans l'histoire du cyclisme paisque les Bianchi. Avec le boom, Bianchi deits p ica. l'Autobianchi, qui va s'autofinance inte site passe au groupe Fiat. Sur la tourete the frame to go on place at the distance of th section autonome ce sort plus d'ici.



résumait à ien sage rural (pg années 50 1 & Aujouni bi, b. A Desir, dura les années 50 et étale

de cette zone blanche L'ambauche a un caractère clientitis as Men au wind out CGIL. Au debut best enement à se dire que pour gagnerant Aug diference Armie aussi l'échogies Annabeus immédiate de Minhe now by notice the force, au momentum devices hait Obtenir les mêmes come Brave lieurs de ches Fint, telle est hymbs with se fact to mobilisation syndicale (b) 🚅 = atu 17744.cat (1969) est déjà là t k 🕏 🔐 Pengorna bio pogranal actuel de la 🗯 BOOK STATE

telan de Denie, au cours des amés 7447 the transfer ty wheat's an antisyndicale, licenses 5 000 personne: que tras acilmentici des the transform les effectits sont en lègère super

the groupes recrueilles refletent certains mine ent les grances entreprises, qu'iomits of the shallour de taxil : « Après tout t sem proceen, les carraiens qui transporten de the fact of the promoteur immobilier) :- Lie to market and of - spersonne ne du le constant From g'en devel oper le terriaire » (opmoniet m mangerte de, dens le Sud par exemple mis mi tentre dans le « part-minstriel », « voir en immh maller ut provis . . Et agurquoi pas des lanti Re a s w de femer mettere ! electronique et l'ufornise des mais comme - tertaire mant e, equital

> Les partis et les gros sous. Remodeler la ville, c'est i din des promoteurs. Un comprone est concevable entre l'espat immobilier et l'espace politique

were enjumbent to mende industrel des entantia a est pus presente qu'à travels fail et withmentes & des activités qui requerron un sera descrites qui requerrum de la serie de la descrite pour loute la serie de la descrite de la serie de The design pour toute la social proper de la social proper de la section de la social proper de la social proper de la section de la social proper de la section de la sec the series pour se present des articles 80 les pour se present et la démonsité de la certain de la series 1 les pour se present de la démonsité de la démonsit Le serretaire de la demonstrate del demonstrate de la demonstrate manufacture an conseil municipal se condition of the second secon e est d'ire functionnaire de part Phistorie recente de 1985, denorment de 1985, denorment de 1985, denorment de 1985, denorment de 1985, de 1986-1987, de la control de 1985, de noticipal de la control de mattent d'accord. Mais en 1986-1986.

Mais en 1986-1986.

Mais en 1996-1986.

Mais en 1996-1986.

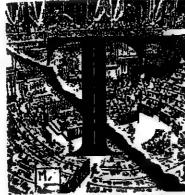
Mais en 1996-1986.

Mais en 1986-1986.

Mais en wall rejects dans l'oppalient Par exemple elle est loin de desta La secupie elle est loin d'avenue La schence et l'idéologie de l'accel-

économique (une législation datant des années 70 tend à l'extinction de l'espèce locative) et psychologique non négligeable : « Posséder sa maison est une aspiration à encourager », dit le maire communiste. Le bâtiment est une des premières activités de Desio : les promoteurs et les agences immobilières sont dynamiques. Il y a an centre à remodeler, des espaces occupés par des industries obsolètes (le textile) à utiliser. Un secret de Polichinelle à Desio : la politique et les gros sous.

Du POS dépend l'avenir de la ville. Tous les partis sont partle prenante ; ça doit se faire à la lumière du jour ; on arrivera à un compromis. » L'homme qui parle est Ilvano Desiderati. Tout le monde est d'accord : depuis vingt ans, il conditionne la vie politique locale. Aujourd'hui, il préside le groupe socialiste (PSI) au conseil municipal. Cet homme sait trouver un espace politique, mais aussi le construire : « Plus on a de laine et plus le fil est long > Il y a moins d'un an, il était social-démocrate (PSDI), il a été maire, au début de sa carrière il a été élu sur la liste de la démocratie chrétienne. Directeur de l'hôpital, « grand patron », issu d'une famille arrivée de Vénétie en 1944, il a sans doute l'envergure d'un sénateur. D'autres sociaux-démocrates sont entrés avec lui au Parti socialiste qui, à Desio, est le parti le plus intéressant dans la mesure où il reflète la diversité et l'instabilité de la ville. Le secrétaire de la section locale est architecte. Il poursuit à son niveau le même dessein que M. Bettino Craxi au plan national : arriver à l'hégémonie et rendre le parti homogène.



OUS les partis sont plus ou moins marqués par la division entre le Nord et le Sud. - Quelqu'un du Nord vote pour un parti, en revanche quelqu'un du Sud donne, sur une liste, sa préférence à une personne qu'il connaît et

dont il espère tirer un avantage pour lui-même. » D'où un conflit (les socialistes y sont particulièrement exposés) entre structure clientélaire et identité

L'immigration a pris fin à Desio. Les premiers à arriver ient été les Vénètes (jusque dans les années 60). Puis vinrent les Méridioneux. Voici une approche brute de la question méridionale, des phrases gianées dans des entretiens avec des personnes qui étaient toutes du Nord : « Il y a des vieux qui retournent au sud... Les jeunes, ils se sont assimilés... En voyant la vie ici, les semmes se sont affranchies... Ils mettent leur argent à la banque parce qu'ils sont intelligents... Il y a de plus en plus de mariages avec des gens d'Ici... Certains qui sont là depuis longtemps utilisent encore le dialecte... Et même les jeunes dans des samilles qui restent groupées entre elles... Ils venaient tous du même village... Non, ils n'ont jamais été une ville dans la ville... C'était une ville dans la ville... J'ai cherché à me mettre à leur place... On ne peut pas parler de racisme... S'ils achètent une maison c'est qu'ils s'assimilent... Nous n'étions pas préparés... Avec le chômage des jeunes ici, pourquoi prendre des Méridionaux dans l'administration?... Si on pense à comment ils ont eu leurs diplômes !... Maintenant, même les instituteurs sont méridionaux… Difficile de trouver à la banque quelqu'un avec un nom méridional... C'est des gens qui réussissent à l'étranger. »

Mais ce professeur d'informatique, adjoint au maire, marié à une femme de Desio qui enseigne à l'école primaire et dont un oncle des environs d'Agrigente a été le premier de la famille à venir s'installer ici parce qu'il avait été maquisard dans le Nord à la fin de la seconde guerre mondiale, se rit de ces propos : « // y a déjà quelques Africains ici. A Desio, les gens vont continuer à se



Pourquoi avoir choisi Desio? Toutes les personnes rencontrées ont posé la question. Pourquoi? Parce que c'est un lieu d'hybridation entre l'immédiat hinterland milanais et la Brianza, l'« avant-poste du vert », pour parler comme un agent immobilier. Parce que, ici, se jouent des variations du théâtre italien de l'identité : sur la scène politique mais aussi dans la vie de tous les jours ; nord et/ou sud ; la petite ville et/ou quelque part dans la multiville lombarde. Par exemple : les commerçants organisent une fête avec défilé de mode, vedettes de la télévision privée de Berlusconi, pour prouver à leurs concitoyens et aux gens des environs qu'ils existent, qu'il n'est pas indispensable d'aller à Milan. Mais le maire déclare aussi : . Il faut s'arracher à une perspective étroitement locale. Nous allors réaliser un petit palais des sports pour sept mille personnes (Desio a une équipe de basket-ball qui figurait il n'y a pas si longtemps en division nationale); les travaux de restauration de la Villa Traversi vont commencer, et nous y créerons un centre culturel important; nous prévoyons aussi un grand centre résiden-tiel et commercial; autant de projets qui installent Desio dans ce vaste espace urbanisé qui va de Milan à la Suisse et qui devrait lui assurer une relative prééminence. » Il y a également ici un incinérateur prévu pour onze communes, selon un plan régional. Son développement ne risque t-il pas d'identifier Desio, qui avait déjà été touché par le désastre de Seveso en 1976, à une poubelle écolo-



T si tout cela n'était que divertissement pascalien? A Desio, le novau dur c'est la religion. Mgr Pietro Galli est le prévôt de la paroisse du centre. Il a sondé la misère de l'homme : celle des politiciens locaux sans envergure, celle des Méri-

dionaux à la religion émotive, celle des gens de Desio attachés à leurs sous, celle des jeunes qu'on laisse vivre sans principes. Mais il est attelé à l'œuvre de rédemption : fustigateur (Ah! le prêche de

la Toussaint, quand le peuple accourt en pensant à ses morts!) et voue entièrement à sa tache. Il y a les patronages, les écoles privées (des centaines d'élèves), un centre de conseillers familiaux (gynécologue, pédiatre, psychologue, avocat); des manifestations apparemment plus surprenantes, comme une foire des artisans et des commercants : des plus classiques aussi, comme des réunions par rue et par immeuble. - Mes pretres travaillent », dit-il. La voix de Mgr Galli compte assurément à Desio. Et ce n'est pas une personnalité banule.

On m'a indiqué celui qui passe pour être l'adversaire du prévôt, on a dit aussi que les catholiques sont divisés, mais, aux yeux d'un observateur extérieur, ils le sont comme on peut l'être dans une famille italienne : ce qui unit est l'essentiel parce que

c'est une identité repérable à tous les niveaux de l'existence : affeczif, culturel, politique, économique. La sécularisation n'a guère mordu sur les comportements profonds ni sur le ciment des bâtiments paroissiaux.

Il Cittadino, le journal catholique (le seul journal local), qui s'imprime à Monza, mais qui consacre plusieurs pages à Desio, où fonctionne une petite rédaction, se vend chaque semaine à trois

> Dans cette vaste zone urbanisée qui va de Milan à la Suisse. le « noyau dur » religieux ne se dissout pas pour autant. Un prêtre fort actif veille au grain.

mille exemplaires. Comunione e Liberazione, le mouvement le plus important suscité par le catholicisme italien au cours des vingtcinq dernières années, n'est pas, semble-t-il, en position dominante ici, mais il est présent au conseil municipal (deux représentants). dans les écoles, à l'hôpital. Son fondateur, Don Giussani, naquit à

Au coin de la rue qui mêne à la gare, deux adolescents au pied de leur immeuble. La jeune fille a tout de suite accepté le dialogue, son compagnon se contentant d'approuver.

« Oui, j'ai toujours vécu ici, ma famille est d'ici, je suis au lycée en section commerciale, pas à Desio parce que je n'avais pas tellement envie d'aller à l'école libre.

La politique vous intéresse?

- Non, pas du tout. Mais les personnes que vous avez vues vous ont parlé de quoi ?

De Desio, le maire m'a raconté ses projets.

- Ce n'est pas de ça qu'il faut parler, c'est de la vie des gens : ici, il n'y a pas de bons endroits où se rencontrer pour les jeunes. Et c'est difficile de trouver un emploi. Ma sœur, elle va travailler à Cantu (du côté de Côme).

- Et vous, qu'est-ce que vous aimeriez saire?

- Entrer au Banco Desio... >

CLAUDE AMBROISE (Lettrines de Jean Mineraud.)

Dans la presse étrangère

PALERME. — « Pietro Grasso, juge assesseur au premier maxi-procès contre Cosa Nostra (la Mafia) est en train d'écrire, depuis le 10 janvier, les attendus de la sentence qui a condamné à la prison à vie dix-neuf parrains et distribué des milliers d'années de réclusion à quatre cent quarante et un autre accusés. Il travaille à un rythme impressionnant : 12 heures per jour, des dizaines de pointes Bic usées, une vie privée qui n'a pas encore repris son cours normal après les deux années qu'il a passées cioîtré dans la salle d'audience-bunker. Un énorme sacrifice. » C'est ainsi que le Corriere della sara du 23 août 1988 recontait la tâche écrasante du juge

Le 30 septembre les attendus sont déposés. Trente sept mes, dont un consacré au « régime des preuves ». « Un morceau d'histoire de la Sicile a été écrit dans ces 6 900 pages », lit-on dans le Giornale di Sicilia du 1º octobre. Mais le juge Grasso déclare dans les mêmes colonnes du journal palermitain : « il n'y a pas à surestime! cette sentence qui n'a pas résolu les vieux problèmes. » Bientôt viendra le procès en appel. Chacun sait qu'il y aura encore la cassation... A ire les déclarations des magistrats, on voit bien que l'enjeu juridique reste double : utilisation des confessions des « repentis », responsabi-lité des chefs mefieux en tent que membres du directoire de Cosa Nostra. Par ailleurs, la sentence ne tranche pas sur les relations entre Mafia et politique, Mafia et entreprise, se contentant de mettre en évidence une certaine « contiguité »...

Deux jours avant que ne s'achève ainsi le maxi-procès (il avait commencé en février 1986), le boss Bontade et sa femme étaient inés à Palerme. Seion Antonino Calderone (l'Espresso du 30 octobre), se font éliminer tous ceux qui pourraient porter ombrage aux urs actuels du pouvoir mafieux. Or qui est Antonino Calderone ? Un expert, pusque mafieux repenti, un homme qui reconte à la Justice sa propre expérience de la Mafia, comme acteur ou témoin direct. Ses interrogatoires couvrent 875 pages, toujours selon ce même numéro de l'Espresso qui publie l'entretien. Mais, selon le Cor-

Mafia et guerre des toges

riere du 15 novembre, qui en offre des extraits à ses lecteurs, l'interrogatoire est en fait long de mille pages. Va-t-on enfin tout savoir sur les relations entre Mafia et politique, Mafia et entreprises ?...

Mais, les mafieux ne sont pes les sauls à mount : le 26 septembre, un juge et son fils ont été tués à Caltanissetta. Le même jour, à Trapani, Mauro Rostagno, responsable d'une communauté d'aide aux drogués, est assassiné de sept coups de fusil. Il est vrai que cet ancien militant du mouvement d'extrême gauche Lotta Continua ne cessait de dire, sur une télévision locale, que la drogue et la Mafia c'était la même chose. Le président de la République assiste aux obsèques du juge. « A qui le tour maintenant ? L'amère question de l'évêque de Catane à Cossiga », titre La Repubblica du 28 septembre.

A côté de ces « morts illustres », les victimes quotidiennes se retrouvent dans les pages intérieures des journaux. Est-ce pour autant la guerre en Sicile ? Linguistiquement oui. On parle de : « guerre de Mafia » pour décrire les règlements de compte entre « familles » ou au sein de celles-ci ; de « guerre contre l'Etat », pour dire que la « nouvelle Mafia » n'y va pas par quatre chemins. Les images prolifèrent : le discours journalistique évoque « la tranchée » où sont logés métaphoriquement, et tour à tour, les magistrats, les jésuites - chargés de revitaliser le milieu chrétien local - le maire de Palerme... Pourtant ce ne sont pas les militaires qui ont la charge de lutter contre la Mafia en Sicile, mais bien les juges puisque, dans un état de droit, c'est au tribunal que les comptes finissent par se régler.

Effectivement, les juges avec leurs problèmes et leurs rivalités finissent par se retrouver en première page. Et cela peut durer. Au

début de l'année, Antonio Meli devient le chef des juges d'instruction à Palerme. Le juge Falcone, qui dirige le groupe des juges spécialisés dans l'instruction des procès contre la Mafia, avait également fait acts de candidature. Le Conseil supérieur de la magistrature a-t-il voulu récompenser l'ancienneté plutôt que la pugnacité ? Le fait est que les deux hommes n'ont cessé de s'opposer, que le Conseil supérieur s'est révélé incapable de trancher, en proie lui aussi à ses démons. En couverture de l'Espresso du 18 septembre, une photo de Falcone avec son cigare et ce titre en grosses lettres : « J'accuse ». Le spécialiste de la lutte contre la Mafia se plaint d'un « blocage total » de l'instruction à Palerme. Son adversaire, quant à lui, l'a accusé de faux (Corrière du 13 septembre). Mais dans La Repubblica du 9 novembre sont public des « lettres secrètes » de Meli et Falcone d'où il résulte que c'est le timide Meli qui voulait faire inculper certains entrepreneurs alors que Falcone se serait montré réticent Et dans le Cornere du 14 novembre, Meli se plaint des lenteurs des services du procureur de la Républi-

A propos de cette tension entre juges, il est courent de lire qu'il est certaines affaires qui justement touchent à la « contiguité » entre Mafia et politique : assassinat de Dalla Chiesa en 1982 alors qu'il dirigeait la lutte contre la Mafia ou histoires relatives à d'anciens maires de Palerme. Mais les magistrats restent des personnages importants : ils peuvent annuler un procès en cassation et le président Corrado Carnevale est en train de se faire une réputation de spécialiste du genre. Par ailleurs, Domenico Sica, qui a été nommé haut-commissaire à la lutte contre la Mafia, avec des pouvoirs que n'avaient pas ses prédécesseurs, s'est illustré, comme magistrat à Rome, en particulier dans la lutte contre le terrorisme. Lors de sa nomination, l'éditorialiste de La Stampa du 14 août l'invitait à restituer quelques-unes des « taloches » que l'Etat prend en Sicile, au lieu de se borner à tendre l'autre joue. La

GIORNALE III SICILIA CORRIERE DELLA SERA la Repubblica

ROMANS NOIRS ET SOCIÉTÉ FRANÇAISE

U début des années 70, la fameuse € Séne noire » de Gallimard coulait des jours tranquilles. La plupart de ses ouvrages étaient écrits par des auteurs anglo-saxons. L'argot et, si l'on ose dire, une violence de bon aloi les caractén-

En 1971 et 1972, ce cours tranquille va être bouleverse ; la collection de Marcel Duhamel publie plusieurs romans de deux jeunes auteurs français ; Jean-Patrick Manchette et ADG (pseudonyme d'Alain Fournier), dont le ton et le propos tranchent fortement avec la production « noire » classique. Les mouvements sociaux et politiques, la violence banale de la délinguance au opotidies constituent la torie de fond ou parfois le moteur de leurs récits. Leurs convictions politiques personnelles contrastent et font de leurs œuvres des recoussoirs réciproques. A gauche, Manchette est une sorte de margiste libertaire, lecteur d'Herbert Marcuse et des auteurs situationnistes ; à droite. ADG est un futur

Apparaît également, en 1971, Janine Oriano, première Française de la « Série noire », avec 8 comme Baptiste, Suivie un peu plus tard par Raf Vallet puis Jean Vautrin. Après la création des collections Sanguine et Engrenage, une deuxième génération de nouveaux auteurs français se révèle en 1979. Tous ces écrivains ont contribué à créer le πéo-polar » français.

Le roman policier a toujours eu partie liée avec le bouleversements sociaux. C'est l'évolution de la civilisation industrielle dans la seconde mortié du dix-neuviàme siècle qui crée les conditions d'une nouvelle criminalité urbaine. Pour la réprimer, la police prend peu à peu sa forme moderne. La fiction policière se dévaloppe, publiée sous forme de faulletons par la presse en plein essor. Le Double assassinat dans la rue Morgue (1841) d'Edgar Poe fait office de point de rapère commode, plutôt que d's acte de naissance » du récit criminel. On y trouve les éléments nécessaires au detre quant au contenu (un crime, une victime, un assassin) et quant à la structure (le récrt est élaboré de facon rigoureuse à l'envers, c'est-à-dire à partir de la découverte du corps de la victime),

L'influence des Américains

N premier renouvellement provient du roman e noir » américain dans les années 20. C'est le style hard-boiled (dur à cuire) de Dashiell Hammett, Raymond Chandler ou James M. Cain. Le « privé » y supplante le détective amateur, tel l'aristocratique chevalier Dupin de Poe ou le distingué Sherlock Holmes de Conan Doyle. Il descend dans les basfonds, côtore les gangsters et emploie leurs méthodes. Il démêle non plus des énigmes mais des « embrouilles » dans lesquelles notables et politiciens sont mouillés. Le regard porté sur l'Amérique de la prohibition, du spoil-system et de la crise nomique se charge de passimisme. Hammett, ancien détective de l'agence Pinkerton, veut dénoncer un ordre social et politique corrompu. Chandler, en revenche, s'il décrit de même la pourriture de l'époque, semble moins soucieux du sort des opprimés.

Dans le même temps en France, le récit de fiction policière ne fait pas preuve d'une critique sociale exacerbée. Une exception cependant : Léo Malet qui, dès 1943, dans 120, rue de la Gare, fait évoluer son détective privé Nestor Burma dans une France occupée. Par ses références littéraires, ses jeux de mots. l'utilisation d'un langage populaire, Leo Malet a influencé nombre d'auteurs français de l'aprèsquerre et du nouveau roman noir (1).

D'autres romanciers peuvent être considérés comme des précurseurs du néo-polar. Jean Meckert, à ses débuts en 1942, choisit un registre populiste et dépeint des personnages en révolte individuelle contre la société. Publiant dans la « Série noire », dès 1950, sous le pseudonyme Jean Amila, il insère dans ses romans des éléments à proprement parier politiques : des attentats de l'OAS (Pitié pour les rats. 1964) : un ancien des barricades de mai 68 (le Grillon enragé, 1970); un inspecteur hippie aurnommé Géronimo qui lutte contre les réseaux de la police parallèle (la Nef des dingues, Contest-filc,

Francis Ryck, par sa manière nuancée de tralter des intrigues d'espionnage (Opération Milliber, 1966), anticipe également sur le mouvement des années 70, tout comme Pierre Siniac qui publie en 1968 les Morfalous ; l'histoire se déroule pendant le second conflit mondial, mais le méoris des valeurs patriotiques affiché par les protagonistes en fait plus qu'un simple récit guerrier.

Jean-Patrick Manchette et ADG ne sont donc pas tout à fait les premiers à faire œuvre de critique

Un marché déclinant

En 1986, 852 titres classés comme romans policiers - (1) ont été publiés en France, dont 582 inédits. Le total des ventes atteint 17,5 millions d'exemplaires (contre 56 millions pour la littérature contemporaine et 15.3 millions pour la littérature sentimentale). Le roman policier est édité à 96.5 % des titres et à 99 % des exemplaires en format de poche. La part des auteurs français s'établit à environ 60 %.

Un roman de la - Série noire » (quatre titres par mois) est tiré à 12 000 exemplaires. Certains auteurs aux réussites régulières, tel Didier Daeninckx, beneficient d'un tirage initial de 20 000. Le plus gros succès récent a Daniel Pennac, lauréat de plusieurs prix : au moins 50 000 exemplaires vendus, estimet-on chez Gallimard.

Le marché du polar a connu des hauts et bas, mais globalement sa santé décline. Le Fleuve noir, l'autre géant, a dû suspendre sa production policière au vu de la spectaculaire baisse de ses ventes. Sa nouvelle « Collection noire », qui a démarré en juin dernier. fonctionne à un rythme prudent et à des tirages modestes.

(1) Source : Syndicat national de l'édition ; cf. Livres-hebdo, 9 novembre 1987.

La violence a changé, le polar aussi

Souvent figé dans une structure narrative conventionnelle, le roman policier est aussi, parfois, une veritable chronique sociale révélatrice des mœurs cachées, des nondits et de la violence d'une société. A ce titre, il reflète un univers que « la loi et l'ordre » ne parviennent pas à délimiter et s'inscrit donc, de plain-pied, dans un registre politique.

Depuis plusieurs années, une nouvelle génération d'auteurs français, dans un style direct et cru, a entrepris de dépoussiérer radicalement ce genre romanesque. Le néopolar raconte la violence quotidienne — celle, sans aura, des petits délinquants, des loubards et des « dealers », — le racisme ordinaire, les bavures policières, les tentations terroristes... Il decrit, sans complaisance, quelques-uns des plus graves malaises de la civilisation actuelle.

Par FRANÇOIS COTE *



- Le Prolétariat...disparu?.ok... Il avait l'air déprimé ?..préoccupé ?.. Vous lui connaissiez des ennemis ?..

sociale. L'importance accordée à leurs romans de 1971-1972 tient sans doute à la virulence de leur ton. Les « jeunes loups » de la « Série noire » (ainsi baptisés par Gallimard dans un but promotionnel) reprennent la tradition du hard-boiled en adoptant un style encore plus grinçant,

En 1971, Manchette a déjà publié, en collaboration avec Jean-Pierre Bastid, Laissez bronzer les cadavres, histoire d'un siège meurtrier opposant des policiers à des bandits sans scrupules, sous le regard d'une bourgeoise dépravée que la situation amuse

Mais l'entrée radicale en matière politique s'effectuera avec l'Affaire N'Gustro (1971). C'est le récit romancé de l'affaire Ben Barka; tous les personnages sont présentés sous un jour défavorable : le leader tiers-mondiste est d'une fatuité ridicule, ses adversaires « zimbawites » (dont le maréchal George Clemenceau Oufiri !) sont des brutes sanquinaires. On y voit le journaliste de gauche américain Debourmann dicter « un texte imbécile où il est question de forces obscures et impérialistes ». L'astuce romanesque consiste à raconter l'histoire du point de vue d'un néo-fasciste. Elle permet à Manchette de jeter un regard cynique sur la vie militante dans les années 60, et de régler ses comptes avec certains mouvements gauchistes : une partie de l'UNEF est commandée par « Kornak et Guilledou, un métèque et un nain. Ils sont de la race léniniste. Qu'on fasse du désordre mais dans la discipline ».

Dans Nada (1972), Manchette raconte la brève aventure d'un commando d'anarchistes qui enlève l'ambassadeur américain en France et se réfugie dans une ferme de la région parisienne. Cash, « la pasionaria du groupe », y élève des lapins, comme quinze ans plus tard Nathalie Ménigon dans la planque solognote d'Action directe. Le commissaire Goémond, manipulé par le pouvoir politique, dirige l'assaut, provoquant délibérément la mort des terroristes et, pour ne pas en faire des martyrs, celle de

Manchette revient à plusieurs reprises (l'Affaire N'Gustro; Nada; la Position du tireur couché. 1981) sur le terrorisme d'Etat, qu'il considère comme un « grand sujet noir ». Dans Nada encore, l'un des anarchistes livre une contribution théorique sur la question : « Le terrorisme gauchiste et le terronisme étatique, quoique leurs mobiles soient incomparables, sont les deux mâchoires du même piège è cons. Le régime se défand évidemment contre le terrorisme. Mais le système ne s'en défend pas, il l'encourage, il en fait la publicité. Le desperado est une marchandise, une valeur d'échange, un

modèle de comportement comme le fire ou la sainte. » En 1979, Gianfranco Sanguinetti, exsituationnists, soutiendra la même thèse à propos des terrorismes noir et rouge en Italia (2),

Le nouveau roman noir met également en scène d'autres types sociaux contemporains : les marginaux et les déclassés, bien éloignés des truands d'Albert Simonin, Auguste Le Breton ou José Giovanni. Les grands ensembles des bantieues fournissent leur contingent de névrosés et de paumés aux romans de Jean Vautrin (pseudonyme du cinéaste Jean Herman), Billy-ze-kick (1974), Bloody Mary (1979). Les loubards, ces nouveaux délinquants, sont les acteurs idéaux d'une violence incontrôlable. Un parti politique les emploie comme hommes de main dans A bulletins rouges (Vautrin, 1973).

Un sujet prisé : le scandale politique

E scandale politique ou politico-policier, souvent utilisé par les auteurs hard-boiled américains, est aussi un sujet très prisé. C'est sur ce thème que Raf Vallet, après avoir publié des romans policiers sous le nom de Jean Delion dans les années 60, fait son retour en 1972 avec Mort d'un pourri. Il y décrit les mœurs politiciennes de l'époque pompidolienne.

Plus généralement, le néo-polar se noumit de faits divers caractéristiques de notre temps. Ainsi, Didier Daeninckx a fréquemment recours à des événements tirés de l'histoire ou de l'actualité : le massacre des manifestants algériens en 1961 à Paris, l'expulsion des immigrés dans l'affaire du « charter pour le Mali », sur lesquels il greffe une fiction. Il prépare ses romans selon une méthode journalistique (recherches, enquêtes sur le terrain). Ses descriptions du fanctionnement de la police du métro ou da l'aéroport de Roissy sonnent vrai ou en tout cas fort

Et régulièrement : l'autodéfense, les bavures policières, la guerre des polices inspirent le nouveau

Les auteurs peuvent aussi choisir des sujets et des contextes proches de leurs expériences professionnelles ou personnelles pour en donner des présentations poussées. Thierry Jonquet situe deux de ses romans dans le milieu hospitalier où il a tra-vaillé; ADG, installé en Nouvelle-Calédonie depuis quelque temps, fournit dans Joujou sur le Caillou (1987) sa version de l'assassinat d'un dirigeant de l'Union calédonienne perpétré en 1981.

Ces procédés confèrent au genre son côté « vécu », que renforcent certaines techniques d'écriture, comme l'accumulation de détails pêchés dans la réalité. Mais les règles de construction de l'intrigue sont parfois battues en brèche. La lecteur ne

Deut plus forcément deviner la solution de l'énigme - quand i en subseste une - avant la fin du livre.

Par rapport au roman policier traditionnel, le style évolue dens plusieurs directions. Il se « littérarise » chez Pierre Siniac, Hervé Prudon, Jean Vautrin, A. l'averse, il se relàche ou plutôt éclate chez beaucoup d'autres auteurs : délires digressifs, néologismes (San Antonio est passé per là), écriture hachée, décousue, télégraphique ou « cinématogra-

D'un point de vue politique, la question du style n'est pas indifferente. Jean-Patrick Manchette explique que le roman noir moderniste d'après 1968 veut accompagner la mouvement critique, « tantôt an radicalisant ses contenus politiques et sociaux, tentôt an recommençant dans son écriture tous les bouleversements formels qui ont marqué la fin de la littérature artistique (Joyce et les avant-pardes du début du siècle! (3) ».

L'auteur de Nada fait en outre une analyse accioéconomique de son œuvre et du genre policier qui retient l'attention. D'agrès lui, le roman noir, comme les innovacions culturelles depuis plus d'un siècle - cinèma, bandes dessinées, - « est, dès sa constitution en genre, immédiatement de la culturemarchandise (4) ». Certes, commo ses fictions, see propos théoriques oscillent toujours entre le sérieux didactique et la dénsion. Pourtant l'histoire du nouveau roman noir français peut bien être rapportée dans une large mesure à celle des collections qui

Dans les années 60 en France, le champ du roman noir était couvert principalement par Gallimard et par les éditions du Fleuve noir (le collection « Spécial Police » ne publie que des romans français). L'intérêt suscité par les livres iconoclastes de Manchette et ADG - qui paradoxalement coincide avec une baisse générale des ventes de romans politiers - conduit Gallimard à créer en 1974 la collection « Super Noire », tournée vers un public plus diversifié que son ainée. Mais la place ménagée aux auteurs français reste limitée. Il faut attendre 1979 pour que paraissent les premiers ouvrages des collections « Sanguine » (éditions Phot'oill) et « Engrenage > (éditions Jean Goujon). Pour Ronald Moreau véritable nom du romancier Frédéric Fajardie) et Patrick Mosconi, dirigeants de Sanguine, comme pour Alex Varoux à 4 Engrenage », « s'agit de pallier la timidité des éditeurs à l'égard des polars engagés et des nouveaux auteurs. Le Manifeste de « Sancuine > annonce la couleur : « Les nouvelles idées qui agitent le monde contemporain n'ont pas, à l'échelle de l'édition, été porteuses d'une nouvelle littérature ou de nouvelles méthodes (...). La collection Senguina se veut la reflet de la société contemporaine, sa violence réeile, mais aussi la violence feutrée, et sera un des axes (5). » La profession de foi d'« Engrenage » tient en une formule forte ; «Le violence a changé, le polar aussi. »

Une révolte pessimiste

N 1979, grâce à ces collections où voisinent des auteurs confirmés et inconnus, le deuxième mouvement du nouveau roman noir peut s'amorçer, La presse s'en fait l'écho ; des revues spécialisées et des festivals (à Portiere par exemple) voient le jour.

Un peu plus tard, d'autres éditeurs lancent des collections ad hoc (a Fayard noir ») ou transforment des séries existantes pour acqueillir de jeunes auteurs (« Sueurs froides », chez Denoël). Le choc en retour du néo-poier se fait sentir dans les grandes collections : en 1979, aur les 37 titres policiers inédits édités par Gallimard, 5 seulement étaient francais ; en 1985, on en recensait 15 sur 45. Le Fleuve noir, quant à lui, a absorbé en 1981 la collection Engrenage ≥ (6).

Des facteurs éditoriaux expliquent peut-être la rareté de nouvelles écoles de littérature policière à l'étranger : les collections spécialisées y sont moins répandues qu'en France. Mais des auteurs que l'on peut comparer à caux du néo-polar français sont récemment apparus en Allemagne fédérale, en Italie. aux Pays-Bas, au Royaume-Uni (7).

En Espagne, Manuel Vasquez Montalban, « premier romancier criminel de l'après-franquisme (8) », situe ses intrigues dans les milieux politiques (Meurtre au comité central, 1981).

Aux Etats-Unis, outre les œuvres de Jérôme Charyn, on relève les romans psychologiques et très vioents de James Eliroy : dans la Lune sangiante (1984), le héros-policier Hopkins abat un collègue raciste pendent les émeutes du quartier noir de Watts à Los Angeles en 1962. Egalement, Tony Hillerman dépeint la condition de la minorité amériodienne au gré des enquêtes de son inspecteur de police navajo (Là où dansent les morts, 1973).

Emest Mandel, dirigeant de la IVe Internationale, a vu au Mexique et en Argentine «une vague de ∢néo-polars > ou de romans noirs progressistes déferier sur la scène littéraire, après la radicalisation prérévolutionnaire que connurent ces pays à la fin des années 60 et au début des années 70 (9) ». Mais les appréciations de l'économiste trotskis doivent être prises avec précautions. Les pages de son Histoire sociale du roman policier consacré nouveau roman noir ne sont pas exemptes d'erreurs dues principalement à son parti pris idéologique. Mais ces pages éclairent, involontairement, un point crucial ; le néo-polar exprime aujourd'hui une critique désabusée et une révolte pessimiste devant le monde moderne.

(I) Cf. Jean-Paul Schweighaeuser, le Roman noir français, « Que sais-je? », PUF, Paris, 1984. (2) Gianfranco Sanguinetti, Du terrorisme et de l'Etat, distribution «Le fin mot de l'Histoire», Paris.

(3) Jean-Patrick Manchette, « Réponses », in Linératures, nº 49, février 1983. (4) Ibid

(5) Cité in Michel Lebrun, Almanoch du crime 1981. Veyrier, Paris, 1980. (6) Sur l'histoire éditoriale du néo-polar, cf. Michel-Lebrun, Jean-Paul Schweighneuser, le Guide du polar, op. ci. Histoire du roman policier français, Syros, Paris-1987

(7) Cf. le panorama effectué par S. Benvenuti, G. Ris-zoni et M. Lebrun, le Roman criminel, l'Atalante, Nantes

(8) Ibid.

(9) Ernest Mandel, Meurtres exquis, La Brèche, Miles

The same of the sa 15 mil 61 in ver bachere Charles 新大学 (ICK IRC) 大田田 大田田 (THE REST LETTER STORY FOR PERSONAL n in september 1985 and 1985 a FOREST CO. S. SA SAMPANAN Billionnia The separated

A St. Objection M. B with Madelle the same of the females of THE WHAT I STREET And the second s Control of the Contro

PROPORTIES SOLVENING TO The second secon the state of the s

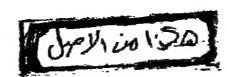
BIBLIOGRAPHIE

les problèmes d'actualité rus par les organisation internationales

denied general son in the the figuresians of CALLORISTON I SUSTIME DE CONVERTING TO A STATE OF THE PARTY OF THE PA Street to be a series of the s Secretary and and the second s CALL Mark to the second Designation of Computation of the Money Abbettett CC CHICHES MASS DIES CONTRACTOR PART IN THE PA PERMANENTE DES MITTA ATTIONS
SOPEMIA 10. DES MITTA ATTIONS SUPERIOR OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE transferrer transmission for the property of t

Organization des leatures mains Parport de Carriera de l'Arabeta de l'Arabet

Reduction Taylors for another the second of New York, 1956, 64 pages 77 V.



Pour pius forcement deure à Miles « LES MÉTAMORPHOSES DU FUTUR » de Thierry Gaudin

Far rapport au roman points la section de la composition del composition de la composition del composition de la composi

Coup d'aurres auteurs du fille de l'accousure télégraphique de l'accousure D'un point de vue painue le la control par le communication por communication processes de la control particular de la co BERNARD CASSEN U se situe, aujourd'hui, le pouvoir à l'échelle planétaire ? Nombre d'ogives nucléaires, monnaie forte, potential industriel, capitalisation boursière, excédents commerciaux, capacité de mobilisation idéologique ? Sans debut de secie) (3) a

Lauteur de Nada far en outre en de secie de son œuvre en de secie de seci de seci de secie de sec aucun doute dans chacun de ces domaines, mais surtout, dans le territoire du mental, dans la place que chacun occupe dans l'esprit de l'autre. clites on peuples. C'est cette thèse qu'expose Thierry Gaudin (1) dans un ouvrage dont chaque page fourmille d'idées et d'intuitions, et qui représente Constitution of the Secretary Consti

la plus pénétrante des grilles d'analyse

de la mutation que, sans véritablement

nous en apercevoir, nous vivons actuel-

Propositions of the state of the state of the state of the derision pouling law seals former by the state of Car, comme l'explique le directeur Cance les années 60 et frança : formain noir était souvert proppéses : mand et par les ections du Parie de ; du Centre de prospective et d'évaluation (CPE), le système technique connaît des périodes d'équilibre et de rupture qui « évoluent en phase avec E Spécial Par les actions du Marie de la Spécial Parlice et ne pubble du de la Cara La marier et auscré par les leus de la Cara La marier et ADG — du les leus de la Cara La marier et ADG — du les leus de la cara la celles des systèmes sociaux, politiques, économiques, philosophiques ». La métamorphose médiévale, caractérisée par l'introduction de l'horloge, les applications « civiles » du fer, la production d'énergie par les moulins et la sélection des semences, a, comme emprise de territoire social, la terre. La rapture suivante, celle de la révolution industrielle, structurant désormais le temps avec le chronomètre et la division taylorienne du travail, voit surgir le ciment et l'acier comme nouveaux matériaux et multiplie sa capacité énergétique grâce à l'invention de la machine à vapeur et du moteur à explosion; une nouvelle relation avec le vivant s'établit avec la microbiologie qui permet la vaccination et l'éradication des épidémies. Le nouveau territoire social n'est plus la terre mais le capital, avec ses empires industriels et

> Le système technique qui s'élabore sous nos yeux est sondé sur une structu-

ration du temps par le microprocesseur permettant la gestion de la nanoseconde et la vue, l'ouïe, l'image et le son artificiels: il y a hyperchoix des matériaux conçus et élaborés en lonction de l'usage auxquels ils sont destinés ; l'énergie électrique se transmet instantanément sur l'ensemble de la planète, et la biotechnologie permet de créer du vivant sur mesure. A cette configuration correspond un nouveau territoire social : le mental, où l'enjeu des compétitions est la place occupée dans l'esprit des hommes.

cette fantastique métamorphose, A cette fantastique metamorphose, Thierry Gaudin consacre des pages lumineuses: la politique devient spectacle, les entreprises vivent sur une image >, une - couche d'abstraction s'épaissit entre la nature et nous ». l'univers se dématérialise - à travers sa reconstruction abstraite, informatisée, codée, paramétrée . Ce qui compte désormais, c'est ce qui « fait signe », et l'identité de la France, pour ne prendre que cet exemple, est liée non pas à sa puissance industrielle ou militaire mais, comme le disait Malraux, au fait de savoir si « elle a quelque chose à dire au monde ». D'où l'enjeu majeur de la francophonie.

Le « maître de la monnaie » (les Etats-Unis) affronte le « maître de l'idéologie » (l'URSS) et, pendant ce temps, le « maître des signes » (le Japon) - trompant la vigilance des autres, conquiert discrètement les nouvelles formes de pilotage économi-

Une idée-force traverse l'analyse de cette mutation: c'est aujourd'hui la liberté sous toutes ses formes (y compris la liberté d'instituer et d'entreprendre) qui constitue le meilleur garant de l'essicacité sace aux puissances, aux bureaucraties et aux pouvoirs en place et avant tout désireux de se maintenir.

Thierry Gaudin, les Métamorphoses du futur, Economica, Paris, 1988, 169 pages,

« L'HISTOIRE AMBIGUË » de Pierre Dockès et Bernard Rosier

La conquête des esprits | Les mains bien visibles de l'économie

JEAN-PIERRE BERLAN * ANS l'introduction à sa monumentale Histoire de l'analyse économique, Joseph Schumpeter écrit que l'histoire doit être l'un des trois piliers de l'enseignement économique, les deux autres étant la théorie et les statistiques. L'Histoire ambiguë de Pierre Duckès et Bernard Rosier (1) est un livre magistral d'économie parce qu'il est fondé sur une dialectique continue entre les représentations théoriques et les faits qu'elles permettent de construire, et que cette histoire des faits est aussi l'histoire des théories. En reprenant le beau titre de professeur d'économie politique, délaissé au profit de la mystification de « sciences » économiques, ces universitaires marquent d'entrée leur dissérence : une démarche globale et critique, s'attachant aux évolutions plus on aux résultats, aux relations sociales plus qu'aux choses, aux pouvoirs plus qu'aux automatismes anonymes des marchés, aux multiples possibles plus qu'à une vérité qui ne concretise que l'un d'entre eux. Car, en dépit de ce que l'époque actuelle voudrait faire accroire, les mains qui maïtrisent la vie économique sont bien visibles. A l'artefact de la «science» économique, l'économie politique oppose un ordre des choses produit par l'ordre des hommes.

Stratégie pour un avenir possible

'Histoire ambiguë est une réflexion L sur le problème politique et économique central de notre époque, celui de la croissance et du développement, à partir d'un détour historique par quelques-uns des temps forts qui ont construit le monde capitaliste actuel. Temps fort de l'Europe occidentale médiévale, où le jeu du hasard, de la nécessité et de la liberté forge le creuset du capitalisme ; du quinzième et du seizième siècle, quand les nouveaux marchands s'allient aux princes et où le capital s'impose comme rapport politique et, dans une moindre mesure, économique dominant; de la révolution industrielle, quand l'Angleterre concentre dans ses fabriques les prolétaires qu'elle vient de fabriquer dans le feu et le sang; temps fort enfin de l'émergence aux Etats-Unis du capitalisme monopoliste moderne, qui connaît, après deux guerres mondiales, une longue période de croissance hégémonique grâce à de nouvelles formes

disme - - Henry Ford, loin d'être le capitaliste éclairé que les théoriciens de la régulation semblent imaginer, était un réactionnaire raciste de la meilleure tremne. L'originalité de l'analyse tient au renversement qu'elle opère : l'ordre social est à chaque instant travaillé par des conslits entre groupes sociaux, conflits dont naît l'innovation - techni-

de régulation sociale, économique et

politique, désignée sous le terme mal-

heureux (repris de Gramsci) de « for-

que, institutionnelle, politique, sociale, Cette dialectique ouverte de l'innovation-conflit permet de dépasser les deux déterminismes, politiquement opposés mais fondamentalement semblables, du néolibéralisme ambiant (et de son expression néoclassique qui voit l'économie comme lutte contre la rareté naturelle) et du marxisme orthodoxe des forces productives et des stades de l'évolution. Ce concept théorique puissant fait des dichotomies usuelles mutuellement exclusives de la similarité et de la différence, du général et du particulier, de l'équilibre et du changement, du hasard et de la nécessité, de la liberté et de la mique du réel.

Ce détour historique débouche sur deux chapitres clés : « Les leçons énigmatiques de l'histoire occidentale » et - La question du tiers-monde aujourd'hui . Leçons énigmatiques parce que l'histoire n'est que . la série des événements réalisés (et, ajouteraisje, réinterprétés) oblitérant les possi-bles avortés . Ce sont ces possibles avortés qui nous questionnent. Quant à ce tiers-monde, maintenant éclaté et pris dans une crise démographique (qu'il faudrait traiter plus à fond) et écologique terrifiante, le livre ne donne évidemment pas de recettes, mais une stratégie pour un avenir possible, pour lui comme pour nous : élargir la démocratie partout, fracturer les totalitarismes, qu'ils soient celui de l'Etat ou celui du marché, mettre la science et la technique, démocratiquement, au service des libertés.

Deux regrets cependant : contrairement à leur livre précédent (2), les auteurs passent sous silence le militarisme et les dépenses militaires, outils majeurs de la gestion du capitalisme au cours du dernier demi-siècle. Ainsi, la théorie régulationniste-fordiste qui sous-tend le chapitre sur le capitalisme moderne serait-elle remise à sa place, intéressante mais relativisée. Il n'y a ni index ni bibliographie générale. Cette mine intellectuelle - je pense en particulier aux chapitres d'introduction restera sous-exploitée. L'éditeur serat-il cet effort lors de la prochaine édi-

(1) Pierre Dockès et Bernard Rotier, l'Histoire ambigue, croissance et développement en question, PUF, Paris, 1988, 335 p.,

(2) Bernard Rosier et Pierre Dockès, Rythmes économiques, crise et changement social, une perspective historique, La Décou-verte, Paris, 1983.

Line révolte pessina

dans und large mosure à cele le ce

Siers - Conduit Gallimard a discally

Chers - Common common committee in the common common in the common common in the common commo

Surface transdra reste imitée l'auge

poor que paraissent les premissions.

mage > 100 tons Jean Goujoni For to

THE STATE TOTAL OF LOUGHER PARTY

Patrick Minuton dingeams de San

page / 2/21 - 3/21 - 3 c Engrenage a sign

as the property of the real design

gr dar Contaux Suters Le Manage

Section of the second codes states

The same of the construction of the same o

the out of the force see the man

eds the many restrictes the last

See 4 11 167 1 16 5 25 9 2000 25

32 14 ... Tab 2105 151 3 12 PROT

d'a Emit micht o tiert en me tomabi.

nechonal of a gardenauss y

S style

LE BEO-

de los los testations

En 1974 Tribe a ces tolections ming age officers and hardstandings for the 2.4 1.100 (2.10) 2.10 (2.10) C66 (N)単位。 dr. '' a Puters dat exemples . The ungligg ford diagnes excensi and which is a subtract in Feylers not state. ONES HALLING IN LITERAGE DOWN SOURCE grund durch an Europe verbiere einer Bestäte fef フェア けいつくう かこう se fad servicials 4mm (2 ter u.s. 6 7 6 7 mm). rists want in our Barlimard 5 stufffelt. gara er 1986 an en recenten ibme. richt in Lain and a absorbe et 1991 a.

a fregue alou t Division and a support support of the support of th rarat - it to in the estres de misson Farthamper - we do notions somewiff restrant du tra qui en Prante Mas de aest Ment of the party of the party of the beautiful to おれてい コン・リングライン そうちょうない ace To Bury Brian February Em Europino Mortes Vesque liber THE RESERVE OF THE PROPERTY. Million services of Jures Care as members Paralle and the contract 1961s. あって アンストラーション Carry ca Manager The state of the s

Right Mary

A Paris September 50. 144

-Aires Don

14 A

Contract of Contra

NA I Y MACOU

Tonger

23 1.31 GR 213 CS STR. 25 3 30 ABOUT A TO A TO BO ON 1952 BRANCE the material to the state of th dierrie du je des gradis 19 50 RM. Te make in the college of the most fig. Erhest Mende on gram to 8 % Being and the She of the State of the William and the second Christian Sur Justice The Tree State Ergreno - tomo o que som estado des granges by at an other 25 and Mary de appres facts de l'estate State a series of the series o Man management of the management of MANAGEM COMMAN SERVICE SERVICES \$343 783 Mg 27379-1 (100) Control of the second second second CONTRACTOR OF LIP POINTS PROPERTY

Friday and a Que salar a puri principal de la companya de la compa A Billion Grant Charge of the Control of the Contro the fear Parking Marining Property Fight on an income was 13. Circle Ville, Larring Herentee Learner Services and American Services and A ANT OF STREET STREET, STREET,

promise moderne

Column 1982

12.4

.

E THE FUTURE ROLE OF THE UNI-TED NATIONS IN AN INTERDEPEN-DANT WORLD. Un compte rendu des jour-nées tenues à Moscon en septembre 1988 sur ce thème. (Uniter, 80) United Nations Plaza, New-York, New-York 10017, Eints-Unia.)

S THE EUROPEAN JOURNAL OF numéro (été 1988) de cotte nouvelle revue parlait de la défense de l'Europe et des réformes en URSS. Le second met l'accent sur l'Allemagne et sur la crise yougoalave. (Vol. 1, 2, automne 1988, trimestriel, 20 FS. - Via dei Giubbonari 30, Rome 00186, Italie. Abounement : 36, rue des Tranchées, 1211 Genève, Seisse.)

E QUESTIONS POUR L'EUROPE, nent à l'hebdomadaire l'Université sus supplement a recommendate of converse sys-dicaliste, public use étude sur le devenir de la fonction publique dans le marché unique euro-péen. (Tome 1, 40 F. - ADAPT-SNES, 237, houterard Saint-Germain, 75341 Paris

S ÉCONOMIE ET POLITIQUE. Un compte rendu d'un colloque international sur « Nouvelle phase de la crise et enjeux des lesnes » par la revue économique du PCF.

BIBLIOGRAPHIE

Les problemes d'actualite vus par les organisations internationales

Accord général sur les tarifs documiers et

• EVOLUTION DU SYSTÈME DE COMMERCE INTERNATIONAL (octobre 1987 - mars 1988) : les faits nouveaux importants de la politique com-merciale, secteurs économiques, groupements régionaux, etc. (Secrétariat du GATT, nº de vente GATT/1988-5, Genève, 1988, 25 francs suisses).

Organisation de coopération et de déve-loppement économiques • LES NOUVEAUX PAYS INDUS-

TRIELS. Défis et opportunités pour les industries des pays de l'OCDE. (OCDE, Paris, 1988, 166 Pages, 90 F.)

• SYSTÈME D'OBSERVATION PERMANENTE DES MIGRATIONS (SOPEMI), 1987 : l'évolution des flux de l'immigration dans les pays membres et des politiques en matières d'accueil, avec de nombreuses statistiques. Une annexe sur l'évolution de la scolarisation des étrangers. (OCDE, Paris, 1988,

Organisation des Nations unies

• Rapport du commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le juillet 1987-30 juin 1988 (Nations unies, New York, 1988, 61 pages.)

 Radiation, rayonnement, irradiation, Les doses, les effets les risques. (Nations unies, nº de vente ONU: F. 88.III.D.2, 1 of the second standard becomes the second standard by the second second standard by the second se New-York, 1988, 64 pages, 72 F.)

75927 Paris Codex 19.)

B REVUE DE SCIENCE ADMINISTRATIVE DE LA MÉDITERRANÉE TRATIVE DE LA MEDITERRANEE OCCIDENTALE. Un numéro entièrement consacré à une analyse juridique et politique très complète de l'Election présidentielle française d'avril-mai 1988. (N° 22-23, 2° trimestre, trimestiel, 136 F. – lustitut régional d'administration de Bastia, quai des Martyrs de la Libération, 20200 Bastia.)

S RAISON PRÉSENTE. Un numéro droite et de l'extrême droite en France et dans un certain nombre de pays (Belgique, Etats-Unis, Chili). (N° 88, 4° trimestre, trimestriel, 60 F. – 14, rue de l'École-Polytechnique,

23 AGRISCOPE. Le bilan et les perspec-tives européonnes et mondiales de l'agricul-ture et de l'industrie agro-alimentaire fran-çaises. (N° 11, blanmel, 79 F. - Groupe ESA, 24, rue Auguste-Fonteneau, 49007 Augera.) 24, rue Auguste-Fonteneau, 49007 Augera.)

ETUDES. La Suède peut-elle constituer

na modèle de l'aménagement des relations sociales?; L'Avenir du monde rural vu par Hemri Nallet: deux des principaux sujets traités dans ce numéro. (Tome 369, N° 5, novembre, messuel, 40 F. - 14, rue d'Assas, novembre, mei 75006 Paris.)

7506 Paris.)

8 POUVOIRS. Un grand thème : l'immigration. Eléments d'un vieux débat, saisis dans
leur nouveauté et présentés avec sérénité.
(Nº 47, trimestriel, 85 F. - PUF, Paris.)

S LA LETTRE DE SOLAGRAL L'accumulation des excédents agricoles dans les pays du Nord remet en cause les politiques suivies. Les solutions doivent être recherchées dans un meilleur partage Nord-Sud. (N° 75, novembre, mensuel, 16 F. ~ 13, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris.) M CADMOS. Sur - la Suisse vue par les

Européens, de 1291 à 1992 ». Des extes de Jacques Freymond, de Lothar Ribl et de Cesi-dio Guazzaroni. (N° 42, été, trimestriel, 18 FS. » 122, rue de Lausanne, 1211

M CAHIERS MARXISTES. Un long débat sur la place du PC dans la société belge, sur son avenir et aussi sur son passé. (Nº 163, novembre, measuel, 100 FR. - 20, areute de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

E CIMADE INFORMATION. Un numéro spécial sur « la questien basque ». (N° 7, juillet, messael, 25 F. - 176, rue de Gresselle, 75007 Paris.)

S PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX. Un numéro spécial, dirigé per Martine Condere, sur « l'Espagne et l'Amérique latine » (Phistoire, l'économie, la diplomatie, les défis démocratiques). (N° 595, novembre, Mineuraid, 24 F. « La Documentation

armenton, Parm.)

8 NICARAGUA AUJOURD'HUL Un
douzier sur l'économie du Nicaragua soumis à
l'austérité forcée ». (N° 58, aovembre, mea-said, 20 F. - 14, rue de Nantenil, 75015
Paris.)

es CHILI FLASH. Januario Espinosa relate son récent séjour à Santiago et auslyse la situation politique du pays après le plébiscite d'octobre dernier. (N° 56, messase), re, 15 F. - 17 bis, rue Louis-Adam REVUE CANADIENNE D'ÉTUDES

DEVELOPPEMENT. L'industrialisation brésilienne et la gestion de la contrainte extérieure. (Vol. IX, nº 1, 1988, semestriel, abonnement un an : 30 dollars canadiens. -50, ruelle College, Ostario K1N 6N5,

E LA LETTRE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE INTERNATIONALE DES DROFTS DE L'HOMME. Un rapport de mission effectuée au Guatemala qui dément l'existence d'un éventuel trafic d'organes mais établit la réalité d'un gigantesque trafic d'enfants à travers l'adoption et en démonte les mécanismes. (Nº 98bis, hors-série, 50 F. - FIDH, 27, rue Jean-Dolest, 75014 Paris.)

* Directeur de recherche INRA-CEDERS, université Aix-Marseille II.

Dans les revues...

& CULTURES ET FOL Une prise de position contre le - chloroforme du sus » et un important texte de chrétiens américains sur leur combat spirituel et politique. (Nº 126, septembre-octobre, trimestriel, 30 F. - 5, rue Sainte-Hélène, 69002

FINANCES ET DÉVELOPPEMENT AU MAGHREB. A lire: l'étude d'Ahmed Bennani sur les policiques d'ajustement au Maroc, et celle d'Ismail Khelil sur la réforme du système financier tunisien. (N° 3, septembre, semestriel, 3500 millianes. - 8, rue 7139 Manar II, 1004 Tunis.)

m IMPRECOR. Une étude de Said Akli sur « le soulèvement populaire et la démocra-tie en Algérie ». (N° 275, 31 octobre, bimen-suel, 15 F. – 2, rue Richard-Lesoir, 93108

S TRAVAIL ET DÉVELOPPEMENT. Un grand thème : la productivité des entre-prises en Tunisie. Lire aussi un article sur le financement des petites et moyennes entrefinancement des petites et moyennes entre-prises industrielles dans le même pays. (N-11, riel, 2,5 dinars. - 5, rue des Lilas, 1002

& GRIP INFORMATIONS. . Israel-Palestine : de l'affrontement à la coexis-tence ». Un numéro spécial, indispensable pour comprendre cet interminable conflit et ses évolutions. (N° 14-15, été-autonne 1988, trimestriel, 56 F. - GRIP, rue Van Hoorde, 33, 1930 Brazelles, Belgique.)

B LE COURRIER. La très belle revue de l'UNESCO évoque, dans sa dernière livraison, l'Egypte au temps des pharaons. (Septembre, mensuel, 9 F. - UNESCO, 7, place de Fonte-

B PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX. Le Golfe au sorur de la guerre forces politiques en Irak et en Iran, le rôle des grandes puissances, le bouleversement de l'économie, la place du chiisme. (N° 594, 28 octobre, ringt-quatre numéros par an, 24 F. - La Documentation française.)

M NON-VIOLENCE ACTUALITÉ. Un donsier présentant l'action non violente des bri-gades de paix internationales agissant en zone de conflit. (N° 119, novembre, mensuel, 15 F. - 20, rne du Déridet, 45200 Montargis.)

E BULLETIN D'INFORMATION DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS. UN numéro spécial sur Halabja, ville martyr où périrent plusieurs milliers de civils kurdes sous l'effet des armes chimiques utilisées par l'armée irakienne. (Mensuel, 25 F. - 106, rue La Fayette, 75010 Paris.)

18 TURQUIE. DÉNIS DE JUSTICE. Un rapport accablant d'Amnesty Interna-tional sur la situation des droits de l'homme : au cours des huit dernières années, deux cent cinquante mille per-sonnes ont été arrêtées et la plupart torturées. Aujourd'hui, sept cents personnes condamnées à mort attendent dans les pricondamnées a mort attendent dans les prisons. Le Kurdistan est plus durement tou-ché que d'autres régions par cette répres-sion. (Novembre 1988, 25 F. - Ammesty International, 4, rue de la Pierre-Levis,

E APARTHEID NON! Les mouveme de résistance dans la population blanche; le projet constitutionnel de l'ANC pour une Afri-que du Sud démocratique. (N° 70, novembre, mensuel, 20 F. - BP 109, 75463 Paris 10.) & FAIM DÉVELOPPEMENT MAGA-

ZINE. Le Mozambique a besoin de solida-rité; l'Eglise et le développement au Bénin et au Togo. (N° 51, soût-septembre, mensuel, 3 F. - CCFD, 4, rue Jean-Lastier, 75001 S JESUS, LES CAHTERS DU LIBRE

AVENIR. Un dossier (Denis Clerc, Gabriel Marc, etc.) sur le thème - La Bourse a perdu ses cordons »: l'économie marchande en ques-tion, au Nord comme au Sud. (N° 58, septem-bre, trimestriel, 30 F. - 27240 Dausville.)

E BULLETIN CRIDEV. Un dessier sur la dette du tiers-monde. (N° 79, novembre, messuel, 12 F. - 41, avenne Janvier, 35000 Rennes.)

S ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS. «La capacité d'endettement international » : plusieurs études cherchant à renouveler la réflexion. (Hors série » 30, mensuel, abonnement annuel : 1 144 F. - Presses nuiversitaires de Grenoble, BP 47 X, 38040 Grenoble

E DAMOCLES. Dessier sur « le cri des suples du Pacifique » : les réactions de toute la région aux essais nucléaires français. (N° 34, bimestriel, septembre-octobre, 20 F.-RP 1027, 69201 Lyon Cedex 01.)

E INTERPEUPLES. Un doss Nouvelle-Calédonie, à l'intention des jeunes des milieux populaires, par une des revues de la Jeunesse ouvrière chrétienne. (N° 42, bimestriel, novembre-décembre, abomement un an : 60 F. – BP 36, 92400 Courbevoie.)

S LES ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. Sous le titre Transports en commun », plusieurs auteurs s'intéressent aux mutations de la ville et... de la vie dans les villes, ainsi qu'aux conséquences sur les moyens de transport en commun. Le RATP occupe une bonne place. (N° 39, septembre-octobre, 95 F). - Danod-MEL, Paris.)

REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. Une réflexion sur l'arbanisme et la vie dans les villes (en particulier à Bruxelles). D'autre part, des articles sur l'art et la société. (N° 1986-1987 3-4, dernier parts, abonnement annuel : 1 500 FB. – 44, avesure Jeaner, CP 124, 1050 Bruxelles.)

8 JUSTICE. Pourquoi et comment la justice a été impuissante à assurer une protection efficace de l'environnement, sanctionnant de façon dérisoire les violations d'un droit de compromis. Un rôle à joner pour l'avenir. (N° 122, novembre, mensuel, 40 F. - Syndicat de la magistranare, BP 155, 75523 Paris

E LA SOURIS VERTE. Les ravages de la chasse interdite et une déclaration des droits de l'animal, l'inquiétante progression de la pol-lution en Hauto-Provence sont les principaux sujets traités par cette « revue des passants de la planète ». (N° 9, octobre-décembre, trimes-triel, 15 F. - 268, avenue Jean-Moulin, 04290

SECOMMUNICATIONS. Raymond Bellour et Anno-Marie Duguet ont dirigé un très important numéro spécial sur « La vidéo ». A lire : les textes de Paul Virilio, Nam Jun Palk et Tierry Kuntzel. (N° 48, novembre, semestriel, 120 F. - Le Souit, Paris.)

E POINTS CRITIQUES. Une étude de Jean-Paul Chemin et Elie Gross sur « L'image du juif dans les bandes dessinées en langue française ». (N° 36, octobre, trimestriel, 200 FR. – Rue de la Victoire 61, 1060

Braxelles.)

B L'AUTRE EUROPE. Un numéro d'une
grande tenne littéraire, sur « L'écrivain et le
pouvoir », présenté par Patrick Ourednik. Des
textes inédits de quelque cinquante auteurs
(Milosz, Konwicki, Holan, Hrabal...).
Absent: Kundera. Mais il ne s'agit pas d'une
anthologie. (N= 17-18-19, novembre, trissestriel, 150 F.- L'Age d'homme, Paris.)

ELIGNA DU thébre à la reinture

triei, 150 F. - L'Age d'homme, Paris.)

B LIGEIA. Du théâtre à la peinture, lequel a précédé l'autre dans l'histoire de la création? Des éléments de réponse dans le dossier, « Du tableau à la scène » de cette jeune revue. (N° 2, troisième trimestre, trimestriel, 85 F. - 17, avenue Gourgand, 75017

Colloques et rencontres

 CONSOMMATION ET GRAND MARCHÉ EUROPÉEN. Journée d'étude du Centre français du commerce extérieur à Paris le 8 décembre. [CFCE, avenue d'Iéna, 75783 Paris • POLITIQUE ÉTRANGÈRE

SOVIÉTIQUE. Le Forum international de politique et la revue Cosmopolitique organisent une journée d'études, le 9 décembre, sur ce thème, à Paris. (Tél.: (1) 43-38-36-92.)

 JUSTICE, PAIX ET SAUVE-GARDE DE LA CRÉATION. Tel est le thème du congrès de la branche française du Mouvement international de la réconciliation qui se tiendra à Paris les 10 et 11 décembre. (MIR, 18, rue Bayard, 38 000 Grenoble. - Tél.: 76-51-16-01.)

• ENJEU THÉOLOGIQUE DES RELATIONS NORD-SUD. Conférence de Vincent Cosmao à Mulhouse le 15 décembre. (Pour le programme d'acti-vité du Centre de Stockensohn qui organise ce débat écrire : 4, rue Mercière, Mulhouse, - Tél.: 89-45-86-22.) . L'EUROPE ET LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT. Colloque européen organisé à Paris au Palais du Sénat les 12 et 13 janvier. (Jean-Paul Chagnollaud, faculté de droit et des sciences économiques, case officielle nº 120, 54037 Nancy Cedex.)

• L'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE, dépendant des Nations unies, met sur pied un programme de formation à la coopération internationale, ainsi que diverses recherches. (UNITAR, 801 United Nations Plaza, New York 10017.)

• ÉCHANGES ET MARCHÉS INTERNATIONAUX. Séminaire annuel organisé à Paris par le Conservatoire national des arts et métiers. (CREMMAP, CNAM, 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 03. – Tél. :

Persécuter, toujours persécuter

TALLHOVER, de Haus Joschim Schidlich (tradsit de l'allemand par Bernard Lortholary), Gallimard, Paris, 1988, 306 pages, 120 F.

RISTE vie que celle d'un mouchard, même lorsqu'il parvient à s'identifier avec l'appareil qui l'utilise, la police politique. On imagine mal l'attention somenue, la vigilance sans faille, l'abnégation dont il faut faire preuve pour déjouer les menées subversives qui, à chaque époque, menacent l'Etat. Tallbover est pourtant un homme doué. En dépit de son origine modeste, il a participé à toutes les répressions de son temps. Une carrière exemplaire pour un fonctionnaire, puisqu'elle dura cent dix ans.

Simple petit commissaire stagiaire en 1842, son zèle, la précision de ses rapports, le firent remarquer de ses supérieurs qui le chargèrent d'espionner les collaborateurs de la Gazette rhénane, un journal à la phraséologie égalitaire, opposée aux vues du roi. Il eut l'occasion de s'intéresser à ses principaux collaborateurs, dont un certain Karl Marx, aux fréquentations douteuses. Il traqua sans merci son ami, l'agitateur Georg Herwegh, qui se disait poète. Bientôt il dut se rendre en Angleterre pour observer de près Friedrich Engels. Mais les vrais ennuis commencèrent avec les émigrés russes, lorsqu'un certain Vladimir Oulianov dit Lénine, délaissa ses cueillettes de champignons en Suisse, pour se rendre en Allemagne. Tailhover ne le lacha pas d'une semelle.

L'idéal eut été de l'arrêter, mais les gouvernements ne comprennent rien à l'efficacité policière. Ils le laissèrent en liberté, sans réaliser que le communisme est comme la peste, qu'il faut en empêcher la propagation immédiate. Au lieu de quoi, ils lui permirent, quelques années plus tard, de traverser impunément l'Allemagne avec sa racaille bolchevique, dans un wagon plombé. La chasse aux spartakistes fut menée de main de maître. Luxemburg et Liebknecht correctement assassinés. Mais les Ebert et Scheidemann, avec leur peur des bolcheviks, libérèrent Radek. L'étatmajor allemand lui rendit visite, comme s'il aspirait à unir les poings levés des prolétaires et les balonnettes prussiennes. Et l'on ne fit rien contre les intellectuels. On laissa Lukacs et Wittfogel distiller leur poison. Enfin Hitler vint.

Ul au moins comprenait la nécessité d'anéantir dans l'œuf toute menace de sub-La version. Avec ses SA et ses SS, il perfectionna le système. Et Tallhover, qui avait loyalement servi le roi, l'empereur, la République, fut un fonctionnaire zélé du Führer. Il s'employa à démasquer dans la phrascologie humaniste des Eglises la haine du national-socialisme.

Seulement, l'histoire ne cesse de se compliquer. Et Tallhover en perd son latin. Ces révolutionnaires qu'il révait de voir croupir dans les prisons allemandes, c'est Staline qui les exécute comme des traîtres, et qui massacre les officiers polonais à Karyn. Alors, il ne reste que la satisfaction de la continuité du devoir. Et Tallhover reprend du service dans la jeune République démocratique allemande. Il espionne les Eglises et montre comment elles sont au service de l'impérialisme international, en détournant les prolétaires de la construction du socialistne. Il participe à la répression des ouvriers de Berlin-Est en 1953. Classant les dossiers, numérotant les pages, il peut faire bénéficier le socialisme de sa longue expérience. Mais il se heurte à la même incompréhension. Les gouvernants hypocrites lui demandent même des comptes. Il aurait participé à l'exécution de prisonniers soviétiques. Et, sous prétexte qu'à Berlin-Ouest un procès est ouvert, on le somme de s'expliquer alors que les vrais responsables du massacre sont en poste ici même, à Berlin-Est, dans

TRONIE grinçante de Hans Joachim Schädlich, qui quitte la RDA en 1977, a TRONIE grinçante de Mans Joaconin consumera, que quelque chose de désespéré. Elle semble puiser son inspiration chez Kafka, quelque chose de désespéré. Elle semble puiser son inspiration chez Kafka, Orwell et Jaroslav Hasek. Plus qu'un règlement de comptes avec une certaine bureaucratie, c'est le constat brutal que l'histoire ne connaît que des bourreaux, même si les victimes ne sont jamais les mêmes. Truffé de sous-entendus historiques, ce roman exige une lecture attentive, surtout dans la dernière partie où les époques se confondent, comme dans un rêve. Tallhover propose à ses supérieurs, en 1953, un programme de lutte contre les Eglises qu'il avait déjà suggéré à Hitler.

Les ouvriers communistes jugés sous la République de Weimar pour insulte à la mémoire de l'empereur Guillaume II, qui venait de mourir en exil, sont interrogés à Berlin-Est en juin 1953, après la mort de Staline. Dans un monde bouleversé, la logique de Tallhover est la seule qui subsiste : celle de la répression systématique des libertés. Lui seul se sent le dépositaire de l'histoire. La seule juste cause qui existe, c'est celle de l'ordre et de l'Etat. Les idéologies ne sont que des vêtements historiques éphémères. Les gouvernements se succèdent, l'appereil demeure en place. Et lui, l'instrument docile, devient un justicier.

Dans sa cave, il bricole une guillotine et exécute les traîtres que la logique politique a épargnés. Il continue à persécuter ceux qui hébergèrent Lénine, même lorsqu'ils sont devenus des héros. Il ne peut se consoler de ses échecs, de ses trahisons à l'égard de l'histoire. Il se sent toujours coupable de ne pas avoir empêché Lénine de traverser l'Allemagne en 1917, d'avoir laissé filer Herwegh ou Radek. Son honneur est en cause, terni par la logique imbécile des gouvernants, qui n'ont pas compris que l'Etat éternel exige qu'on assassine les rebelles, quels qu'ils soient. Pour tout cela, il mérite la mort et hurle face à l'histoire : « Camarades, tuezmoi ! >

JEAN-MICHEL PALMIER

MAGHREB

L'ISLAMISME AU MAGHREB. - Francois

Kerthele, Paris, 1968, 304 pages, 110 F.

La répulsion à l'égard des islamismes divers empêche une analyse cohérente des processus et des conditions d'émergence du phénomène. monde, n'est-il pas plus efficace d'en compren-dre les racines historiques et la vocation politi-que ? Telle est la démarche de François Burgat, L'auteur, chercheur à l'IREMAM (CNRS, Aix-en-Provence), analyse les spécificités des mouvements islamistes en Libye, en Tunisie, en Algérie et au Maroc en s'appuyant notamment sur de très nombreux entreti inédits avec les principanx acteurs. Résultat : un document aujourd'hui totalement neuf qui veut « capter cette nouvelle voix du Sud » dans laquelle l'auteur voit une prolongation de la « dynamique nationaliste » et une démar-che de « réappropriation culturelle sélective des valeurs de la modernité occidentale ».

Il n'est pas certain, cependant, que les monvements islamistes, ces « enfants naturels de l'aventure coloniale », permettront de « récon-cilier les codes culturels des sociétés hier colonisées avec les valeurs introduites colonisées avec les valeurs introduites par l'irruption occidentale ». Du Pakistan au Souden, pertout où des forces se réclamant de l'islamisme out pesé sur les pouvoirs, aucune n'a prouvé qu'elle était capable d'apporter aux problèmes récis des réponses plus efficaces que celles proposées, en leur temps, par les divers nationalismes. Les pays du Maghreb feraient-ils exception?

RUDOLF EL-KAREEL

LES PROTECTORATS D'AFRIQUE DU NORD ENTRE LA FRANCE ET WASHINGTON (Meroc et Tunisie 1942-1956). - Annie Lacroix-Riz

* L'Hermetten, Peris, 1988, 262 pages, 150 F.

Ouvrant, pour la première fois, les fonds d'archives du Quai d'Orsay sur les protecto-rars d'Afrique du Nord, Annie Lacroix-Riz découvre à quel point l'histoire de l'indépendance des pays du Magineb ne se réduit pas, contrairement aux idées reçues, au seul duel entre le colonialisme français et les nationa-lismes arabos.

Ainsi, la période de la guerre froide ne Anni, la periode de la guerre francais, cur's un sursis » pendant lequel il se voit « confier » « comme (...) d'autres alliés coloniaux européens des États-Unis, la garde provisoire d'un espace stratégique essentiel pour l'Occident, guidé par Washington ». Encore fallats-il pour participer à cette « l'ame de fallut-il, pour participer à cette « ligne de défense » « face au monde russe », lever (su printemps 1947) « l'hypothèque » d'un « das-

L'auteur dévoile les bluffs gigantesqu auxquels se livraient les diplomaties française, américaine, et les nationalismes tunisien et marocain. Les Etats-Unis visant, à long terme, le contrôle d'« un Maghreb débarrassé de la tutelle française », surent s'appuyer sur le Néo-Destour tunisien et l'Istiqlal marocain.

Une étude dense que complète une chrono-

ISABELLE AVRAN.

EUROPE

L'ALLEMAGNE, UNE ÉCONOMIE GAGNANTE? - Sabine Urban et Ernest-Moritz Lipp

★ Hetier, Puris, 1968, 239 pages, 86 F.

Un petit livre alerte et clairement construit. Sabine Urban fournit les éléments d'un double diagnostic : sur la solidité de l'économie de la RFA et sur l'intensité de l'engagement européen des décidents quest-allems

Si les graphiques sont nombreux et parlants, il est bien dommage d'avoir sacrifié toutes les

Réserves mineures, sur un ouvrage qui a le mêrite de ne pas s'enfarmer dans l'économie pure : les auteurs livrent des informations éclairantes, historiques, démographiques, ins-titutionnelles, qui permettent de comprendre que, pas plus que le miracle économique d'après-guerre n'a été miraculeux, le fament modèle allemand » n'est monolithique et

JEAN-JACQUES GUINCHARD.

HEIDEGGER. - Jürgen Habermas ★ Editions du Cert, Paris, 1988, 73 p., 62 F.

Cet opuscule constitue la préface à la version allemande du livre de Victor Farias Hei-degger et le nazisme (Verdier, 1987), qui est à l'origine de la grande polémique sur son engagement politique de 1933. Il paraît curieusement avant le livre lui-même dont Habermas a exigé la révision de plusieurs chahistorinas a enge is revision de puisseurs con-pitres. On a'y apprend rien de récllement non-veau sur les faits, mais ce court essai a le mérite d'élever le débat en posant la question essentielle : existe-t-il un lien entre la compromission de Heldegger avec le régime mazi et ses prises de position philosophiques? Habermas ne propose ni réquisitoire ni plaidoyer mais invite à relire les cours des amées 40 et souligne autant l'importance de la pensée de Heidegger dans l'horizon du vinguième siècle que la gravité de son éssement. tième siècle que la gravité de son égarement, en s'efforçant de montrer comment, à partir de sa conception du sujet et de l'histoire, il fut

JEAN-MICHEL PALMIER

AFRIQUE

CLASSES OUVRIÈRES D'AFRIQUE NOIRE. -Etudes réunies et présentées par M. Agier, J. Copans et A. Morice

* Editions Kerthele-Orators, Peris, 1967, 295 pages, 150 F.

L'extrême diversité des catégories de tra-vailleurs africains, leur résistance permanente aux tentatives d'intégration forcée à la rationalité capitaliste et au salariat intégral, la force des relations extra-professionnelles fami-fiales, villageoises et tribules, remetient en cause la commode référence idéologique au modèle unique de la classe ouvrière porteuse d'une mission historique. Un peu partout, an Cameroun, en Côte-d'Ivoire, à Madagascar, en Afrique du Sud, se révèle, formé sous l'épole, un processus de prolétarisation

Premier ouvrage en français sur la question ouvrière en Afrique noire, ce livre, qui fait une large place aux travaux en langue anglaise, est narquable contribution à une anthropelogie du travail en Afrique.

CHRISTIAN DE BRIE.

OPERATION TIMBER, Pages from the Savimbi Dossier. - William Minter

★ Africa World Press, Trenton (New-Jersey), 1968, 117 pages.

A l'heure où les négociations sur l'Afrique australe paraissent devoir déboucher sur un accord entre Pretoria, Luanda, Caba et Washington, une des incertinudes demeure : le sort du chef de l'UNITA, M. Jones Savimbi. Ce petit dossier permet d'éclairer une des facettes de ce personnage d'autant plus igno-rée que la plupart des livres qui lui ont été consacrés relèvent de l'hagiographie. Les consacres relevent de l'hagiographie. Les documents publiés (en particulier une correspondance du chef de l'UNITA avec les militaires portugais) couvrent la période de septembre 1971 à juin 1974 et confirment la publication de la confirment le confirment collaboration qui s'est instaurée, dans les amées qui ont précédé l'indépendance de l'Angola, entre les autorités coloniales et Jonas

ALAIN GRESH

DÉCORATION RÉNOVER **VOTRE APPARTEMENT**

Conseils, réalisation des travaux, tous corps d'état, qualité, délais.

A PARIS ?

ARCHI-DÉCOR (I) 47-63-47-12

EUROPE, EUROPE I - Hers Magnes Enzanber ger foraduit per Pierre Gellissaires et Cleade Orscoil

* Gallicard, Park, 1968, 360 sepac, 540 F.

Als, come Europe... Ce serait peut-être le All, cotte Europe... Ce nerat peut-être le meilleur équivalent du cri du cour, fasses men accablé et complice, du poète et journaliste Eurensberger, un anticonformiste de longue dane: Ach Europe. L'autour a resemblé sous ce titre sept récin de voyages et ne seule qui entraînent le lecteur su nord, au sud et à l'est, bref tout autour du noyau historique des grands pays fondateurs de le Communanté. RFA. France et Royaume-Uni, sons immit a résolutre sous sus foilorne de

Les sept étapes - Suède, Italie, Hongrie, Portugal, Norvège, Pologue et Espagae -, d'observations pittornaques en rescontres sti-mulantes, forment un pixidoyer pour une Europe un peu marginale sant fat celle des petits pays et du bricolage su ras du quotidien, à l'écurt des politiques décrétées

Imaginous un instant que la politique soit davantage que la production ou la course aux armements; imaginous qu'il existe une Europe des désirs »: elle vit iti, dans un livre plus profond qu'il n'en a l'air, sous une plume agile et toujours cerieuse. Un souffle d'air vivifiant parmi les ples de rapports statisti-que et de projection evides. ques et de projections arides.

AMÉRIQUES

PUTAIN D'AMÉRIQUE. - Philippe Romae * Paramerica, Paris, 1962, 253 pages, 86 F.

Les électeurs américains out répondu pos vement à M. Resgan qui, dans un réc cours, les appelait à ne pas voter contre Dallar et Disneyland. Pourtant, le pays va maintenant devoir sorir du « rése artificiel fabriqué par le vieux président », explique Philippe Romon, qui, en dix chapitres de reportage au vitriol, décrit quelques-unes des facettes de l'Amérique profonde. Une galerie de portraits croient visités par les esprits, pesteur presbyté-rien héros de faits divers, téléprédicatours saisis par la luxure, fils de famille assessinés, entourage corrompa de président, etc. De name? Non, et c'est là que rési le talent de l'auteur : chacen de ces récits sait aller du fait à l'idée et pous en dit très long sur américame. A la fin da livre se profile l'image d'une Amérique qui, ayant désormais perda le leadership absolu du monde, en vieux même à douter de l'existence de Dien...

BERNARD CASSEN.

PROCHE-ORIENT

LETTRE D'UN AM ISRAELIEN À L'AM PALESTREEK - He Berneri

marion, Paris, 1988, 318 pages,

Thenhim Souns, le représentant de POLP à Paris, avait envoyé en suril densier une émouvante Latire à un anni just (Le Semi). Elie Burgari vient, de lui, répondre avec se Latire d'un anni israélien à l'anni polestimien. Professour à l'Université de Tel-Aviv, autour notamment d'une scrupuleuse Histoire moderne de l'Eput d'Israél, récomment rééditée, il connecte se missive, au nore de la raison, su proble de la passion, il est vrai trasiquement quasimémente.

pession, il est visi tragiquement consigniume dans les conflits du Procho-Oricus.

Les Palestimess, explique en substance Elia Barnavi, cut manqué toutes les occasions d'un juste partage de la Palestine, fame d'un con-mie le sectiones matienes d'un consignium de la sectione de la Palestine. pris le sentiment national du people juil et recomm su légisment. «Le drame de cette réglem, ajouto-il, n'est pas que l'OLP existe; mais qu'elle n'existe pos. » Arafat, poussit l'autour, n'a pas se – comme Bez Guarion avec le mouvement signiste lors de la conférence de Bilimore en 1942 – donner su mouvement n une ligne réaliste « mettent larai क pied के कार -.

Partissu avoué de la ségociation avec l'OLP et de la création d'un Etat palestinien aux obtés d'Israél, Elie Bernavi serait à vrai dire plus convainquam s'il se ofdait, parfois, à un golt immodéré pour le polémique... jusqu'à promettre à Mahmoud Darwich un « coup de poing » ! L'essemiel, d'ailleurs, résido-t-il dans le returd, ou bieu dans l'effort pour le entiraper ? Los décisions récentes du Couseil national palestinien d'Algor rapprochent suus doute Ibrahim Sonn et Elie Barnavi, dont il est clair qu'ils constiment — et tous deux le savent — d'indispensables partennires dans le combet commun pour la paix. et de la création d'un Etat palestin

DOMINIQUE VIDAL

THE NEGLECTED GARDEN. The Politics and Ecology of Agriculture in Iran. - Keith McLachian

+ L. S. Taurie and Co. Ltd. Laudens, 1986. 303 pages, 29,50 fores.

L'agriculture iranicane évolue dans des condinces écologiques d'une extrême sévérité, qui out exigé la mise au point, au cours des sé-cles, d'un système agraire des plus perfec-tionnés. Restée à l'écurt des premières motorai-sations de l'économie sous Reza Chali, elle fait. l'objet, à partir de 1962, d'une réforme avant tout politique et ne touchent qu'à un seal fac-teur du système, le propriété du sol. Le révolu-tion de 1979, essentiellement arbaine, ne retieut

eile sinsi, des revendications paysames, que se problème de la propriété. Le pouvoir est d'ail-leurs trop divisé pour prendre les mesures qui s'imposent et les appliquer avec efficacité. Keith McLachlan expose les perturbations profondes qu'a subles l'agriculture tranicame sons ces politiques successives et s'interroge sur le caractère remédiable des déglis, de la pertu de l'autosuffisance simentaire en partici La fragilité du cadre écologique et la disponibi lité de devises pétrolières ne vont-elles pas inci-ter à l'avenir les dirigeants du pays à négliger eacore le jardin persan?

PIERREMETGE.

BARCELONE, 1888-1929

La légende d'une cité

LA VILLE DES PRODIGES, d'Eduardo Mendoza (traduit de l'espagnol par Olivier Rolin), Le Seuil, Paris, 1988, 406 pages, 120 F.

peine descendu des montagnes, le picaro Onofre Bouvila hante les chan-tiers de la première Exposition universelle de Barcelone (1888) et décou-🕰 vre, sur le tas, ses talents de bonimenteur qui décideront de son destin. Distribuant à la sauvette des brochures anarchistes, dont il récuse d'emblée le message (« l'Idée », disait-on alors), il parrage néanmoins avec son employeur d'un jour une conception de la nature humaine qui ne s'emberrasse guère de scrupules, « tout leur paraissait éthiquement justifié par la stapidité de la vic-time. Ils professaient la philosophie du loup ». Pes besoin de conneître Hobbes plus avant, Bouvila passera à la pratique, mû par un fantasme irrésistible : l'image d'un père malchanceux en affaires, humilié par des sellovitos catalans. Au programme : coups fourrés, association de malfaiteurs, escroqueries immobilières, trafic d'armes, élimination indirecte des géneurs, mais, à terme, une fortune colossale qui aura contribué, plus que beaucoup d'autres, à faire de Barcelone le premier pôle industriel et commercial du pays, la ville du progrès et de

pourtant, à la veille de la seconde Exposition universelle (1929) qui doit marquer l'entrée de la ciré comtale – toujours en butte aux brimades d'une capitale désuète et à l'indifférence de ses voisins nordiques – dans le concert des métropoles européennes, le capitaine d'entreprise constate, amer : « Le monde est pire que moi. » En effet, ses pairs crispés sur la défense de privilèges hérités ne lui pardonnent ni une vision évolutive de la société (la consommation populaire comme régulateur politique), ni sa basse extraction.

Aussi, c'est seul, ou presque, qu'il organise sa propre apothéose en disparaissant aux commandes d'une étrange machine volante devant un parterre ébahi, le jour de l'inauguration de l'Exposition. C'était l'année où « la ville avait commencé à entrer en décadence ». A l'heure où le pujolisme (1) triomphe, où le port repeint sa façade dans l'attente des Jeux olympiques de 1992, on ne manquera pas de sourire.

Pour brosser sa fresque de Barcelone, Eduardo Meodoza réutilise la matière narrative de son premier roman (2) et l'élargit aux dimensions de la ville tout entière : chroniques sociales réelles ou imaginaires, archives exhumées, conpures de presse, brassage des classes. Mais loin d'un réalisme social étriqué, dans tme parodie d'épopée et un pastiche de roman-feuilleton (traduction très fine d'Olivier Rolin), il donne à sa ville la légende qu'elle attendait, sa « fondation mythique . (3).

ANDRÉ GABASTOU.

(1) M. Jordi Pajol est actuellement le président de la Generalitet, le gouvernement de

(2) La Vérité sur l'affaire Savolta, Flatumarion, Paris, 1986.

(3) Fondation mythique de Buenos-Aires, par Jorgo Luis Borgos (mise en vers français

HIGTOWN

** * ** 1946 #

name of

4. 10

\$15.00m. 水平 64° (宋**学)李**

J 7 2

t a leaser t

state .

-

700

450

Erro is

E 2.5 . .

THE RESERVE

I wille # 18 the State and ATT THE SERVICE OF PERSON The second section

and product of the pr With the Tim 194 Ministry

A PROMISE The state of the s

三 軍 化酸甲基苯

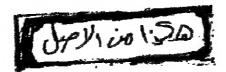
. . . Fact told TANATED. WA 1986

I TITAL

AMBASSADE ES CASTRONOMES The production of the same The second secon

THE SELECTION OF

4 Che veri - 78007 45.15.01.22 PB 101018



PROCHEON de Hate Magnes Expresser-LETTRE D'UN AM BOOM PALESTINEN - Bell

100E, 30E pages, 140 F. Se F. ibrahim Sonzi, le maniere de la completa del completa del completa de la completa del la completa de la completa del la completa de la completa del completa del la Ca sorait post-bire le cert du coor, lancio-les, de paite et journa-mation de les-A heaten a special au sud miner de seyen instorique to Royacon Los. 1231 in pour me épuisses de

Les Palestiness employees

Les Palestiness employees

Barrave, ont manue de manue

jusse partier annue de manue

jusse seminess union de les

reconnu sa legitime de le partier

l'auteur, s'è pas a manue de le partier

le mouvement souse inside de le partier

Baltmarte en 1942 — 1942 — 1944 — 194 Sable, folke, Hongrie, the policipes at race done, and the policipes are france done, and the policipes are raced as the policipes at raced as

Separate dans per bogggident ton cus pued du mars.

Partican avoir de la richie de la companya de la crication d'un foncient de la crication de la cr partie qu'il existe une partie qu'il des en livre partie fuit, sons une plume the de repports materi-J.J.G.

Secretaria de la companio del companio del companio de la companio del companio del companio de la companio de la companio del compan

THE NEGLECTED GARDS &

de l'autatuffsana eliment

La fragilité de méretabres

ter à l'avette les driemmen

er are in partie person?

Mai garien

Ecology of Agriculture

MOUES

E -- Philippe Rever

or L. B. Tauris and Co. lating 2003 pagest, 29,50 feres. Lagrander man by mandature contention of a minimal and a mini and the second second e father matters Day Copier à parai de 192 fet tall printing at an incoming tour de système la propié 1... 2 de 1979, excentre مناه عديد رفي بمعانية हर अंदेशन के कि क्राइनेंट कि הבשרה ברוס בניינה pour prece Marie Company المطوردها عاصدوت. د Acta Malachin come production cu's miss for Mariana de con récit sus Mariana de de très son sus ALL . CO DOLLINGS SOM is acresian matmittate The profes family

MARE CASSEN.

Marie Store 2

ELONE. HARRAGE

La légende d'une cité LA VILLE DES PRODIGISES

Mandoza : traduit de l'espagnol par (lini: Le Souil, Paris, 1988, 46 pes!

the des most tayon, or parare Cooks Borth hash promiser Especial autoriarie de Barrelas (Bije to the section of boundaries on decimalists the a distance of slower in the state of the state of The second secon photos and the production of the second seco Attaires, numeros de mailateurs comme de maila the industrial of customercial du pays, le ville de particular de pays, le ville de pays,

A to write de la securir Expositor université (1016 Financia de la cres contrale de lougares en boro es bo m este constair - toujours en bun m republica emergiacia ave. le capitaine d'entrepris me e En effer, ser paire crapits su la timelle de principe sur la timelle de la suitable de la suit

Andrew Committee of the state o dans etsange machine volume deman ferange machine volume franche.

L'appendian. C'etar l'américa.

L'heure on le publisse (1) and de l'heure on l'entre on le publisse (1) and de l'heure on le publisse (1) and de l'heure on le publisse (1) and de l'heure on l'entre on l'entre on le publisse (1) and de l'heure on l'entre on l'entr There is the farmer of the deux of suprigues de 1991 and

Company de Barrelane, Scharfe Menden regis Property of Parrylane, Science Menden remine and the second secon Mars han d'un réalisme source de roman-feuillean (rodaine).

Santache de roman-feuillean (rodaine).

Santache de roman-feuillean (rodaine).

Print and and address in printing in Generalist is pro-Company of Bready Aires, par jurge List Burger Interest

du mois

HISTOIRE

CONDORCET. Raison et politique. (Présentation de F. Furet. Traduction de M. Nobile.). _ X.M. Baker

* Hermann, Puris, 1988, 624 pages, 146 F. Après la biographic par Robert et Elisabeth Badinter, passionnante antant que passionnée, qui ressuscite un homme mai connu, le livre considérable du professeur Keith Baker appaqui ressuscite un homme mai consu, le livre considérable du professeur Keith Baker apparaîtra un pou froid et sera donc regardé comme plus scientifique. L'homme Condorcet, privé, intime, intérieur, si pudique, et qui paragea turd dans sa vie un grand amour, cet hoceme reste ici dans la pénombre : ou n'y sppuraît pas du tout. En fait de passion, ou n'y voit guère que celle, excurplaire certes, du bien public. C'est ici l'homme de raison qui rouluit soumettre à la Raison non scutement la Révolution de 1789, qui n'existait pas encore, Révolution de 1789, qui n'existait pas encore, mais, d'avance, toute révolution. Illusion? Ou préliguration si lointaine qu'on o'en a malheu-rensement pas encore connu d'exemple.

reasement pas encore connu d'exemple.

Ainsi, le modèle retenu par Baker est l'homme de la pensée pure, let l'ouvrage est celui d'un historien philosophe; le langage pareillement. Prenons une phrase au hasard — tout le livre y est conforms — qui fera aussitét sentir la différence de ton entre l'histoire-hiographie et l'étude abstraite; « Sur le plan lorique, la proposition ; nous couns des man baographie et i etude austratte : « Sur le plan logique, la proposition : nous avons des raisons de nous attendre à ce que chaque face ait une propension ègale à tomber, n'est pas équivalente à la proposition : nous n'avons pas de raisons d'escompter qu'une face tombe plutôt qu'une autre. En effet, dans la dernière, le mos face pourrait être remalacé ran le most face pourrait étre remalacé ran le most face pourrait étre remalacé ran le most face pourrait étre remalacé ran le most face pour la most face que la most face al mot face pourrait être remplacé par le mot tête ; et la Révolution, dans sa pure période de la Terreur, s'y exprime assex exactement.

Dans ce savant et important essai, cette période n'est guère évoquée que par sa conclusion, qui s'ouvre sur une phrase de Robespierre, où l'on hésite à voir de l'humour : « Il Condorcet] fut un grand mathématicien aux yeux des hommes de lettres, et un homme de yeux des hommes de lettres, et un homme de lettres distingué aux yeux des mathémati-ciens, » Du moins fut-elle, avec humour cetto fois, le source de ce qui a été dit de Sartre : Les tertrains le prennent pour un philoso-« Les écrivains le prennent pour un phili-phe, et les philosophes pour un écrivain. »

L'ÉTAT DE LA PRANCE PENDANT LA RÉVO-LUTION (1789-1799). - Sous la direction de Nichel Vovelle

★ La Découverte, Peris, 1985, 604 pages.

Les écrits se pressent en avant-scène de ce Les écrits se pressent en avant-soène de ce bicentenaire. Tous n'ont pas le même poids. L'ouvrage qu'a dirigé Michel Vovelle s'assent tout à la fois dans une politique éditoriale qui donne régniférement lieu à de solides et pré-cieuses mises au point et manifeste, dans l'arpentage à distance, raisonné et passionné de cette décennie, toute la force qu'a conser-

La lecture plurielle que la centaine de collaus nous donnezt ici de « cooborstears comus nous donnent at de « con-texte» en « débat », des décors du temps aux regards du nôtre, de Paris en région, avec chif-fres, chronologie, cartes, bibliographie et fil-mographie, offre à celui qui veut être un acteur conscient de la fête qui con l'occasion de penser la Révolution a ses aspects et de manière critique.

jours à défendre, et par tous, dans le monde nux tumultes et au sang dans lesquels se per-dent parfois ceux qui les incarnent, du mythe fondateur des grands destins aux genes quotidiens des obscurs, le travail déployé n'entend pas servir à ravaler une unanimité de façade mais s'efforce, hors des dogmes, de nous aider à revoir et à raviver de grands principes.

Ainsi, la Révolution n'a-t-elle pas encore fini de commencer.

RENÉ BAYSSIÈRE.

JOURNALISM UNDER OCCU-PATION. Israel's Regulation of the Palestinian Press. (Article 19, 90 Borough High Street, Londres SE1 1LL, Grande-Bretagne, octobre 1988, 224 pages.): un rapport accablant sur la liberté d'expression en Cisjordanie et à Gaza.

. LA DETTE OU LA VIE. [Centre Europe-tiers-monde, Genève, distribué par Cedilep, 14. rue de Nanteuil, 75015 Paris, 1988, 113 pages, 50 F.): les domées encurielles sur une « bombe à retardement >

STATE OF THE WORLD. Lester
R. Brown (sous Hedirection de) (Worldwatch Institute, Washington, 1988.
237 pages, 9,95. dollars.): état des ressources de la planète et de leur gestion.

• YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS 1988-1989. (K.G. Saur Verlag, Munich, 1988, 995 pages.): liste et adresses de toutes les ns internationales.

 MEMOIRES. Jean Monnet (Le livre de poche, Paris 1988, 825 pages, 49 F.) : une réédition d'un livre célèbre. • QU'EST-CE QUE LE TIERS ETAT? Emmanuel Sicyès (Flammarion, Paris, 1988, 188 pages, 35 F.): un des textes fondateurs de la Révolution fran-

AMBASSADE DES GASTRONOMES

Catalogue gratuit sur demande

Vente et expédition de tous produits hors taxes Prix diplomatiques

ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE, etc.

15, rue Chevert ~ 75007 Paris Tél.: 45-55-91-22 Télex: 201079 F

L'ALMANACH DE LA RÉVOLUTION FRAN-ÇAISE. - Jean Massin

r Universalis, Paris, 1988, 360 pages.

Faire resurgir la «vie intégrale» en France

da 20 août 1786 au 28 juillet 1794, tel est le projet de cet ouvrage de Jean Maain, paru pour la première fois en 1963 et somptueusepour la première fois en 1963 et somptueuse-ment réédité aujourd'hui à l'occasion du bicentenaire de la Révolution. Le locueur revir, jour après jour, les événements de cette période prodigieuse illustrés de gravures, d'estampes, de cartes et de tableaux d'époqu Alors que l'histoire — dupuis les théories de l'École des Amales — insiste davantage sur la longue durée et sur l'importance des struc-tures économiques et sociales, la formule de l'almanach — la plus répandue et la plus popu-laire au dix-huitième siècle — permet de met-tre l'accent sur l'événementiel. Un deuxième volume - qui paraît simultanément, de mêmes caractéristiques - retrace l'évolution der Empire, depuit le 9 Thermidor jusqu'à Waterloo. De nombreuses cartes aident à suivre les opérations militaires conduites sous le Consulat et l'Empire. IGNACIO RAMONET.

TIERS-MONDE

CONFRONTING THE THIRD WORLD. United States Foreign Policy 1945-1980. - Gabriel

* Pantheon Books, New-York, 1988. 332 pages, 15,95 dollars.

Suite logique d'un livre magistral sur les Etats-Unis et la guerre du Vietnam (le Monde diplomatique, juin 1986), voici l'étude de Gabriel Kolko sur les relations entre Washington et le tiers-monde. Trente-cinq ans (et plus...) de confrontations incessantes, de tentatives de modeler un ordre mondial conforme aux intérêts américains. L'auteur distingue quatre phases : l'après guerre (1945-1950), de la guerre de Corée à 1960, l'administration démocrate face au tiers-monde (jusqu'en 1968), et, enfin, « la décennie des crises per-

Gabriel Kolko analyse l'impact de la stratégle des Etats-Unis sur les divers continents ainsi que les résistances locales qui sont sou-vont le fait de mationalistes de droite. Il estime anssi que les Etats-Unis n'out pas remono à acqu'ils considèrent comme leur droit à intervenir partout pour imposer leur ordre. Conchute, mais sans doute réaliste, d'un ouvrage remarquable neat clair et qui témoigue d'une rare capacité de synthèse. JACQUES DECORNOY.

CULTURE

L'ART AFRICAIN, - Jacques Kerchache, Jean-Louis Paudrat et Lucien Stephan

Une somme. Une formidable redécouverte. Et un bonheur culturei immense. Lucien Ste-phan, Jacques Kerchacho et Jean-Louis Pandrat jettent sur les œuvres de l'art africain — longtemps considérées comme grossières ou comme simples objets « magiques »
le « même regard que celud qu'on porte aux chefs-d'auvre de la sculpture grecque, romaine, médiévale ou renaissante». Les sculptures africaines prennent alors leur entière dimension universelle comme affirma-tion d'une même spiritualité esthétique.

Le choix des œuvres présentées, la qualité remarquable des reproductions, l'intelligence des textes et la clarté de l'analyse, tout dans cet ouvrage fastneux comble la curiosité du cet ouvrage rastucus contine as considered lecteur. Et lui fait regretter — comme le sculiaguent les autours — que Paris soit la deraière grande capitale où l'art africain demeure pratiquement absent du principal musée généraiquement absent du principal musée généra-liste national. Même les projets du Grand Lou-vre ne prévoient pas de mêler — en raison de quel étrange apartheid artistique? - les œuvres de Phidias ou de Jean Goujon et les chefs-d'œuvre « nègres » de Nok ou d'Ifé, les sculptures les plus raffinées pourtant, les plus profondément humaines de l'art universel.

DROIT

A VOUS DE JUGER. - Jean-Paul Jean ★ Editions Bernerd-Berracit, Paris, 1988, 206 pages, 120 F

A l'opposé des confessions narcissiques et des plaidoyers complaisants de certains de ses collègues, Jean-Paul Jean, magistrat, vice-président puis secrétaire général du syndicat de la magistrature, nous fait juges, une fois n'est pas comume, d'une institution judiciaire indispensable au fonctionnement de la démocratic, mais qui semble avoir perdu la confiance des citoyens. Parcours fléché dans les usines de la justice où un corps professionel ez voie de l'éminisation classe sans suite les usines de la justice où un corps profession-nel eu voie de l'éminisation classe auns mite l'immense majerité des affaires qu'il traite et semble incapable de faire appliquer les déci-sions fabriquées à la chaîne. Regards voyeurs sur les attendos des jugements, les mentalités, les comportements, en particulier vis-à-vis du pouvoir politique, de la police, de la délin-quance, des notables, de l'ordre social et moral, des jounes, des feaumes... où l'indépen-dance, rare, obtoie le conformisme, fréquent, et parfois le dérisoire, voire l'odienx. que et parfois le dérisoire, voire l'odieux, que l'humour de l'anteur et les illustrations de Siné aident à surmouter. Irrespectueux et démysti-ficateur, non par dérision, mais pour pousser le justice à sortir du ghetto mortel où elle reste onfermée, à trouver les voies de la transparence, d'un service public proche des justi-

« L'Empire écartelé », de Paul-Marie de La Gorce

ES bornes dans le temps fixées à son histoire par l'auteur sont, à elles seules, chargées de sens : 1936-1946, dix années qui en valent cent (1). La e n'est que l'heure d'une illusion : « la plus grande France » aurait été à son apogée. Alors que ce qui marque d'un signe fatal cette fin d'hiver de 1936, c'est le rejet, ou plutôt l'abandon par le gouvernement français — à une voix de majorité, tel est le risque des démocraties sans volu de la demière chance certaine de renvoyer au neant Hitler et le nazisme. Inutile de dire que notre histoire non seulement, mais la face du monde aurait été changée.

Voità bien l'occasion de reprendre un autre livre qui recoupe exactement cette histoire : celui de Gilbert Comte. paru dans la même collection dirigée par Bernard Lauzanne. De 1871 à 1936, a été créé cet Empire triomphant mais déjà menacé (2). Il fut la revanche ou la compensation de la défaite. « Triomphant », tout empire l'est nécessairement, — ou il n'est pas. Et, en fait d'empires, il n'en manque pas

L'autaur n'épouse certes pas son titre. Il n'a pas à se forcer pour être impertial ; bien qu'il ne puisse se sentir « déteché de cette longue, balle et souvant tragique histoire ». Le second qualificatif ne plaira pas à tout le monde. Reste que Gilbert Comte, par cette impartialité même, dénonce avec paut-être une crédibilité plus grande tout ca qu'il y aut d'abus, de violences, de mépris, voire d'horreurs. Non sans retanir que tout cela commence avec le débarquement d'une « lie de négociants interlopes ». Ce n'est encore qu'une écume qui se nourrira dans le sillage de très honorables et très puissantes compagnies qui, conformément à leur nature. « industrialiseront » l'exploitation inhumaine d'hommes mai défendus.

Gilbert Comte ne salue pas moins les « conquérants » restés humains ; en particulier la figure de Brazza, qui conquit pacifiquement et même juridiquement, et dont le nom, par une rencontre assez émouvante, se trouvers soixante-dix ans plus tard associé à la plus retentissante et sincère promesse faite à l'Afrique pour sa libération. Cette objectivité, qui se permet de coexister avec une sensibilité généreuse, ce n'est pas seulement dans les archives qu'il l'aura puisée, mais sur le terrain, dans une longue fréquentation de ces hommes dits « sauvages », et qui « portent en eux ce vasta savoir de vie, tellement supérieur aux thès disputes d'école. » Il peut attester avoir trouvé là une mêmoire, individuelle ou collective, où « la souveraineté française aux quatre coins du monde ne se réduisait pas à la pure et brutale oppression de peuples par un autre, comme il était devenu commode et convanable de le soutenir. » Tout conformisme ne vaut jamais mieux que le conformisme

T nous retrouvons Paul-Marie de La Gorce en 1936. Cinq ans plus tôt, en 1931, une exposition éclatante exattait la puissance et le gloire coloniales françaises. Alors c'est bien l'apogée. Cepandant que l'espérance de la paix allait mourir avec Briand. Un an plus tard, en 1937, une autre exposition admettait à se côtoyer le Guernica de Picasso, sous un abri modeste, et le bunker géant représentant la nation des auteurs du massacre : au plus haut de ses māts, la croix gammée flottait par anticipation sur les bords de la Seine. Une année encore, et c'est Munich. Dès lors, dans l'inconscience des uns et l'action délibérée des autres. s'accélère l'organisation de la défaite.

Pourtant, le contraire était encore non seulement possible mais prévisible : au témoignage même de l'état-major allemand (3). Il aurait fallu faire la guerre. On choisit de s'enterrer pour dormir. On sait ce que fut le réveil. Ou la commence vraiment le livre, car l'histoire finale de l'empire est l'histoire même de la guerre et de ses suites. C'est ce que ce livre-là vient fortement rappeler à ses lecteurs. A nombre d'entre eux, les plus jeunes surtout, que n'enseigne-A commencer par l'œuvre de Weygand : cet armistice.

que, sans lui, de La Gorce ne manque pas de le souligner, Pétain n'aurait pu imposer. Ensuite, en Afrique du Nord, après que les velléités des généraux et gouverneurs de résister à Vichy se furent dégonflées, son faux double jeu abusa les Américains, alors qu'il ne jouait que le sien. Qui le mena à renchérir sur le racisme de Hitler, au point de heurter les Algérois qu'il avait cru flatter, Il institua des camps qui n'avaient rien à envier aux modèles allemands, ni pour la torture, ni pour la mort. On notera en passant qu'ils contisubrent à fonctionner sous les Américains, même avec Giraud, pendant plus de six mois, jusqu'à l'arrivée de de Gaulle. Cependant, à Vichy, la « collaboration » n'était plus qu'une capitulation permanente. Revenons en arrière avec 'auteur, pour respirer un air vivifiant ; l'empire s'ouvrent à la reconquête, la « chevauchée » africaine de Leclerc. Bir-Hakeim. Et le plus dur des combats : celui de de Gaulle contre « l'obstacle principal » : les Etats-Unis. Plus exactement : Roosevelt et son gouvernement, irrités par l'attitude contraire de leur opinion comme de la presse, et obligés d'en tenir compte. Au représentant de la France libre exhortent le président à collaborer avec de Gaulle, Roosevelt répondait, non sans faire un « mot » ; « J'accepterais même de collaborer avec un autre diable : Laval ». Nul doute qu'ij n'est trouvé de ce côté-là plus de complaisance à ses prejets, fût-ce calui de démembrer la France pour fabriquer une Europe à sa facon.

'HISTOIRE de la décolonisation aura connu son moment le plus intense aux premiers jours de 1944, avec la diecours prononcé par de Gaulle à Brazzaville. Il dépassa tout ce qu'on peut attendre d'une parole. Il a « remué jusque dans les profondeurs les populations... » Aussi provoque t-il dans l'« establishment » français des résistances ouvertes ou souterraines. Elles l'emporteront dans les partis et les pouvoirs après le départ de de Gaulle. Elles aboutiront aux drames indochinois et algérien.

En 1946, daux ans avaient passé depuis Brazzaville. C'était beaucoup. On était pourtant encore au moment où le destin balance. La faute capitale, et qui tuait la confiance, fut de le faire durer encore, dans quels déchirements, pendant douze ans. Au défilé commémoratif du 18 juin 1945 auquel participaient tous les combattants, d'un empire qui it déjà de nature, de Gaulle avait à son côté le suitan du Maroc. Ainsi entendait-il consacrer solennellement l'accord conclu entre eux, où avait sté fixée la data de l'indépendance. Ce serait la règle pour les protectorats d'abord, puis les nations d'Indochine, celles-ci, comme ceux-là, de vieille civilisation; les colonies recevraient d'abord la « personnalité politique », et feralent ainsi l'apprentissage de l'indépendance, Sans douts était-ce trop raisonnable ? Avec un côté « ottroyé » insupportable aux impatiences de ceux qui étaient pressés de recueillir les fruits du pouvoir. Dans un climat de confience populaire, ces impatiences auraient-elles ésé contraintes de patienter? Une telle évolution aurait pu épargner à de trop nombreuses populations désarméet une exploitation souvent cynique ns la corruption, et d'êze livrées à tant de violences et à d'interminables misères.

C'est une des réflexions auxquelles ce livre appelle. Il en est une autre, provoquée par la brève conclusion de l'historien, méditant sur tine sorte de conversion nostalgique, presque pathétique comme tous les « trop tard ». Passant soudain « de l'indifférence à la ferveur », les Français venalent de comprendre que l'empire les avait sauvés, qu'ils lui devaient d'être libres, et qu'il était « la condition de la grandeur ». Tregiatard ? En tout cas, ce le sers quand de Gaulle, avec stans fours une constance sans trop d'illusions, tentera de faijre coome si Brazzaville était de la veille. A travers les tentatives d'union libre, l'empire allait finir d'éclater dans des explosions en chaîne qui secoueraient l'Afrique. Dans sa demière l'gne, de La Gorce reste pourtant optimiste, conjuguent le passé au futur : « Ce sera d'abord le meilleur appartient encore à l'avenir.

Ce livre grave autant qu'excitant offre le vaste et dramatique tableau d'une double libération. Mais une nouvelle domination est aussitôt apparue : là, cynique sous l'étalage condescendant des bonnes intentions et des beaux principes; ici, plus insidieuse, prudente, toujours menaçante; celle de l'empire universei du profit.

Denoël, Paris, 1988. Illustré et relié, \$12 p., 220 F.
 Ibid., 392 p., 210 F.
 Casamayor, Nuremberg, Stock, Paris, 1985.

ÉCONOMIE

LE SUCRE : LE NORD CONTRE LE SUD? -Anne-Sophie Boisgallais et Charles Condamines * Editions Syros-Alternatives, Parls, 1968, 150 pages, 49 F.

Rien de moins simple que d'exposer claire-ment en 150 pages tous les aspects et les pro-blèmes, à la fois scientifiques et technologi-ques, concernant cette matière promière ques, concernant cette matière promière agricule essentielle qui peut servir de référence à bon nombre de questions du monde contemporain. C'est ce qu'ont réussi les anteurs, en fournissant au lecteur les éléments de compréhension tout en prenant le perti des pays sous-développés du Sud victimes de l'évolution du marché et des nouvelles technologies contrôllées pay les seus de Nord Contrôl contrôlées par les pays du Nord. Cearlà même qui leur svaient imposé hier par la force de l'esciavage et du colonialisme, la culture de la canne à sucre, et qui, après en avoir tiré pro-fit, les laissent sous dépendance et sans pens-

Lin petit ouvrage très bien docume assorti d'annexes et d'un guide bibliographi-

C, de B.

Calendrier des fêtes nationales 1~31 décembre

TERPUBLIQUE CENTRAFRICAINE Fâts de Finlépe 2 ÉMIRATS ARABES UNIS
2 LAOS
5 THAILANDE 6 FINLANDE 7 COTE-DIVOIRE

12 KENYA 16 BAHREIN 18 NIGER 28 NEPAL

Pête autionale Amiseratire da rai Pête de Pladépenius Fête patientilo de l'indépendu Fête nationale

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

SIPRI YEARBOOK 1988. World Armaments and Disarmament. - Stockholm International Peace Research Institute

Indispenable, comme d'habitude, la nou-velle édition de l'annuaire publié par le célè-bre inzitut suédois. Une première partie est consacrée aux armements et à la technologie - avec un chapitre bies actuel sur l'arme chimique. Les dépenses militaires, le com-merce des armes - toujours en déclin dans le tiers-monde – et les conflits sont ensuite niuntiensement examinés. Dans une troisième partie, des études sur les différentes négocia-tions pour le courrôle des armements. Enfin, plusieurs articles concluent Fouvrage : les éfections sur le traité INF le rôle des gociations sur le traité INF, le ré-Nations unies dans l'armistice Irak-Iran, l'incertitude sur le traité ABM (Anti-Balistic

1E DÉFI D'ETRE HUMAIN. Rapport de la Commission indépendants sur les questions humanitaires internationales.

Berger-Lovrant, Paris, 1988, 282 pages,

Créte en 1983, siégeant à Genève, la Com-mission indépendante sur les questions huma-nitaires internationales présente, dans ce volume, une synthète de ses nombreux travaux qui our déjà donné lieu à des publications séparées. Elle passe en revue les grands pro-blèmes mondiaux — démographie, environne-ment, parvreté, militarisation, terrorisme, dro-gne, — puis souligne l'importance, partout, de mem, parviete, ministranca, terrorsine, cu-gne, - puis sonligne l'importance, partout, de la violence armée, et la vulnérabilité de groupes entiers : enfants, déracinés, délaissés (pemples indigènes, disparus). Elle décrit aussi les catastrophes provoquées par l'homme : famine, déscriffication, dégâts industries etc. Annel à l'action, ce document industriels, etc. Appel à l'action, ce doc se termine par des propositions concrètes de-tinées à permettre une meilleure protection de « la valeur fondamentale de la personne

muner à toutes les sociétés. En pes de pages, en termes aussi peu technologiques que possible, un très utile rappel de vérités pre-mières. L'espérance, à laquelle croit la Com-mission, est bien nécessaire pour ne pas som-brer dans l'accablement que pourrait provoquer un regard lucide sur la situation actuelle du monde.

THE MILITARY BALANCE 1988-1989.

J.D.

★ The International institute for Strategic Studies, Londres, 1988, 260 pages,

Cet annuaire se divise en trois parties. D'abord, une revue très détaillée des forces militaires et des armements des différents pays. Ensuite, une série de tableaux : les capacités nucléaires de l'OTAN, du pacte de Varsovie et de la Chine; l'aide militaire de la France, de la RFA et des Etats-Unis aux pays du tiers-monde ; les dépenses de défense et le nombre de soldats de la plupart des armées du monde. Dans la dernière partie, enfin, diffé-

ÉLÉMENTS D'ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET CULTURELLE. ~ Jean-Paul Collyen ★ Editions de l'aniversité de Bri 1988, 210 pages, 850 francs belges.

C'est la cinquième édition, revue et auxmentée, de cet ouvrage. Son succès tient à la cierté du texte, à un effort de vulgarisation au meilleur sens du terme, à l'ampleur des problèmes posés dans une «introduction à l'anthropologie sociale ». Les principales écoles et orientations théoriques, les questions clefs de l'anthropologie (parenté, économie, pouvoir, systèmes de pensée) sont analysées de mamère succinete mais précise. Une bibliographie, des notices biographiques, un lexique, font du livre un instrument de travail com-

CLAUDE LIAUZU.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

ABOLIR LA TORTURE

Contre une inacceptable perversion

Par JACQUELINE WESTERCAMP et GUY AURENCHE *

U'ON le veuille ou non, la torture reste à l'ordre du jour : après l'adoption à l'unanimité de la Convention des Nations unies le 10 décembre 1984. les pays européens prennent la mesure d'un phénomène qui exige une vigilance constante. La Convention européenne pour la prévention de la torture entrera en vigueur le la février 1989. Quatorze pays doivent encore la ratifier (la France s'apprête à le faire). Ce texte, dont l'originalité réside dans son caractère préventif, permet à un groupe de personnalités de visiter, sans autorisation préalable, tous les lieux de détention. Premier pays à l'avoir ratifiée : la Turquie, qui espère, par ce gage de bonne volonté, obtenir son entrée dans l'Europe des Donze... Une convention du même type est actuellement en négociation rour les États américains (Canada exclu). En Afrique, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ratifiée en 1981, fait mention de la torture dans son article 5. Les conventions régionales, sans pour autant se substituer à la Déclaration de l'ONU, ont pour vocation une meilleure pénétration des principes humanitaires dans des pays aux cultures

Une tentation permanente

E contraste entre ce brillant édifice juridi-J que et la réalité a cependant de quoi décourager: En effet, les informations recueillies par le rapporteur spécial des Nations unies, Amnesty international et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) concordent tristement: presque la moitié des pays du monde (pourtant engagés par la Déclaration universelle des droits de l'homme) ont recours à la torture comme moyen de gouvernement. Son utilisation systématique comporte, il est vrai, des degrés, et des différences de situation existent selon les pays. Le cas de la Turquie, ou celui du Maroc, où la présomption d'innoceace est régulièrement basouée et la torture u'ilisée systématiquement contre les détenus, ne peut être confondu avec celui de l'Espagne où elle ne resterait en vigueur qu'à l'encontre des Basques. Cependant, ce genre de distinctions se révèle dangereux dès lors que, par une subtile casuistique, il conduit à justifier l'emploi ponctuel de la torture. Car c'est mé connaître qu'elle est une tentation permannie, et un enchaînement pernicieux. Que la june démocratie espagnole n'ait pu se défair totallement de ces méthodes révèle la pesanteur des men-

Au reste, aucun système politique n'a le monopole de ce fléau. Plus inquiétant peutêtre, les méthodes tortionnaires ne cessent de se diversifier: souffrances physiques inoules provoquées par des blessures, des armes, l'usage de l'électricité, viols et sévices sexuels,

Respectivement : présidente de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) et président de la Fédération internationale de l'ACAT

traitements inhumains sur des enfants devant les parents, menaces et simulacres d'exécution, sous-alimentation programmée, travail forcé, usage de médicaments et de procédés de destruction psychologique, isolement sensoriel et régime carcéral destructurant... On peut désormais parler de torture « blanche », car beaucoup de ces sévices ne laissent pas de trace sur le corps et visent surtout à briser la personnalité. La preuve devient ainsi plus dif-ficile à faire. L'évolution des méthodes rend presque impossible l'identification du tortionnaire. Les « disparitions ». les prises d'otages par des auteurs anonymes, les exécutions extra-judiciaires par des groupes prétendument incontrôlés : tous moyens grâce auxquels les autorités se déchargent à bon compte de leurs responsabilités.

Quels sont alors les pays qui échappent à la torture? Mis à part les cas cités plus haut, le palmarès revient aux pays d'Europe occiden-tale auxquels il faut ajouter les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et quelques démocraties en Amérique latine, en Afrique noire, en Asie. Mais la vigilance doit être de mise car aucun Etat n'est à l'abri de cette tentation. Le souvenir de la guerre d'Algérie est là pour nous rappeler combien, même en France, en régime démocratique, le dérapage se produit aisément. Bien souvent, ce sont les circonstances qui semblent justifier la torture comme un mal nécessaire et la banaliser : la lutte contre le terrorisme, contre la subversion fournissent des arguments dangereux précisément parce qu'ils sont convainquants. On fait passer la nécessité de l'Etat on de la société avant l'affirmation de la dignité humaine. Comme si l'on pouvait établir une hiérarchie entre les principes fondsmentanx, comme s'ils pouvaient être susceptibles d'évaluation ou de calcul. Ce type d'argument ne résiste pas à l'analyse. Quelle société peut se construire sur les fondements de l'oppression? Quel pouvoir peut oublier à ce point sa finalité qu'il se serve des armes par lesquelles on cherche à la détruire? Rentrer dans la logique du terrorisme, c'est lui offrir sa plus belle victoire en lui signifiant l'impuissance des démocraties à employer d'autres méthodes que les siennes.

Détruire les « déviations »

LEST pourquoi l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les textes qui l'ont suivi précisent que la torture doit être soumise à une interdiction définitive, absolue, et que celle-ci ne saurait être levée sous aucun prétexte : « Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. » Soulignons que la législation universelle n'est que très rarement aussi catégorique. Elle rappelle ainsi que le principe énoncé nous fait devoir de le respecter, qu'il est impératif car il concerne très directement l'essence de l'homme, Mais qu'appelle-t-on des traitements - cruels, inhumains, dégradants - ? L'évolution des

méthodes tortionnaires (disparitions, torture blanche) rend malaisée la définition précise de la torture : rapportons-nous à celle d'Amnesty International : - Il y a torture quand une personne inflige à une autre ou à un groupe d'autres personnes, délibérément et systématiquement, une douleur d'ordre physique ou psychique d'une extreme gravité afin d'obtenir de sa victime un comportement qu'elle n'auraît pas de sa propre volonté. - Cependant, cette définition ne rend pas compte de la différence entre torture privée et torture institutionnelle. Cette dernière répond à des objectifs particuliers. Elle s'inscrit dans une logique systématique et corrompt tous les rouages de l'Etat et la société. On parle de torture institutionnelle lorsque celle-ci est utilisée systématiquement par un

gouvernement afin d'éliminer toute opposition, toute action dite subversive dans le seul but d'assurer son maintien au pouvoir par la terreur qu'il inspire... Le système doit être suffisamment discret pour laisser au gouvernement un semblant de légitimité et suffisamment efficace pour éteindre toute velléité de protestation. Les auteurs sont des agents de la force publique (police, armée, personnel péniten-tiaire) et leurs complices officieux (escadross de la mort, médecins, psychiatres...) ou bien encore des groupes agissant au nom d'un projet politique ou idéologique (groupes de libération, opposants, terroristes). Outre les arguments déjà évoqués (terrorisme, subversion), l'idéologie est largement utilisée pour justifier le recours à la torture. Tont jugement critique, toute opinion qui s'inscrit en faux est le signe d'une « déviation » qu'il faut corriger. Les camps de « rééducation » au Vietnam ou les camps de « travail » en URSS découlent de la logique d'un système qui ne se maintient que par la destruction de la pensée critique.

Le rôle des chrétiens

A torture ne naît pas n'importe où. Elle Le trouve un terrain favorable là où les inégalités sociales, économiques, ethniques sont insupportables pour la population qui les subit. Où certains groupes d'intérêts trouvent avan-tage à un système inégalitaire et sont prêts à le défendre coûte que coûte avec la bénédiction des autorités. Mentionnons pour exemple le cas de la Colombie, où les trafiquants de drogue ont partie liée avec le pouvoir. Fermant les yeux sur un commerce aussi illégal que lucratif, celui-ci obtient en échange la liquidation de ses opposants. La torture n'est que trop souvent le fait de régimes incapables de se renou-velet et de procéder aux réformes nécessaires.

L'ampleur du phénomène, son caractère systématique appellent une réponse collective. Dans ce combat des droits de l'homme, les chrétiens hésitent à trouver leur place. Plu-



sieurs raisons expliquent cette réticence : la peur de faire de la politique, la position des Eglises qui longtemps se sont rangées aux côtés du pouvoir, le souvenir de l'Inquisition qui plane comme un remords... Pourtant l'action de l'ACAT témoigne que les chrétiens ont une perole à dire. Car enfin il ne suffit pas de lutter, encore faut-il savoir pourquoi on Intte. Action occuménique, l'ACAT ne prétend pas s'arroger le droit d'une réponse universe Mais en apportant une dimension spirituelle à ce combat; en nourrissant son action d'une réflexion permanente ; en mettant l'accent sur la prière, l'ACAT tente de montrer que cette lutte est directement inspirée de l'Evangile et que celui-ci commande l'efficacité afin de promouvoir l'homme à l'image du Christ. Cette parole, si elle n'est qu'une perole permi tant d'autres, n'en éclaire pas moins la finalité de ce combat et lui donne un fondement intangible. Car toute conviction a besoin d'un ancrage qui lui permettra de résister dans les situations les plus difficiles. Les résultats obtemes par ces surtout, leur action permet de lever un silence qui fait partie de la logique d'isolement du système tortionnaire. Ce témoignage de solidarité dont, tôt ou tard, la victime sera informée lui redonne une identité qu'elle avait perdue : - Vous n'avez pas écourté mon emprisonnement, mais comment résister à tant de solitude sans vos lettres... -, déclare Igor Ogourtsov, retenu pendant vingt ans au goulag. Ce témoignage montre que la lutte contre la torture n'est pas un vain combat.

■ A l'occasion du 40º anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'ACAT - Action des chrétiens pour l'abolition de la torture - organise, le 11 décembre 1988, au Bourget, une journée de réflexion et de débats sur le thème - Pour un monde sans torrure ». (Renseignements: ACAT, 252, rue St-Jacques, 75005 Paris. Tél.: 43-29-88-52.)

Dans ce numéro:

PAGE 2:

Courrier des lecteurs. Casamayor ou la mort d'un juste, par Yves Florenne

La « guerre totale » au Salvador, par Ashton Scharach-Paris.

PAGES 4 et 5:

ÉTATS-UNIS : Dans les bas-fonds de la campagne électorale, par Serge Halimi. - L'administration la plus corrompue, par Saul Landau.

PAGES 6 et 7:

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE : Le « social » à la remorque de l'Acte unique, par Bernard Cassen. -

VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE

(POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

Autres produits alimentaires;
arrivages de l'Argentine par avion garantis;

expéditions partout dans le monde.

carnar France (CD



17, rue de la Comète - 75007 Paris Télex: 20 50 88 F - Tél.: 47-05-96-61 Libertés sans frontières pour les détenteurs de capitaux, par Denis Clerc.

PAGES 8 et 9:

La Yougoslavie en proie aux démons du nationalisme, par Juan Fernandez Elorriaga. – Un cinéma témoin de toutes les crises, par Anne Kieffer.

PAGES 10 et 11:

UNION SOVIÉTIQUE: Une diplomatie à l'épreuve du tiers-monde, par Alain Gresh. — Le « laboratoire » balte, par Jean-Marie Chauvier.

PAGES 12 et 13:

La Birmanie ou les paradoxes du sous-développement,

PAGE 14:

Qui croit encore au « miracle » ivoirien? par Corime Moutout.

PAGE 15:

DROFTS DE L'HOMME : Le Maroc du silence, par

PROCHE-ORIENT: Pari palestinien, refus israélien, par Amnon Kapeliouk

PAGE 17:

Satan, suite de l'article de Claude Julien.

PAGES 18 et 19:

CES INEGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE (VI): La santé, une conquête sociale menacée, par Jean-Paul Moatti.

PAGES 20 et 21:

SCIENCE, AFFAIRES ET DÉMOCRATIE : Cette vie qui devient marchandise, par Jean-Pierre Berian. -L'affaire Moore ou la diabolique notion de droit de propriété, par Marie-Angèle Hermitte.

Les contradictions des « Verts » ouest-allemands, par Margaret Manale

PAGES 24 et 25:

La francophonie en mai d'imaginaire (supplément).

PAGES 26 et 27:

QUELQUE PART EN ITALIE: Desio, ville moyenne, lombarde et européenne, par Chude Ambroise. — Dans la presse étrangère: Mafia et guerre des toges (C. A.).

PAGE 28:

ROMANS NOIRS ET SOCIÉTÉ FRANÇAISE : LA VIOlence a changé, le polar aussi, par François Cote.

La conquête des esprits, par Bernard Cassen. - Les mains bien visibles de l'économie, par Jean-Pierre

PAGES 30 et 31:

LES LIVRES DU MOIS : «L'empire écartelé», de Paul-Marie de La Gorce, par Yves Floreme. — «Tall-hover», de Hans-Joachim Schädlich, par Jean-Michel Palmier. — «La ville des prodiges», d'Eduardo Menders de la constant d doza, par André Gabaston.

Le Monde diplomatique du mois de novembre 1988 a été tiré à 176 000 exemplaires. Il a été interdit de vente au Maroc et en Algérie.

Décembre 1988

